

**2011-2012 :
REPRISE... DE LA CRISE !**

VINCENT GOUYSSÉ

1^{ère} édition, octobre 2012

WWW.MARXISME.FR

Copyright Vincent Gouysse, octobre 2012. Diffusion libre de l'édition numérique : reproduction totale ou partielle du texte autorisée pour tous les pays sous réserve d'indiquer la source. Pour la traduction, s'adresser à l'auteur.

Légende des illustrations de la couverture :

→ Première de couverture : Le 14 septembre 2012, des musulmans du Bangladesh brûlent le drapeau américain et israélien à l'occasion d'une manifestation contre le film « Innocence of Muslims ». — Un manifestant s'apprête à jeter une bombe incendiaire à l'occasion de protestations anti-austérité à Thessalonique en Grèce le 6 décembre 2011. — Le 25 septembre 2012, les dirigeants chinois président la cérémonie d'entrée en service actif du premier porte-avions chinois, le Liaoning. — Le 15 septembre 2012, des milliers de chinois venus manifester leur colère sont contenus par la police chinoise devant l'ambassade du Japon à Pékin alors que le gouvernement japonais vient de nationaliser les îles Diaoyu. — Le 9 septembre 2012, au lendemain du Sommet du mouvement des non-alignés de Téhéran, Wu Bangguo, président de l'APN, débute une visite officielle de quatre jours en Iran.

→ Quatrième de couverture : La nouvelle locomotive électrique de la CNR. Avec ses 10 MW, c'est la plus puissante locomotive de transport de fret au monde. — Retour sur terre triomphal des trois astronautes chinois après la réussite de la mission d'amarrage spatial de Shenzhou-9 avec Tiangong-1. — Tir du nouveau missile anti-aérien de moyenne portée HQ-16. — Le nouveau camion-grue mobile de 1 200 tonnes du groupe XCMG, capable notamment d'assembler de grosses éoliennes terrestres. — Un deuxième prototype du chasseur furtif chinois J-20 a rejoint la phase d'essais en vol au printemps 2012. — Une procession de patrouilleurs catamarans lance-missiles de type 022. — Une flottille militaire chinoise moderne composée d'un LPD de type 071, d'un pétrolier-ravitailleur de classe Fuchi, d'un destroyer de type 052C et d'une frégate de type 054A

ISBN 978-1-291-10469-1

Sommaire :

Avant-propos (p. 5)

- **Un secteur énergétique mondial frappé de plein fouet par la deuxième déferlante de la crise (p. 9)**
- **L'industrie et les transports face à la retombée en récession (p. 23)**
- **Un dragon avide de sciences et lancé à la conquête des espaces (p. 51)**
- **L'économie mondiale face au mur de la crise de la dette (p. 79)**
- **Frictions inter-impérialistes : la réponse du berger à la bergère... (p. 131)**
- **Pays dépendants : quand les pays impérialistes en déclin cuisinent à l'étouffé... et à la mode coloniale ! (p. 159)**

Graphes (p. 194)

Notes (p. 211)

Annexe (p. 233)

Avant-propos

Dans notre dernier ouvrage, nous avons déjà souligné que les illusions de reprise économique ne tarderaient pas à se dissiper dans les pays impérialistes en déclin, avec à la clef un approfondissement de « la décomposition économique, sociale et politique » et « une flambée de la réaction dans leur cadre national comme à l'international ».¹

La reprise économique mondiale « à deux vitesses » enregistrée en 2009-2010 a aujourd'hui sans surprise cédé la place à la poursuite d'un rythme de croissance économique rapide en Chine tandis qu'un nombre croissant de pays impérialistes en déclin doivent faire face à une nouvelle récession induite par la mise en œuvre de plans d'austérité destinés à conjurer le spectre de la crise de la dette souveraine.

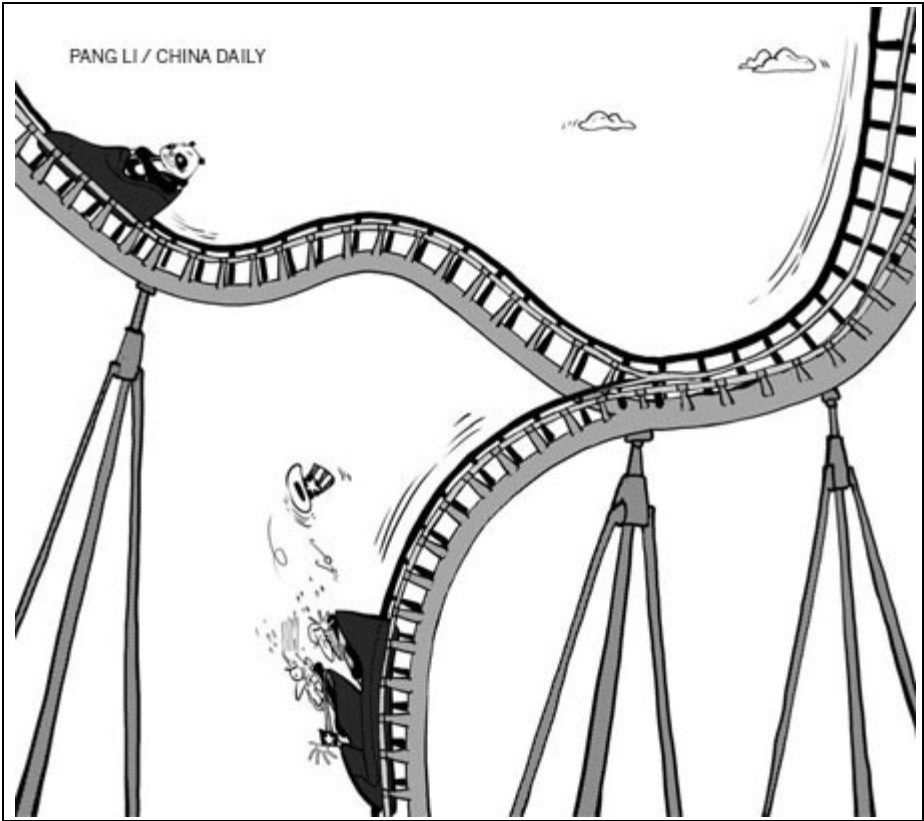
Dans ce contexte, le « **contraste** » est de plus en plus saisissant entre « **l'empire du Milieu** » qui « **se transforme, s'enrichit, s'émancipe** » et « **une Europe sans croissance ni unité politique, et surtout criblée de dettes** », pouvait-on lire dans le dossier intitulé « **Pourquoi la Chine fait peur** », paru dans le n°769 du mois de décembre 2011 de la revue *l'Expansion* dont il a fait la une en couverture.

« La crise économique a fait voler en éclats le semblant de cohésion européenne qui restait. Les pays les plus faibles jouent clairement la carte chinoise, pariant sur les retombées économiques d'éventuels investissements (...). Aux yeux de ces pays rongés par la crise et la flambée du chômage, la Chine apparaît comme un dernier recours pour sauver des emplois... au détriment parfois des entreprises locales. Leur logique court-termiste contraste avec le "temps long" de la stratégie chinoise ».²

Le moins que l'on puisse dire est que l'époque actuelle rend de plus en plus évident la montée inexorable de l'impérialisme chinois et la formidable capacité de résilience de son économie. Le 9 juillet dernier, le *Quotidien du Peuple* publiait un article intitulé « L'économie chinoise est en train de rebondir ».

Illustré par une caricature des plus évocatrices que nous reproduisons ci-dessous, il soulignait qu'en dépit d'un ralentissement passager, l'économie chinoise conservait « un fort potentiel de croissance à long terme » alors que « **la zone euro et même les Etats-Unis se dirig[ea]ient vers un coup de froid dangereux** ».

« Cela fait déjà deux ans que les Cassandre de tout poil prophétisent que la Chine va connaître un atterrissage difficile. Mais même si la Chine n'est pas immunisée contre les crises de la dette en Occident, elle est tout de même mieux placée pour y faire face ».³



L'illustration précédente est suffisamment claire pour se passer de tout commentaire, si ce n'est qu'elle permet de comprendre en quoi les élites des pays impérialistes en déclin jugent la croissance chinoise "insolente" !

Ceci étant dit, étudions maintenant les manifestations et les conséquences de la retombée en récession des pays impérialistes en déclin à laquelle nous assistons aujourd'hui.

Un secteur énergétique mondial frappé de plein fouet par la deuxième déferlante de la crise

La reprise de la crise dans les pays impérialistes en déclin est aujourd'hui nettement corrélée par l'évolution de la consommation énergétique primaire à travers le monde, comme l'illustre le tableau ci-après.

Variation de la consommation énergétique primaire de quelques pays											
Millions de tep	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chine	1041,4	1105,8	1277,3	1512,5	1659,0	1831,9	1951,0	2041,7	2210,3	2402,9	2613,2
USA	2259,7	2295,5	2302,3	2348,8	2351,2	2332,7	2372,7	2320,2	2205,9	2277,9	2269,3
Russie	623,3	625,8	644,9	651,4	650,7	670,3	673,8	679,3	644,4	668,7	685,6
Inde	297,4	308,8	317,4	345,8	364,5	382,1	415,5	445,9	487,6	520,5	559,1
Japon	512,8	510,3	511,0	522,4	527,1	527,6	522,9	515,3	474,0	503,0	477,6
Canada	298,2	303,1	305,9	313,8	326,8	321,7	327,5	327,7	314,0	315,7	330,3
Allemagne	338,8	334,0	337,1	337,3	333,2	339,5	324,4	326,7	307,5	322,4	306,4
Brésil	182,3	186,2	190,3	200,1	207,0	212,6	225,6	235,9	234,3	258,0	266,9
Corée du Sud	193,9	203,1	209,8	213,8	220,8	222,9	231,9	236,4	237,4	255,6	263,0
France	258,4	255,4	259,3	263,6	261,2	259,2	256,7	257,8	244,0	251,8	242,9
Iran	130,9	144,1	152,0	158,4	179,2	189,3	195,1	200,9	212,6	223,0	228,6
Royaume-Uni	226,6	221,7	225,4	227,3	228,2	225,5	218,3	214,8	203,7	209,0	198,2
Italie	176,9	175,4	181,0	184,6	185,1	184,6	181,8	180,4	168,1	173,1	168,5
Espagne	135,3	137,5	145,3	151,3	153,8	155,2	159,8	155,6	145,2	149,2	145,9
Turquie	68,1	73,1	78,1	82,9	86,0	96,2	103,1	102,7	102,8	108,8	118,8
Grèce	32,1	33,0	32,7	34,2	33,9	34,9	34,9	34,5	33,1	31,7	30,5
2007 = 100	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Chine	53,4	56,7	65,5	77,5	85,0	93,9	100,0	104,7	113,3	123,2	133,9
USA	95,2	96,7	97,0	99,0	99,1	98,3	100,0	97,8	93,0	96,0	95,6
Russie	92,5	92,9	95,7	96,7	96,6	99,5	100,0	100,8	95,6	99,2	101,8
Inde	71,6	74,3	76,4	83,2	87,7	92,0	100,0	107,3	117,3	125,3	134,6
Japon	98,1	97,6	97,7	99,9	100,8	100,9	100,0	98,5	90,7	96,2	91,3
Canada	91,1	92,6	93,4	95,8	99,8	98,2	100,0	100,1	95,9	96,4	100,9
Allemagne	104,4	103,0	103,9	104,0	102,7	104,7	100,0	100,7	94,8	99,4	94,5
Brésil	80,8	82,5	84,3	88,7	91,7	94,3	100,0	104,6	103,9	114,4	118,3
Corée du Sud	83,6	87,6	90,5	92,2	95,2	96,1	100,0	102,0	102,4	110,2	113,4
France	100,6	99,5	101,0	102,7	101,7	100,9	100,0	100,4	95,0	98,1	94,6
Iran	67,1	73,9	77,9	81,1	91,8	97,0	100,0	103,0	109,0	114,2	117,1
Royaume-Uni	103,8	101,6	103,3	104,1	104,5	103,3	100,0	98,4	93,3	95,7	90,8
Italie	97,3	96,5	99,6	101,6	101,8	101,5	100,0	99,2	92,5	95,2	92,7
Espagne	84,7	86,1	91,0	94,7	96,2	97,1	100,0	97,4	90,9	93,4	91,3
Turquie	66,1	70,9	75,7	80,5	83,4	93,3	100,0	99,6	99,8	105,6	115,3
Grèce	92,1	94,6	93,8	98,2	97,2	100,0	100,0	99,1	95,1	90,9	87,4

En 2011, la consommation énergétique primaire de la Chine a affiché une hausse de 8,8 % en glissement annuel, une croissance du même ordre que celle de son PIB. Au contraire, dans le même temps, nombre de pays impérialistes en déclin ont vu leur consommation énergétique primaire diminuer à nouveau : - 5,2 % pour le Royaume-Uni, - 5,0 % pour le Japon et l'Allemagne, - 3,5 % pour la France, - 2,6 % pour l'Italie, - 2,2 % pour l'Espagne et - 0,4 % pour les USA.

Tandis que la consommation énergétique primaire de la Chine affiche une hausse de 33,9 % par rapport à son niveau de 2007, la consommation énergétique primaire de ses concurrents en déclin reste bien en deçà de son niveau d'avant-crise, avec - 12,6 % pour la Grèce, - 9,2 % pour le Royaume-Uni, - 8,7 % pour le Japon et l'Espagne, - 7,3 % pour l'Italie, - 5,5 % pour l'Allemagne, - 5,4 % pour la France et - 4,4 % pour les USA.

En 2011, la production électrique chinoise a conquis la première place mondiale avec 4 700 TWh, dépassant de 9,1 % celle des USA. Cette dernière s'est d'ailleurs de nouveau contractée en 2011, après un relèvement partiel en 2010, et reste aujourd'hui inférieure de 1,3 % à son plus haut niveau d'avant-crise (2007), à l'instar de la consommation énergétique primaire américaine.⁴ Nous renvoyons ici également à la planche de graphes n° 6 accessible en fin de volume.

Il faut dire qu'en dépit d'un rétablissement partiel entamé à la fin de l'année 2009, le niveau de la production industrielle américaine reste encore inférieur à son plus haut niveau d'avant-crise. Surtout, la période janvier-août 2012 a vu la production industrielle américaine stagner. Son indice est en effet passé de 96,6 en janvier 2012 à... 96,8 en août 2012 ! Aujourd'hui, la production industrielle américaine affiche donc encore un recul de 3,2 % par rapport à son niveau de 2007.⁵

Dans ces conditions, les monopoles du secteur énergétique sont évidemment fragilisés. Et comme si les contraintes budgétaires ne suffisaient pas, certains événements extérieurs à la crise économique sont venus aggraver la situation.

Au lendemain de la catastrophe de Fukushima, la filière nucléaire est en effet menacée dans plusieurs pays et en particulier en Allemagne et au Japon. Un an après la catastrophe nucléaire japonaise, un seul réacteur du parc nucléaire japonais était encore en service. Or le Japon compte 54 réacteurs nucléaires. Ceux-ci assuraient jusqu'alors près du tiers de la production électrique japonaise. Devant l'hostilité de la population face à la remise en service des réacteurs arrêtés, le gouvernement japonais ne cache

pas que « la part du nucléaire dans le mix énergétique sera réduite autant que possible ».⁶

De son côté, l'impérialisme chinois n'a pas abandonné le développement de son secteur nucléaire civil. Il a au contraire réaffirmé sa volonté de développer l'électricité nucléaire de façon « extrêmement sûre », c'est-à-dire en « faisant de la sûreté une condition préalable ». La Chine devrait ainsi compter 70 réacteurs nucléaires à l'horizon 2020.⁷

Ailleurs en Europe, les inquiétudes autour d'un parc nucléaire vieillissant se multiplient, alors que des fissures ont récemment été détectées sur les cuves de deux réacteurs nucléaires belges, à savoir le réacteur n°3 de Doel et le réacteur n° 2 de Tihange. En raison de leur gravité, les fissures de la cuve du réacteur n°3 de Doel ont poussé les autorités belges à décider de son arrêt définitif. Il faut dire que la réparation de la cuve d'un réacteur est une opération jugée aussi problématique que son remplacement.⁸ Le réacteur n° 2 de Tihange est pour sa part aujourd'hui arrêté pour une période indéfinie, le temps que des investigations plus poussées soient menées.⁹

Ces arrêts ne sont pas sans conséquence alors que les sept réacteurs nucléaires belges d'une capacité installée cumulée de 5,5 GW — dont 2,0 GW pour les deux unités arrêtées —, représentent la moitié de la production électrique du pays.

Dans ce contexte international difficile, Areva a récemment annoncé un plan de restructuration touchant à ses différents domaines d'activité, qu'il s'agisse de la production d'uranium, de la fabrication des réacteurs ou du retraitement du combustible. Pour Areva, la mise à l'arrêt des réacteurs japonais et allemands « a été terrible » car elle l'a privé « de deux gros clients ».¹⁰

De 2012 à 2016, les effectifs d'Areva se verront amputés d'au moins 5 000 postes en France (sur les 28 000 que compte le groupe), via un gel des embauches. En tout, ce plan de restructuration prévoit 1 milliard d'euros d'économies de fonctionnement par an, 1,2 milliard d'euros de cessions et la réduction d'un tiers de ses investissements à 7,7 milliards d'euros.¹¹

Mais la catastrophe de Fukushima est loin d'être la seule épée de Damoclès menaçant la filière nucléaire, car même en France, « le dogme du nucléaire pas cher est brisé ». Selon un rapport de la Cour des comptes publié au début de l'année 2012, le coût de revient de l'électricité nucléaire qui sera produite par l'EPR devrait se situer entre 70 et 90 euros du MWh, soit un coût identique à l'éolien terrestre.¹²

La rentabilité financière de la filière nucléaire française est donc aujourd'hui remise en cause de manière croissante, y compris par ses promoteurs. La faute au durcissement des normes de sécurité, aux retards et surcoûts à répétition de l'EPR, à la menace de coûts de démantèlement sous-estimés des anciens réacteurs, et enfin à la perte de compétence dont souffre aujourd'hui la filière nucléaire française.

Les retards et surcoûts de l'EPR en particulier continuent à faire « perdre beaucoup de crédit au géant français du nucléaire ». Il faut dire que l'EPR finlandais n'entrera pas en service avant 2015 (contre 2009 selon le planning initial) et l'EPR de Flamanville avant 2016 (contre 2012 selon le planning initial). Quant au prix unitaire de ces réacteurs, il est aujourd'hui estimé à 6 milliards d'euros.¹³ La construction de chacun de ces deux réacteurs s'étalera donc au moins sur neuf ans !

Ainsi, il y a aujourd'hui toutes les chances que ce soient finalement les deux EPR chinois de Taishan, construits en collaboration avec le monopole chinois CNGPC, qui « **seront les premiers au monde à entrer en service, fin 2013 et fin 2014** ». En effet, la construction de ces deux réacteurs semble se dérouler sans accroc et selon le planning initial.¹⁴

Rappelons que la construction du premier EPR chinois avait débuté en 2009 et celle du second en 2010, soit quatre ans de délai de construction pour chacun de ces deux réacteurs.¹⁵

Ce n'est évidemment pas pour rien si EDF envisage de plus en plus l'abandon du modèle de l'EPR au profit d'un autre réacteur plus petit (1 GW) destiné à l'export conçu et développé en collaboration avec Areva et l'électricien chinois CGNPC.¹⁶

Les derniers mois ont ainsi vu les annonces de partenariat avec les deux géants chinois du nucléaire que sont la China Guangdong Nuclear Power Corporation (CGNPC) et la State Nuclear Power Technology Corporation (SNPTC) se multiplier.

Pour couronner le tout, outre une filiale nucléaire internationale ébranlée, Areva doit faire face à « l'ambition expansionniste des électriciens chinois ». Au Royaume-Uni, la CGNPC alliée à EDF ainsi que la SNPTC alliée à Westinghouse-Toshiba sont aujourd'hui candidates pour construire les prochaines centrales nucléaires destinées à prendre le relais des réacteurs les plus anciens qui seront arrêtés à l'horizon 2020. En jeu la construction de 6 GW de nouvelles capacités pour un investissement prévisionnel de 18,5 milliards d'euros.¹⁷ Aussi, le « futur parc britannique » « risque de devenir très chinois ».¹⁸

Dans ces conditions, la direction d'Areva n'hésite plus à régler publiquement ses comptes avec la direction d'EDF à laquelle elle reproche de céder aux sirènes du « low-cost dans le nucléaire » ainsi que « ses infidélités » « avec des constructeurs étrangers ». ¹⁹

Aujourd'hui, les compétences des monopoles chinois de la filière nucléaire se renforcent et se diversifient rapidement. Les travaux chinois en matière de recherche portant sur la fusion nucléaire se poursuivent et les dernières campagnes d'expérimentations de l'EAST chinois ont abouti à des « progrès sensibles ». ²⁰ Mais comme nous l'avions déjà souligné, il s'agit là d'un travail de longue haleine. ²¹

A plus court terme, et dans le domaine de la fission nucléaire, les monopoles chinois de la filière nucléaire n'en commencent pas moins à mettre en œuvre des innovations majeures.

La China National Nuclear Corporation (CNNC) a ainsi développé l'ACP100, un nouveau réacteur à eau pressurisé de 3^{ème} génération d'une puissance de 100 à 150 MW. Ce réacteur compact sera dédié à la production électrique, à la désalinisation et au chauffage urbain. Une cogénération innovante — inconnue en France où elle est toujours à l'état de rêve d'ingénieur ²² —, qui s'annonce particulièrement prometteuse alors que le rendement énergétique des réacteurs nucléaires ne permet de convertir que le tiers de l'énergie libérée par la fission en électricité tandis que les deux tiers restant (soit 200 MW pour un réacteur de 100 MW) sont habituellement perdus et dissipés sous forme de chaleur dans les rivières et l'atmosphère...

La construction du premier réacteur ACP100 débutera à Putian dans le Fujian d'ici la fin de l'année 2013. Outre un bas coût de revient, ce réacteur bénéficiera d'un délai de construction particulièrement réduit de deux ans et demi. La période de rechargement de son combustible nucléaire sera de deux ans et sa durée de vie est estimée à soixante ans. ²³

Mais la question du coût ou de l'efficacité du nucléaire n'est pas tout. Il y a également la question de la sécurité. Si la pire des catastrophes naturelles n'aura que des conséquences limitées sur des parcs éoliens, il n'en va pas de même pour une centrale nucléaire.

Or comme nous l'avions déjà souligné, le parc nucléaire vieillissant dans nombre de pays impérialistes en déclin posera à l'avenir un problème de sécurité croissant au moment même où ces pays sont confrontés à des difficultés économiques majeures et durables. ²⁴

Au cours des derniers mois, le parc nucléaire français a subi plusieurs accidents et pannes d'autant plus inquiétantes qu'elles se sont produites en

dehors de toute catastrophe naturelle, contrairement à celle de Fukushima. Ainsi, en mars 2012, le réacteur n°2 de la centrale nucléaire de Fessenheim s'est arrêté automatiquement en raison d'un dysfonctionnement du transformateur principal.²⁵

Quelques semaines plus tard, un incendie provoquait l'arrêt du réacteur nucléaire n°2 de la centrale de Penly. Une fuite d'eau radioactive consécutive à l'incendie fût détectée.²⁶ Le réacteur ne redémarra que très récemment, quatre mois après cet "incident" qui fût classé niveau 1 sur l'échelle Ines...

On pourrait s'attendre à ce que le renchérissement du cours des énergies fossiles combiné aux secousses ébranlant aujourd'hui la filière nucléaire mondiale ne favorise le développement des énergies dites alternatives. Mais cela n'est que partiellement vrai. En effet, comme on l'a vu, les besoins énergétiques des pays impérialistes en déclin, après avoir longtemps stagné, commencent à se contracter. De quoi contribuer à repousser les nouveaux investissements dans le secteur énergétique à un moment où l'austérité budgétaire se généralise.

Comme nous l'avions déjà remarqué, la crise économique n'a pas épargné le secteur des énergies dites nouvelles. Les deux dernières années ont ainsi vu les nouvelles capacités éoliennes installées stagner à 37,6 GW en 2010 et 40,6 GW en 2011, contre 38,8 GW en 2009, mettant ainsi brutalement un terme à une décennie de croissance à deux chiffres.

En 2011, la Chine a consolidé son nouveau leadership dans le secteur éolien. Avec 62,4 GW de capacité installée, elle devance désormais de loin ses plus proches concurrents, qu'il s'agisse des USA (46,9 GW) de l'Allemagne (29,1 GW), de l'Espagne (21,7 GW), ou de l'Inde (16,1 GW). La planche de graphes n° 6 donne toute la mesure de ce nouveau, mais déjà écrasant leadership chinois dans le secteur éolien.

Une place de nouvel acteur prépondérant de l'éolien mondial que la Chine n'est pas prête de perdre, alors qu'elle a contribué à hauteur de 17,6 GW aux 40,6 GW de nouvelles capacités installées dans le monde en 2011, soit une part de marché de 43,5 %. Chine exclue, les nouvelles capacités éoliennes installées se sont donc élevées à 23,0 GW. Un chiffre en légère croissance par rapport à les nouvelles capacités installées en 2010, mais toujours en recul de 6,1 % par rapport à celles de 2009.

Les nouvelles capacités installées des USA illustrent bien cette tendance générale. Avec 6,8 GW, elles sont certes supérieures à celles de 2010 (5,6 GW), mais restent bien en deçà de leur niveau record de 2009 (10,0 GW).

Dans ces conditions, la part de la Chine dans le secteur éolien mondial a continué de croître rapidement. En 2011, la capacité éolienne installée totale de la Chine a ainsi représenté plus du quart de la capacité éolienne installée mondiale (26,2 %), contre 22,7 % en 2010.²⁷

En 2011, le secteur éolien chinois a contribué à hauteur de 73,2 TWh à la consommation électrique chinoise, contre 86,3 TWh pour le secteur nucléaire. Rappelons qu'en 2009 les secteurs éolien et nucléaire chinois avaient contribué pour respectivement 27,6 TWh et 70,1 TWh.²⁸

Nul doute qu'en 2012, la contribution du secteur éolien chinois dépassera donc celle du secteur nucléaire, et ce alors qu'une partie encore significative du parc éolien chinois n'est pas encore raccordé au réseau. Selon le GWEC, la situation s'est cependant nettement améliorée sur ce front. Aujourd'hui, c'est ainsi une erreur que de continuer à affirmer que le tiers du parc éolien chinois n'est pas raccordé au réseau.²⁹

A la fin de l'année 2011, c'étaient 76,7 % des 62,4 GW de la capacité éolienne installée de la Chine qui étaient raccordés au réseau électrique, contre une proportion de 69,9 % un an plus tôt.³⁰

Comme dans la filière nucléaire, les ambitions des monopoles chinois commencent à déborder de leur cadre national. Le début de l'année 2012 a ainsi vu les éoliennes chinoises pénétrer pour la première fois le marché européen. Sinovel a en effet exporté des turbines d'une puissance unitaire de 3 MW vers la Suède.³¹

Une source d'inquiétude supplémentaire pour les firmes européennes déjà ébranlées par les effets collatéraux de l'austérité budgétaire. Au premier semestre 2012, les nouvelles capacités installées du parc éolien français se sont montées à seulement 196 MW, un chiffre en baisse de 58 % en glissement annuel.³² Cet effondrement alarme les professionnels du secteur qui en appellent aujourd'hui à l'aide de l'Etat bourgeois.³³

Et ces difficultés ne sont pas l'apanage de la filière éolienne hexagonale : dans toute l'Europe, les gouvernements bourgeois se sont résignés à couper dans les aides aux énergies renouvelables.

Confronté à ce contexte dégradé, le fabricant de turbines danois Vestas a enregistré une perte nette de 167 millions d'euros en 2011. « Fragilisé par la crise », le leader mondial de l'éolien a annoncé plus de 2 300 suppressions d'emploi. Au cours des derniers mois, les rumeurs courent sur un possible rachat de Vestas par les numéros un et deux chinois du secteur que sont Sinovel et Golwind.³⁴

Aux USA, la situation n'est pas beaucoup plus reluisante. Le printemps 2012 a ainsi vu le département américain du commerce instaurer de nouvelles taxes allant de 13,7 à 26,0 % sur les importations d'éoliennes chinoises. Une décision qui si elle contribuera certes à protéger les acteurs américains de l'éolien de la redoutable concurrence chinoise, sera en revanche susceptible de provoquer, outre le courroux de Pékin, « un renchérissement des énergies concernées » et donc « un ralentissement de leur déploiement sur le sol américain ».³⁵

Cet environnement international dégradé n'est évidemment pas sans conséquence pour les fabricants chinois qui voient leurs débouchés à l'exportation se réduire au moment où leur marché intérieur a atteint son rythme de croisière. Au premier semestre 2012, Sinovel a ainsi vu son chiffre d'affaire s'effondrer de 42,0 % en glissement annuel à 3,1 milliards de yuans. Dans le même temps, son bénéfice net s'est effondré de 96,3 % à 24,7 millions de yuans, des baisses résultant du « ralentissement économique mondial » qui « a freiné les investissements dans le secteur de l'énergie éolienne, tandis que la concurrence acharnée a conduit à la baisse des prix des éoliennes, ce qui a considérablement réduit la rentabilité de cette industrie ».³⁶

La situation de la filière photovoltaïque mondiale n'est pas très différente de celle du secteur éolien, tiraillée entre les contraintes budgétaires et une concurrence interne de plus en plus féroce.

Au cours des dernières années, la production photovoltaïque mondiale a enregistré une croissance rapide. De 7 GW en 2009, elle est passée à 17 GW en 2010 et à 27 GW en 2011. Cependant, ce sont les acteurs chinois du secteur qui ont le plus profité de cette croissance permise par la réduction drastique du coût des installations (divisé par deux en trois ans). En 2010, les fabricants chinois de panneaux solaires ont produit pour 10 GW de cellules photovoltaïques, soit 59 % de la production mondiale. En 2011, sur les dix plus gros fabricants de panneaux solaires du monde, cinq sont chinois.³⁷

En 2011, la production des fabricants chinois de cellules photovoltaïques a représenté les deux tiers de la production mondiale.³⁸ Cependant, c'est plus de 90 % de cette production qui a été exportée, alors même que plusieurs gouvernements confrontés à un environnement économique délétère ont réduit drastiquement les subventions au photovoltaïque. Les fabricants chinois accaparent aujourd'hui 80 % du marché européen des cellules photovoltaïques. En 2011, les 27 GW de production mondiale n'ont représenté que 54 % des capacités de production et le secteur photovoltaïque mondial souffre donc d'importantes surcapacités.

Dans ces conditions, le premier semestre 2012 a vu le secteur photovoltaïque des pays impérialistes en déclin enregistrer de graves difficultés et notamment plusieurs faillites retentissantes, à l'instar de celle du belge Photovoltech, du placement en redressement judiciaire du leader du photovoltaïque français Photowatt ou du dépôt de bilan du leader du photovoltaïque allemand Q-Cells.³⁹ En 2011, la firme allemande avait enregistré une perte nette de 850 millions d'euros en dépit de la délocalisation de sa production en Malaisie.⁴⁰

Alors que les industriels « déposent le bilan les uns après les autres », c'est aujourd'hui le secteur photovoltaïque européen dans son ensemble qui est en pleine « débâcle ». ⁴¹ SolarWorld, le nouveau leader du photovoltaïque allemand a d'ores et déjà annoncé qu'il enregistrerait une perte d'exploitation en 2012 du fait d'une « situation de marché agressive caractérisée par des pratiques commerciales illégales ». ⁴²

Les USA ne sont pas non plus épargnés avec la faillite de Solyndra (1 100 emplois) en septembre 2011, en dépit du soutien actif de l'administration Obama qui lui avait octroyé un demi milliard de \$ US de crédits fédéraux. ⁴³

Dans ces conditions, le leadership chinois passe de plus en plus mal dans les pays impérialistes en déclin où les pulsions protectionnistes s'expriment de plus en plus ouvertement. Au printemps 2012, suite à la plainte pour « dumping » déposée par la Coalition for American Solar Manufacturing au sujet « de la concurrence [chinoise] déloyale », les USA ont instauré des droits de douane allant de 31 % à 250 % sur les exportations photovoltaïques chinoises, provoquant le courroux de Pékin. ⁴⁴

Un précédent qui n'a pas manqué de faire des émules en Europe. Une vingtaine d'entreprises photovoltaïques européennes ont ainsi récemment déposé une plainte similaire auprès de la Commission européenne. ⁴⁵

Pour l'impérialisme chinois, ces pratiques constituent une violation manifeste des « règles de l'OMC ». ⁴⁶ En dépit des fréquentes mises en gardes de la partie chinoise contre le « protectionnisme américain », l'impérialisme américain continue de n'en faire qu'à sa tête... ⁴⁷

Si « la concurrence » « féroce » de Pékin « est aujourd'hui décriée », c'est évidemment parce que les entreprises chinoises cassent « les prix dans un contexte de surproduction mondiale ». Car pour le reste, il est évident que les entreprises occidentales du secteur bénéficient depuis de nombreuses années de nombreuses aides gouvernementales. De l'aveu de la presse bourgeoise d'occident « l'industrie du solaire est fortement subventionnée dans tous les pays ». ⁴⁸

L'impérialisme chinois pourrait donc lui aussi déposer des recours commerciaux. Une carte qu'il semble à priori prêt à jouer, certains acteurs nationaux majeurs ayant d'ores et déjà réclamé au gouvernement « de lancer des enquêtes anti-dumping et anti-subsidiation » sur le polysilicium importé de l'UE et des USA dont le cours évolue aujourd'hui sous les 30 \$ US la tonne, réclamant au passage l'imposition de droits de douane sur ces importations.⁴⁹

Il apparaît donc évident que la supériorité du secteur photovoltaïque chinois tient à autre chose, à savoir les importantes économies d'échelles induites par ses investissements massifs et le coût de la main d'œuvre chinoise.

Notons au passage l'existence de certaines voix dissonantes, notamment celle des pourfendeurs du CO₂ et des énergies fossiles, qui reconnaissent à Pékin le mérite d'être « **à l'origine de la baisse absolument drastique du prix des panneaux, passés de 3 euros par Watt en 2007 à près de 60 centimes d'euro en 2012, soit une division par 5 en 5 ans !** », avec la perspective proche de voir le kWh solaire atteindre « un prix compétitif » vis-à-vis des autres sources d'énergie.⁵⁰

Un avis indirectement partagé par Paul Krugman, qui dans une chronique du *New York Times* estimait que « la croissance rapide dans les installations solaires » résultait de prix « en chute libre ». ⁵¹ De telles voix sont naturellement une minorité et ne pèsent pas bien lourd face au lobby de ceux qui souffrent ou craignent de souffrir un jour de la concurrence du secteur photovoltaïque chinois, qu'il s'agisse des entreprises photovoltaïques occidentales, ou de celles du secteur des énergies fossiles et de l'énergie nucléaire.

Afin de compenser cet environnement international de plus en plus hostile, l'impérialisme chinois souhaite aujourd'hui « élargir son marché solaire domestique » et accélérer « l'intégration de l'industrie » photovoltaïque chinoise. Le but ? Que le marché solaire domestique passe de 1,5 GW cette année à 10-15 GW d'ici 2015.⁵²

Une cible qui n'est plus ridicule face à l'éolien. D'ici 2015, la production annuelle cumulée des quatre premiers fabricants photovoltaïques chinois devrait dépasser 250 milliards de yuans et le coût de l'énergie solaire sera abaissé à 0,8 yuans du kWh d'ici 2015 (soit 102 euros du MWh) et à 0,6 yuans du kWh d'ici 2020 (soit 76 euros du MWh). Une baisse qui passera également par la hausse des rendements des cellules solaires qui devraient atteindre 21 % pour les cellules de silicium monocristallin, 19 % pour les cellules de silicium polycristallin et 12 % pour les cellules de silicium amorphe d'ici 2015.⁵³

Voilà pour l'éolien et le solaire chinois.

Dans le même temps, la croissance du secteur hydro-électrique chinois ne s'est pas démentie. La capacité hydro-électrique installée dépasse aujourd'hui 200 GW.⁵⁴ En 2011, le secteur hydro-électrique chinois a généré 694 TWh d'électricité, soit 123 % de l'ensemble de la production électrique française.⁵⁵

Au début de l'été 2012, c'est-à-dire au début de la saison des pluies, le dernier générateur du barrage des Trois Gorges a été mis en service. Cumulant une capacité installée de 22,4 GW, les 32 générateurs de 0,7 GW ont alors commencé à fonctionner à pleine capacité.⁵⁶

Selon toute vraisemblance — compte tenu du printemps et de l'été humides qu'a connus la Chine —, le secteur hydro-électrique chinois enregistrera en 2012 une production record. Pour le seul mois de mai, elle s'est montée à 66,6 TWh, un chiffre en hausse de 31,1 % en glissement annuel.⁵⁷

Comme nous l'avons déjà souligné, il faut s'attendre à voir le secteur hydro-électrique chinois poursuivre sa croissance rapide au cours des prochaines années.⁵⁸ D'ici 2013-2015, plusieurs centrales hydro-électriques géantes entreront en service, à l'instar de celle de Xiluodu (13,8 GW), de Jinping I et II (8,4 GW) ou de Xiangjiaba (6,4 GW) dont le premier des huit générateurs de 0,8 GW vient d'être installé et commencera à fournir de l'électricité à l'automne 2012.⁵⁹

A elles seules, ces quatre nouvelles centrales géantes devraient générer chaque année autour de 136 TWh d'électricité.⁶⁰ Ce chiffre représente plus du double de la production hydro-électrique de la France ou le quart de sa production électrique.

L'électricité produite par la centrale hydro-électrique de Xiangjiaba sera acheminée jusqu'à Shanghai via une ligne ultra-haute tension à courant continu (UHVDC) de 800 kV longue de 2 070 km. Longue de 2 090 km, une autre ligne UHVDC de 800 kV acheminera l'électricité produite par les deux centrales de Jinping jusqu'à Sunan (à proximité de Wuxi et Suzhou). Comme on le voit, l'impérialisme chinois commence à utiliser à une large échelle la technologie UHVDC, qui, comme nous l'avons déjà souligné, permet de diminuer les pertes d'électricité et les chutes de tension sur de longues distances.⁶¹

Ainsi, les pertes d'électricité se chiffrent à 5 % pour une ligne en courant continu de 800 kV longue de 1 500 km, contre 7 % pour la même ligne en courant alternatif.⁶²

Les monopoles chinois du secteur continuent naturellement à enregistrer une confortable croissance de leur chiffre d'affaires et de leurs bénéfices, à l'instar de Sinohydro Group Ltd. — le plus grand constructeur chinois de centrales hydro-électriques —, qui a annoncé un chiffre d'affaires en hausse de plus de 10 % et un bénéfice en hausse de plus de 20 % en 2011.⁶³

Dans ces conditions, les gesticulations carbo-centro-climatiques il y a peu encore à la mode dans nombre de pays impérialistes en déclin, ont continué à refluer lamentablement au point qu'elles ont pour ainsi dire complètement disparu de la scène médiatique en 2011-2012.

Cela n'empêche pas l'impérialisme chinois de poursuivre inlassablement sa contre-attaque sur ce terrain, afin de prévenir une éventuelle résurgence carbo-centro-climatique. Ainsi, en décembre 2011, à l'occasion de la conférence climatique onusienne de Durban, l'impérialisme chinois n'a pas manqué d'appeler les pays impérialistes en déclin à « mettre en place sérieusement les engagements et documents légaux qu'ils ont déjà signés ».

« Les pays développés doivent accepter leurs responsabilités historiques et les émissions élevées per capita, prendre la tête des réductions importantes d'émissions de gaz à effet de serre, et apporter aux pays en voie de développement les soutiens financiers et techniques ».⁶⁴

Les pays impérialistes en déclin persistant à faire la sourde oreille, et l'impérialisme chinois étant déterminé à ne pas leur céder, la conférence climatique de Durban sonna pour eux comme un nouveau prévisible et cinglant échec diplomatique, deux ans après ce qui est aujourd'hui qualifié de « fiasco du sommet de Copenhague ».⁶⁵ Pour autant, la couverture discrète du sommet par leurs médias permit d'amoinrir grandement l'onde de choc de cette nouvelle déconvenue.

Si la Chine a pu se permettre de rester inflexible, c'est naturellement comme nous l'avons déjà souligné parce qu'elle est parvenue à atteindre les objectifs environnementaux qu'elle s'était fixés et à poursuivre les nouveaux qu'elle s'est unilatéralement fixés, que ce soit en termes de reboisement ou de baisse de l'intensité énergétique par unité de PIB.⁶⁶ A titre d'exemple, la couverture forestière du territoire chinois est passée de 18,2 à 20,4 % durant la période 2005-2010.⁶⁷

De même, plus de 6,1 millions d'hectares ont été boisés pour la seule année 2011, soit davantage encore que les 5,9 millions d'hectares boisés annuellement en 2009 et 2010.⁶⁸

Et comme nous l'avons déjà souligné, l'impérialisme chinois apparaît toujours aussi déterminé à mener ses propres investigations en matière de sciences du climat.

Alors que la Chine achèvera l'année prochaine la construction de son second brise-glace d'exploration polaire, elle prévoit de mener une série d'expéditions dans l'Antarctique et dans l'Arctique d'ici 2015 afin de mener ses propres investigations dans le domaine « des changements climatiques et environnementaux ».⁶⁹

L'industrie et les transports face à la retombée en récession

Parce qu'elle fournit ses produits à l'ensemble des branches industrielles et au secteur de la construction et des transports, l'activité de l'industrie sidérurgique constitue l'un des indices les plus fiables de l'évolution de l'activité économique dans son ensemble.

Production mensuelle moyenne d'acier de quelques pays et régions ⁷⁰ (Au 1 ^{er} semestre de chaque année, en millions de tonnes)									
	2008	2009	2010	2011	2012	Indice : 2008 = 100			
						2009	2010	2011	2012
Chine	43,66	44,34	53,86	58,46	59,53	101,6	123,4	133,9	136,3
UE (27)	18,07	10,27	14,95	15,53	14,82	56,8	82,7	85,9	82,0
Japon	10,32	6,11	9,10	9,01	9,01	59,2	88,2	87,3	87,3
USA	8,49	4,08	6,82	7,11	7,71	48,1	80,3	83,7	90,8
Monde	115,90	91,30	117,87	126,70	127,81	78,8	101,7	109,3	110,3

En premier lieu, on voit ici clairement que si la production mondiale d'acier dépasse aujourd'hui son niveau d'avant-crise de 10,3 % — soit une augmentation de 11,9 millions de tonnes en termes absolus —, c'est en grande partie du fait de la forte hausse de la production sidérurgique chinoise (+ 15,9 millions de tonnes) qui a plus que compensé le recul de la production dans les pays impérialistes en déclin.

Avec une hausse de 36,3 % sur la période 2008-2012, la production sidérurgique de l'impérialisme chinois est l'une de celle qui a le plus progressé d'un point de vue relatif.

Une poignée d'autre pays ont également enregistré une importante hausse relative, à l'instar de l'Iran (+ 47,0 %), de l'Inde (+ 39,7 %), de la Corée du Sud (+ 28,5 %) ou de la Turquie (+ 26,2 %), mais leur production ne représente qu'une petite fraction de la production chinoise. Au 1^{er} semestre 2012, la production sidérurgique de l'Iran a ainsi représenté 2,1 % de la production sidérurgique chinoise, contre 5,0 % pour la Turquie, 9,8 % pour la Corée du Sud et 10,6 % pour l'Inde.

A l'inverse de ces quelques pays "privilégiés", la production sidérurgique du Brésil affiche un recul de 0,3 % par rapport au 1^{er} semestre 2008, celle de la Russie de 5,7 %, celle de l'Ukraine de 22,4 % et celle de l'Afrique du Sud de 23,6 %, preuve que les pays dits "émergents" ne forment pas un tout homogène et que certains souffrent davantage de crise économique qui frappe de plein fouet les pays impérialistes en déclin.

Au 1^{er} semestre 2012, la production sidérurgique américaine reste ainsi encore inférieure de 9,2 % à son niveau de 2008. La situation est encore plus sombre en ce qui concerne les autres pays impérialistes en déclin. La production sidérurgique du Japon affiche ainsi un recul de 12,7 % et le recul se monte même à 18,0 % en ce qui concerne l'UE (27), une moyenne qui cache des disparités importantes. La production sidérurgique allemande affiche ainsi un recul relativement modéré de 10,4 %, contre 12,8 % pour l'Italie, 16,2 % pour la France, 22,6 % pour l'Espagne, 36,2 % pour le Royaume-Uni et 46,1 % pour la Grèce.

En second lieu, si l'on regarde la tendance la plus récente, on remarque qu'après le relèvement partiel de la production sidérurgique des pays impérialistes en déclin observé en 2009-2010, le brusque ralentissement de ce recouvrement en 2011 fait aujourd'hui souvent place à un nouveau déclin.

Au 1^{er} semestre 2012, la croissance de la production sidérurgique mondiale a été quasi-nulle (+ 0,9 % en glissement annuel), bien loin de la hausse de 9,1 % enregistrée au 1^{er} semestre 2011, et le seul mois de juin 2012 montre même un recul de 0,1 %. Les derniers mois n'ont montré aucune amélioration sur ce front, bien au contraire. Au mois d'août, la production sidérurgique mondiale affiche une baisse de 1,0 % en glissement annuel.

De janvier à août 2012, la production sidérurgique du Japon a stagné (+ 0,5 %) et si la production sidérurgique américaine affiche encore une nette hausse de 6,2 % en glissement annuel — c'est une hausse qu'il faut doublement relativiser dans la mesure où, comme on l'a vu, la production sidérurgique américaine reste encore inférieure à son niveau d'avant-crise —, et ensuite du fait que les derniers mois ont montré un net ralentissement. Pour le seul mois de juin, la production sidérurgique américaine affiche en effet une hausse de 0,8 % en glissement annuel, de 0,9 % pour le mois de juillet et de 1,2 % pour le mois d'août.

Mais il y a une région du monde où la croissance a aujourd'hui clairement cédé la place à la récession : l'Europe. De janvier à août 2012, la production sidérurgique de l'UE (27) affiche en effet un recul de 4,6 % en glissement annuel, c'est-à-dire qu'elle a recommencé à se contracter nettement, que ce soit dans les pays où sont mis en œuvre les plans de rigueur les plus sévères — à l'instar de la Grèce (- 27,0 %), de la Belgique (- 16,6 %), de l'Espagne (- 12,0 %), du Royaume-Uni (- 2,0 %) et de l'Italie (- 1,9 %) — ou dans les pays relativement plus épargnés comme la Finlande (- 3,8 %), l'Allemagne (- 5,3 %) et la Suède (- 12,5 %).

Si avec une hausse de 1,6 %, la production sidérurgique française a plutôt un peu mieux résisté que celles de ses voisins, cela semble n'être qu'un répit de bien courte durée, car au cours des trois derniers mois, elle a commencé à se contracter nettement : - 2,1 % en juin, - 5,6 % en juillet et - 7,2 % en août.⁷¹

Cette nette retombée en récession n'est évidemment pas sans impact sur le reste du monde et explique en partie le net ralentissement de la croissance de la production sidérurgique chinoise qui n'est pas sans rappeler celui enregistré en 2008 (+ 4,6 %). De janvier à août 2012, la production sidérurgique chinoise affiche ainsi une hausse de 2,3 % en glissement annuel.

C'est dans ce contexte de reprise de la crise, après un aparté de deux ans induit par l'explosion massive de la dette publique, que la part de marché de la Chine a recommencé à s'élever, passant de 45,7 % au 1^{er} semestre 2010, à 46,1 % au 1^{er} semestre 2011 et à 46,6 % au 1^{er} semestre 2012.

En ce qui concerne la production de ciment, le différentiel entre l'impérialisme chinois et les autres est encore plus grand que pour la production sidérurgique, la faute évidemment à la grave déprime dans laquelle demeure le secteur immobilier en Europe et aux USA.

Dans les pays impérialistes en déclin, la production de ciment reste aujourd'hui très en retrait de son niveau d'avant-crise, au contraire de la production chinoise de ciment qui a continué à s'élever rapidement pour atteindre 2,06 milliards de tonnes en 2011, soit 57,3 % de la production mondiale.⁷²

Les planches de graphes n° 1 et 2 témoignent de la domination aujourd'hui écrasante de l'industrie chinoise de l'acier et du ciment.

Ces grandes tendances se retrouvent dans le secteur de l'industrie mécanique où l'impérialisme chinois consolide sa nouvelle position de leader mondial, alors que la plupart des pays impérialistes en déclin ont vu la production de leur industrie mécanique rester bien en dessous de son plus haut niveau d'avant-crise en 2011.

La comparaison entre les résultats de l'industrie mécanique de pays comme le Japon, Taïwan et la Corée du Sud (pays du groupe A) — des pays dont le poids du commerce avec la Chine est prépondérant et qui sont d'importants fournisseurs de biens intermédiaires pour Pékin —, et d'autres pays qui sont davantage ses clients en produits manufacturés, comme l'Allemagne, l'Italie, les USA, la France, la Suisse, l'Espagne et le Royaume-Uni (groupe A) est éloquent.

Synthèse du secteur des machines-outils de quelques groupes de pays en 2008-2011 ⁷³										
		Montant				Variation	Part dans le total mondial			
		2008	2009	2010	2011	$\frac{2011}{2008}$	2008	2009	2010	2011
Chine	Prod.	14,0	15,3	21,9	28,3	+ 102,1 %	17,2 %	28,0 %	31,8 %	30,5 %
	Cons.	19,4	19,8	29,4	39,1	+ 101,5 %	23,9 %	36,2 %	42,7 %	42,2 %
	Exp.	2,1	1,4	1,9	2,4	+ 14,3 %				
Groupe A	Prod.	24,8	12,0	20,3	29,0	+ 16,9 %	30,4 %	21,9 %	29,5 %	31,3 %
	Cons.	14,2	6,8	10,8	14,6	+ 2,8 %	17,5 %	12,4 %	15,7 %	15,8 %
	Exp.	14,1	7,2	12,2	17,7	+ 25,5 %				
Groupe B	Prod.	35,0	22,5	22,2	30,0	- 14,3 %	43,0 %	41,0 %	32,3 %	32,4 %
	Cons.	27,4	14,6	14,3	20,0	- 27,0 %	33,6 %	26,6 %	20,8 %	21,6 %
	Exp.	23,0	15,5	15,4	21,2	- 7,8 %				
Monde	Prod.	81,3	54,7	68,8	92,7	+ 14,0 %				

Outre ce tableau, nous renvoyons également à la planche de graphes n° 4.

On voit ici à l'évidence que l'industrie mécanique chinoise est restée en très grande forme en 2011. Durant la période 2008-2011, sa production a en effet plus que doublé. Sa consommation a dans le même temps augmenté dans des proportions identiques.

Si la production des pays du groupe A affiche aujourd'hui une croissance a priori confortable de 29 % par rapport à son niveau de 2008, ce n'est à l'évidence pas grâce à la consommation domestique qui a tout juste retrouvé son niveau d'avant-crise, mais grâce à l'appétit de l'ogre chinois !

Enfin, l'industrie mécanique des pays du groupe B reste sinistrée : leur investissement domestique reste déprimé et ils n'ont pas la chance de compter parmi les principaux fournisseurs de Pékin. En 2011, leur production reste ainsi 14 % inférieure à celle de 2008, essentiellement du fait d'une consommation domestique qui affiche un fort recul de 27 % par rapport à son niveau de 2008.

Alors que la situation économique mondiale se dégrade de nouveau, avec à la clef une diminution de l'investissement des entreprises, il semble inévitable que l'année 2012 soit une nouvelle année sombre pour l'industrie mécanique mondiale.

Comme au cours de la première vague de la crise, l'industrie mécanique chinoise sera la mieux armée pour résister à cette nouvelle vague de récession. L'industrie chinoise de la machinerie s'attend ainsi à voir la croissance de ses bénéfices chuter à "seulement" 12 % en 2012, contre plus de 21 % en 2011.⁷⁴

Si l'industrie mécanique est aujourd'hui à nouveau menacée par une nouvelle récession, on imagine sans mal les conséquences que cette dernière va avoir sur des secteurs industriels comme celui de la construction navale où les délais de réaction et de correction ne se comptent pas en mois mais en années. Un secteur qui, du fait de ces très longs délais, n'a même pas eu le temps d'effacer la plus grande partie des pertes des dernières années du fait que les quatre dernières années ont vu le tonnage de la flotte mondiale augmenter très rapidement, comme en témoigne la planche de graphes n° 12.

Pour la construction navale et le fret maritime, il s'agit d'une période tourmentée au cours de laquelle de nombreuses commandes ont été annulées mais le plus souvent repoussées dans l'espoir d'une amélioration de la conjoncture économique et dans l'espoir d'éviter des faillites dévastatrices en cascade au secteur de la construction navale. Mais avec la reprise de la crise, cette stratégie se trouve anéantie et dès le début de l'année 2012, les analystes de *Barry Rogliano Salles (BRS)*, le premier courtier maritime français, voyaient le secteur de la construction navale entrer dans une nouvelle « période de marasme » et d'incertitudes.⁷⁵

« La construction navale mondiale a rencontré de nouvelles difficultés en 2011 et un nouvel effondrement des commandes de près de 40 %, avec pour conséquence une exacerbation de la concurrence entre constructeurs et une nouvelle baisse de prix des constructions neuves ».⁷⁶

Sur l'ensemble de la période 2008-2011, les annulations de commandes ont porté sur environ 2 060 navires, soit près du double du nombre de navires commandés en 2011 !⁷⁷ Dans leur *Revue annuelle 2012 du transport maritime et de la construction navale*, les analystes de BRS ne cachent pas les perspectives « moroses pour l'année 2012 », alors que l'année 2011 s'est révélée être une année de « rechute » pour le secteur.⁷⁸

« Seulement 79 millions de tpl (ou plus de 1 170 navires) ont été commandés en 2011 contre 117 millions de tpl en 2010 et 33 millions en 2009, soit un peu moins de 80 millions de tpl par an depuis le début de la crise financière contre environ 200 millions de tpl par an sur les 3 années records 2006-2007-2008 (...) En 2011, ce sont près de 160 millions de tpl de nouveaux navires qui ont été livrés contre 149 millions de tpl en 2010, 114 millions de tpl en 2009 et 92 millions de tpl en 2008 ».⁷⁹

L'équation est simple : au cours des trois dernières années, les nouvelles commandes ont représenté en moyenne bien moins de la moitié des 200 millions de tpl de la capacité de production. Le secteur mondial de la construction navale souffre donc d'une importante « surcapacité de construction ».⁸⁰

Les années à venir verront donc de nombreux chantiers faire faillite.

En 2011, la construction navale chinoise a conforté sa nouvelle place de leader mondial et « caracole » désormais « en tête des constructeurs ». ⁸¹

En 2011, la Chine a contribué pour 41,9 % au tonnage mondial livré, a représenté 43,9 % du carnet de commandes mondial et engrangé 45,6 % des nouvelles commandes. La planche de graphes n°5 témoigne également de la rapidité de l'ascension de la construction navale chinoise.

Pris ensemble, la Chine, la Corée du Sud et le Japon ont représenté 94,2 % du total mondial des livraisons des années 2010-2011, 91,8 % du carnet de commandes mondial et 95,1 % des nouvelles commandes. En dépit de son tonnage presque insignifiant, la construction navale européenne promet d'être la première victime de ces surcapacités.

En 2011, le carnet de commandes des constructeurs européens ne représentait plus que 4,3 millions de tpl, contre 6,2 millions de tpl en 2010 et 15,1 millions de tpl en 2009, soit un effondrement de 71,5 % durant la période 2009-2011 ! Certes les trois géants asiatiques ont également vu leur portefeuille diminuer au cours des dernières années, mais dans des proportions nettement moindres.

Durant la période 2008-2011, le portefeuille mondial a diminué de 39,1 % à 353 millions de tpl. Dans le même temps, celui de la Chine a baissé de seulement 32,6 % à 155 millions de tpl, contre une baisse de 45,5 % pour la Corée du Sud à 109 millions de tpl et de 50,0 % pour le Japon à 61 millions de tpl.

Si le ratio portefeuille/livraisons des chantiers européens n'a pas continué à se dégrader en 2011 et se monte à un peu plus d'un an et demi, c'est uniquement du fait de la baisse du tonnage livré : 2,5 millions de tpl en 2011, contre 3,9 millions de tpl en 2010. ⁸²

En comparaison, le ratio portefeuille/livraisons de la Chine se montait en 2011 à près de deux ans et demi et celui de la Corée du Sud et du Japon à deux ans.

Sans surprise, ce sont donc les chantiers chinois qui disposent aujourd'hui de la plus grande visibilité. En outre, les chantiers chinois peuvent continuer à compter sur la bonne résilience de l'économie chinoise pour leur assurer un volume de production confortable.

Si la croissance des besoins chinois en minerai de fer en pétrole et en charbon d'importation a nettement ralenti au cours des dernières années, elle reste cependant encore significative, comme l'illustre le tableau ci-dessous.

Volume de quelques produits importés par la Chine⁸³ (en millions de tonnes)						
	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Minerai de fer	326,3	383,1	443,6	627,8	618,6	686,1
Pétrole	145,2	163,2	178,9	203,8	239,3	253,8
Charbon	38,1	51,0	40,4	125,8	164,8	182,4
Total (MT)	509,6	597,3	662,9	957,4	1 022,7	1 122,3
Total (Indice)	100,0	117,2	130,1	187,9	200,7	220,2

Dans ces conditions, les débouchés de la construction navale chinoise continuent à s'étendre.

En outre, comme on le verra un peu plus loin, les autorités chinoises mettent aujourd'hui les bouchées doubles en matière de construction de navires de guerre.

Le secteur chinois de la construction navale étant dominé par de grands groupes — en 2010, les huit premiers constructeurs chinois totalisaient un carnet de commandes de 130,7 millions de tpi, soit 70,6 % du marché national —, l'impérialisme chinois dispose à priori de tous les atouts pour préserver son secteur de la construction navale. Des petits chantiers feront inévitablement faillite, mais la Chine saura préserver ses champions.

Les perspectives sont en revanche beaucoup plus sombres pour les chantiers japonais et coréens qui ne disposent pas de tels leviers et qui sont beaucoup plus tributaires de la conjoncture économique mondiale.

Si l'industrie de la construction navale est directement menacée par une nouvelle contraction du commerce et des échanges internationaux, d'autres branches d'industrie commencent également à ressentir l'impact de la retombée en récession et notamment le contrecoup des plans d'austérité, à l'instar de l'industrie automobile.

En 2011, le secteur automobile des pays impérialistes en déclin est de toute évidence de nouveau entré dans une période difficile, même si des groupes comme Toyota, General Motors et Volkswagen ont continué à enregistrer de bons résultats, parfois grâce à la prise de parts de marché face aux groupes concurrents, parfois au prix de licenciements massifs et de fermetures d'usines afin de réduire de coûteuses surcapacités.

Ainsi, aux USA, General Motors et Chrysler ont fermé 18 usines depuis le début de la crise.⁸⁴

Que ce soit aux USA ou au Japon, la production automobile reste cependant bien en deçà de son niveau d'avant-crise, comme en témoigne la planche de graphes n° 3.

Depuis l'automne 2011, c'est le secteur automobile européen tout entier qui se contracte de manière évidente.

Sur l'ensemble de l'année 2011, et pour la quatrième année consécutive, le marché automobile européen s'est contracté, de 1,7 % en glissement annuel à 13,1 millions de véhicules. A l'exception de l'Allemagne qui avait mis un terme dès 2010 à sa prime à la casse, la plupart des marchés se sont contractés, avec des baisses parfois vertigineuses : de 30,0 % en Grèce et au Portugal, de 17,7 % en Espagne, de 10,9 % en Italie, de 4,4 % au Royaume-Uni et de 2,1 % en France.⁸⁵

Ce recul s'est naturellement confirmé au long des derniers mois. Ainsi, en avril 2012, les ventes de véhicules neufs dans l'UE ont connu leur septième mois d'affilée de baisse.⁸⁶ Sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2012, le marché automobile de l'UE (27) s'est contracté de 6,8 % en glissement annuel à 6,6 millions d'unités.⁸⁷ Et le second semestre devrait être aussi sombre, les experts du secteur s'attendant désormais à une chute des ventes « de 8 % au moins » sur l'ensemble de l'année, « alors que les premières prévisions tablaient sur un recul de 3 % en 2012 ».⁸⁸

Si le marché automobile est évidemment laminé dans les pays où s'enchaînent les plans de rigueur (Espagne, Italie, Grèce, etc.), avec par exemple une baisse des ventes de 24,4 % en glissement annuel en Italie pour le mois de juin, il n'est pour autant pas épargné dans les autres pays. Depuis l'automne 2011, la France voit son marché automobile se contracter nettement.⁸⁹

Au premier semestre 2012, le marché automobile français a enregistré un recul de 14,4 % en glissement annuel. Au début de l'été, les experts du secteur s'attendaient à une baisse globale de 8 à 10 % sur l'ensemble de l'année.⁹⁰ Aujourd'hui, alors que les immatriculations de voitures neuves accusent un recul de 13,4 % en glissement annuel sur les huit premiers mois de l'année, ces prévisions apparaissent comme encore trop optimistes.⁹¹

Aujourd'hui, ce sont 22 sites automobiles français, espagnols et italiens qui perdent de l'argent en raison de trop fortes surcapacités induites par l'effondrement des ventes. A plus grande échelle, ce sont « **40 % des sites européens, soit environ 40 usines** », qui « **tournent au-dessous de leur point d'équilibre financier, atteint à partir d'un taux d'utilisation de 75 à 80 %** ».⁹² Dans ces conditions, les constructeurs automobiles se livrent naturellement à une véritable « **guerre des soldes** ».⁹³

Mais dans cette guerre, le prix ne fait pas tout. En dépit de sa marque "low-cost" Dacia, Renault n'a pas échappé à une sévère baisse de ses ventes. Il faut dire que les constructeurs français ne jouissent pas d'une image très flatteuse, que ce soit à l'étranger ou en France. Ainsi, alors que le marché automobile européen a reculé de 1,7 % en 2011, PSA et Renault ont vu leurs ventes reculer de respectivement 9,0 % et 8,4 % sur ce marché.⁹⁴

Dans le même temps, le groupe coréen Kia-Hyundai a vu ses ventes progresser de 11,0 % en Europe à 0,67 million d'unités.⁹⁵ En 2011, le groupe Kia-Hyundai a vendu 6,6 millions d'automobiles dans le monde, un chiffre en hausse de 14,8 % en glissement annuel. Il faut dire que le groupe coréen « jouit d'une très forte amélioration de sa qualité et de son niveau technologiques ».⁹⁶

Le constat est similaire sur le marché français. Au premier semestre 2012, Peugeot a vu ses ventes de voitures neuves (hors utilitaires) reculer de 22,9 % en glissement annuel, Citroën de 20,1 % et Renault de 19,6 %. Dans ces conditions, la croissance enregistrée par le groupe coréen — + 35,0 % pour Hyundai et + 23,4 % pour Kia — « est d'autant plus insolente ».⁹⁷

Dans ce contexte de crise du secteur automobile français, alors que le groupe PSA était sur le point d'être éjecté du CAC 40, le nouveau gouvernement français ne tarda pas à trouver un parfait bouc-émissaire. Le ministre du "Redressement productif" accusa ainsi les sud-coréens « de concurrence déloyale », en particulier le groupe Kia-Hyundai auquel il fût reproché « **de concurrencer nos constructeurs en pratiquant un dumping inacceptable** ».⁹⁸ Comment ça !? Les chinois ne seraient pas les seuls à pratiquer une "concurrence déloyale" ?! Social-chauvinisme, quand tu nous tiens...

En bref, quand les pays impérialistes en déclin avaient l'impression de gagner au jeu de Monopoly de la mondialisation, ils se taisaient, mais aujourd'hui, alors qu'ils voient les fleurons de leurs derniers lambeaux d'industrie en danger, ils accusent la concurrence étrangère d'être responsable de leurs difficultés et voudraient bien pouvoir modifier les règles de la concurrence...

En Europe, le taux de pénétration du groupe coréen (5,8 %) dépasse aujourd'hui celui de Citroën, et en France, ses ventes dépassent celle de Mercedes et égalent celles de Fiat. Au cours des cinq premiers mois de l'année 2012, les constructeurs français n'ont capté que 53,4 % des ventes hexagonales, contre 58,0 % un an plus tôt.⁹⁹ Le constat n'est pas beaucoup plus brillant à l'étranger.

Ainsi, en Corée du sud, Renault a vu ses ventes plonger de 27 % à 118 000 unités en 2011, alors même que le marché automobile coréen a progressé de 0,6 %. En dépit des modèles haut de gamme 4x4 Koleos et Latitude, Renault « souffre de la concurrence des nouveaux modèles Hyundai et Kia ». ¹⁰⁰

Il faut dire qu'en ces temps de coût élevé du carburant ¹⁰¹ et de baisse des salaires réels, les coûts d'entretien élevés deviennent un paramètre de plus en plus déterminant à l'achat. Un domaine dans lequel les constructeurs français jouissent d'une image assurément "low-cost", comme en témoigne l'emploi systématique de courroies de distribution par les groupes français au lieu de chaînes de distribution, certainement tout autant dans le but de réduire au maximum les coûts de construction que de fournir du travail à leur dense réseau de concessionnaires et de réparateurs.

Un handicap majeur que les pulsions du chauvinisme "naturel" — plus de neuf français sur dix « se disent prêts à donner priorité aux produits Made in France, lorsqu'ils ont le choix » ¹⁰² —, ont de plus en plus de mal à contrecarrer. Il faut dire que ce dernier est aujourd'hui sévèrement mis à mal par une production de plus en plus délocalisée. ¹⁰³

En 2011, la production des usines françaises n'a représenté que 18,3 % de la production de Renault et 39,0 % de celle de PSA. La production hexagonale cumulée de ces deux constructeurs a ainsi atteint en 2011 à 1,68 million d'unités « des niveaux historiquement faibles », similaires à ceux de 1965 ! ¹⁰⁴

Enfin, il existe encore une autre menace majeure planant aujourd'hui sur des constructeurs automobiles français. Au cours de la décennie passée, avec le concours actif de l'Etat bourgeois qui a créé une taxation avantageuse pour le gasoil, ils ont fait la promotion tous-azimuts du diesel, avec à la clef un parc automobile français aujourd'hui diésélisé à hauteur de 59 %. La cause profonde de cette orientation technologique ?

Sans aucun doute handicaper et retarder les concurrents étrangers, notamment américains, japonais et coréens pour lesquels les voitures particulières ont traditionnellement une motorisation essence. Pourquoi ?

Aux USA, la raison peut sembler simple : l'accès à un pétrole bien meilleur marché qui menace la rentabilité économique du moteur diesel.

Mais au Japon et en Corée du Sud, la raison est toute autre : les voitures diesel sont chassées des grandes métropoles en raison de l'importante pollution que génèrent les particules fines et les oxydes d'azote rejetés par ces moteurs.

Dans des mégalo-poles comme Tokyo ou Séoul, l'air deviendrait rapidement irrespirable si la proportion de véhicules diesel était aussi élevée qu'elle l'est en France.

Heureux hasard ou simple coïncidence, une directive européenne imposera progressivement dès 2013 d'annuler la taxation avantageuse dont jouit aujourd'hui le gasoil dans certains pays, afin de lutter contre la pollution dans les grandes villes. Récemment, c'est l'OMS qui a classé comme « cancérogènes certains » les gaz d'échappement émis par les moteurs diesel.¹⁰⁵

De quoi légitimer une hausse du coût du gasoil afin d'éviter « un scandale sanitaire ». Dans ces conditions, « les constructeurs ne doutent pas de la mort prochaine du Diesel sur les petits véhicules en Europe ».¹⁰⁶

Selon un décret paru au *Journal officiel*, ce sont « au moins trois millions de véhicules » « jugés trop polluants » qui auront interdiction de circuler dans les centres-villes des agglomérations françaises de plus de 100 000 habitants d'ici à la fin de l'année.¹⁰⁷

Aujourd'hui, les mass-médias français commencent ainsi à préparer l'opinion à un brusque virage en matière de motorisation des véhicules particuliers.¹⁰⁸ Certains représentants politiques ne cachent d'ailleurs pas qu'il représenterait « une belle opportunité pour l'industrie automobile ».¹⁰⁹

De quoi peut-être soutenir quelques-temps le marché automobile de certains pays impérialistes en déclin en provoquant un renouvellement accéléré d'une fraction de leur parc automobile. Reste qu'il n'est pas certain que les constructeurs automobiles français profitent de cette politique dans la mesure où leurs moteurs à essence ne sont pas les plus efficaces du marché... En outre, il n'est pas certain que l'opinion publique accepte sans sourciller et sans leur en tenir rigueur de s'être fait pigeonner une fois de plus...

Cette parenthèse étant close, revenons-en maintenant à la reprise de la crise dans le secteur automobile.

À l'automne 2011, PSA avait annoncé la suppression de 6 000 emplois en Europe en 2012 afin de faire face à l'effondrement de ses ventes.¹¹⁰ Au même moment, également confronté à un important recul de ses ventes, Renault abaissait sa cadence de production.¹¹¹

Quelques mois plus tard, Renault annonçait la suppression de 300 postes sur son site de Flins d'ici 2014 et recourait au chômage partiel dans plusieurs de ses usines afin de « réduire des stocks très élevés ».¹¹²

Plus récemment encore, c'est de nouveau PSA qui a défrayé la chronique en annonçant 8 000 nouvelles suppressions d'emploi en France et notamment la fermeture de son usine d'Aulnay-sous-Bois d'ici 2014, une saignée qui avait été pressentie quelques mois auparavant.¹¹³

Au 1^{er} semestre 2012, le groupe PSA a enregistré une perte nette de 0,82 milliard d'euros et a vu son chiffre d'affaires reculer de 5,1 %.¹¹⁴ Il faut dire qu'au cours de ce semestre, PSA a vu ses ventes reculer de 13,0 % en glissement annuel à 1,6 million d'unités et depuis 2011 sa capitalisation boursière a subi une véritable hémorragie.¹¹⁵

Naturellement, ce ne sont pas que les usines qui sont menacées par la contraction du secteur automobile. Selon le Conseil national des professions de l'automobile, ce sont ainsi autour de 20 000 emplois qui pourraient être supprimés en France par les concessionnaires et les réparateurs automobiles d'ici l'été 2013, après plus de 2 000 emplois déjà supprimés au premier semestre 2012. Il faut dire que « les ventes de véhicules neufs, de voitures d'occasion et l'activité après-vente chutent simultanément », avec à la clef un gonflement des stocks et « des résultats négatifs depuis le début de l'année » pour les réseaux.¹¹⁶

C'est dans ce contexte de dépression du marché que General Motors a récemment acquis 7 % du capital de PSA, devenant ainsi le deuxième actionnaire du groupe, une prise de participation ayant pour but de lever des capitaux pour PSA, et pour les deux groupes de mettre en œuvre un « partage des plateformes » qui leur permettra d'économiser « sur les coûts d'achat et de développement ».¹¹⁷

Sur leurs marchés en déclin, les monopoles occidentaux s'allient donc pour réaliser des économies et ainsi pouvoir consacrer davantage de moyens à la conquête de marchés jugés bien plus prometteurs.

Face à ces sombres perspectives, les constructeurs automobiles des pays impérialistes en déclin ont donc évidemment poursuivi leur recentrage sur le marché chinois, à l'instar de Ford qui y a déjà investi plus de 4,9 milliards de \$ US et y construit actuellement cinq usines.¹¹⁸ En effet, alors que le parc automobile chinois a dépassé 100 millions de véhicules en 2011, la marge de progression du taux d'équipement reste faramineuse.¹¹⁹

Ainsi, PSA emploie aujourd'hui 650 personnes dans son China Tech Center de Shanghai et la moitié des 200 millions d'euros du budget R&D du groupe est investie dans ce centre. De même, allié au chinois Chang'an, PSA achève aujourd'hui la construction d'une usine dédiée à la production de la gamme Citroën DS. Cette usine, qui emploiera 3 000 personnes à Shenzhen, sera bientôt « la meilleure usine du groupe ».¹²⁰

Alors que General Motors ferme des usines en Europe — à l'instar de l'usine belge d'Anvers et de ses 8 000 emplois —, le groupe américain a enregistré des ventes record au premier semestre 2012, à 1,4 million de véhicules, un chiffre en hausse de 11,3 % en glissement annuel.¹²¹

Enfin, Volkswagen qui a vendu 2,3 millions de véhicules en Chine — soit 27,7 % des 8,3 millions de véhicules vendus par le groupe allemand dans le monde en 2011 — compte y porter sa capacité de production à 3 millions de véhicules d'ici 2014 et à 4 millions d'ici 2018.¹²²

Que faut-il retenir de tout cela ? Eh bien que conformément à nos anticipations précédentes, les deux années de primes à la casse et soutiens étatiques divers mis en place en 2009-2010 par les élites des pays impérialistes en déclin auront donné à leurs monopoles automobiles deux années de sursis afin de faire leur nid dans les marchés "émergents" jugés les plus prometteurs, et tout cela au frais des masses exploitées des pays impérialistes en déclin aujourd'hui pressées d'adopter un mode de vie de plus en plus spartiate !¹²³

En 2011, la croissance du marché automobile chinois a certes fortement ralenti à 18,5 millions d'unités (soit + 2,5 %), après une décennie de croissance à deux chiffres. Deux facteurs essentiels sont responsables du brusque ralentissement de la croissance du marché automobile chinois : en premier lieu la fin des aides gouvernementales à l'achat de véhicules de petite cylindrée et en second lieu l'adoption par certaines grandes villes de mesures restrictives (quotas) pour l'immatriculation de nouveaux véhicules.¹²⁴

Mais pour les autorités chinoises il n'y a là rien d'inquiétant à ce que « le secteur automobile chinois abandonn[e] à partir de cette année une ère de croissance rapide », du fait qu'il « entrera » « dans une période de croissance stable et modérée qui durera très longtemps ». ¹²⁵

En dépit du fort ralentissement de la croissance du marché automobile chinois enregistré en 2011, les constructeurs automobiles chinois ont plutôt bien tiré leur épingle du jeu. Ainsi, Dongfeng Motor, Shanghai Automotive et China FAW Group ont réalisé un chiffre d'affaires cumulé de 103,3 milliards de \$ US en 2009, 153,4 milliards de \$ US en 2010 et 187,2 milliards de \$ US en 2011. En 2011, leur chiffre d'affaires a ainsi bondi de 22,0 % en glissement annuel. Dans le même temps, leur bénéfice cumulé s'est monté à respectivement 3,2 milliards de \$ US, 6,5 milliards de \$ US et 6,7 milliards de \$ US.¹²⁶

La rapide augmentation de leur chiffre d'affaires s'est donc opérée au prix d'un tassement de leurs bénéfices (+ 3,1 % en 2011) sous le coup d'une

concurrence accrue, mais ils restent cependant encore confortables. Avec un chiffre d'affaires moyen de 62,4 milliards de \$ US, chacun de ces trois groupes automobiles chinois à aujourd'hui une taille comparable à celle des groupes automobiles français et coréens.

De quoi affronter les groupes automobiles concurrents assez sereinement, d'autant que Pékin, soucieux de « protéger et [d']encourager les groupes automobiles proprement chinois », à mis fin en décembre 2011 aux mesures de « soutien à l'investissement étranger » dans le secteur automobile.¹²⁷

De même la création de nouvelles co-entreprises n'est aujourd'hui plus autorisée par le gouvernement chinois, une façon d'éviter que de trop fortes surcapacités ne viennent menacer le marché automobile chinois.¹²⁸

Au 1^{er} semestre 2012, le marché automobile chinois a progressé de 2,9 % en glissement annuel à 9,6 millions d'unités, la production progressant dans le même temps de 4,1 % à 9,5 millions d'unités.¹²⁹ Enfin, les constructeurs automobiles chinois poursuivent leur expansion à l'étranger. Ainsi, au premier semestre 2012, Chery a exporté plus de 91 600 véhicules. Après avoir construit une usine au Venezuela, le groupe chinois en ouvrira une autre en 2013 au Brésil.¹³⁰

Dans ces conditions, tout ne sera pas rose sur le marché chinois où la concurrence ne manquera pas d'être acharnée pour les constructeurs des pays impérialistes en déclin.

Ces derniers devront non seulement s'y affronter entre eux pour compenser l'effondrement de leurs marchés domestiques, mais aussi y affronter la concurrence croissante des constructeurs chinois, sans oublier celle de leurs concurrents japonais et coréens eux aussi déjà bien implantés. A lui seul, Kia possède déjà deux usines en Chine à Yancheng (bientôt une troisième) et portera sa capacité de production annuelle de 430 000 à 730 000 véhicules d'ici 2014.¹³¹

Nous doutons que le marché automobile chinois ne devienne suffisamment vaste pour éviter encore longtemps la faillite à nombre de monopoles automobiles des pays impérialistes en déclin !

Au cours des trois dernières années (2009-2011), la Chine a mis en service plus de 21 700 kilomètres d'autoroutes, soit autant d'autoroutes que la France et l'Allemagne en possèdent à eux deux !

A la fin de l'année 2010, la Chine comptait plus de 74 100 kilomètres d'autoroutes en service et talonnait les USA. A la fin de l'année 2011, après avoir ajouté plus de 9 100 kilomètres de nouvelles autoroutes, la Chine comptait plus de 83 200 kilomètres d'autoroutes en service et avait conquis

le 1^{er} rang mondial devant les USA. La progression est également rapide en ce qui concerne l'ensemble du réseau routier chinois qui s'est étendu de plus de 280 000 kilomètres durant la période 2009-2011. Avec ses 4,1 millions de kilomètres en 2011, le réseau routier chinois est le second du monde, derrière celui des USA et leurs 6,6 millions de kilomètres.¹³²

Au cours des deux dernières années, le secteur ferroviaire chinois a lui aussi continué d'enregistrer une croissance rapide. Rien que dans les régions de l'Ouest chinois, ce sont 15 000 km de nouvelles voies ferrées qui seront mises en service d'ici 2015.¹³³ En 2020, la longueur des chemins de fer chinois devrait dépasser 120 000 km, contre 91 000 km à la fin de l'année 2011.¹³⁴

En l'espace de trois décennies, le rail chinois est passé d'un parc constitué en majorité de locomotives à vapeur à l'ère du rail à grande vitesse, comme en témoigne le tableau ci-après.

Evolution du parc chinois de locomotives ¹³⁵						
Effectifs	1985	1990	1995	2000	2005	2010
Total	11 770	13 592	15 146	14 472	16 547	18 349
dont locomotives à vapeur	7 918	6 541	4 626	911	193	72
dont locomotives diesel	3 651	5 807	8 411	10 826	12 114	10 990
dont locomotives électriques	587	1 633	2 517	3 516	5 166	8 369
Part dans le total (%)						
Locomotives à vapeur	67,3	48,1	30,5	6,3	1,2	0,4
Locomotives diesel	31,0	42,7	55,5	74,8	73,2	59,9
Locomotives électriques	5,0	12,0	16,6	24,3	31,2	45,6

Au cours des deux dernières années, le secteur ferré à grande vitesse chinois a poursuivi sa croissance rapide, en dépit de l'accident meurtrier survenu à Wenzhou au cours de l'été 2011. La collision entre deux TGV, dont l'un était à l'arrêt après avoir été immobilisé par la foudre, avait entraîné la chute de quatre wagons du haut d'un viaduc avec à la clef une quarantaine de morts et 170 blessés.¹³⁶

L'enquête commandée par les autorités chinoises a conclu à une défaillance du matériel de signalisation. En dépit de sa gravité, cet accident ferroviaire ne remet pas fondamentalement en cause les avancées chinoises en matière de maîtrise de la technologie du rail à grande vitesse. Il pointe en revanche les inévitables obstacles accompagnant la mise en place à grande échelle d'une technologie aussi nouvelle dans un pays bourgeois.

En 1998, le train à grande vitesse allemand ICE 1 avait également été à l'origine d'un accident ferroviaire meurtrier aux environs d'Eschede. Cet accident avait provoqué une centaine de morts et autant de blessés. En cause, un défaut de conception des roues et de leur système de suspension ayant entraîné la casse de la jante d'une roue et le déraillement des voitures de queue.¹³⁷

Pourtant, personne aujourd'hui ne met en doute la fiabilité élevée du rail allemand à grande vitesse...

Depuis l'accident de Wenzhou, les autorités chinoises mettent l'accent sur le renforcement de la sécurité du réseau ferré chinois à grande vitesse.¹³⁸

Aujourd'hui, au terme d'un examen approfondi de plusieurs mois, les TGV chinois ont repris leur service. Sur la seule ligne Beijing-Shanghai circulent 92 paires de trains, dont plus des deux tiers à une vitesse de 300 km/h.¹³⁹

Aujourd'hui, la construction de lignes ferroviaires à grande vitesse se poursuit à un rythme rapide. En 2011, la Chine a investi 469 milliards de yuans dans la construction d'infrastructures ferroviaires. C'est certes moins que les 700 milliards de yuans dépensés dans le secteur en 2010 — un montant qui rappelons-le avait été dopé par le plan de relance massif que l'impérialisme chinois avait mis en œuvre pour surmonter la première vague de la crise économique mondiale —, mais ce montant n'en reste pas moins considérable.¹⁴⁰

L'année 2012 devrait voir un rebond des investissements chinois dans ce secteur. En effet les autorités chinoises viennent d'annoncer l'approbation de vingt-cinq nouveaux projets de transports ferroviaires urbains et interurbains pour un investissement total de plus de 800 milliards de yuans (soit 127 milliards de \$ US), une mesure visant à compenser « le ralentissement » auquel fait aujourd'hui face « l'économie du pays » au moment où de nombreux pays impérialistes en déclin replongent dans la récession.¹⁴¹

Le début de l'été 2012 a vu la mise en service du tronçon ferroviaire à grande vitesse Wuhan-Yichang. Long de 293 km, il fait partie de la ligne ferroviaire à grande vitesse qui reliera Shanghai à Chengdu en passant par Nanjing, Heifei, Wuhan et Chongqing. Quand elle sera achevée en 2013, cette ligne sera l'une des plus longues du monde avec ses 2 078 km.¹⁴²

Trois mois plus tard, c'était au tour de la ligne Wuhan-Zhengzhou d'entrer en service. Longue de 536 km pour un investissement de 57 milliards de yuans (soit 9 milliards de \$ US), elle verra circuler 24 paires de trains. Le tronçon Wuhan-Zhengzhou constitue une partie de la ligne Beijing-Guangzhou, longue de 2 300 km, qui sera achevée d'ici la fin de l'année.¹⁴³

D'ici 2015, la Chine mettra également en service une ligne à grande vitesse longue de 142 km reliant Hong Kong, Shenzhen et Guangzhou.¹⁴⁴

Aujourd'hui, les mastodontes chinois du secteur ferroviaire que sont la China Northern Locomotive and Rolling Stock Industry Corp. (CNR) et la China South Locomotive and Rolling Stock Corp. (CSR) continuent donc d'engranger de confortables profits. En 2011, la CSR a vu ses bénéfices augmenter de 50 % en glissement annuel à 5,0 milliards de yuans. De son côté, la CNR a également vu ses bénéfices augmenter de 50 % en glissement annuel à 3,2 milliards de yuans.¹⁴⁵

Si l'activité à l'étranger des deux groupes est en croissance rapide, elle n'en a pas moins représenté à peine le dixième de leur chiffre d'affaires en 2011.¹⁴⁶

Dans ces conditions, la CSR ne cache pas rechercher des opportunités de fusions-acquisitions en Europe, et envisage notamment de reprendre la société britannique Invensys Plc, spécialisée dans la production de systèmes de signalisation ferroviaire. Comme le souligne le patron de la CSR, la crise permet aux entreprises chinoises de « renforc[er] leurs activités de fusions et d'acquisitions » et ainsi « d'acquérir un accès au marché et des technologies avancées ».

« La crise a généré de bonnes possibilités de fusions et d'acquisitions, en ce que les prix actuels sont attractifs. (...) Cependant, le meilleur moment n'est pas encore arrivé, car la crise actuelle n'a pas encore touché le fond ».¹⁴⁷

Au début de l'année 2012, l'Académie des sciences ferroviaires de Chine (CARS) a achevé la construction d'un banc d'essai dédié au système de freinage des trains à grande vitesse et capable de mener des essais à une vitesse maximale de 530 km/h.¹⁴⁸

En effet, la Chine ambitionne toujours de construire des TGV encore plus rapides et perfectionnés d'ici 2015, alors que la CSR développe un train expérimental pouvant rouler à 500 km/h et ayant d'ores et déjà atteint la vitesse de 575 km/h lors de tests menés en laboratoire. Après avoir rapidement assimilé les technologies étrangères, elle compte aujourd'hui sur sa « propre innovation » pour réaliser de nouvelles percées technologiques majeures dans ce domaine, en particulier dans la conception de moteurs magnétiques permanents à courant continu. Ces derniers sont en effet plus puissants, plus fiables et plus économes que les moteurs électriques actuels.¹⁴⁹

Les objectifs chinois en termes de développement du rail à grande vitesse sont toujours aussi élevés. D'ici 2015, la presque totalité des grandes

agglomérations chinoises de plus de 500 000 habitants sera desservie par le réseau ferré à grande vitesse dont la longueur totale avoisinera 40 000 km (en comptant les lignes modernisées permettant la circulation de trains roulant à 200 km/h).¹⁵⁰

Pour l'impérialisme chinois, le rail à grande vitesse est autant une vitrine technologique destinée à promouvoir l'image du secteur ferroviaire chinois qu'une source de profits. Et les avancées des deux géants du rail chinois ne se limitent pas à ce secteur.

Récemment, la CNR a ainsi vu sortir de ses chaînes de production une nouvelle rame de métro ultralégère et adaptée aux basses températures (jusqu'à - 38°C). Elle sera mise en service dès la fin de l'année à Harbin.¹⁵¹

Au même moment, une locomotive électrique de très grande puissance sortait des chaînes de production d'une autre usine de la CNR. Avec ses 10 MW, cette locomotive dédiée au transport de fret est la plus puissante du monde. Elle est capable de tracter 100 wagons de 80 tonnes chacun à une vitesse de 120 km/h, soit le double de la capacité des locomotives traditionnelles dont la puissance n'excède pas 6,4 MW.¹⁵²

De son côté, la CSR n'a pas non plus été en reste au cours des derniers mois. Au début de l'année 2012, la CSR a en effet lancé une locomotive électrique de très grande puissance destinée au transport de passagers. Avec ses 7,2 MW, elle peut transporter 3 000 passagers à 160 km/h, contre 2 000 passagers au maximum pour les locomotives en service jusqu'alors.¹⁵³

Avec ces nouvelles locomotives de très forte puissance, le rail chinois sera en mesure d'accroître fortement ses capacités, alors même que la Chine est aujourd'hui — et de très loin — au premier rang mondial en termes de densité de son trafic ferroviaire marchand et de passagers.

Cet été, la CSR a de nouveau fait parler d'elle en produisant le premier train léger à super-condensateurs au monde.¹⁵⁴

Une première mondiale que la Chine doit évidemment à ses investissements massifs dans le domaine des nanotechnologies. Il s'agit du premier train électrique commercial à ne pas avoir besoin de pantographe. Pouvant transporter jusqu'à 320 passagers à une vitesse de 70 km/h, il recharge ses condensateurs en une trentaine de secondes — une performance hors de portée des batteries —, ce qui en fait un candidat idéal pour les transports publics urbains.¹⁵⁵

Le fait qu'il ne nécessite qu'un poste de recharge par station permettra également de réaliser de considérables économies en matière de coûts de construction des lignes sur lesquelles il circulera. De quoi en faire une

alternative intéressante aux réseaux de transports publics routiers pour les moyennes agglomérations qui n'ont pas les moyens d'envisager de se doter d'un réseau de métro classique !

Au printemps 2012, le métro de Pékin a ravi à New York la troisième place mondiale (après Shanghai et Londres) en ce qui concerne la longueur des lignes de son métro. Avec ses 372 kilomètres, il est pourtant très loin d'avoir atteint sa maturité : il devrait atteindre 571 kilomètres en 2015 et le millier de kilomètres d'ici 2020.¹⁵⁶

Sans surprise, la fréquentation des métros chinois a continué à augmenter rapidement. En 2011, le métro de Pékin a transporté 2,18 milliards de passagers, celui de Shanghai 2,10 milliards et celui de Canton 1,64 milliard, contre 3,16 milliards de passagers pour le métro de Tokyo, le 1^{er} du monde en termes de fréquentation.¹⁵⁷

Rappelons qu'il y a deux ans le métro de Pékin transportait 1,46 milliard de passagers, celui de Shanghai 1,30 milliard et celui de Canton 0,68 milliard.¹⁵⁸ On voit donc mal ce qui pourra empêcher Pékin et Shanghai de conquérir les deux premières places mondiales en termes de nombre de passagers transportés d'ici 2015. Quand aux autres grandes métropoles chinoises, elles poursuivent la construction de leur réseau ferré urbain. Longue de 28 kilomètres, la ligne 2 du métro de Wuhan ouvrira à la fin de cette année. Franchissant le Yangtsé par un tunnel, elle permettra de désengorger considérablement la circulation automobile sur les ponts. Les autorités chinoises attendent à ce qu'elle transporte plus de 220 millions de passagers par an en 2015.¹⁵⁹

En 2015, la longueur cumulée du réseau de métro chinois devrait dépasser 2 700 kilomètres¹⁶⁰, soit le double de celui des USA. Une cible que nous avons déjà évoquée il y a deux ans.¹⁶¹

Comme nous l'avons également déjà souligné, l'urbanisation rapide de la Chine, aujourd'hui à mi-chemin, constitue un important levier de croissance pour l'impérialisme chinois, car il lui permet d'intégrer au capitalisme et à la grande industrie les populations des régions les plus reculées. En 2011, la population urbaine chinoise a dépassé pour la première fois la population rurale et le taux d'urbanisation de la Chine a atteint 51,3 %.¹⁶²

Aujourd'hui, on voit dans les grandes métropoles chinoises sortir de terre des gratte-ciel gigantesques qui symboliseront demain la prospérité et la puissance de l'impérialisme chinois, à l'instar de la China Zun qui surplombera Pékin du haut de ses 510 mètres, de la Goldin Finance 117 qui surplombera Tianjin du haut de ses 597 mètres, ou de la Tour de Shanghai

qui s'élèvera à 632 mètres.¹⁶³ Nul doute que la patrie des gratte-ciel ne sera bientôt plus les USA, mais la Chine !

La Chine est aujourd'hui, et de loin, le premier producteur mondial d'ascenseurs. En 2011, elle en a produit 450 000, soit 60 % du total mondial, et seulement 47 000 ont été exportés. Si cette production profite encore aux entreprises à capitaux étrangers, la part des producteurs d'ascenseurs domestiques n'en est pas moins en augmentation rapide. Celle-ci est en effet passée de 20 à 40 % sur le marché chinois durant la période 2001-2011.¹⁶⁴

De ce fait, les élites chinoises ne sont pas inquiètes en ce qui concerne le maintien d'une croissance économique élevée à moyen-long terme. Selon l'économiste chinois renommé Justin Yifu Lin, professeur à l'Université de Pékin et ancien économiste en chef de la Banque mondiale, la croissance économique annuelle chinoise « **se maintiendra à 8 % au cours des 20 prochaines années** » « grâce à l'innovation technologique et aux réformes structurelles ». ¹⁶⁵

Au cours des deux dernières années, le montant des investissements en capital fixe de la Chine a continué à s'élever rapidement : 27 812 milliards de yuans en 2010 et 31 102 milliards de yuans en 2011. Ces derniers ont ainsi continué à représenter une proportion historiquement élevée du PIB : 69,3 % en 2010 et 66,0 % en 2011.¹⁶⁶

A l'inverse, les investissements en capital fixe restent faibles dans les pays impérialistes en déclin. Ainsi, ceux des USA se sont montés à 1 870 milliards de \$ US en 2011, soit une baisse de 17,5 % par rapport à leur plus haut niveau d'avant-crise (2006). Rapportés au PIB les investissements en capital fixe ont donc considérablement baissés avec la crise et l'on a observé en 2010-2011 aucun redressement significatif.¹⁶⁷

Le secteur immobilier est l'un des principaux responsable de cet état. En mars 2012, l'indice S&P/Case-Shiller affichait ainsi une baisse de 33,8 % par rapport à son plus haut niveau d'avant-crise (avril 2006).¹⁶⁸

Surtout, comme la FED l'a elle-même admis, il n'y a toujours pas la moindre reprise en vue.¹⁶⁹ Il faut dire qu'à l'automne 2011, on recensait encore 11 millions de foyers américains qui devaient « plus à leur banque, au titre de leur crédit immobilier, que la valeur de leur propriété sur le marché », une « situation catastrophique [qui] ne s'améliore pas en dépit de la fin de la récession depuis deux ans ». ¹⁷⁰

En ce qui concerne les investissements en capital fixe de la Chine et des USA ainsi que la poursuite de la déprime du secteur immobilier aux USA, nous renvoyons aux planches de graphes n° 7 et 8.

Que l'on imagine que les prix de l'immobilier (neuf) baissent en deux ans d'un tiers à Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, etc., et l'on comprendra mieux l'ampleur de la crise immobilière américaine !

Notons au passage que comme nous l'avions déjà souligné dans notre ouvrage précédent¹⁷¹, les prémices d'une crise immobilière se multiplient en France. En cause, la conjonction de plusieurs facteurs tels qu'un « pouvoir d'achat plafonné », la « hausse des taux d'emprunt », la « pression fiscale accrue » et la « disparition du prêt à taux zéro ».¹⁷²

Surtout, alors que les prix réels de l'immobilier (inflation déduite) sont restés « quasiment stables entre 1965 et la fin des années 90 », « le prix réel de l'immobilier montre une hausse de 110 % depuis quatorze ans ». Pour certains experts, il est ainsi évident qu'il existe aujourd'hui une « bulle gigantesque d'autant plus dangereuse qu'elle est étendue à l'ensemble du territoire ».¹⁷³

Le fait que l'existence d'une bulle immobilière soit « **un sujet tabou en France** » ne change rien à ce qui « **constitue désormais une vraie réalité** ».¹⁷⁴ De mars à mai 2012, les mises en chantier de nouveaux logements ont chuté de 19,8 % en glissement annuel. Sur les cinq premiers mois de l'année, les mises en chantier de logement neuf ont atteint des niveaux historiquement bas, jamais vus depuis 1986, c'est-à-dire depuis 35 ans.¹⁷⁵

Au premier semestre 2012, le montant des crédits immobiliers accordés par les banques s'est effondré de 33,1 % en glissement annuel. Pour l'ensemble de l'année 2012 le montant des crédits immobiliers accordés par les banques devrait être inférieur à 120 milliards d'euros, bien loin des 160 milliards d'euros de 2011 et du niveau record de 170 milliards d'euros enregistré en 2007.¹⁷⁶

Conséquence naturelle de la forte diminution des prêts, on observe un véritable « effondrement des mises en chantier » depuis le début de l'année 2012, sans oublier une « forte baisse des transactions des logements anciens ».¹⁷⁷

Cette réalité va inévitablement impacter non seulement les profits des banques confrontées à la baisse de la manne des prêts immobiliers, mais aussi le secteur de la construction, l'emploi, et donc par ricochet l'économie toute entière... Dans le seul secteur du bâtiment, la Fédération française du bâtiment prévoit aujourd'hui la perte de 350 000 emplois en 2012 sur les 1,1 million que compte le secteur.¹⁷⁸

Il apparaît ainsi de plus en plus clairement que les prix de l'immobilier sont « déconnectés de la réalité économique ». Alors que « tous les professionnels anticipent un retournement du marché immobilier français », Standard & Poor's s'attend à voir les prix de l'immobilier français baisser de 15 % d'ici fin 2013.¹⁷⁹

Ce n'est en tout cas pas pour rien si au printemps dernier, l'agence de notation Moody's dégradait la note « de solidité financière » de la Caisse centrale du Crédit immobilier de France (CIF), évoquant même la perspective d'une nationalisation prochaine...¹⁸⁰

Récemment, l'Etat français a dû apporter sa garantie à hauteur de 4,7 milliards d'euros au CIF, soit près du double de ses fonds propres. Aujourd'hui « au bord de la faillite », le CIF « sera géré en extinction », c'est-à-dire qu'il n'octroiera plus d'autres prêts mais se contentera de gérer son encours de 33 milliards d'euros de crédits.¹⁸¹

Alors que le CIF a octroyé des crédits à 400 000 particuliers et organismes HLM, il s'agit à l'évidence d'« un coup dur pour l'accession à la propriété des revenus modestes ».¹⁸² Dans ces conditions, la crise immobilière a de beaux jours devant elle en France...

Cette parenthèse étant close, on voit là toute la différence avec le secteur immobilier chinois. Celui-ci a certes connu un refroidissement passager depuis second semestre 2011. Mais cette modération a été voulue par les autorités chinoises, soucieuses « de faire revenir à la normale les prix des logements qui avaient flambé de façon disproportionnée ». Après avoir restreint l'achat de logements dans plusieurs grandes villes, celles-ci avaient augmenté la somme des acomptes à verser et introduit un impôt sur la propriété immobilière.¹⁸³

Ces mesures ont été pondérées, et si elles ont certes contribué au ralentissement de la croissance économique chinoise, elles ne l'ont pas mise en péril. Le secteur immobilier est certes un secteur important de l'économie chinoise, mais pas prépondérant. Il a ainsi contribué à hauteur de 18,0 % aux 144 900 milliards de yuans du montant cumulé des investissements en capital fixe durant la période 2003-2011.¹⁸⁴

De janvier à juillet 2012, les investissements en capital fixe dans les zones urbaines ont augmenté de 20,4 % en glissement annuel à 18 430 milliards de yuans. Dans le même temps, le montant des investissements dans le secteur immobilier a grimpé de 15,4 % à 3 680 milliards de yuans, représentant ainsi une proportion de 20,0 % du total des investissements en capital fixe.¹⁸⁵

Aujourd'hui, le secteur immobilier chinois connaît donc un rebond évident. Selon les statistiques officielles chinoises faisant le point sur les prix de l'immobilier dans 70 grandes agglomérations du pays, les prix de l'immobilier ont baissé dans seulement 21 de ces villes en juin 2012, alors qu'ils sont restés stables dans 25 autres et ont monté dans 24. En juillet 2012, les prix de l'immobilier ont baissé dans seulement 9 de ces villes, alors qu'ils sont restés stables dans 11 autres et ont monté dans 50.

Rappelons qu'au plus bas du refroidissement immobilier ponctuel, en décembre 2011, les prix de l'immobilier avaient baissé dans 52 villes, étaient restés stables dans 16 autres et n'avaient monté que dans 2.¹⁸⁶

Le rebond du secteur immobilier chinois s'opère aujourd'hui sous l'impulsion des mesures de soutien à l'économie qui commencent à porter leurs fruits, mais aussi du dynamisme du secteur de la construction sociale.

À l'automne 2011, le gouvernement chinois avait annoncé avoir débuté la construction de 10 millions de logements à prix abordable pour un montant de 152 milliards de yuans (soit 24,2 milliards de \$ US).¹⁸⁷ Le but affiché ? « Faire baisser les prix de l'immobilier et la spéculation foncière », et ce sans pour autant pénaliser le secteur du bâtiment.¹⁸⁸

Et on peut dire que comme à son habitude, l'impérialisme chinois n'a pas lésiné sur les moyens. De janvier à juillet 2012, la Chine a achevé la construction de 3,6 millions de ces logements destinés « aux foyers à faibles revenus ». Dans le même temps, le gouvernement chinois a débuté la construction de 5,8 autres millions de logements sociaux, avec l'objectif d'en construire 36 millions au cours de la période 2011-2015.¹⁸⁹

Au premier semestre 2012, le gouvernement chinois a ainsi dépensé 507 milliards de yuans — soit 80,5 milliards de \$ US —, dans la construction de ces logements sociaux.¹⁹⁰ Outre ce vaste plan de construction neuves mis en œuvre pour la période 2011-2015, le gouvernement chinois prévoit d'aider au moins 5 millions de « familles paysannes pauvres à réhabiliter leur maison délabrée » d'ici 2015.¹⁹¹

Comme on le voit, les autorités chinoises investissent aujourd'hui massivement dans les logements sociaux, avec des bénéfices économiques (emploi, croissance économique, efficacité énergétique), et sociaux (stabilité sociale) multiples.

Comme nous l'avons déjà souligné dans notre précédent ouvrage, il est donc vain "d'espérer" voir éclater une bulle immobilière en Chine à court ou moyen terme.¹⁹²

Il faut plutôt s'attendre à voir les prix de l'immobilier chinois rester stables ou augmenter modérément, en ligne avec l'inflation, conformément au souhait des autorités chinoises.¹⁹³

Alors que l'impérialisme chinois rattrape à grandes enjambées l'impérialisme américain aujourd'hui embourbé dans une grave crise économique structurelle, la Chine dispose encore de très confortables réserves de croissance intérieures pour assurer au moins encore deux décennies de croissance économique rapide. En 2001, le PIB chinois représentait 12,9 % du PIB américain. En 2007, il en représentait désormais 24,9 %. Avec la crise et le différentiel grandissant, le rattrapage de l'impérialisme chinois s'est nettement accéléré. En 2011, le PIB chinois a représenté 48,4 % du PIB américain.¹⁹⁴

Si l'on raisonne en termes de PIB à parité de pouvoir d'achat, il apparaît évident que l'impérialisme chinois est en passe de raver le 1^{er} rang mondial à l'impérialisme américain. Selon le *CIA World Factbook*, le PIB de la Chine à parité de pouvoir d'achat a représenté 75,1 % de celui des USA en 2011.¹⁹⁵

Dans ces conditions, le poids des monopoles chinois a contribué à s'accroître rapidement. Le classement *Fortune Global 500* en fournit une claire illustration. En dépit d'un redressement significatif des revenus et des profits des monopoles des pays impérialistes en déclin —, un redressement dont ont évidemment fait les frais les travailleurs —, les monopoles des pays impérialistes en déclin ont à l'évidence été incapables de contrer l'offensive chinoise. Alors que la Chine comptait seulement 29 sociétés dans le classement en 2007, elle en a compté 73 en 2011. La Chine a ainsi gravi trois marches du classement en une poignée d'années.

Durant cette période, le chiffre d'affaires des monopoles chinois présents dans le classement a presque quadruplé. Dans le même temps, celui des monopoles des pays impérialistes en déclin a soit augmenté modérément (USA, Japon), soit stagné (Allemagne, France) soit même diminué (Royaume-Uni). Il est vrai qu'on ne raisonne pas ici à périmètre constant et que par conséquent ces chiffres ne sont pas toujours représentatifs des performances individuelles des monopoles.

Il faut noter que le rendement des monopoles des pays impérialistes en déclin (exprimé en pourcentage de leur chiffre d'affaires) reste la plupart du temps bien inférieur à son niveau d'avant crise, à l'exception notable des monopoles américains qui ont dépassé ce niveau, avec à la clef une meilleure résilience que les années passées face à la poussée des monopoles chinois. Ces derniers ont pour leur part enregistré un rendement en baisse en 2011. A 5,6 %, il reste cependant confortable.

Pour le reste, nous renvoyons aux tableaux ci-dessous.

Fortune Global 500¹⁹⁶					
Nombre de monopoles					
	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	500	500	500	500	500
USA	153	140	139	133	132
Chine	29	37	46	61	73
Japon	64	68	71	68	68
Allemagne	37	39	37	34	32
France	39	40	39	35	32
Royaume-Uni	34	26	29	30	26
Corée du Sud	15	14	10	14	13
Inde	7	7	8	8	8
Revenus					
	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	23 618,5	25 175,5	23 085,1	26 043,0	29 488,5
USA	7 738,9	7 543,7	6 977,2	7 685,2	8 406,9
Chine	1 144,3	1 660,8	1 946,0	2 890,6	3 984,7
Japon	2 596,7	2 979,6	2 941,6	3 287,2	3 630,9
Allemagne	2 084,8	2 210,4	1 880,3	1 929,1	2 192,9
France	2 110,3	2 165,8	2 085,9	2 032,8	2 115,3
Royaume-Uni	1 748,9	1 525,9	1 556,2	1 640,6	1 545,7
Corée du Sud	621,1	603,4	478,7	660,1	703,5
Inde	221,1	232,3	236,6	302,9	375,6
Profits					
	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	1 582,2	821,7	960,5	1 523,1	1 628,3
USA	439,3	211,3	274,1	479,4	554,0
Chine	90,4	97,5	108,4	176,1	224,4
Japon	111,3	-5,5	57,8	88,2	72,5
Allemagne	89,2	12,8	29,8	85,2	79,9
France	123,8	73,2	64,4	95,6	89,4
Royaume-Uni	170,0	31,6	97,4	89,7	119,4
Corée du Sud	33,3	11,8	17,0	31,2	32,7
Inde	14,8	11,9	13,0	18,0	18,6
Part dans le total (%)					
	2007	2008	2009	2010	2011
USA	30,6%	28,0%	27,8%	26,6%	26,4%
Chine	5,8%	7,4%	9,2%	12,2%	14,6%
Japon	12,8%	13,6%	14,2%	13,6%	13,6%
Allemagne	7,4%	7,8%	7,4%	6,8%	6,4%
France	7,8%	8,0%	7,8%	7,0%	6,4%
Royaume-Uni	6,8%	5,2%	5,8%	6,0%	5,2%
Corée du Sud	3,0%	2,8%	2,0%	2,8%	2,6%
Inde	1,4%	1,4%	1,6%	1,6%	1,6%

Fortune Global 500					
Part dans le total des revenus (%)					
	2007	2008	2009	2010	2011
USA	32,8%	30,0%	30,2%	29,5%	28,5%
Chine	4,8%	6,6%	8,4%	11,1%	13,5%
Japon	11,0%	11,8%	12,7%	12,6%	12,3%
Allemagne	8,8%	8,8%	8,1%	7,4%	7,4%
France	8,9%	8,6%	9,0%	7,8%	7,2%
Royaume-Uni	7,4%	6,1%	6,7%	6,3%	5,2%
Corée du Sud	2,6%	2,4%	2,1%	2,5%	2,4%
Inde	0,9%	0,9%	1,0%	1,2%	1,3%
Part dans le total des profits (%)					
	2007	2008	2009	2010	2011
USA	27,8%	25,7%	28,5%	31,5%	34,0%
Chine	5,7%	11,9%	11,3%	11,6%	13,8%
Japon	7,0%	-0,7%	6,0%	5,8%	4,5%
Allemagne	5,6%	1,6%	3,1%	5,6%	4,9%
France	7,8%	8,9%	6,7%	6,3%	5,5%
Royaume-Uni	10,7%	3,8%	10,1%	5,9%	7,3%
Corée du Sud	2,1%	1,4%	1,8%	2,0%	2,0%
Inde	0,9%	1,4%	1,4%	1,2%	1,1%
Résultat net (en % du chiffre d'affaires)					
	2007	2008	2009	2010	2011
Monde	6,7%	3,3%	4,2%	5,8%	5,5%
USA	5,7%	2,8%	3,9%	6,2%	6,6%
Chine	7,9%	5,9%	5,6%	6,1%	5,6%
Japon	4,3%	-0,2%	2,0%	2,7%	2,0%
Allemagne	4,3%	0,6%	1,6%	4,4%	3,6%
France	5,9%	3,4%	3,1%	4,7%	4,2%
Royaume-Uni	9,7%	2,1%	6,3%	5,5%	7,7%
Corée du Sud	5,4%	2,0%	3,6%	4,7%	4,6%
Inde	6,7%	5,1%	5,5%	5,9%	4,9%
Evolution du chiffre d'affaires et des profits					
Indice 2007 = 100	Chiffre d'affaires			Résultat net	
	2009	2011		2009	2011
Monde	97,7	124,9		60,7	102,9
USA	90,2	108,6		62,4	126,1
Chine	170,1	348,2		119,9	248,3
Japon	113,3	139,8		51,9	65,2
Allemagne	90,2	105,2		33,4	89,6
France	98,8	100,2		52,0	72,2
Royaume-Uni	89,0	88,4		57,3	70,2
Corée du Sud	77,1	113,3		51,1	98,2
Inde	107,0	169,9		87,8	125,4

Il y aurait beaucoup d'autres choses à dire dans ces tableaux, mais l'essentiel est que l'année 2011 a vu une douzaine de monopoles chinois entrer dans le classement du *Fortune Global 500*, et ce au détriment de la quasi-totalité de leurs concurrents. La Chine a ainsi conquis le deuxième rang mondial devant le Japon et le chiffre d'affaires cumulé des monopoles chinois a représenté près de la moitié de celui des monopoles américains, contre à peine le septième en 2007.

On assiste ainsi à une rapide modification du rapport de force entre les monopoles chinois et ceux de ses concurrents.

Que ce soit en termes d'effectifs ou de part dans les revenus ou les profits des plus gros monopoles mondiaux, la part de la Chine a donc continué à s'élever rapidement, illustrant la rapide montée en puissance des monopoles chinois, une dynamique engendrée par les moyens de plus en plus importants mis en œuvre par les autorités et les entreprises chinoises pour conquérir de nouveaux horizons économiques.

Un dragon avide de rayonnement culturel et scientifique lancé à la conquête des espaces

Alors qu'une partie croissante et déjà conséquente du prolétariat chinois se voit aujourd'hui forger des chaînes dorées, parallèlement à la montée en gamme de l'industrie nationale, la Chine émerge de plus en plus comme un marché de consommation majeur.

D'ici 2015, l'impérialisme chinois devrait ravir à l'impérialisme américain sa place de plus grand marché de consommation du monde « grâce à un taux d'urbanisation accéléré et à la hausse des revenus de la population ».¹⁹⁷

Au fil des années, la Chine gravit les échelons la conduisant au premier rang mondial dans un nombre croissant de secteurs de la consommation de biens et de services. Alors que la Chine est devenue en moins d'une décennie une destination touristique mondiale majeure, les acteurs chinois du secteur commencent à faire parler d'eux. Au printemps 2012, le conglomérat chinois Fosun est ainsi devenu le premier actionnaire du français Club Méditerranée. Avec 10,2 % du capital, il pèse désormais davantage qu'AXA Private Equity (9,9 %) ou la Caisse des dépôts et consignations (CDC) (6,3 %).¹⁹⁸

De même, la Chine est devenue en quelques années un poids lourd du secteur cinématographique et audiovisuel mondial, aux côtés de l'Inde et des USA.¹⁹⁹ En 2011, la Chine a produit 791 films. Dans le même temps, 469 feuilletons télévisés chinois sont entrés en phase de production, le plus grand nombre au niveau mondial. Toujours en 2011, les industries chinoises de la radio, du film et de la télévision ont généré 289,4 milliards de yuans de revenus, soit 45,8 milliards de \$ US, un chiffre en hausse de 17,7 % en glissement annuel.

Au début de l'année 2012, la Chine se classait au deuxième rang mondial, derrière les USA, en ce qui concerne le nombre de salles de cinéma sur son sol (9 600 écrans).²⁰⁰ Durant la période 2002-2011, les recettes du box office chinois sont passées de moins d'un milliard à 13,1 milliards de yuans. Cette croissance rapide n'a évidemment pas échappé à l'impérialisme américain.

Aujourd'hui, alors que comme nous l'avions déjà souligné l'attrait du marché chinois se fait de plus en plus sensible pour Hollywood²⁰¹, on assiste à la multiplication des films prétendument coproduits par la Chine et les USA, à l'instar d'Expandables 2, Looper, Cloud Atlas et Iron Man 3.

Une réalité qui déplaît à l'impérialisme chinois qui voit dans cela « **une stratégie de Hollywood pour absorber de l'argent sur le marché chinois** » en échappant aux quotas et aux taxes pesant sur les films étrangers. Comme

l'a récemment annoncé Zhang Pimin, vice-directeur général de l'Administration d'Etat de la radio, du film et de la télévision, les critères actuels régissant les films coproduits ne sont pas suffisamment stricts, notamment en termes d'écriture conjointe du script. Les autorités chinoises veilleront donc désormais à ce que les films coproduits le soient réellement et qu' « à l'avenir, la Chine allait examiner strictement l'identification des films coproduits ».

Il faut dire que pour l'impérialisme chinois, ces coproductions ont avant tout pour but d' « aider l'industrie cinématographique chinoise à se perfectionner et apprendre du système complet de la production hollywoodienne ». **Les autorités chinoises comptent en effet faire de « l'industrie cinématographique chinoise » un vecteur de « la connaissance de la culture et des valeurs chinoises à travers le monde ».**²⁰²

Aujourd'hui, 60 % des films projetés dans les salles de cinéma chinoises sont des films étrangers et il est évidemment hors de question pour l'impérialisme chinois que cette proportion reste aussi élevée. Déterminées à voir l'industrie cinématographique chinoise rattraper son retard, les autorités chinoises investissent aujourd'hui massivement dans ce secteur. Ainsi, elles sont en train de construire un centre de production de films numérique de classe mondiale à Wuxi pour un investissement de 10 milliards de yuans. Couvrant une surface de 6 km², il devrait produire au moins une trentaine de films par ans à partir de 2015.²⁰³

Les ambitions chinoises en matière de production cinématographique sont naturelles alors que « l'essor de l'exploitation cinématographique en Chine est soutenu par la croissance rapide de la classe moyenne chinoise, qui apprécie les sorties le week-end dans les nouveaux centres commerciaux où sont installés les multiplex ».

En 2011, le groupe chinois Wanda est devenu le premier propriétaire mondial de salles de cinéma. Il a en effet acquis le géant américain des multiplex AMC pour 2,6 milliards de \$ US. Le groupe chinois, qui possède déjà 86 multiplex et 730 écrans en Chine, a acquis à cette occasion 346 multiplex en Amérique du Nord et plus de 5 000 écrans !²⁰⁴

L'année 2011 a notamment vu la sortie du film "1911", dans lequel Jackie Chan joue le rôle de Huang Xing, le bras droit de Sun Yat-sen. Avec des films comme "1911", Jackie Chan veut « faire des films qui comptent » et « dont les gens se souviennent ». Pour lui, il est important que les chinois de la « jeune génération » qui sont « plus intéressés par les nouveaux téléphones, Harry Potter, Transformers et tout ça », « [comprennent] la culture chinoise ».

« Ils doivent leur vie d'aujourd'hui et leur fierté d'être Chinois à leurs ancêtres ». ²⁰⁵

Jackie Chan est à l'évidence aujourd'hui bien décidé à se détacher des rôles loufoques qui l'ont rendu célèbre dans le cinéma Hongkongais !..

A l'évidence, les élites chinoises sont aujourd'hui bien conscientes de la nécessité de préserver et de cultiver certaines spécificités de la culture nationale afin de barrer la route aux influences délétères en provenance des pays impérialistes en déclin. Dans un monde où les capitaux et la culture tendent à s'internationaliser de plus en plus profondément, et alors qu'une proportion croissante de la population chinoise voit ses conditions de vie s'améliorer substantiellement, avec à la clef la satisfaction de nouveaux besoins et l'accès à de nouveaux services, le secteur de l'informatique et des télécommunications est naturellement l'un des secteurs où les ambitions chinoises se concrétisent le plus rapidement.

A la fin de l'année 2011, la Chine comptait un total de 513 millions d'internautes, soit une proportion de 38,3 % de la population. ²⁰⁶ La Chine compte aujourd'hui plus de 538 millions d'internautes. ²⁰⁷ Chose extrêmement irritante pour l'impérialisme américain, « la plupart des géants américains » du secteur de l'internet « ont bien du mal à émerger » sur le marché chinois que les entreprises chinoises telles Baidu (recherche sur internet), QQ (messagerie instantanée), ou encore Renren et Weibo (réseaux sociaux) « dominant largement ». ²⁰⁸

C'est sans aucun doute Baidu qui incarne le mieux cette réalité alors que le principal moteur de recherche chinois accapare aujourd'hui « près de 90 % » de son marché domestique. ²⁰⁹ Rappelons qu'il y a trois ans, à la veille du coup d'éclat raté de Google en Chine, la part de marché de Baidu n'était encore "que" de 58 % sur le marché chinois, contre 36 % pour son concurrent américain. ²¹⁰

Aujourd'hui, le moteur de recherche chinois est valorisé d'une capitalisation boursière de plus de 39,7 milliards de \$ US, alors même que ses « marges d'expansion » sur le marché chinois restent « considérables », tant par le nombre d'internautes potentiel que par la hausse de leur niveau vie ou par les revenus publicitaires à l'heure où seule une entreprise chinoise sur cent fait de la publicité sur Baidu.

Outre ce marché intérieur en pleine expansion, Baidu n'est pas fermé à une expansion à l'étranger. Le moteur de recherche chinois est d'ores et déjà « disponible en japonais, en thaï et en vietnamien » et le sera bientôt dans une douzaine d'autres langues, dont l'anglais. De toute évidence, « si Baidu venait à avoir des ambitions internationales, Google pourrait trembler ». ²¹¹

Dans la production d'équipements informatiques et de télécommunications, les avancées chinoises récentes sont également notables.

Au début de l'année 2012, le groupe chinois Zhongtian a exporté 230 km de câbles sous-marins de fibre optique vers L'Alaska et l'Italie pour un montant de 40 millions de \$ US. C'était la première fois que la Chine exportait ce type d'équipement de haute technologie vers l'Europe et les USA. Ce marché était jusqu'alors partagé entre la France, les USA et le Japon.²¹²

Durant l'été 2012, la recherche chinoise a pour la première fois procédé à une transmission de données de grande capacité à ultra-haute vitesse et à grande distance par fibre optique. Un faisceau de 168 fibres optiques monomodes (le type de fibre optique le plus efficace mais aussi le plus complexe à fabriquer) a ainsi transmis des données sur une distance de 2 240 km et à une vitesse de 17,3 Tb/s, soit une capacité de l'ordre de 210 millions d'appels téléphoniques simultanés et donc 420 millions de personnes en communication.²¹³ De toute évidence, la Chine a ainsi rejoint le niveau technologique le plus avancé dans ce domaine.

De même, le début de l'année 2012 a vu la mise en service du supercalculateur chinois Sunway BlueLight, après une période d'essais de trois mois.²¹⁴ Si du haut de son Pétaflops il ne se situe aujourd'hui "que" dans le top 20 des plus puissants supercalculateurs du monde, il est le premier supercalculateur pétaflopique chinois fabriqué uniquement avec des processeurs chinois. Dans l'antre de la machine, on trouve un peu plus de 8 700 puces ShenWei SW1600 délivrant chacune plus de 140 Gflops et consommant au total 1 MW. Le ShenWei SW1600 est un processeur RISC 64 bits doté de 16 cœurs gravés en 65 nm et opérant à 1,1 Ghz.

Pour Jack Dongarra, chercheur en informatique à l'Université du Tennessee, le design du processeur chinois « est excellent ». En effet, « mettre 16 cœurs basse énergie dans un design à 65 nanomètres », témoigne d' « **une très bonne conception** ». Alors que, comme nous l'avons déjà souligné, le gouvernement chinois souhaite construire « davantage de supercalculateurs avec ses propres processeurs », il est évident « **que pour une technologie aussi délicate que celles des microprocesseurs, les Chinois ne veulent pas être dépendants de la technologie occidentale, tout comme les États-Unis ne voudraient pas être dépendants de la technologie étrangère** ». ²¹⁵

Pour l'impérialisme chinois, ces supercalculateurs revêtent indéniablement une dimension stratégique alors qu'ils commencent à être utilisés dans de nombreuses branches d'industrie où ils apportent « **des bénéfices incalculables** », qu'il s'agisse de la recherche géologique, météorologique,

médicale ou de l'ingénierie assistée par ordinateur (aérospatiale, automobile, génie hydraulique, génie civil, etc.)²¹⁶

En dépit de la construction de supercalculateurs de plus en plus puissants, à l'instar des 10,5 Petaflops du supercalculateur japonais K Computer, entré dans le Top 500 en juin 2011 et des 16,3 Petaflops du supercalculateur américain Séquoia entré dans le Top 500 en juin 2012, les pays impérialistes en déclin ne risquent pas de conserver leur avance très longtemps. En effet la construction du Chongqing Super Computing Center a récemment été planifiée. Ce supercalculateur aura une puissance de 100 Petaflops, soit le sextuple de celle du supercalculateur américain Séquoia, le n° 1 de l'actuel Top 500 !²¹⁷

Alors que l'impérialisme chinois possède aujourd'hui plusieurs architectures de microprocesseurs dont il a pu juger des performances, les acteurs chinois du secteur ont commencé à travailler sur la mise au point d'un set d'instructions commun destiné à définir les futurs standards d'une architecture CPU nationale unifiée.²¹⁸

Il s'agit évidemment en premier lieu d'aboutir à la formation d'au moins un acteur chinois capable de rivaliser avec les deux mastodontes américains du secteur. Il s'agit en second lieu de faciliter le travail des programmeurs et des développeurs, à une heure où la jeune industrie chinoise du logiciel, pourtant essentiellement tournée vers son marché domestique connaît un boom impressionnant.

En 2011, l'industrie chinoise du logiciel et des services informatiques a vu son chiffre d'affaires augmenter de 32,4 % en glissement annuel à 1 840 milliards de yuans (soit 292,2 milliards de \$ US). Dans le même temps, les exportations chinoises de logiciels se sont montées à 30,4 milliards de \$ US, en hausse de 18,5 % en glissement annuel.²¹⁹

Ce développement accéléré s'est naturellement poursuivi au cours des derniers mois. Sur la période de janvier à juillet 2012, les revenus de l'industrie chinoise du logiciel ont progressé de 25,4 % en glissement annuel à 1 300 milliards de yuans, soit 205 milliards de \$ US. Dans le même temps, les exportations chinoises de logiciels se sont montées à 19,1 milliards de \$ US, en hausse de 12,5 % en glissement annuel.²²⁰

Le développement de l'industrie informatique chinoise répond à de multiples impératifs civils et militaires, économiques et sociaux. Dans le domaine culturel, la Chine utilise déjà massivement l'outil informatique en vue de la production de films et de séries d'animation dont elle a produit 3 675 heures en 2010, « se classant ainsi à la première place mondiale ».²²¹

Surtout, le développement de l'industrie informatique chinoise ne peut que contribuer à accélérer la percée de monopoles chinois du secteur comme Lenovo qui a ravi à l'américain Dell le rang de deuxième plus grand fabricant de PC du monde au troisième trimestre 2011.²²² Avec ses 13,0 % de parts de marché au 1^{er} trimestre 2012, le groupe chinois n'est plus très loin de détrôner le leader mondial HP et ses 17,2 % de parts de marché.²²³

Alors que Lenovo qui s'appuie sur un marché domestique en forte croissance pourrait « dépasser Hewlett Packard en tant que plus grand fabricant de PC cette année », le géant chinois de l'informatique se lance à l'assaut du marché des smartphones et des tablettes et ne cache pas vouloir « concurrencer Apple et Samsung Electronics en Chine sur ce terrain » avant de s' « élancer vers le reste du monde ».²²⁴

La même remarque vaut pour Huawei qui proposait encore il y a peu des « téléphones simples » et des « smartphones d'entrée de gamme ». Les choses changent rapidement, puisque la firme chinoise est entrée « dans la cour des grands » à l'occasion du Mobile World Congress qui s'est tenu en février 2012 à Barcelone, un salon au cours duquel il a « soufflé [é] la vedette » à ses concurrents américains et coréens. Huawei propose en effet aujourd'hui « des smartphones haut de gamme, avec des atouts tout droit sortis de ses labos », à l'instar de l'Ascend D dont il compte vendre pas moins de 60 millions d'exemplaires d'ici la fin 2012, dont un tiers sur le marché chinois !²²⁵

Au menu, un écran 4,5 pouces « de très bonne qualité », un processeur quadri-cœur ARM "made in China" cadencé à 1,5 Ghz couplé à une puce graphique dotée de 16 cœurs en faisant le smartphone « le plus puissant du marché » et une gestion fine de la consommation énergétique permettant une autonomie accrue.²²⁶ Voilà donc que Huawei vient empiéter sur les plates-bandes de l'iPhone d'Apple et du Galaxy S de Samsung, une menace d'autant plus sérieuse que le smartphone chinois « **se révèle d'excellente composition et dégage une impression de qualité qu'il va falloir prendre l'habitude d'associer aux fabricants chinois** »...²²⁷

Et la menace ne se limite pas au marché des smartphones puisque le groupe chinois a également récemment lancé sa propre tablette tactile dotée d'un écran de 10 pouces et aussi musclée que son smartphone, la Mediapad 10 FHD.²²⁸ Aujourd'hui, le groupe chinois « ne cache plus ses ambitions de conquête totale ». Une montée en gamme aussi rapide a été rendue possible par de colossales dépenses de R&D : 23,7 milliards de yuans en 2012, soit 11,6 % du chiffre d'affaires de 2011, année au cours de laquelle Huawei a recruté 30 000 nouveaux employés dont plus d'un tiers ont rejoint l'équipe de R&D !

« Déjà numéro deux mondial des équipementiers télécoms, Huawei décrit donc une stratégie, qui vise à aller bien au-delà de son cœur de métier historique. Il a pourtant fait sa réussite et compte pour 75% de ses ventes. Mais Le chinois ne veut plus se contenter de concurrencer Ericsson, Alcatel-Lucent ou autres Nokia Siemens Networks. Avertissement aux Cisco, Samsung, Nokia et même Apple... Huawei vise leurs terrains de jeu ».²²⁹

En 2011, Huawei a été le troisième dépositaire mondial de demandes de brevets PCT (avec 1 831 demandes), derrière son homologue chinois ZTE (2 926 demandes) et le japonais Panasonic (2 463 demandes).²³⁰ La très forte activité de R&D des deux géants chinois du secteur des télécommunications n'a rien de surprenant.

En effet, le marché chinois du téléphone mobile — de loin le plus grand du monde avec plus de 1,03 milliard d'utilisateurs au printemps 2012 pour un chiffre d'affaires de 246 milliards de yuans, soit 39 milliards de \$ US, sur la période s'étendant de janvier à avril 2012 —, a de quoi assurer de très confortables revenus aux deux géants chinois du secteur et leur fournit une solide assise pour leur expansion mondiale.²³¹

En matière d'innovation, l'impérialisme chinois a donc sans surprise poursuivi son ascension fulgurante en 2011, alors que la poursuite du déclin, de la stagnation, ou dans le meilleur des cas la lente croissance de la R&D s'est confirmée dans la plupart des pays impérialistes en déclin.

Evolution du nombre de dépôts de demandes de brevets PCT des 15 premiers pays déposants, en milliers ²³²											
Pays	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	Part de marché		Variations	
								2005	2011	<u>2011</u> <u>2010</u>	<u>2011</u> <u>2005</u>
USA	46,86	51,28	54,04	51,64	45,62	45,01	48,60	34,3 %	26,7 %	+ 8,0 %	+ 3,7 %
Japon	24,87	27,03	27,74	28,76	29,80	32,15	38,89	18,2 %	21,4 %	+ 21,0 %	+ 56,4 %
Allemagne	15,99	16,74	17,82	18,86	16,80	17,57	18,57	11,7 %	10,2 %	+ 5,7 %	+ 16,4 %
Chine	2,51	3,94	5,46	6,12	7,90	12,30	16,41	1,8 %	9,0 %	+ 33,4 %	+ 553,1 %
Corée du sud	4,69	5,95	7,06	7,90	8,04	9,67	10,45	3,4 %	5,7 %	+ 8,0 %	+ 122,8 %
France	5,76	6,26	6,56	7,07	7,24	7,25	7,66	4,2 %	4,2 %	+ 5,8 %	+ 33,2 %
Royaume-Uni	5,10	5,10	5,54	5,47	5,04	4,89	4,84	3,7 %	2,7 %	- 1,0 %	- 4,9 %
Suisse	3,29	3,62	3,83	3,80	3,67	3,73	4,00	2,4 %	2,2 %	+ 7,3 %	+ 21,4 %
Pays-Bas	4,50	4,55	4,43	4,36	4,46	4,06	3,49	3,3 %	1,9 %	- 14,0 %	- 22,4 %
Suède	2,89	3,34	3,66	4,14	3,57	3,31	3,47	2,1 %	1,9 %	+ 4,6 %	+ 20,1 %
Canada	2,32	2,58	2,88	2,98	2,53	2,70	2,92	1,7 %	1,6 %	+ 8,3 %	+ 26,0 %
Italie	2,35	2,70	2,95	2,88	2,65	2,66	2,67	1,7 %	1,5 %	+ 0,5 %	+ 13,7 %
Finlande	1,89	1,85	2,01	2,21	2,12	2,14	2,08	1,4 %	1,1 %	- 2,7 %	+ 9,9 %
Australie	2,00	2,00	2,05	1,94	1,74	1,74	1,74	1,5 %	1,0 %	- 1,8 %	- 13,0 %
Espagne	1,13	1,20	1,30	1,39	1,56	1,77	1,73	0,8 %	0,9 %	+ 0,9 %	+ 53,1 %
Cumul	126,14	138,11	147,33	149,51	142,74	150,97	167,51	92,2 %	92,1 %	+ 11,0 %	+ 32,8 %
Total	136,75	149,64	159,93	163,23	155,40	164,32	181,90	100,0 %	100,0 %	+ 10,7 %	+ 33,0 %

Comme on le voit, le nombre de demandes de brevets PCT de la Chine a poursuivi sa rapide croissance en 2011. Cette année, la Chine passer devant l'Allemagne et ainsi conquérir le troisième rang mondial. Durant la période 2005-2011, l'activité PCT chinoise a été multipliée par plus de 5,5. Dans le même temps, et en particulier au cours des quatre dernières années, elle a stagné voir même diminué dans la plupart des pays impérialistes en déclin. La conquête par la Chine du 1^{er} rang mondial d'ici 2015 paraît donc inéluctable.

La tendance est fondamentalement la même en ce qui concerne l'évolution des dépenses chinoises de R&D. Celles-ci ont enregistré une nouvelle hausse de 21,9 % en glissement annuel à 861 milliards de yuans, soit une proportion de 1,83 % du PIB (contre 1,75 % en 2010) qui, comme on l'avait déjà noté, n'a plus grand-chose à envier à celle de ses plus puissants concurrents en déclin.²³³

Cette proportion continuera d'augmenter dans les prochaines années, les autorités chinoises visant une cible de 2,2 % du PIB d'ici 2015 et de 2,5 % d'ici 2020. Pour le Comité central du PCC, l'objectif est clair : faire de la Chine un des principaux « pays innovateurs » d'ici 2020, et être devenue « **une puissance technologique mondiale avant 2049** », c'est-à-dire à la veille du centenaire de la fondation de la RPC.²³⁴

Alors que « les avantages de la Chine en matière de faibles coûts de fabrication diminuent », l'impérialisme chinois est plus que jamais déterminé à « investir davantage dans le domaine de l'innovation » afin d'accélérer « **sa transformation en une puissance technologique** ». ²³⁵

Dans nos deux précédents ouvrages, nous avons déjà souligné le contraste saisissant entre une condition étudiante en nette amélioration en Chine, et au contraire en nette dégradation dans les pays impérialistes en déclin ! Les dernières années ont vu ce contraste continuer à s'accroître.

En paupérisant des masses populaires de plus en plus larges et en contribuant par leur désengagement financier à l'augmentation des frais d'inscription des universités, les gouvernements bourgeois des pays impérialistes en déclin sont en train de prolétarianiser précocement la grande masse de leurs étudiants, contraints de travailler et de s'endetter pour payer leurs études, un processus qui ne peut aboutir qu'au tarissement de la source qui alimente leur vivier de futurs ingénieurs et scientifiques.

L'exemple récent le plus frappant de cette politique d'économies à courte vue est sans aucun doute la décision du gouvernement québécois du premier ministre Jean Charest de chercher à faire passer en force — et avec l'aide de la répression policière —, une augmentation considérable des frais

de scolarité au cours des prochaines années, en dépit de la mobilisation massive des étudiants québécois sur l'ensemble du 1^{er} semestre 2012.²³⁶ Comme le notait un camarade du Québec, ces hausses sont décidées dans un but bien précis.

« La hausse des droits de scolarité vise spécifiquement à réduire l'accessibilité aux études supérieures particulièrement pour les étudiant(e)s issus des classes ouvrières et populaires. Chaque étudiant qui abandonne les études supérieures fait économiser des dizaines de milliers de dollars par année au gouvernement, ce qui entraîne également qu'il y a moins de professeurs à engager, moins de prêts et bourses à accorder et moins d'infrastructures et de laboratoires à édifier, ce qui laisse plus de services disponibles pour les heureux gagnants de la loterie universitaire. Pourquoi orienter de nombreux jeunes vers les études universitaires alors que les perspectives d'emplois des diplômés supérieurs chutent chaque année et alors que les gradués d'hier encomrent déjà les fichiers des bureaux de placement pour désœuvrés, sermonne Charest ? »²³⁷

Au contraire des élites des pays impérialistes en déclin dont la politique est en train d'aggraver le fossé social dans l'éducation, les élites chinoises apparaissent soucieuses de « promouvoir l'égalité en matière d'éducation » et de « réduire les écarts entre les régions » et « entre les populations rurale et urbaine ». Et ce ne sont pas là des paroles en l'air, car les élites chinoises consacrent effectivement une partie croissante de leurs ressources budgétaires à l'amélioration de la condition étudiante. En 2012, le gouvernement central prévoit de dépenser 2 200 milliards de yuans dans l'éducation, soit une proportion de 4,0 % du PIB, un chiffre en hausse de plus de 600 milliards de yuans en glissement annuel, soit plus de 37 % !²³⁸

Il faut dire que comme nous l'avions déjà souligné dans nos deux précédents ouvrages, l'impérialisme chinois est parfaitement conscient du fait que sa transformation en une « puissance technologique » de premier plan est en premier lieu conditionnée par la formation d'une main d'œuvre hautement qualifiée. L'impérialisme chinois est aujourd'hui plus que jamais soucieux de « promouvoir la montée en gamme » « de l'industrie manufacturière chinoise » « en amont de la chaîne [industrielle] mondiale » afin de faire de « l'usine du monde » la « marque mondiale ». ²³⁹

Depuis les machines les plus imposantes, aux mécanismes les plus sophistiqués recourant à des particules atomiques, l'impérialisme chinois remonte inexorablement la chaîne de valeur industrielle mondiale.

Les derniers mois ont ainsi vu l'entrée en production d'un des plus gros excavateurs miniers du monde, le WK-75. Il est produit par la Taiyuan Heavy Industry Co. qui détient 92 % du marché des excavateurs miniers chinois.²⁴⁰

Haut de plus de 23 mètres pour un poids de 2 000 tonnes, le WK-75 possède une capacité de déblaiement de 12 000 tonnes de charbon à l'heure.²⁴¹ Dans le même secteur, le groupe XCMG a lancé un nouveau camion grue mobile tout-terrains de 1 200 tonnes, le Qay 1200, qui permet de d'assembler les éoliennes terrestres de 2 à 2,5 MW. Alors que le fabricant chinois a enregistré un chiffre d'affaires de 87 milliards de yuans en 2011, le fabricant allemand de matériel lourd Liebherr n'a qu'à bien se tenir.²⁴²

De même, l'été 2012 a vu la ZGPT-Diesel Heavy Industry Co. produire ses premiers moteurs diesel semi-rapides de grande puissance MAN18V32/40. Avec sa puissance de 9 MW à une vitesse de rotation d'environ 700 tours par minute pour une masse de 85 tonnes, ce moteur peut servir à constituer de puissants groupes électrogènes mais est surtout l'une des références de l'ingénierie maritime. Il est en effet fréquemment employé pour motoriser les navires de très gros tonnage. En produisant aujourd'hui ce moteur sous licence, l'impérialisme chinois « rejoint le niveau technologique international avancé de l'industrie des moteurs diesel ». ²⁴³ Au passage, l'impérialisme chinois s'offre une confortable autonomie dans le secteur d'importance stratégique qu'est la construction navale...

L'industrie mécanique chinoise continue aujourd'hui pour sa part à se diversifier sous ses formes les plus modernes.

La compagnie chinoise Surele a ainsi développé la première presse mondiale en trois dimensions pour tôles de navires. Elle permet de courber précisément les tôles d'une épaisseur allant jusqu'à 25 mm selon des axes complexes (à l'instar des pièces composant la proue), avec à la clef un accroissement considérable du rendement et de la qualité.²⁴⁴

De même, l'équipe d'usinage laser de l'AVIC est récemment parvenue à usiner des pièces complexes de grande taille et en trois dimensions de titane, faisant de la Chine le troisième pays au monde, après les USA et le Japon, à être capable d'une telle prouesse.²⁴⁵

De même, les ambitions chinoises en matière de développement de l'industrie robotique commencent à se matérialiser.

L'été 2011 a ainsi vu l'Université Nationale des Technologies de la Défense de Changsha tester avec succès le prototype d'une voiture sans conducteur entre Changsha et Wuhan. Réalisé sans assistance d'un système de positionnement satellitaire, ce trajet de près de 300 km a été rendu possible par les capteurs radar, laser et vidéo du véhicule, autant de capteurs ayant permis au cerveau informatisé du véhicule de se conformer à la signalisation, de détecter l'état du trafic et de surmonter des conditions météorologiques difficiles.²⁴⁶

Le secteur chinois de la robotique est aujourd'hui promis à un avenir radieux, alors que d'ici 2015, la Chine achèvera la construction de sa plus grande base de production robotique à Tangshan dans la province du Hebei. Une fois achevée, son chiffre d'affaire annuel devrait se monter à 20 milliards de yuans.²⁴⁷

De côté de l'infiniment petit, l'Académie des Sciences du Hubei est parvenue à assembler la première horloge optique du pays, faisant de la Chine le septième pays au monde à être capable de fabriquer une telle horloge après les Etats-Unis, l'Allemagne, le Royaume-Uni, le Canada, l'Autriche et le Japon.

Basée sur l'observation du mouvement atomique d'un unique ion calcium, ces horloges sont 100 fois plus précises que les meilleurs chronomètres nucléaires. Leur déviation est de l'ordre d'une seconde sur 10 millions d'années, une précision utile dans le domaine des télécommunications et de la fabrication d'instruments de précision.²⁴⁸

Notons au passage que cette volonté de montée en gamme industrielle se combine à la recherche de la maîtrise de l'ensemble de la chaîne de distribution, ce qui passe par l'investissement dans les infrastructures de transport, mais aussi par l'acquisition de marques étrangères et de chaînes de magasins. L'impérialisme chinois est aujourd'hui bien déterminé à modifier à son avantage le partage de la plus-value, aujourd'hui encore en majeure partie accaparée par les pays impérialistes en déclin. L'exemple d'un fabricant de chaussettes du Jilin cité par le président d'Euro China Capital est à ce sujet hautement significatif.

« Il produit une paire à 8 centimes à peine, mais il ne la vend que 14 centimes au grossiste. Lequel la cède à 80 centimes à une grande surface, qui fait la plus grosse marge en la proposant à 3 euros ».²⁴⁹

Il est important de souligner que la rapide montée en gamme de l'industrie chinoise n'a pas uniquement des répercussions sur la modification du partage international de la plus-value.

Elle commence également à avoir une incidence démographique sensible en Chine, notamment en termes d'évolution du sex-ratio parmi les nouveaux-nés. Les filles sont en effet tout aussi capables que les garçons de mener à terme de hautes études. Le sexe des enfants devient ainsi une préoccupation de plus en plus secondaire pour les familles chinoises.

Depuis quelques années, on observe ainsi une nette diminution du sex-ratio en faveur d'un rééquilibrage conforme à la tendance démographique naturelle. Durant la période 2008-2011, le sex-ratio des naissances en Chine

est passé de 120,6 à 117,8 nourrissons de sexe masculin pour 100 féminins. A titre de comparaison, cette proportion se situe ordinairement autour de 105 dans les pays impérialistes en déclin.²⁵⁰

La crise économique que traverse le système mondial de l'impérialisme commence également à faire sentir ses conséquences multiples. Dans les pays impérialistes en déclin qui ont mis en œuvre des plans d'austérité — et ils sont nombreux ! —, l'impact de la crise se propage à tous les niveaux de la société bourgeoise.

Le marché de la vente de la force de travail n'échappe pas à cette règle et alors que le taux de chômage enfle démesurément à mesure que l'activité économique se contracte, le trop plein tend à se déverser là où les conditions de ventes de la force de travail sont moins défavorables. C'est ainsi qu'en Espagne, on assiste aujourd'hui à un véritable « exode » des travailleurs migrants qui fournissaient la main d'œuvre bon marché dont s'est nourri le secteur immobilier avant la crise. Mais en 2011, le taux de chômage officiel a atteint 21,7 % de la population active, contre 8,3 % en 2007.²⁵¹

Devant « l'absence de perspective », ceux-ci désertent l'Espagne. Alors que la population espagnole a augmenté en moyenne de 700 000 personnes par an durant la période 2002-2008, elle n'a augmenté que d'environ 100 000 personnes en 2011. Selon l'Institut national des statistiques espagnol, « si les tendances démographiques actuelles perdurent, l'Espagne pourrait perdre plus d'un demi-million d'habitants au cours des dix prochaines années ». Et les populations d'origine immigrée ne sont pas les seules à désertir le pays.

« Certains sont inquiets de voir des jeunes diplômés, incluant des étrangers qui ont été naturalisés, quitter le pays par manque de perspectives ».²⁵²

Après avoir connu en 2011 sa cinquième année de récession consécutive, la Grèce a vu son taux de chômage passer de 7,7 % de la population active en 2008 à 17,7 % en 2011.²⁵³

Comme en Espagne, devant un « horizon bouché » par un taux de chômage qui touche plus d'un jeune non-scolarisé sur deux, on observe un « exode étudiant », c'est-à-dire « une fuite des cerveaux vers des contrées plus prometteuses ». Là encore, même si le phénomène est difficilement quantifiable, les statistiques partielles montrent qu'il n'est pas sans ampleur. Ainsi, en 2011, le nombre de Grecs s'installant en Allemagne a augmenté de 90 %, à plus de 25 000.²⁵⁴

Cette fuite des cerveaux ne peut évidemment pas ne pas avoir d'impact sur la perte de compétences sur l'économie des pays qui en sont victimes.

Comme nous l'avions déjà souligné, c'est un processus inverse que connaît aujourd'hui la Chine, dont l'économie en « forte croissance », ne peut que « séduire par le potentiel du développement national ».

« C'est en Chine qu'apparaissent les opportunités en or que personne ne veut laisser passer ».²⁵⁵

Aussi, il n'y a rien d'étonnant à ce que la proportion d'étudiants chinois partis faire leurs études à l'étranger et revenant ensuite au pays ait continué à s'élever rapidement. En 2011, alors que 339 700 étudiants chinois sont partis étudier à l'étranger, 186 200 sont revenus au pays, soit une proportion de 54,8 %.²⁵⁶ Rappelons que cette proportion n'était que de 14,6 % en 2001 et de 30,6 % en 2007.²⁵⁷ Dans le même temps, les autorités chinoises constatent que « de plus en plus d'experts étrangers se ruent vers la Chine ».²⁵⁸

Une réalité qui n'est pas prête de se démentir à l'heure où l'enseignement du chinois s'étend rapidement dans les pays impérialistes en déclin, à l'instar de la France où « l'enseignement du chinois devient un phénomène national ».²⁵⁹ Il faut dire que « le dynamisme économique » de la Chine « encourage » « l'apprentissage du Chinois ».

« La plupart des grandes écoles de commerce ont inclus dans leur programme un enseignement du chinois mandarin, parfois même rendu obligatoire. (...) Aujourd'hui, selon les données du ministère de l'Education nationale, 20 000 élèves dans le secondaire en France apprennent le chinois. Un chiffre multiplié par plus de dix depuis 1995, et qui permet de faire de la langue de Confucius, la cinquième langue étrangère la plus enseignée en France devant le portugais ou le russe par exemple. Une réussite d'autant plus à souligner que les moyens financiers et humains ne suivent guère ».²⁶⁰

A moyen terme, il est donc évident, comme nous l'avions déjà souligné, que l'impérialisme chinois bénéficiera bientôt de transferts nets positifs de main d'œuvre hautement qualifiée et qu'à l'instar de l'impérialisme américain, il instaurera son propre "Brain drain" à l'échelle internationale.²⁶¹

De même, une fois le réservoir de main d'œuvre autochtone bon-marché épuisé, les emplois peu qualifiés pourraient à plus long terme être occupés par des travailleurs d'origine étrangère. A la fin du premier semestre 2012, un article publié par le *Quotidien du Peuple* évoquait assez crûment cette perspective.

« En 2050, les étrangers seront-ils des travailleurs migrants en Chine ? (...) Avec le développement rapide de la Chine, les travailleurs migrants seront bientôt remplacés par des Occidentaux, de sorte qu'ils doivent s'adapter à l'avance ».²⁶²

La fuite des cerveaux croissante que connaissent aujourd'hui les pays impérialistes en déclin n'est naturellement pas le seul résultat social de la crise.

Une autre réalité est toute aussi « ignorée », à savoir celle de « **la hausse des suicides liés à la crise** ». ²⁶³ Pour ceux qui n'ont pas la possibilité ou qui ne se sentent pas capables de partir vers des horizons étrangers moins bouchés, il ne reste en effet plus que la résignation face à l'absence de perspectives d'avenir. Une chose qui n'est pas forcément facile à accepter. Certains viennent ainsi grossir les rangs du lumpenprolétariat, d'où la hausse naturelle des trafics et vols divers.

« En Europe, les larcins ont progressé plus fortement qu'en France, de 7,8 %, mais à une proportion moindre, 1,39 % des ventes ou 36,23 milliards d'euros. (...) Au niveau mondial, les vols progressent de 6,6 % à 88,88 milliards d'euros, soit 1,45 % des ventes des distributeurs, contre 1,36 % un an plus tôt ». ²⁶⁴

Mais tous les prolétaires déclassés produits par la société bourgeoise en crise ne sont pas prêts à intégrer les rangs du lumpenprolétariat, et certains préfèrent retourner contre eux-mêmes la violence des rapports de production bourgeois. On ne sera donc pas étonné d'apprendre que le nombre de suicides a doublé en Grèce depuis le début de la crise, des chiffres qui « font froid dans le dos ». ²⁶⁵

Une tendance à la hausse que l'on observe également dans les rares pays impérialistes en déclin disposant de statistiques récentes : ainsi, durant la période 2008-2011, le nombre de suicides a augmenté de 8 % en Grande-Bretagne et de 13 % en Irlande. ²⁶⁶

Alors que les masses populaires des pays impérialistes en déclin, décimées par la crise, renoncent à se projeter dans l'avenir et recherchent désormais le bonheur dans les drogues chimiques et psychiques — quand ce n'est pas dans l'au-delà —, les masses populaires chinoises forgent leur "rêve chinois" au travers de leur participation à la montée en puissance de leur pays, une montée en gamme technologique dont les grands programmes d'exploration sont le symbole.

Conformément à nos prévisions, la marche à l'espace de l'impérialisme chinois s'accélère et s'est jusqu'ici déroulée sans accroc majeur. La cadence des lanceurs chinois s'est notablement accélérée en 2010-2011 avec respectivement 15 et 19 lancements spatiaux, représentant une part de marché de 20,3 % en 2010 et 22,6 % en 2011. La Chine est aujourd'hui loin devant l'Europe, puisqu'au cours de la période 2010-2011 elle a procédé à 2,6 fois plus de lancements spatiaux. ²⁶⁷

Au cours des derniers mois, outre les satellites destinés à son réseau de positionnement satellitaire, la Chine a lancé divers types de satellites dédiés à la surveillance météorologique, à la cartographie, à la télédétection, au relais de données et à l'expérimentation technologique.²⁶⁸

En 2011, la Chine a ainsi conquis le deuxième rang mondial derrière la Russie et devant les USA en termes de nombre de lancements spatiaux. Surtout, le planning de mise en place du réseau de positionnement satellitaire chinois et des missions ayant abouti au lancement de Tiangong-1 et à l'amarrage de Shenzhou-8 et Shenzhou-9 a été scrupuleusement respecté.²⁶⁹

A la fin de l'année 2011, le réseau de positionnement satellitaire chinois est entré en service quelques semaines après que la constellation Beidou ait été rejointe par son dixième élément.²⁷⁰

L'année 2012 promet d'être une année au moins aussi animée que 2011, car la Chine prévoit de lancer six nouveaux satellites Beidou qui permettront d'« élargir la zone de service du système à la plupart des régions d'Asie-Pacifique ».²⁷¹ Au printemps 2012, trois de ces nouveaux satellites avaient déjà été lancés avec succès.²⁷² La fin de l'été vit le succès du lancement de deux autres satellites, portant à quinze le nombre de satellites ayant rejoint la constellation Beidou.²⁷³

De même, la Chine confirmera sa percée dans le secteur des lancements commerciaux, avec cinq lancements prévus pour le compte de clients étrangers, après deux lancements commerciaux effectués en 2011.²⁷⁴ Au début de l'automne 2012, une fusée Longue Marche 2D a mis sur orbite le satellite de télédétection VRSS-1 (Francisco de Miranda) pour le compte du Venezuela.²⁷⁵

Pour s'assurer des débouchés dans ce secteur, l'impérialisme chinois sait qu'il peut compter sur les pays dépendants. C'est ainsi que dès l'automne 2012, la Chine formera les chercheurs en sciences spatiales boliviens qui opéreront le satellite de fabrication chinoise qui sera livré à la fin de l'année 2013 à la Bolivie.²⁷⁶

En tout, la Chine prévoit de procéder à 21 lancements en 2012. Ces lancements devraient permettre à la Chine de placer 30 nouveaux satellites en orbite. Surtout, l'impérialisme chinois prévoit de maintenir ce rythme de lancement annuel jusqu'en 2015, date à laquelle ses nouveaux lanceurs économiques et performants commenceront à entrer en service.²⁷⁷

En 2013, c'est le lanceur léger Longue Marche 6 qui devrait ouvrir le bal, suivi en 2014 par le lanceur Longue Marche 5.²⁷⁸

L'échéance 2014 du lancement inaugural du lanceur Longue Marche 5 à d'ailleurs été confirmée récemment au cours de l'annonce de tests réussis du nouveau moteur à oxygène liquide-kérosène de 120 tonnes de poussée qui équipera le lanceur.²⁷⁹ Jusqu'alors, le moteur-fusée chinois le plus puissant développait une poussée de 70 tonnes. On voit donc mal ce qui pourra empêcher la Chine de ravir le leadership spatial mondial à l'impérialisme russe quand les nouveaux lanceurs chinois Longue Marche 5, 6 et 7, dont le développement avance à grands pas, entreront en service !²⁸⁰

Le lanceur Longue Marche 7, dont l'entrée en service est prévue pour 2017 et qui possèdera une capacité de lancement de 13,5 tonnes en orbite terrestre basse et de 5,5 tonnes en orbite héliosynchrone —, servira pour sa part au lancement du vaisseau cargo dédié au programme de la station spatiale chinoise.²⁸¹

Avec cette capacité de lancement, le cargo chinois pourra avoir une capacité de ravitaillement du même ordre que celle du cargo japonais HTV ou équivalent au double de celle du cargo russe Progress. Pour autant, comme nous l'avons déjà souligné, la mise en service de cette nouvelle génération de lanceurs chinois ne marquera que le début du développement de lanceurs chinois modernes, l'impérialisme chinois visant à développer des lanceurs super lourds, c'est-à-dire disposant d'une poussée au décollage de 1 500 à 3 000 tonnes, d'ici l'horizon 2025.

En ce qui concerne le programme spatial habité de la Chine, Tiangong-1 avait été lancé à la fin septembre 2011, à la veille de la fête nationale chinoise, et avait été rejoint un mois plus tard par le vaisseau non-habité Shenzhou-8 auquel il s'était arrimé de manière automatique. Longue de deux semaines, la mission de Shenzhou-8 s'était déroulée sans encombre.²⁸²

En juin 2012, c'était au tour d'un autre vaisseau spatial, Shenzhou-9, de mener une seconde mission, cette fois-ci habitée, avec Tiangong-1. Dans les pays impérialistes en déclin, et en France en particulier, les mass-médias ne se bousculèrent pas au portillon pour commenter cet évènement, et les rares qui le firent (notamment au sein de la presse écrite), ne purent s'empêcher de dénoncer « l'énorme opération de propagande qui entoure ce lancement ». ²⁸³

Il est certes vrai que la mission de Shenzhou-9 fût copieusement relayée par les médias chinois, et notamment retransmise à plusieurs reprises en direct sur *CCTV-F*.²⁸⁴ Mais cela ne s'en justifiait pas moins par la portée symbolique et les objectifs ambitieux de celle-ci, à savoir réaliser des amarrages automatiques et manuels avec Tiangong-1, l'embryon de la station spatiale chinoise.

Comme le remarquait justement *Le Monde*, il s'agit sans aucun doute « **de la mission spatiale la plus ambitieuse et technique de l'histoire de la Chine** ». ²⁸⁵

« Ce premier "rendez-vous spatial", opération délicate qui requiert une haute technologie, est une nouvelle étape cruciale de la conquête de l'espace chinoise et un sujet de fierté pour Pékin qui met les bouchées doubles pour réaliser ses ambitions spatiales ». ²⁸⁶

La Chine est ainsi devenue la troisième puissance mondiale, après les USA et la Russie, à être capable de mener des missions spatiales habitées de manière autonome et à réaliser des amarrages spatiaux aussi bien automatiques que manuels. ²⁸⁷ Pour Michael Shara, conservateur du département des sciences physiques au Musée américain d'histoire naturelle (AMNH), ce seul fait témoigne du fait que la Chine « s'impose comme acteur mondial dans l'exploration spatiale ».

« Seuls les Etats-Unis et l'Union soviétique avaient vraiment réussi à développer les technologies pour le faire. La Chine est donc seulement le troisième pays de l'histoire humaine à être capable de le faire, et vraiment de manière autonome. (...) Personne d'autre ne fait cela aujourd'hui, même les Européens ne veulent pas le faire de manière autonome. Ils s'allient pour cela aux Américains ou aux Russes ». ²⁸⁸

Un mois plus tard, le cargo russe Progress M-15M échoua à un test de réarrimage avec l'ISS, illustrant la difficulté que représentent les procédures d'arrimage spatiales, même pour les pays qui maîtrisent de longue date ces technologies. ²⁸⁹ La prouesse chinoise est d'autant plus remarquable qu'elle a été réalisée au moyen d'un investissement somme toute modéré, d'un montant de 35 milliards de yuans, soit 5,5 milliards de \$ US, pour l'ensemble de la période 1992-2012. Cette somme représente en effet à peine le tiers du budget annuel de la NASA ou 0,7 % du PIB chinois de 2011 !... ²⁹⁰

Depuis Shenzhou-7 (lancé en 2008) jusqu'à Shenzhou-10 (fin 2012), le programme spatial habité de la Chine n'aura nécessité que 2,4 milliards de \$ US d'investissement. De l'aveu même des médias occidentaux, la Chine est ainsi « entr[ée] de plain-pied dans le club des grands » pour « **une somme considérée comme très modique** ». ²⁹¹ Le coût de la combinaison spatiale chinoise illustre à lui seul le différentiel gigantesque existant entre la Chine et ses concurrents : à peine plus de 4 millions de \$ US, contre 12 millions de \$ US pour la combinaison spatiale américaine. ²⁹²

Comme l'a elle-même récemment souligné la presse officielle chinoise, « **il n'y a donc pas à s'inquiéter que le programme spatial devienne un fardeau pour la Chine** » !... ²⁹³

Sans aucun doute, connaître le coût dérisoire de cette prouesse doit être une souffrance supplémentaire pour les concurrents malheureux de l'impérialisme chinois, dépités de voir « la soif de conquête chinoise » « s'étend[re] au cosmos » « après la planète Terre » !...²⁹⁴

Avec les missions Shenzhou-8 et Shenzhou-9, la Chine a assurément posé les jalons d'une station orbitale chinoise habitée en permanence. A l'inverse, il est difficile de trouver une justification au mutisme dont firent preuve de nombreux médias bourgeois (notamment télévisés) d'Occident au cours des trois semaines sur lesquels s'étala la dernière mission spatiale chinoise. Gageons que si les missions Shenzhou-8 et Shenzhou-9 avaient échoué ou subi ne serait-ce qu'un petit contretemps, la presse bourgeoise d'Occident aurait été bien plus inspirée...

Nous clorons cette parenthèse concernant le programme spatial chinois par ces justes observations de la presse officielle russe :

« La Chine, qui rattrape rapidement la Russie et les Etats-Unis, n'a pas brûlé les étapes dans le développement de l'astronautique. Elle a décidé de passer par toutes les phases de la conception et du développement de l'industrie spatiale, franchies auparavant par l'URSS et les Etats-Unis. (...) L'éventuelle apparition à terme d'un avant-poste permanent chinois en orbite paraît d'autant plus remarquable dans le contexte de l'avenir incertain de la Station spatiale internationale (ISS). Les hôtes de la maison spatiale internationale (les Américains, les Européens, les Russes et les Japonais) n'arrivent pas à s'entendre sur l'entretien de la station dans 10 ans. L'attitude de la Chine envers l'ISS paraît très controversée. Au début des années 1990 la Chine souhaitait adhérer à ce projet, mais à l'époque les Etats-Unis s'y sont opposés. Désormais, la Chine n'y est plus intéressée, car elle planche sur ses propres projets spatiaux. Etant donné l'avenir incertain de l'ISS après 2020, qui dépend principalement de la position américaine, dans dix ans on pourrait assister à un événement surprenant. Une grande station spatiale volera autour de la Terre. Et il s'agira du Palais céleste chinois ». ²⁹⁵

Une situation qui sonnera à n'en pas douter comme la plus belle des revanches pour Pékin !

Ainsi, il apparaît aujourd'hui évident que « **les Etats-Unis ne sont manifestement pas en mesure de freiner l'acquisition des technologies spatiales, civiles et militaires, par la Chine** ». ²⁹⁶ Un constat qui ne pourra que s'accroître dans les années à venir, alors que la Chine « encourage les innovations dans les sciences aérospatiales » afin d'aider à mettre sur pied « des fondations économiques et de défense nationale solides ». ²⁹⁷ Aujourd'hui, la Chine ne fait plus mystère qu'elle « **accélérera l'expansion de son industrie spatiale au cours des 10 ans à venir** » et qu'elle « **va entrer dans une phase de production massive de vaisseaux spatiaux** ».

« Des modules laboratoires, une station orbitale et dix à vingt vaisseaux spatiaux seront lancés au cours des dix prochaines années (...). Le pays allouera environ 300 milliards de yuans (47,47 milliards de dollars) à la construction de ces vaisseaux. (...) L'économie du secteur spatial s'apprête à décoller ». ²⁹⁸

Selon l'échéancier de la recherche spatiale chinoise récemment dévoilé par l'astronome chinois Zhang Shuangnan, la Chine lancera le module spatial Tiangong-2 en 2014. Il devrait être rejoint en 2015 par Tiangong-3 et la Chine lancera vraisemblablement la même année son premier satellite d'observation astronomique, un télescope spatial dédié à l'observation des trous noirs, des étoiles de neutrons et d'autres phénomènes basés sur les rayons X et les émissions de rayons gamma. ²⁹⁹

Pour Igor Lisov, éminent expert russe de l'espace et éditeur du magazine *Cosmonautics News*, « **contrairement à la Russie ou aux Etats-Unis qui ont eu parfois des difficultés à atteindre les étoiles, la Chine grimpe l'échelle plus rapidement, franchissant parfois plusieurs marches à la fois** ». ³⁰⁰

Comme on le voit, l'impérialisme chinois a donc commencé à administrer une sévère correction à ses concurrents, et comble de l'humiliation, les convie même à célébrer leur défaite et à abandonner l'ISS dont le coût — aujourd'hui chiffré à plus de 130 milliards de \$ US ³⁰¹ —, est pour eux un fardeau de plus en plus lourd en ces temps de marasme économique ! Comment ?

En leur concédant ce qu'ils lui ont longtemps catégoriquement refusé : l'accès à des programmes de coopération internationale ! De toute façon, dans les prochaines années, l'ISS sera inévitablement confrontée au problème du vieillissement des modules, conçus à l'origine pour une quinzaine d'années — la construction de la station s'étant étalée de 1998 à 2010... De toute évidence, la durée de vie opérationnelle de l'ISS en sera réduite d'autant. Sans aucun doute, l'impérialisme chinois saura éviter les nombreux retards, écueils et surcoûts qu'a connus l'ISS.

Au moment où l'impérialisme chinois menait avec succès la mission Shenzhou-8, la presse officielle chinoise révélait que « **la station spatiale chinoise sera ouverte au monde entier** ».

« L'espace comporte beaucoup d'énergies, comme la micro-gravité, le vide extrême et les hautes radiations, qui peuvent nous aider à acquérir de nouvelles connaissances, faire de nouvelles découvertes et trouver de nouveaux produits. (...) [La station spatiale chinoise] pourra non seulement fournir un espace aux chercheurs scientifiques chinois, mais aussi aux scientifiques étrangers à travers une variété de coopérations internationales.

Les nouvelles connaissances scientifiques sur l'espace sont la richesse commune de l'humanité et tout le monde doit pouvoir en profiter ». ³⁰²

Et ce ne sont pas des paroles en l'air, puisque le vaisseau Shenzhou-8 emportait 17 expériences automatiques en sciences de la vie, réalisées en coopération avec l'Allemagne. ³⁰³

Une preuve que même les plus proches alliés de l'impérialisme américain commencent à sentir le vent tourner et à abandonner une politique de "containement" qui a manifestement échoué !...

Notons au passage que la Chine a mis en service son premier télescope automatique antarctique en 2011 et elle compte achever la construction d'un observatoire chinois en Antarctique avant 2020. ³⁰⁴

Mais l'exploration spatiale et l'astronomie ne sont pas les seuls grands projets d'exploration de l'impérialisme chinois.

Le début de l'automne 2012 a ainsi vu la livraison du navire de recherche Kexue (Science) à l'Institut d'océanologie de l'Académie des sciences de Chine. Ce navire, le plus sophistiqué de la flotte de recherche chinoise, est long de 100 mètres pour un déplacement de 4 700 tonnes. Il possède une autonomie de 15 000 milles nautiques et son vaste espaces de laboratoires en fait « l'un des navires de recherche les plus avancés du monde ». ³⁰⁵

Dans le domaine de l'exploration sous-marine, Pékin a également continué à avancer à grands pas, après avoir atteint une profondeur de 5 188 mètres au cours de l'été 2010. Conformément au planning avancé un an plus tôt, le Jiaolong a réalisé de nouvelles plongées record (pour un sous-marin d'exploration habité).

Des bathyscaphes sont en effet descendus plus profondément, à l'instar du Trieste, mais leur mobilité est beaucoup plus réduite et leur intérêt à des fins d'exploration scientifique se trouve réduit d'autant.

En juin 2012, au moment même où Shenzhou-9 s'arrimait dans l'espace à Tiangong-1, le Jiaolong et ses trois membres d'équipage réalisaient une série de plongées abyssales à plus de 6 500 mètres sous la surface, travaillant à chaque fois plusieurs heures au fond de l'océan pour collecter des échantillons d'eau et de sédiments. ³⁰⁶

Finalement, le 24 juin, au terme d'une plongée longue de onze heures, dont trois heures passées au fond de l'océan, le Jiaolong atteignit des fonds se situant à une profondeur de plus de 7 000 mètres. ³⁰⁷ Une performance qu'il répéta à deux reprises au cours des jours suivants. ³⁰⁸

Et plus encore que pour son programme spatial habité, l'investissement avec lequel l'impérialisme chinois a atteint ses objectifs est dérisoire : 470 millions de yuans (soit moins de 74 millions de \$ US) ont été investis dans le projet Jiaolong au cours des dix dernières années !³⁰⁹

Avec ces 7 062 mètres à son palmarès, le sous-marin chinois n'a pas à rougir face à ses homologues et concurrents étrangers, bien au contraire. En effet, la profondeur de plongée maximale du Nautilus (France), du Sea Cliff (Etats-Unis), du Mir 2 (Russie) et du Shinkai (Japon) ne dépasse pas 6 000 mètres. En outre, les chinois sont très confiants dans les capacités de leur sous-marin d'exploration.

« Le Jiaolong dispose d'une « capacité de surface et de localisation exceptionnelle » et « possède des capacités avancées de communication micro-acoustique et de détection topographique sous-marine, permettant la transmission à grande vitesse d'images et de sons et la détection de petits objectifs sous-marins. D'après un expert chinois, les capacités de surface et de localisation du Jiaolong sont bien supérieures à celles de ses homologues étrangers ».³¹⁰

Des affirmations qui ne sont pas à prendre à la légère, car l'impérialisme chinois n'a pas pour habitude de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué ! En témoigne le fait que le même article relativisait la portée des avancées chinoises dans le domaine des technologies spatiales, estimant que « ses technologies spatiales restent très en retard par rapport à celles des Etats-Unis, notamment en ce qui concerne la recherche et le développement sur le moteur de fusée à forte poussée, la station spatiale (...), les navettes spatiales, et les satellites sophistiqués ».³¹¹

Quoiqu'il en soit, en dépassant les 7 000 mètres, le sous-marin d'exploration chinois a non seulement surclassé ses concurrents et atteint l'objectif principal qui lui avait été assigné³¹², mais surtout démontré que la Chine pouvait désormais explorer de manière autonome la quasi-totalité des fonds océaniques du monde.

Cette réalité inquiète indéniablement les concurrents de l'impérialisme chinois pour lesquels les « efforts de prospection » de la Chine « pour trouver des hydrocarbures et d'autres ressources naturelles » constituent, au même titre que « le renforcement de [ses] capacités militaires », « **une source d'inquiétude au niveau international** ».³¹³

Des inquiétudes qui ne sont pas prêtes de s'apaiser, puisqu'à peine le Jiaolong avait-il accompli avec succès son programme d'essais de plongée, l'impérialisme chinois proclamait qu'il allait « **entrer maintenant dans une période d'essai d'application** ».³¹⁴

Il s'agira en d'autres termes pour le Jiaolong de « détecter les ressources maritimes » « en vue de la future exploitation commerciale de minerais extraits des fonds marins », à l'instar de nodules polymétalliques. Afin de mener à bien cette mission, la Chine construira durant la période 2013-2015 un navire de soutien moderne au Jiaolong, afin qu'il puisse être opéré dans des conditions météorologiques et océaniques difficiles. Dans le même temps, une base de recherche sous-marine sera créée à Qingdao.³¹⁵

Notons au passage que cette volonté d'exploiter les gisements minéraux des fonds océaniques ne découle pas de l'épuisement des ressources naturelles terrestres chinoises, mais relève davantage de la nécessité de conquérir de nouveaux espaces pour stimuler la recherche scientifique et le développement de nouvelles technologies. De l'aveu même des autorités chinoises, le territoire chinois recèle en effet « une grande quantité de ressources naturelles inexploitées ». Qu'il s'agisse du minerai de fer, de la bauxite, du gaz naturel, du pétrole, etc., la majeure partie des gisements minéraux potentiels n'ont même pas été prospectés.³¹⁶

De plus, beaucoup restent certainement à découvrir en Mongolie intérieure et dans les vastes chaînes montagneuses du pays. Pourquoi l'impérialisme chinois n'en fait-il pas une priorité ? Comme nous l'avons dit, il y a d'abord un enjeu technologique majeur. Ensuite, il peut être plus rentable à court terme d'importer certaines ressources à relativement bas coût, plutôt que d'entreprendre de vastes et coûteuses campagnes de prospection, qui devront ensuite être suivies de la construction d'encore plus coûteuses infrastructures dans des territoires reculés et difficiles d'accès.

A l'évidence, l'impérialisme chinois se concentre donc aujourd'hui sur l'exploitation des gisements minéraux les plus rentables et les plus facilement accessibles, n'hésitant pas à compenser certains déficits par ses importations. Ces dernières permettent en outre de tisser des liens économiques privilégiés avec nombre de pays dépendants, ce qui ne manquera pas d'être utile à l'impérialisme chinois dans les prochaines années... Voilà qui clôt notre parenthèse. Revenons-en maintenant au Jiaolong.

Pour le vice-Premier ministre chinois Li Keqiang, les succès du Jiaolong « influencer[ont] profondément » « le développement des capacités du pays pour comprendre, protéger et développer les mers » et contribueront à « la transformation de la Chine en pays maritime fort ».³¹⁷

Outre le Jiaolong, l'impérialisme chinois devrait disposer d'ici 2013 d'un autre submersible habité capable d'opérer à 4 500 mètres de profondeur. Ce submersible sera produit en série vers 2020. Enfin, à plus long terme —

c'est-à-dire à l'horizon 2030 —, l'impérialisme chinois envisage la construction d'une station sous-marine habitée de 250 tonnes, longue de 22 mètres, large de 7 mètres et haute de 8 mètres.³¹⁸

Assurément les investissements réalisés dans le programme d'exploration sous-marine chinois ne manqueront pas d'être rapidement amortis !...

Mais en Chine, les médias étaient loin de prêter attention aux lamentations et aux inquiétudes de la presse bourgeoise d'Occident, trop occupés à fêter comme il se devait la double réussite chinoise en matière de conquête spatiale et de conquête des eaux profondes.

« **Du cosmos au fond des océans, c'est jour de fierté pour la Chine** », pouvait-on lire dans *le Quotidien du Peuple* qui voyait dans « l'arrimage spatial et la plongée en eaux profondes » « **un triomphe de la technologie chinoise** ». En effet, « de la mer à l'espace, du cosmos aux grands fonds marins, la technologie et les compétences de la Chine se sont montrées à la hauteur du défi ».³¹⁹

Une chose est en tous cas certaine : l'impérialisme chinois n'a pas fini de jouer sur la fibre patriotique et la volonté d'effacer les multiples humiliations du passé à travers des programmes d'exploration et de conquête de l'espace proche et lointain.

« Nous pouvons déclarer avec fierté que le programme [spatial habité] est devenu un indicateur important du développement prospère du socialisme à la chinoise », déclara ainsi Wu Bangguo, président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, au lendemain du succès du lancement de Shenzhou-9.³²⁰ A la fin de l'année 2011, célébrant le succès de la mission de Shenzhou-8, le président chinois avait déjà tenu un discours comparable :

« Le succès glorieux du programme spatial habité du pays a renforcé la cohésion nationale et la confiance du peuple chinois. (...) Il a également renforcé la volonté du peuple chinois de continuer l'ouverture et la réforme, et de poursuivre le grand renouveau de la nation sur la voie du socialisme à la chinoise ».³²¹

Et ce nouveau succès n'est qu'un début. La Chine vise en effet à réaliser l'alunissage de la sonde Chang'e-3 et de son rover d'exploration au second semestre 2013.³²² L'approvisionnement énergétique du rover lunaire chinois sera assuré par des piles atomiques développées par la Chine.³²³

D'ici 2016, ce seront des orbiteurs lunaires chinois qui réaliseront des alunissages en vue de sorties d'exploration, ce qui nécessitera la mise au point d'« une nouvelle fusée porteuse à forte puissance ».³²⁴

Les missions spatiales lunaires chinoises revêtent une importance majeure à l'heure où l'impérialisme américain fait étalage de sa technologie avec les premiers pas de son rover Curiosity sur Mars.³²⁵

Les années qui viennent ne manqueront donc pas d'apporter leur pierre à l'édifice du "redressement" tous azimuts de la nation chinoise à travers la construction du "socialisme à la chinoise", qu'il s'agisse de la poursuite de l'ambitieux programme spatial chinois ou de la montée en puissance économique et militaire du pays.

Outre cet aspect de renforcement de la cohésion nationale, les programmes d'exploration chinois auront sans aucun doute un impact non négligeable sur la société et l'économie chinoises.

D'abord, « la technologie spatiale » commence déjà à « être utilisée dans les différents secteurs d'activité », à l'instar du développement « de moteurs et de l'industrie des matériaux ». ³²⁶ Ensuite, ils aideront à dynamiser la croissance du vivier de scientifiques chinois.

En effet, comme l'a remarqué très justement le professeur d'Université William Anderson, ancien fonctionnaire de la NASA, « l'activité spatiale de la Chine stimuler[a] certainement les passions du public pour l'apprentissage des sciences, de l'ingénierie et des mathématiques ». ³²⁷

Ces répercussions multiples sont à l'évidence propices à la conquête par l'impérialisme chinois des branches d'industrie les plus technologiques, à l'instar de l'aéronautique civile où les compétences chinoises se développent à un rythme accéléré dans de multiples directions.

Au cours des derniers mois, la Chine a ainsi réalisé avec succès des vols d'essai à haute altitude et par grand froid (- 46°C) de son hélicoptère moyen AC-313 d'une masse maximale au décollage de 13 tonnes. ³²⁸

De même, alors que les autorités chinoises commencent à ouvrir leur espace aérien à basse altitude, le marché des hélicoptères civils s'apprête à prendre son essor. La Chine compte aujourd'hui 300 hélicoptères civils dédiés quasi-exclusivement à la sécurité civile.

A titre de comparaison, la flotte d'hélicoptères militaires chinoise compte aujourd'hui 570 appareils, dont 212 hélicoptères de transport Mi-17, 269 hélicoptères d'attaque Z-9 et 24 hélicoptères d'attaque Z-10. ³²⁹

Désormais, les entreprises d'aviation générale pourront se lancer sur le marché des vols d'affaires. Le marché des hélicoptères civils est donc promis à un bel essor en Chine. En 2020, la flotte d'hélicoptères civils chinois devrait compter un millier d'appareils.

L'AVIC compte évidemment avoir sa part du gâteau. Avec son hélicoptère léger AC-311 d'une masse maximale de 2 tonnes au décollage, l'avionneur chinois compte bien « concurrencer directement les deux appareils les plus appréciés sur le secteur des hélicoptères légers, l'Ecureuil des Français d'Eurocopter et le JetRanger 206 des Américains de Bell ». Le carnet de commandes de l'AVIC compte aujourd'hui 72 AC-311, de quoi commencer à le produire « sur une grande échelle ».³³⁰

De même, l'AVIC compte bien affirmer sa présence sur le marché des jets d'affaires, lui aussi nouveau en Chine. Le début du printemps 2012 a ainsi vu la signature d'un accord visant à la création d'une joint-venture avec la société Cessna. Cette joint-venture produira dans un premier temps les jets d'affaires de l'avionneur américain, à l'instar des jets biréacteurs Citation Sovereign et Citation Latitude, mais développera également de nouveaux modèles.³³¹

Comme nous l'avons déjà souligné, les ambitions chinoises dans le domaine aéronautique commencent à faire des vagues.

Le consortium chinois COMAC a déjà reçu 330 commandes fermes livrables à partir de 2016 pour son C-919, y compris pour l'exportation.³³²

Le C-919 est d'ailleurs entré en production à la fin de l'année 2011, après que la première phase de conception ait été achevée et que les autorités d'évaluation chinoises aient jugé que « le programme technologique général du C-919 » était « faisable, opérationnel et réalisable sur le plan technologique ».³³³

Les co-entreprises formées en vue de la production des pièces de l'appareil entrent aujourd'hui en fonction, à l'instar de la co-entreprise formée par la COMAC et Safran et dédiée à la production de câblage aéronautique.³³⁴ Celle-ci a été inaugurée à la fin du premier semestre 2012.³³⁵

Pour autant, la production à grande échelle du C-919 ne débutera qu'en 2016. Sa cadence de production s'élèvera rapidement et devrait atteindre 150 appareils par an dès 2020.³³⁶ Une cadence pour le moins respectable pour un nouvel arrivant si on la compare à celle des deux vieux mastodontes du secteur. En 2011, Airbus et Boeing ont livré respectivement 530 et 477 appareils.³³⁷

Si en 2011, la production d'Airbus a dépassé celle de son concurrent américain, les choses pourraient changer radicalement dans les années à venir. Airbus pourrait en effet pâtir des dégâts collatéraux de l'entrée en vigueur d'une nouvelle législation européenne.

Au 1^{er} janvier 2012, l'entrée en vigueur de la législation européenne obligeant les compagnies aériennes opérant sur son territoire à acheter l'équivalent de 15 % de leurs émissions de CO₂ sur le marché des quotas carbone a rencontré la vive opposition de plusieurs pays, au premier rang desquels les USA, la Russie, la Chine et l'Inde.

Le but non avoué de cette taxation ? Renchérir l'offre des compagnies aériennes concurrentes des compagnies européennes. Ces dernières sont en effet aujourd'hui dans la tourmente, plombées par un pétrole cher, la concurrence « féroce » que leur livrent les compagnies américaines et des pays du Golfe, et enfin la détérioration de la situation économique en Europe. Selon l'association internationale du transport aérien (IATA), les compagnies aériennes européennes devraient ainsi enregistrer en 2012 une perte nette de 1,1 milliard d'euros.³³⁸

La réaction chinoise ne se fit pas attendre très longtemps. Le gouvernement chinois ne se contenta pas d'interdire à ses compagnies de payer cette taxe. En représailles, il instaura également le blocage des nouvelles commandes d'Airbus.³³⁹

Le début du mois de mars vit ainsi une commande de 45 appareils (10 A380 et 35 A330) être bloquée, un blocage qui perdure toujours aujourd'hui. Un mois plus tard une commande de la China Eastern Airlines qui comptait initialement commander une quinzaine d'appareils A330 à Airbus en commanda finalement une vingtaine de 777-300 ER à Boeing !...³⁴⁰

A l'évidence, ce bras de fer ne pourra donc, comme le PDG de Boeing s'y attend d'ailleurs déjà, que booster ses ventes sur le marché chinois au détriment de l'avionneur européen.³⁴¹

Récemment, le bras de fer sino-européen dans l'aéronautique a pris une nouvelle dimension avec le lancement par la partie chinoise d'une « guerre des normes avec les Européens ». La direction générale de l'aviation civile chinoise a en effet modifié la loi concernant la certification des produits aéronautiques étrangers fabriqués en Chine, ce qui va obliger ces derniers à renégocier leurs contrats à un moment où ils ont « de plus en plus de pression pour transférer [leur] technologie ».

En outre, d'ici à 2015, tous les appareils assemblés sur le sol chinois devront être étiquetés « Made in China ». Cela empêchera les constructeurs étrangers, et en particulier Airbus qui a commencé à exporter une partie de la production de son usine de Tianjin, d'exporter sa production chinoise dans des pays qui n'ont pas signé un accord bilatéral avec la Chine dans le domaine de l'aviation.

Le but est évident : « pousser l'Europe à signer un accord bilatéral sur l'aéronautique », un accord qui permettra évidemment « à la Chine de vendre en Europe sa future production aéronautique »...³⁴² En ligne de mire, l'exportation du C-919 évidemment !

Notons au passage que trois ans après le début de son activité, l'usine de Tianjin d'Airbus a livré son 100^{ème} A320, sur les 284 prévus d'ici 2016.³⁴³ L'usine de Tianjin, qui est une copie de celle de Hambourg, voit sa production monter en puissance : 11 appareils assemblés en 2009, 26 en 2010 et 36 en 2011. Pourtant, l'usine de Tianjin reste encore « largement sous-exploitée », car celle de Hambourg assemble 20 appareils par mois.³⁴⁴

Aujourd'hui, l'usine de Tianjin produit trois avions par mois, et bientôt quatre. La fin du printemps dernier vit l'ouverture de négociations entre la COMAC (actionnaire à 51 % du site de Tianjin) et Airbus (qui détient 49 % du capital), afin de décider de l'avenir du site à l'horizon 2016, l'actuel accord prenant fin au 1^{er} trimestre 2016.³⁴⁵

Si la menace d'affronter des concurrents chinois peut paraître encore relativement éloignée pour Airbus et Boeing, il n'en va pas de même pour le marché des avions régionaux à turbopropulseurs où « la concurrence, notamment chinoise, menace le constructeur régional franco-italien [ATR] », une coentreprise d'EADS et de Finmeccanica.³⁴⁶

Au premier semestre 2012, la Chine a conclu un contrat d'exportation vers l'Ukraine de trois avions de transport régional MA60, un avion bi-turbopropulseur de 60 places produit par la Xi'an Aircraft International Corporation (XAIC).³⁴⁷ Une entrée sur le marché européen qui ne peut qu'inquiéter ATR.

Dans quelques années, ce sera au tour des deux géants occidentaux de l'aéronautique de trembler devant la montée en puissance de l'impérialisme chinois, alors même que leur marché domestique est condamné à s'effondrer sous les coups de la crise.

L'économie mondiale face au mur de la crise de la dette

Dans nos précédents ouvrages, nous avons expliqué en détails les termes dans lesquels se pose aujourd'hui le dilemme de la dette souveraine auquel sont confrontés les pays impérialistes en déclin. Conformément à nos anticipations, ces derniers ont été incapables de surmonter ce dilemme qui prend sa source dans les rapports de production bourgeois et la rupture de leur division internationale du travail.

C'est ainsi qu'au cours des derniers mois, on a vu la crise de la dette souveraine continuer à s'approfondir. En particulier, l'adoption de sévères mesures d'austérité par nombre de gouvernements bourgeois commence à se traduire par une nouvelle crise économique : les Etats bourgeois étant de plus en plus dans l'incapacité de soutenir la consommation et l'investissement privés défailants, ceux-ci entament une nouvelle contraction.

C'est indéniablement en Europe que la crise de la dette souveraine a pris la plus grande acuité au cours de la dernière année écoulée.

Les multiples "plans de sauvetages" et "sommets de la dernière chance" sur la Grèce, l'épicentre du premier séisme obligataire européen et son "laboratoire de l'austérité", n'ont de manière évidente absolument rien réglé.

Au cours des derniers mois, la Grèce a continué d'enregistrer d'importants mouvements de contestation sociale contre une austérité draconienne érigée en unique « voie possible » et imposée d'en haut par les élites bourgeoises européennes.³⁴⁸

Devant une situation bafouant de façon aussi éhontée les principes du démocratisme bourgeois, le gouvernement grec tenta de jouer l'apaisement social et proposant un référendum portant sur la validité de nouvelles mesures d'austérité accompagnant le nouveau plan de sauvetage européen de 130 milliards d'euros.³⁴⁹ Bien mal lui en prit : ses homologues européens unanimement « surpris », le rappelèrent sèchement à l'ordre, craignant de voir ouvrir « la boîte de Pandore » et voyant dans un tel référendum une « menace » pour « la stabilité de la zone euro ».³⁵⁰

Devant ce lever de boucliers et la suspension de la sixième tranche d'aides européennes de 8 milliards d'euros du plan de sauvetage de 2010, le gouvernement grec ne tarda pas à abandonner ce projet de référendum que Berlin et Paris avaient de toute façon redéfini comme ne devant pas porter sur l'acceptation des conditions du nouveau plan d'aides européen, mais sur l'appartenance du pays à la zone euro...³⁵¹

A ce moment, devant la menace d' « un effondrement de leur système bancaire et de la valeur de leurs dépôts » en cas de retour à la drachme, les banques grecques assistèrent à des retraits massifs de liquidités — de l'ordre de 5 milliards d'euros, soit 3 % du montant total des dépôts en moins d'une dizaine de jours, un chiffre à comparer à la baisse de 21 % du montant de l'encours des dépôts enregistré depuis janvier 2010. Au cours des deux dernières années, nombre de clients des banques grecques et en particulier « les plus aisés » ont ainsi transféré « à l'étranger une partie de leur épargne ». ³⁵²

Sans surprise ce sont donc les parlementaires grecs qui ont continué à légitimer les nouvelles mesures d'austérité, non sans engendrer une frustration et une colère grandissante au sein de la population. Ainsi, le début de l'année 2012 vit l'organisation de manifestations de masse « à quelques heures du vote par les députés sur un projet de loi regroupant des mesures d'austérité aussi draconiennes qu'impopulaires exigées par l'Union européenne et le FMI en échange d'un nouveau plan de sauvetage ». ³⁵³

En vain, évidemment.

Le vote de ce nouveau plan d'austérité fût aussitôt suivi d'une nuit d'émeutes au cours desquelles « près de 100 000 manifestants » ayant le sentiment de n'avoir « plus rien à perdre » affrontèrent les forces de l'ordre avec à la clef cent cinquante magasins pillés, une cinquantaine d'édifices incendiés et plus d'une centaine de blessés, dont plus de la moitié de policiers. Face à cette véritable « guérilla urbaine » qui menaçait de mettre le pays à « feu et à sang », le gouvernement grec annonça des législatives anticipées afin de « tente[r] d'éteindre le feu ». ³⁵⁴

Mieux valait en effet détourner et canaliser la colère populaire dans les urnes que de la voir continuer à s'étaler dans les rues, à la face du monde !...

Au cours des derniers mois, les ingérences étrangères grossières dans les affaires intérieures de la Grèce — parfois qualifiées d' « humiliantes » et d' « insultantes » par les médias bourgeois européens eux-mêmes ³⁵⁵ — se sont poursuivies, notamment à l'occasion des dernières élections législatives grecques jugées aussi « indécisées » que « décisives ». Il est vrai que ces élections furent assez singulières dans la mesure où le premier scrutin (celui du 6 mai) n'ayant pas permis la constitution d'un gouvernement de coalition capable de gouverner conformément aux directives européennes, il fût demandé aux grecs de retourner aux urnes un mois plus tard afin de voter à nouveau et d'élire cette fois un parlement qui ne soit pas hostile à l'austérité. ³⁵⁶

A la veille de ce deuxième tour, l'ensemble des dirigeants européens ainsi que le président américain avaient « **mis en garde les neuf millions d'électeurs grecs contre les conséquences de leur vote pour eux-mêmes et la zone euro** ». ³⁵⁷ Infantilisé et pris en otage par des « messages très durs » le pressant de faire son choix entre l'austérité et une sortie de l'euro, le peuple grec se résigna finalement à faire ce qu'on lui demandait... ³⁵⁸

La conception bourgeoise de la "démocratie" veut en effet qu'au « vote de la colère » — qui sonna comme un « cinglant désaveu » infligé par les électeurs aux deux partis qui avaient accepté les politiques d'austérité dictées par les bailleurs de fonds du pays » et consacra l'entrée au parlement du parti nationaliste ultraréactionnaire "Aube dorée" —, un scrutin dont la seule coalition majoritaire possible était celle rassemblant tous les partis « anti-austérité », succède naturellement un vote de la "raison", c'est-à-dire un vote de la résignation. ³⁵⁹

Un des "mérites" des derniers développements de la crise de la dette souveraine grecque est que « deux tabous d'importance ont sauté » « en Europe » : « celui de la sortie d'un pays de la zone ou du défaut partiel sur les dettes souveraines ». ³⁶⁰

Depuis l'automne 2011, « l'hypothèse » d'un « éclatement de la zone euro » commence ainsi « à être sérieusement envisagée par les politiques », alors que la zone euro se trouve manifestement « au bord de la dislocation ». ³⁶¹

Selon nous, ce que démontrent surtout les derniers développements de la crise de la dette souveraine grecque, c'est l'aspect de plus en plus creux du démocratisme bourgeois dont même l'enveloppe extérieure se fissure sous les coups du capital financier. On exige en effet des esclaves du capital non plus seulement qu'ils votent pour l'un ou l'autre des partis bourgeois, mais qu'ils votent pour ceux qui représentent le mieux les intérêts du capital financier.

Et si l'issue du scrutin n'est pas satisfaisante, on en organise un autre ! De plus en plus, l'impopularité des mesures d'austérité contraint ainsi la bourgeoisie à menacer la "légitimité démocratique" de façade à laquelle elle est pourtant si attachée. En effet, les vraies décisions sont de plus en plus ouvertement prises « en coulisses », c'est-à-dire dans le dos des peuples. ³⁶²

Notons au passage que le processus de décision politique supranational jugé de plus en plus « **intrusif** » ³⁶³ donne naturellement du grain à moudre aux mouvements de contestation petits-bourgeois et social-chauvins qui prétendent vouloir redonner aux Etats leurs prérogatives nationales en apparence perdues...

Ce que démontrent enfin les derniers développements de la crise de la dette souveraine grecque, c'est que la solidarité financière européenne est aujourd'hui profondément ébranlée. De plus en plus, les intérêts nationaux particuliers et divergeant s'entrechoquent, faisant apparaître au grand jour une zone euro en proie à la « confusion » et aux « divisions », une zone euro qui « chancelle » et « accouche » à chaque fois « dans la douleur » d'improbables compromis.³⁶⁴

A chaque sommet européen destiné à lutter contre le spectre du krach obligataire, c'est le même refrain : trouver un « compromis » alors que « l'avenir de la zone euro est en jeu ».³⁶⁵

Aujourd'hui, « le compte à rebours de l'explosion de l'euro est lancé ». En effet, « de sommets en sommets, on gagne du temps mais on ne décide rien, faute d'intérêts convergents et de leadership ».³⁶⁶ Cinq ans après le début de la crise économique mondiale, la question de savoir si l'euro lui « survivra » « reste en suspens ».³⁶⁷

Pour nous, la question n'est pas de savoir *si* l'euro survivra à la crise, mais plutôt *quand* il disparaîtra, quel sera l'évènement politique, économique ou social qui lui portera le coup de grâce, et quelles répercussions aura sa disparition sur l'aggravation de la crise économique, politique et sociale que traversent les pays impérialistes en déclin.

L'éventualité d'une explosion de l'euro, qui était encore jugée impensable il y a deux ans, et taboue l'an dernier, commence à devenir une hypothèse ayant droit de citer dans les mass-médias. Ainsi, le début de l'année 2012 a vu l'émission télévisée *Capital* diffuser une fiction-documentaire dédiée aux conséquences économiques catastrophiques qui accompagneraient un retour au franc.³⁶⁸

En effet, à chaque réplique du séisme obligataire, ces sommets européens donnent l'occasion de percevoir la fracture entre ceux qui sont hostiles à une quelconque forme de mutualisation de la dette souveraine, car craignant qu'à moyen terme ce processus n'aboutisse à mettre en danger les pays jusqu'alors relativement épargnés par la crise obligataire, et ceux qui craignent davantage encore les répercussions à court terme qu'aurait un défaut de paiement des pays les plus fragilisés par une austérité qui semble incapable d'engendrer autre chose qu'une dépression économique de plus en plus aigüe.

Chacun de ces sommets donne ainsi lieu à des passes d'armes opposant ces deux camps, avec à la clef la victoire temporaire et précaire de l'un ou de l'autre.³⁶⁹

Les peuples eux-mêmes, en particulier ceux des pays les plus privilégiés, ne souhaitent plus venir en aide à leurs voisins dans la mesure où ils savent que cette aide aura pour corolaire un autre partage, celui de l'austérité. Ainsi, l'abandon de l'euro effraie de moins en moins les allemands, les hollandais et les finlandais.³⁷⁰

En Allemagne, la nostalgie du mark est aujourd'hui « évidente », alors qu'une majorité de la population préférerait revenir au Deutsche Mark.³⁷¹ Ce sont également plus de sept allemands sur dix qui seraient favorables à une sortie de la Grèce de la zone euro si le pays était incapable de remplir ses obligations. De toute évidence, l'opinion publique allemande juge qu'« il n'y a pas de place pour de nouvelles concessions ».³⁷²

Au sein même des milieux d'affaires allemands, l'idée d'un abandon de l'euro commence à faire son chemin. Ainsi, le président de la Fédération des exportateurs allemands (BGA), s'attend à ce que la France soit « le prochain domino alors que nous n'aurons pas même résolu le cas italien ». Dans ces conditions, les exportateurs allemands « ne craignent plus un éclatement de la zone euro ».³⁷³

Comme on le voit, le moins que l'on puisse dire est que l'année écoulée n'a pas permis au "couple" franco-allemand de se mettre d'accord sur une stratégie commune. Berlin est toujours aussi irréductiblement hostile aux eurobonds et n'est pas davantage favorable à une extension des missions de la BCE que certains voudraient bien charger — à l'instar de la FED aux USA —, d'un rachat « illimité » ou tout au moins « à grande échelle » des dettes souveraines de pays en difficulté.³⁷⁴

Ce « dialogue de sourds » constitue naturellement une « menace » croissante pour l'Europe.³⁷⁵ L'Allemagne n'est en outre pas le seul pays membre de la zone euro à être farouchement opposé au financement du déficit des Etats par la BCE.

Au début de l'été 2012, la ministre des Finances de la Finlande s'est clairement rangée du côté de l'Allemagne. Pour la Finlande, il est également hors de question « de payer les dettes des autres pays de la zone euro ». La Finlande « ne s'accrochera pas à l'euro à n'importe quel prix et est prête à tous les scénarios », « y compris à abandonner la monnaie unique européenne ».³⁷⁶

Pour bien marquer son inflexibilité sur cette question, le ministre des Affaires étrangères finlandais a récemment invité « les dirigeants européens » à « **se préparer à la possibilité d'un éclatement de la zone euro, comme le fait déjà la Finlande** ».³⁷⁷

Plus qu'aucun autre pays de la zone euro, la Finlande est immunisée contre le spectre d'une sortie de l'euro, le pays ayant dû affronter le brutal effondrement de son commerce extérieur au moment de la dislocation du social-impérialisme soviétique.

Hors de la zone euro, mais toujours en Europe, d'autres se préparent également à faire face aux imprévus.

Au cours des derniers mois, le fonds souverain norvégien — l'un des plus importants du monde avec ses 600 milliards de \$ US —, a déclaré vouloir « poursuivre la réduction de son exposition au risque européen ». Après s'être « déjà débarrassé » de ses titres souverains portugais et irlandais et avoir drastiquement réduit son exposition aux titres italiens et espagnols, le fonds souverain norvégien a annoncé vouloir réduire son « exposition aux risques souverains français et britannique ». Les pétrodollars norvégiens seront donc désormais prioritairement investis dans les « pays émergents », et en particulier en Chine...³⁷⁸

Dans ces conditions, l'Europe apparaît ainsi aujourd'hui être confrontée à un « dilemme impossible à résoudre » : sauver coûte que coûte la Grèce au risque de provoquer le départ de la Finlande — un départ qui pourrait être « imité » par « d'autres économies solides » (à l'instar des Pays-Bas, de l'Autriche et de l'Allemagne) et conduire ainsi à « une zone euro réduite à des pays plus ou moins en crise » —, ou alors laisser la Grèce continuer à s'enfoncer dans la récession et la crise de la dette !... Ces « deux périls » sont évidemment susceptibles de conduire « l'euro à sa perte ».³⁷⁹

De ce fait, que ce soit au FMI ou à Maastricht, les instances dirigeantes bourgeoises internationales travaillent de plus en plus ouvertement à l'éventualité d'une « sortie ordonnée » de la Grèce de la zone euro.³⁸⁰

Après un total de 240 milliards d'euros de prêts, ce serait évidemment un cuisant échec pour l'ensemble des dirigeants des pays impérialistes en déclin. Un tel événement pourrait à lui seul vraisemblablement annoncer la mort de l'euro.

Ce scénario semble pourtant de plus en plus inévitable dans la mesure où l'économie grecque ne cesse de se dégrader, avec à la clef l'impossibilité d'atteindre les objectifs qu'on lui a fixé. D'abord, l'alourdissement considérable de la fiscalité contribue à encourager l'évasion fiscale, chiffrée aujourd'hui à au moins 12 % du PIB par le directeur des contrôleurs fiscaux grecs.³⁸¹

Après avoir enregistré une contraction de son PIB de 6,9 % en 2011, l'économie grecque devait connaître une "embellie" en 2012 et ne se contracter que de 4,5 % cette année.³⁸²

Pourtant très relative, cette "embellie" semble aujourd'hui bien menacée puisque les prévisions de contraction du PIB grec pour 2012 n'ont cessé d'être revues à la hausse au cours des derniers mois.³⁸³

Aujourd'hui, les autorités grecques s'attendent à une récession bien « pire que prévue ». En 2012, le PIB grec pourrait reculer à nouveau de 6,7 %, des chiffres jugés « écœurants » alors que le taux de chômage officiel a atteint 23,1 % en mai dernier et s'approche rapidement et dangereusement de la barre des 25 %.³⁸⁴

De toute évidence, et comme le reconnaissent d'ailleurs ses dirigeants, la survie du patient grec dépend aujourd'hui étroitement de son maintien continu sous perfusion.³⁸⁵

Trois ans après ses débuts, et alors que la Grèce connaît en aujourd'hui sa cinquième année de récession consécutive, la crise de la dette souveraine grecque apparaît ainsi aujourd'hui comme un « puits sans fond ».³⁸⁶

Les analystes bourgeois avertis sont d'ailleurs bien conscients que l'objectif de désendettement du pays — visant à faire passer la dette publique de 165,3 % du PIB en 2011 (qui ne représentait encore "que" 113,0 % du PIB en 2008) à 120 % en 2020 — apparaît comme « difficilement tenable » alors que l'austérité « accentue les déficits et la dette » dans la mesure où la baisse des dépenses est anéantie par la baisse du PIB et des rentrées fiscales. De toute évidence, les mesures adoptées jusqu'alors pour "sauver" la Grèce ne constituent ainsi « **qu'une fuite en avant, histoire de gagner encore quelques mois** ».³⁸⁷

Aussi, si les bailleurs étrangers continuent aujourd'hui à prêter à la Grèce, c'est pour retarder l'échéance d'un très redouté défaut de paiement du pays et d'un dévastateur retour au drachme qui se traduiraient par de très lourdes pertes pour la BCE et de nombreuses banques centrales européennes qu'il faudrait alors recapitaliser, avec à la clef la nécessité de durcir encore les politiques d'austérité.

Derrière les « discours de fermeté » des dirigeants européens à l'égard de la Grèce, ces derniers « sont en réalité bien embarrassés ». A elle seule, l'exposition de l'impérialisme français se monte aujourd'hui à plus de 66 milliards d'euros.³⁸⁸

Voilà pour la crise de la dette souveraine grecque.

Seulement voilà, la crise de la dette souveraine ne revêt pas une acuité extrême qu'en Grèce. L'Espagne est aujourd'hui à peine moins ébranlée par le spectre du krach obligataire, à ceci près que le PIB espagnol se monte à près du quintuple de celui de la Grèce.

Si le niveau d'endettement espagnol est encore bien inférieur à celui de la Grèce, sa hausse rapide n'en reste pas moins problématique, alors que l'économie espagnole stagne depuis 2007 sous le coup d'une grave crise immobilière et que le taux de chômage explose. Durant la période 2008-2011, la dette publique espagnole a vu son ratio passer de 40,2 à 68,5% du PIB du fait de trois années consécutives de déficit public élevé : 11,2 % du PIB en 2009, 9,3 % du PIB en 2010 et 8,9 % du PIB en 2011.³⁸⁹

En 2011, le déficit budgétaire était attendu à 6,0 % du PIB et on voit mal comment, cette année encore, l'Espagne arrivera à tenir son objectif de 4,4 % alors que le pays retombe en récession après une croissance économique de seulement 0,7 % en 2011.³⁹⁰ Comme en Grèce, la baisse des dépenses budgétaires induite par les coupes drastiques peine donc à réduire le déficit quand les rentrées fiscales baissent dans le même temps.

A peine venait-il d'être investi à l'automne 2011 que le nouveau gouvernement espagnol apparaissait déjà bien incapable de redresser la situation face à un taux de chômage record (21,7 % en 2011), à une imminente retombée en récession et à des banques plombées par 176 milliards d'euros d'actifs immobiliers « problématiques ».³⁹¹

Le premier semestre de l'année 2012 a confirmé la dégradation continue de la situation espagnole, que ce soit sur le front de la récession, du chômage, de la dette publique ou des banques.³⁹² Le printemps 2012 a ainsi vu Bankia, la quatrième banque du pays, être nationalisée et annoncer avoir besoin de 23,5 milliards d'euros de capitaux publics « afin de faire face à la détérioration de ses actifs ».³⁹³ Face à un tel imprévu et dans l'impossibilité d'emprunter sur les marchés qui exigeaient alors un rendement voisin de 6,4 % pour l'obligation espagnole à dix ans, Madrid se trouva pris à la gorge.³⁹⁴

C'est donc au Fonds européen de stabilité financière (FESF) à qui incombait la mission de venir à son secours via une enveloppe de 100 milliards d'euros de prêts européens au système bancaire espagnol, « une humiliation pour la quatrième économie de la zone euro ».³⁹⁵ En dépit de son montant significatif, cette aide ne pourra soulager les besoins d'endettement espagnol qu'à court terme, c'est-à-dire vraisemblablement jusqu'à la fin 2012. Comme pour la Grèce, ces capitaux ne servent qu'à parer au plus pressé. A plus long terme, il apparaît évident que « l'Espagne est loin d'être tirée d'affaire » et que l'avenir de ses banques « reste incertain ».³⁹⁶

En juin 2012, l'économiste américain Joseph Stiglitz dénonça dans le plan de sauvetage des banques espagnoles « un cercle vicieux sans fin où chacun finance les déficits de l'autre ».

« Le système fait que le gouvernement espagnol renfloue les banques et que les banques renflouent le gouvernement. (...) C'est de l'économie vaudoue ».³⁹⁷

Aujourd'hui, les exemples d'économie "vaudou" sont nombreux, que ce soit aux USA ou en Europe. L'Europe voudrait aujourd'hui bien permettre à la BCE de faire à grande échelle ce que fait la FED depuis plus de trois ans. Nous avons déjà expliqué comment aux USA, la FED permet aux banques de se financer à des taux quasi-nuls, afin pour que ces dernières puissent en retour acheter de la dette souveraine, moyennant le paiement d'un intérêt confortable en ces temps de crise.³⁹⁸

Au final, l'impérialisme américain parvient à payer la charge de sa dette souveraine au prix d'un rapide accroissement de son montant, car la charge des intérêts pèse lourd. Au cours des dernières années, elle a représenté autour de 400 milliards de \$ US par an, alors même que l'impérialisme américain jouit de taux historiquement bas.

Dans ces conditions certaines grandes banques arrivent encore à tirer leur épingle du "jeu". A l'inverse, ce sont les masses populaires qui sont les dindons de la farce, car c'est d'elles qu'on exige des sacrifices pour que le Capital financier puisse continuer d'engraisser...

Que ce soit en Espagne ou ailleurs, le dilemme de la dette souveraine conduit à ce processus fondamental de transfert de la dette et fait en définitive retomber le poids de la crise et des sacrifices induits par les politiques d'austérité — visant à préserver ce délicat et périlleux jeu d'équilibriste — sur les masses populaires.

Alors que l'économie espagnole ne cesse de se dégrader et que deux régions ont récemment sollicité le gouvernement pour les aider à refinancer leurs dettes, l'Espagne demeure encore aujourd'hui dans l'œil du cyclone de la dette souveraine.³⁹⁹ Cet été, le taux de chômage espagnol a franchi la barre symbolique du quart de la population active, à 25,1 % en juillet, soit près de 6 millions de sans-emploi.⁴⁰⁰ Dans ce contexte, le taux de créances douteuses des banques espagnoles a continué à s'élever pour atteindre 9,42 % à la fin du premier semestre 2012.⁴⁰¹

Aujourd'hui prise dans une « spirale de la mort », selon les termes de Richard McGuire, analyste chez Rabobank, l'Espagne devrait voir son PIB reculer d'au moins 1,5 % en 2012 alors que le déficit public atteindra un montant record du fait des difficultés financières des banques et des régions auxquelles l'Etat espagnol a dû en partie suppléer.⁴⁰²

Un déficit qu'il sera bien entendu impossible de financer en faisant appel aux marchés qui exigent maintenant un taux d'intérêt de plus de 7,5 % pour l'obligation espagnole à dix ans. Quant à l'obligation à deux ans, son taux dépasse 6,3 %.⁴⁰³

Une situation qui n'est pas prête de s'arranger alors qu'il apparaît aujourd'hui que le prêt accordé aux banques espagnoles à la fin du premier semestre 2012 par le FESF sera très certainement insuffisant. En effet, « personne ne croit que le pays sera capable de remplir son objectif » : l'Espagne enregistrera certainement un déficit budgétaire de l'ordre de 8 % cette année. La menace de voir l'Espagne demander « une aide financière de l'Europe » apparaît aujourd'hui comme imminente. Une requête qui ne manquera naturellement pas de provoquer « à nouveau une crise politique en Europe ». Assurément, « l'Espagne n'a pas fini de faire trembler la zone euro ». ⁴⁰⁴

Devant faire face à des rendements obligataires en hausse, l'Espagne devrait voir le montant de la charge de sa dette passer de 28,9 milliards d'euros en 2012 à 38,0 milliards d'euros en 2013, soit 3,6 % du PIB. Une situation à l'évidence « intenable » qui illustre à quel point les investisseurs jugent élevé le risque d'un défaut de l'Espagne sur sa dette à relativement court terme.⁴⁰⁵ Cette charge est évidemment problématique et va contraindre le gouvernement Rajoy à des coupes budgétaires encore plus drastiques. Pour ne rien arranger, l'Espagne a enregistré une inflation en hausse de 2,2 % en glissement annuel en juillet.⁴⁰⁶

De quoi accélérer la paupérisation absolue d'une grande partie de la population qui a de plus en plus de mal à supporter les mesures d'austérité qu'on lui impose. Le dernier plan d'austérité en date, le quatrième depuis 2010, vise à réaliser 102 milliards d'euros d'économies d'ici 2014. Parmi les nombreuses mesures « impopulaires » figure une hausse de la TVA ainsi qu'une réduction des allocations chômage de 60 à 50 % du salaire après six mois d'inactivité.⁴⁰⁷ Le 1^{er} septembre 2012, le taux de la TVA espagnole a été majoré de 18 à 21 %⁴⁰⁸, ce qui ne manquera certes pas de générer de nouvelles recettes budgétaires, mais contribuera dans le même temps à la réduction des débouchés à la consommation.

« Pris en tenailles entre la colère populaire face à l'austérité et l'urgence à assainir les finances publiques, dictée par Bruxelles, le gouvernement a perdu toute marge de manœuvre dans un pays qui prend l'eau de partout ». ⁴⁰⁹

A l'instar de la Grèce, l'Espagne connaît aujourd'hui une grogne sociale croissante. Les derniers mois ont ainsi vu se succéder de nombreuses

manifestations de masse d'« indignés » espagnols accusant le gouvernement Rajoy de vouloir « ruiner le pays ».⁴¹⁰

Outre ces habituelles protestations, l'été 2012 a vu un raid de quelques dizaines de militants andalous désirant « aider les plus démunis » aboutir au pillage des rayons de deux grandes surfaces, avec à la clef une bagarre générale avec les employés d'un des magasins.⁴¹¹

Ce ne sont certes pas encore les émeutes qu'ont connu Londres ou Athènes, mais c'est assurément une manifestation du malaise social grandissant qui frappe les pays impérialistes en déclin dont la "classe moyenne", de plus en plus laminée par les politiques d'austérité, se décompose aujourd'hui rapidement.

En Italie, les plans d'austérité successifs commencent également à porter leurs "fruits". Certes, la grogne et l'instabilité sociales s'y sont jusque-là manifestées, comme en France d'ailleurs, par d'inoffensives manifestations anti-austérité, mais la perspective de leur future possible radicalisation n'en effraie pas moins les élites italiennes qui essaient de prendre des précautions élémentaires.

La fin de l'année 2011 a ainsi vu l'impérialisme italien changer précipitamment d'attelage gouvernemental, alors que le « risque italien » commençait à « faire trembler l'Europe ».⁴¹²

Le gouvernement Berlusconi a en effet démissionné juste après l'adoption de nouvelles mesures d'austérité pour laisser sa place à un autre, moins impopulaire et donc jugé plus apte à faire passer la pilule. Une pilule qui est restée bien amère, en dépit du départ du Cavaliere, figure emblématique d'une bourgeoisie corrompue, dont les innombrables casseroles constituaient à elles seules une insulte pour ceux auxquels il imposait l'austérité.

Le Cavaliere désarçonné, le nouvel attelage gouvernemental italien put prétendre vouloir « partager équitablement » « les sacrifices ». Au moment même où il adoptait un nouveau plan d'austérité de 30 milliards d'euros instaurant une hausse de deux points de la TVA à compter de septembre 2012 et repoussant l'âge de départ à la retraite à 66 ans en 2018, Mario Monti annonça renoncer à son salaire de président du Conseil et de ministre de l'Economie. De même, la ministre du Travail pleura des larmes de crocodile quand elle annonça la fin de l'indexation des retraites sur l'inflation. Le but de tout cela ? Faire revenir le budget à l'équilibre d'ici 2013.⁴¹³

Il faut dire qu'en 2011, la dette publique italienne a dépassé 1 900 milliards d'euros, soit 120 % du PIB. L'Italie est aujourd'hui le quatrième marché obligataire mondial alors que son PIB correspond à 150 % de celui de l'Espagne.

Enfin, la dette souveraine italienne est détenue pour moitié par des investisseurs étrangers, autant de paramètres qui rendent l'Italie très sensible à la crise obligataire.

Depuis maintenant plus d'un an, le rendement des obligations italiennes à dix ans dépasse 6 %, un niveau jugé « insoutenable » qui contraint la BCE à intervenir sur le marché obligataire italien. Au début du mois de novembre 2011, la BCE avait déjà racheté pour plus de 183 milliards d'euros de dette italienne.⁴¹⁴ Le rendement de l'obligation à dix ans dépassait alors 6,5 %, un record pour le pays.⁴¹⁵ Quelques jours plus tard, il passait la barre des 7 %.⁴¹⁶

Il était évidemment impossible pour la BCE, alors déjà occupée à tenter d'éteindre l'incendie obligataire sur d'autres fronts, de faire face à l'incendie obligataire italien qui est hors de portée des capacités du Fonds européen de stabilité financière. Depuis 2009, le montant cumulé des aides concédées par l'UE et le FMI à la Grèce, à l'Irlande et Portugal et à l'Espagne dépasse 500 milliards d'euros, dont près de la moitié pour la Grèce seule.⁴¹⁷ Que se passerait-il si l'Espagne et l'Italie étaient contraintes de solliciter les fonds de secours européens à la même hauteur que la Grèce ?

Avec ses 800 milliards d'euros de fonds, le « pare-feu financier » européen, serait rapidement submergé.⁴¹⁸ C'est sans aucun doute pourquoi, alors que les notes françaises et autrichiennes venaient d'être dégradée, que le Fonds européen de stabilité financière vit également sa note dégradée par Standard & Poor's de AAA à AA + en janvier 2012.⁴¹⁹

Aussi, alors que le Trésor italien était « au bord de la rupture », les dirigeants italiens choisirent donc d'appeler « leurs citoyens à la rescousse », les poussant à acheter des obligations souveraines. Au même moment, alors que ses taux longs flirtaient également avec les 6 %, la Belgique faisait de même, accordant par exemple un taux d'intérêt de 4,2 % sur ses obligations à huit ans.⁴²⁰

Mais ce sursis ne règle en rien la crise de la dette souveraine italienne, aujourd'hui suspendue à une dégradation plus sévère que prévue des perspectives économiques.

Au printemps 2012, alors que la croissance du pays pour 2012 était révisée à la baisse, la Banque d'Italie tablait désormais sur une contraction de 1,2 %

du PIB pour 2012, le retour à l'équilibre se trouvait repoussé à 2014, avec à la clef, la menace d'un nouveau plan d'austérité.⁴²¹

Au deuxième trimestre 2012, l'économie italienne a enregistré son quatrième trimestre consécutif de contraction du PIB, avec - 0,4 % au 1^{er} trimestre 2012 et - 0,7 % au 2^{ème} trimestre 2012.

A l'instar du FMI, la Banque d'Italie table aujourd'hui sur une récession de 2 % en 2012 et une poursuite de la récession en 2013. Au même moment, les prévisions du gouvernement Monti — qui continuait alors de tabler sur une récession limitée à 0,5 % en 2012 et un retour de la croissance en 2013 —, apparaissaient comme « clairement dépassées ».⁴²²

Finalement, c'e n'est que très récemment que le gouvernement italien s'est résolu à réviser ses prévisions de croissance pour 2012. Il table aujourd'hui sur une récession de 2,4 % cette année.⁴²³

C'est donc tout naturellement que le marché obligataire italien est demeuré tendu au premier semestre 2012. A la mi-juin, le rendement de l'obligation du Trésor italien à dix ans demeurait au dessus de la barre des 6 %, et depuis, il n'a enregistré aucune baisse notable.⁴²⁴

Il faut dire que le fait que certains investisseurs obligataires clefs se soient massivement délestés de leur portefeuille d'obligations souveraines italiennes au cours des derniers mois n'est pas un phénomène susceptible de restaurer la confiance.

Ainsi, à l'automne 2011, les quatre principales banques françaises (BNP Paribas, Crédit Agricole, BPCE et Société Générale) avaient réduit drastiquement leur exposition à la dette souveraine italienne, celle-ci étant passée en quatre mois de 41,1 à 22,1 milliards d'euros. Une façon pour elles « d'éviter le scénario grec », mais avec à la clef l'entrée dans « une spirale infernale », à savoir le « risque d'aggraver la crise [de la dette] et de se mettre un peu plus en danger », qu'il s'agisse du reliquat de leur exposition directe ou des risques pesant sur l'activité de leurs filiales en Italie.⁴²⁵

Si au cours des derniers mois, la Grèce, l'Espagne et l'Italie ont assurément été en première ligne face au retour du spectre du krach obligataire, d'autres pays moins médiatisés ont continué à s'enfoncer dans la crise, à l'instar de l'Irlande ou du Portugal. En 2011, l'Irlande a enregistré une croissance économique quasi-nulle (+ 0,7 %) après avoir vu son PIB s'effondrer de 10,2 % sur l'ensemble de la période 2008-2010. Après avoir enregistré une croissance de son PIB de 1,4 % en 2010, le Portugal est retombé en récession en 2011 (- 1,7 %) et l'année en cours devrait voir la situation économique du pays se dégrader encore plus sensiblement.⁴²⁶

Alors que le gouvernement portugais doit contenir son déficit budgétaire à 4,5 % en 2012, il s'est monté à 7,9 % pour le seul premier trimestre.⁴²⁷

Il faut dire que la hausse du taux de chômage — 15,7 % de la population active aujourd'hui selon l'institut Eurostat —, a fait flamber le montant des prestations sociales alors même que les recettes fiscales, impactées par la « forte baisse de la consommation sur fond de récession » ont reculé de 3,5 % en glissement annuel sur les sept premiers mois de l'année. De toute évidence, le Portugal « ne tiendra pas ses objectifs budgétaires » et devrait demander une « extension du plan de sauvetage » européen alors que le pays verra son PIB reculer d'au moins 3 % en 2012.⁴²⁸

De quoi propulser à nouveau le pays sur le devant de la grande scène de la crise obligataire dans les prochains mois, alors que des tensions croissantes sont perceptibles au sein de la coalition au pouvoir et que les manifestations de masse anti-austérité se sont poursuivies dans les villes portugaises, avec à la clef l'expression d'un véritable ras-le-bol social...⁴²⁹

« Les gens en ont assez de se faire voler par la politique de ce gouvernement, qui menace maintenant de nous étrangler. Si nous sommes suffisamment nombreux dans la rue aujourd'hui, nous prouverons qu'il y a un divorce complet entre ce gouvernement et la volonté du peuple ». ⁴³⁰

Aujourd'hui, l'épicentre de l'actuel séisme obligataire se trouve en Europe, du fait d'une évidente conjonction de paramètres défavorables : des pays qui en dépit de leur monnaie commune possèdent des fondations économiques variées qui empêchent leur élites bourgeoises d'élaborer une politique économique commune, un taux élevé d'endettement public, des investisseurs étrangers pesant très lourd sur leur marché obligataire, et enfin des mesures d'austérité qui convergent de manière destructrice vers une nouvelle crise économique, politique et sociale.

De toute évidence, « l'horizon économique s'assombrit dans la zone euro » et les derniers mois témoignent d'un incontestable « retour de la crise financière ». ⁴³¹

Les statistiques récentes publiées par l'institut Eurostat montre clairement une dégradation de l'économie au 1^{er} semestre 2012. Après avoir enregistré une croissance économique nulle au 1^{er} trimestre 2012, la zone euro (17) a vu son PIB reculer de 0,5 % en glissement annuel au 2^{ème} trimestre 2012. Dans le détail, la contribution positive des exportations a été incapable de compenser la baisse des investissements et des dépenses de consommation. ⁴³²

De toute évidence, les projections économiques bourgeoises sont déjà démenties, alors qu'à l'automne 2011, la Commission européenne espérait

encore voire la zone euro enregistrer une croissance de 0,5 % en 2012.⁴³³ De même, au printemps 2012, l'OCDE tablait encore sur une contraction du PIB de la zone euro limitée à 0,1 % pour l'ensemble de l'année 2012.⁴³⁴

L'industrie européenne ressent aujourd'hui naturellement les effets de cette nouvelle plongée en récession.

En juin 2012, la production industrielle de la zone euro affichait un recul de 2,1 % en glissement annuel. Après avoir augmenté de 95 à 111 durant la période 2003-2008, cet indice a littéralement plongé (avec un point bas de 87 au début de l'année 2009), puis s'est partiellement redressé sous l'impulsion des primes à la casse (avec un maximum de 102 à la mi-2011), avant de se contracter à nouveau sensiblement au cours des derniers mois pour atteindre 98 à la fin du premier semestre 2012, soit un niveau équivalent à celui de l'année 2004.⁴³⁵

Il faut dire que l'austérité systémique commence à avoir de lourds impacts en termes d'emploi et donc de consommation des ménages.

Au cours de l'année écoulée, le nombre de chômeurs et le taux de chômage ont augmenté de manière continue dans la zone euro.⁴³⁶

Le nombre de chômeurs est ainsi passé de 16,0 à 18,0 millions entre juillet 2011 et juillet 2012. Dans le même temps, le taux de chômage est passé de 10,1 à 11,3 % de la population active. Il se situe aujourd'hui à un niveau inégalé au cours de la décennie écoulée, bien loin de son plus bas niveau : 7,4 % au début de l'année 2008.⁴³⁷

En juillet 2012, l'indice des ventes du commerce de détail de la zone euro a affiché un recul de 1,7 % en glissement annuel. Après avoir augmenté de 97 à 105 durant la période 2003-2008, cet indice a plongé puis stagné. Aujourd'hui, il est même descendu sous son point bas du début de l'année 2009 (100).⁴³⁸

Une preuve que le plus dur de la crise n'est pas derrière, mais bien devant nous !...

Pour ne rien arranger, les pays de la zone euro font face à une inflation significative qui accentue la paupérisation absolue des masses populaires. En août 2012, le taux d'inflation annuel se montait à 2,6 % dans la zone euro.⁴³⁹

Aujourd'hui, la paupérisation absolue des masses exploitées devient une réalité indéniable. Les géants de la distribution tels Leclerc et Unilever soulignent que « **la pauvreté revient en Europe** » et qu'il existe même aujourd'hui un « **mouvement de paupérisation très nette en Europe du**

sud ». Ces distributeurs remarquent que ce mouvement de paupérisation engendre une « évolution des comportements de consommation », en particulier l'essor des gammes « premier prix » et des marques distributeurs, avec à terme la perspective d'avoir à « travailler sur des petits conditionnements ». ⁴⁴⁰

Il n'y a bien sûr là rien d'étonnant à ce que cette atmosphère de replongée en récession combinée à un durcissement de la crise de la dette souveraine ait entraîné de fortes turbulences sur les marchés boursiers internationaux au cours de l'année écoulée. Depuis le second semestre 2011, ceux-ci sont régulièrement « fortement secoués » et « pris de panique ». ⁴⁴¹

Nous renvoyons ici à la planche de graphes n° 12 qui témoigne de cette très forte volatilité des marchés boursiers et d'une évidente dégradation des perspectives économiques depuis le second semestre 2011.

Il ne faudrait pour autant pas croire que la crise est l'apanage de la zone euro.

Depuis le feuillet du relèvement du plafond de la dette publique américaine qui a porté la capacité d'emprunt du gouvernement fédéral à 16 400 milliards de \$ US, l'impérialisme américain a certes été relativement épargné par les secousses du marché obligataire mondial. ⁴⁴²

Il n'en reste pas moins que ce sursis semble bien précaire, d'abord parce que, comme on le verra un peu plus loin ce plafond ne tardera pas à être rapidement atteint, et ensuite car ce relèvement aura très bientôt — c'est-à-dire d'ici 2013 — pour corolaire la mise en œuvre de coupes budgétaires automatiques destinées à limiter le gonflement du déficit budgétaire au cours de la prochaine décennie, étant donné que la commission bipartite chargée de trouver 1 200 milliards de \$ US de réduction des dépenses a annoncé avoir échoué. ⁴⁴³

Dans le même temps, la réélection du président Obama n'est pas non plus acquise, et la possible victoire des Républicains ne manquera pas d'avoir de lourdes incidences budgétaires, ces derniers étant partisans de coupes franches dans les dépenses budgétaires, et au premier chef des programmes sociaux, la stratégie de gonflement des déficits publics de l'administration Obama ayant selon eux manifestement échoué.

Il faut dire qu'en dépit de la politique monétaire et budgétaire ultra-souple des quatre dernières années, l'économie américaine n'en reste pas moins fragile, et pas seulement dans le secteur immobilier dont nous avons parlé auparavant. ⁴⁴⁴

La croissance du PIB a en effet sévèrement ralenti au cours des derniers mois : le PIB s'est ainsi accru à un rythme annualisé de 4,1 % au quatrième trimestre 2011, de 2,0 % au premier trimestre 2012 et de 1,3 % au deuxième trimestre 2012.⁴⁴⁵ En outre, le chômage demeure à des niveaux très élevés et peine aujourd'hui à baisser, même légèrement.⁴⁴⁶

Après un pic à 10,0 % à l'automne 2009, le taux de chômage avait légèrement et lentement diminué jusqu'à la fin de l'année 2011. Mais depuis le début de l'année 2012, il a complètement cessé de baisser et stagne autour de 8,3 %, bien loin de son niveau moyen d'avant-crise (4,5 %).⁴⁴⁷ Au cours des derniers mois, il a même montré une tendance à la hausse, notamment sous le coup d'un net ralentissement des créations d'emploi.⁴⁴⁸

« Sur l'ensemble du deuxième trimestre, les Etats-Unis ont créé 75 000 emplois en moyenne par mois, contre 226 000 au premier trimestre ».⁴⁴⁹

Que ce soit aux USA ou en Europe, la flambée structurelle du chômage enregistrée au cours des premières années de la crise donne le vertige, comme en témoigne la planche de graphes n° 12.

Surtout, la reprise américaine apparaît d'autant plus précaire et illusoire que ses fondements reposent sur la poursuite d'un endettement publique rapide. Car contrairement à ses homologues européens, l'impérialisme américain n'a fait aucun effort conséquent de réduction de son déficit budgétaire en 2010-2011. Celui-ci est en effet encore resté supérieur au millier de milliards de \$ US cette année, pour la quatrième année consécutive !... Un gouffre qu'illustre la planche de graphes n° 9.

A la fin de l'année 2011, la dette publique américaine a atteint 15 223 milliards de \$ US, soit 100,9 % du PIB ! Alors que l'exercice fiscal 2011-2012 vient de s'achever, l'encours de la dette publique américaine se monte aujourd'hui à plus de 16 159 milliards de \$ US, soit 103,7 % du PIB américain.

Depuis le début de l'exercice fiscal 2008-2009 (qui avait débuté le 1^{er} octobre 2008) jusqu'à la fin de l'exercice fiscal 2010-2011 (qui s'était clos le 30 septembre 2011), le déficit budgétaire américain et la charge de la dette ont en moyenne fait augmenter l'encours de la dette publique américaine de plus de 1 588 milliards de \$ US chaque année !

Et l'exercice fiscal 2011-2012 (clos le 30 septembre 2012) ne risque pas de marquer une rupture sur ce plan ! La dette publique américaine affiche en effet une nouvelle hausse de 1 369 milliards de \$ US au cours du dernier exercice fiscal américain !⁴⁵⁰

Comme on le voit, la situation budgétaire de l'impérialisme américain n'a à priori pas grand-chose à envier à celle de ses partenaires-concurrents d'Europe. Nous renvoyons ici à la planche de graphes n° 14.

En d'autres termes, l'impérialisme américain a laissé à ses alliés européens le soin d'expérimenter à sa place « **des restrictions budgétaires manifestement inefficaces** » à l'échelle nationale.⁴⁵¹

Une façon peut-être de partager les tords : aux USA la responsabilité de la première vague de la crise, aux européens celle de la seconde !...

Mais ce "palmarès" budgétaire américain inquiète les analystes bourgeois avertis qui, à l'instar du directeur général de l'Institut de la finance Internationale, comprennent que ce processus d'endettement accéléré est insoutenable et annonce « un accident grave » synonyme de « catastrophe » « pour le monde entier si Washington n'agit pas pour endiguer le problème ». ⁴⁵²

Notons au passage que si l'impérialisme américain a jusqu'à aujourd'hui fait l'économie d'un plan de rigueur d'ampleur fédérale, il n'en va pas de même pour certaines municipalités américaines qui, confrontées à une dette devenue insoutenable, optent pour des hausse d'impôts ainsi que des coupes drastiques dans leurs dépenses et leurs effectifs d'employés municipaux. Aujourd'hui, « la Californie a dû mal à se remettre de la crise », confrontée à un « déficit endémique », « un chômage qui ne fléchit pas » et un secteur « immobilier toujours en berne ». La ville californienne de Stockton (près de 300 000 habitants) a ainsi fait faillite à la fin du premier semestre 2012 et pour éviter de connaître le même sort, des villes comme San Jose et San Diego ont récemment réduit les retraites de leurs employés. ⁴⁵³

En réalité, ce qui a certainement jusque-là évité à l'impérialisme américain de se trouver dans l'œil du cyclone obligataire, c'est d'abord bien évidemment sa place (pour le moment) encore prépondérante dans le système impérialiste mondial, mais aussi dans une grande mesure la politique de rachat massif de dette publique mise en œuvre par la FED.

Depuis le 1^{er} octobre 2008 jusqu'au 30 septembre 2012, l'encours de la dette publique américaine s'est certes envolé de 10 024 à 16 159 milliards de \$ US, soit une hausse de 61,2 %, mais l'encours détenu par les entités étrangères a augmenté dans des proportions nettement plus faibles, passant dans le même temps de 4 216 à 4 848 milliards de \$ US, soit une hausse de 15,0 % ! La proportion de la dette publique détenue par des non-résidents a ainsi considérablement diminué, passant de 42,1 % à 30,0 % au cours des quatre dernières années ! ⁴⁵⁴

La vulnérabilité de la dette publique américaine vis-à-vis des secousses du marché obligataire international a donc considérablement diminué en dépit de ses gigantesques déficits budgétaires annuels. L'impérialisme américain a bien compris qu'il fallait ruser pour étendre ses marges de manœuvre budgétaires en renationalisant sa dette. L'exemple de la dette souveraine du Japon a certainement constitué pour lui un électrochoc... On comprend donc pourquoi les élites de certains pays européens aimeraient également doter la BCE de prérogatives beaucoup plus larges en matière de financement de la dette souveraine des Etats européens !...

Cependant, même les agences de notation semblent bien conscientes des risques à moyen et long terme induits par ce dangereux jeu de poker obligataire et menacent aujourd'hui de dégrader la note de la dette souveraine américaine si rien n'est fait d'ici 2013 pour stabiliser puis diminuer le ratio de la dette publique rapporté au PIB.⁴⁵⁵

« **Les Etats-Unis sont le seul pays (parmi ces quatre principaux pays notés AAA) qui n'a pas un plan de réduction du déficit budgétaire crédible** », remarquait encore récemment l'agence de notation Fitch.⁴⁵⁶

C'est donc tout naturellement que l'impérialisme américain a régulièrement fait part de ses inquiétudes face à la menace de la crise obligataire européenne et de ses effets collatéraux en matière de croissance.⁴⁵⁷

A l'instar des autres pays impérialistes en déclin, l'impérialisme américain dispose aujourd'hui de marges de manœuvre des plus réduites pour affronter une nouvelle récession économique. La FED a d'ores et déjà annoncé qu'elle maintiendrait ses taux d'intérêt directeurs « à un niveau exceptionnellement faible au moins jusqu'en fin 2014 ». ⁴⁵⁸

De même, le gouvernement américain jouit actuellement de taux longs historiquement bas — en partie induits par la poursuite des rachats massif de bons du Trésor de longue échéance par la FED⁴⁵⁹ —, lui permettant de continuer à honorer le gigantesque encours de sa dette publique sans avoir à trop sabrer dans ses autres dépenses. En juin 2012, les bons du trésor américain à dix ans étaient émis à un taux d'intérêt de 1,6 %, contre 2,7 % pour ceux à trente ans d'échéance.⁴⁶⁰ De toute évidence, les bons du Trésor US son aujourd'hui « un refuge contre la crise », mais cela ne durera pas éternellement.⁴⁶¹

Aujourd'hui, la crise de la dette souveraine prend une ampleur croissante et se poursuit dans un contexte économique de plus en plus défavorable. Alors que « la crise de la zone euro s'aggrave » et que « l'économie américaine s'affaiblit », ont voit mal comment les pays impérialistes en déclin pourront

faire face à la seconde vague de la crise alors que leurs dirigeants « ont grillé toutes leurs cartouches ».⁴⁶²

En 2011, l'économie américaine a enregistré une croissance de 1,7 %, bien inférieure à celle de 3,0 % enregistrée en 2010. Surtout, en 2011, le déficit de la balance des paiements américaine s'est élevé à 558 milliards de \$ US, « soit son plus haut niveau depuis 2008 », essentiellement sous l'action d'une forte hausse du déficit commercial américain.⁴⁶³

Et l'impérialisme américain est loin d'être le seul dans cette situation.

L'impérialisme français a lui aussi observé « une aggravation de la situation du commerce extérieur ».⁴⁶⁴ Le déficit commercial de la France s'est ainsi monté à 71,2 milliards d'euros en 2011 — un chiffre révisé récemment à la hausse par les douanes —, contre 51,4 milliards en 2010 et 56,2 milliards en 2008, son précédent record.⁴⁶⁵

Depuis l'automne 2011, les médias bourgeois s'alarment de plus en plus d'une nouvelle récession. Le chômage repartait à la hausse, à l'instar de la France où chaque mois confirmait cette reprise, véritable et durable, au contraire de la pseudo reprise économique enregistrée en 2010.⁴⁶⁶

A la fin de l'année 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie A se montait à 2,87 millions en hausse de 5,6 % en glissement annuel.⁴⁶⁷ Sans surprise, le premier semestre 2012 a confirmé cette tendance lourde.⁴⁶⁸

A la fin du mois de mai 2012, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits dans la catégorie A se montait désormais à 2,92 millions. En incluant les DOM et les chômeurs des catégories B et C, les effectifs de l'armée du travail de réserve se chiffraient à 4,62 millions.⁴⁶⁹ En juillet 2012, la France a enregistré son quinzième mois consécutif de hausse du nombre de chômeurs à 2,99 millions d'inscrits recensés dans la catégorie A, un chiffre en hausse de 8,5 % en glissement annuel.⁴⁷⁰ Le mois suivant, le nombre de chômeurs de la catégorie A franchissait la barre des 3 millions.⁴⁷¹

Les derniers mois ont vu les annonces de suppressions de postes et de licenciements, parfois massives, se multiplier dans de nombreux pays impérialistes en déclin.⁴⁷² La faillite récente du groupe volailler Doux entraînera ainsi 1 000 suppressions d'emplois.⁴⁷³

Comme le remarquait l'OIT au printemps dernier, la situation de l'emploi a continué à se dégrader dans de nombreux pays en 2011, et l'institution bourgeoise ne s'attend pas à voir la situation s'améliorer au cours des prochaines années au moment où « le piège de l'austérité est en train de se refermer ».⁴⁷⁴

Alors qu'il se confirmait dès l'automne 2011 que l'activité économique se contractait en Europe qui enregistrait elle aussi un taux de chômage record sous le coup d'une baisse de la demande, la crise de la dette souveraine ne cessait de s'aggraver en Grèce, en Espagne, en Italie et commençait même à projeter son ombre sur la France.⁴⁷⁵

Dans le même temps, le secteur bancaire européen commençait à souffrir d'une nouvelle dégradation économique, avec à la clef une recapitalisation du secteur bancaire européen à hauteur de 108 milliards d'euros.⁴⁷⁶

L'Allemagne elle-même, susceptible d'être entraînée par les turbulences provoquées par ses voisins, se voyait signifier une possible future dégradation de la note de sa dette souveraine.⁴⁷⁷

Une menace régulièrement répétée au cours des derniers mois.⁴⁷⁸

Le moins que l'on puisse dire est qu'au cours des derniers mois, les organismes économiques internationaux ont de plus en plus mal caché leur pessimisme au sujet des perspectives économiques dans les pays impérialistes en déclin.

Ainsi, l'OCDE annonçait que l'année 2012 serait synonyme de « poursuite du ralentissement » des principales économies du monde.⁴⁷⁹ De même, le FMI jugeait la « reprise économique mondiale » « timide et fragile », désignant même la zone euro comme « l'épicentre du risque potentiel ».⁴⁸⁰

Un des signes évidents de cette nouvelle dégradation fût d'abord une nouvelle entrée du « système bancaire » « dans l'ère du soupçon ». La fin de l'année 2011 vit ainsi les dépôts des banques auprès de la BCE battre des records en dépit de la très faible rémunération des dépôts (0,25 %). De toute évidence, les banques refusaient alors de « prendre le risque de se prêter entre elles ».⁴⁸¹

Un autre signe de cette retombée en récession fût « l'assouplissement monétaire simultané » de plusieurs grandes banques centrales qui fût mis en œuvre au début de l'été 2012 et témoigna du « sérieux de la dégradation de la situation ».⁴⁸² Ainsi, la BCE abaissa son principal taux directeur de 1,0 à 0,75 %, « un niveau inédit », tandis que le taux de facilité de dépôt — c'est-à-dire le taux auquel les dépôts des banques auprès de la BCE sont rémunérés —, se trouvait abaissé de 0,25 à 0,0 %.⁴⁸³

Une façon de chercher à stimuler le crédit pour stimuler les investissements et donc par ricochet une demande en berne...

Enfin, le dernier, et sans doute le plus significatif indice témoignant de la retombée en récession et du climat d'inquiétude croissante régnant chez les

investisseurs est la baisse des taux courts des obligations souveraines de pays jugés les plus sûrs, c'est-à-dire ne présentant à priori pas de risque majeur à court terme. Au cours des derniers mois, des pays comme l'Allemagne, la Finlande, les USA et la France ont ainsi émis de la dette obligataire à court terme à des taux historiquement bas.

Au début du mois de juillet, la France a ainsi émis des obligations souveraines à court terme à des taux négatifs ou quasi-nuls : - 0,005 % pour 3,9 milliards d'euros d'obligations à trois mois et + 0,013 % pour 1,8 milliard d'euros d'obligations à un an.⁴⁸⁴

Il faut dire que les investisseurs sont aujourd'hui si inquiets de l'évolution de la conjoncture économique à court terme « **qu'ils préfèrent placer [leur argent] avec une petite perte sur des pays qu'ils considèrent solides** ».⁴⁸⁵

A un moment où la crise de la dette souveraine demeure une préoccupation majeure, il s'agit d'une « situation atypique », qui témoigne d'une dégradation considérable des perspectives économiques.⁴⁸⁶

Il faut dire qu'au cours des derniers mois, les signes d'essoufflement des économies de la vieille Europe se sont multipliés, que ce soit hors ou dans la zone euro, avec des répercussions internationales manifestes.

Au premier trimestre 2012, le PIB britannique s'est contracté de 0,2 % après avoir déjà reculé de 0,3 % au quatrième trimestre 2011.⁴⁸⁷ Face à la crise économique actuelle qu'il juge « aussi grave qu'en 2008 », le premier ministre britannique, continue de voir dans la politique d'austérité mise en œuvre depuis 2010 une politique « incontournable ».⁴⁸⁸ Aujourd'hui, il ne fait plus aucun doute que l'année 2012 sera « sombre » pour une économie britannique « soumise déjà à de puissants vents contraires ».⁴⁸⁹

Après une baisse de son PIB de 0,2 % au troisième trimestre 2011, l'Italie a vu son PIB se contracter à nouveau de 0,7 % au quatrième trimestre 2011.⁴⁹⁰

De même, le PIB de l'Allemagne a reculé de 0,2 % au quatrième trimestre 2011.⁴⁹¹ Le gouvernement allemand s'attend aujourd'hui à enregistrer une croissance quasi-nulle (de l'ordre de 0,7 %) en 2012.⁴⁹²

Depuis le quatrième trimestre 2011, la France a enregistré trois trimestres consécutifs de croissance économique nulle, augurant le retour du « spectre de la récession » en 2012.⁴⁹³ L'INSEE s'attend aujourd'hui dans le meilleur des cas à une croissance de 0,4 % sur l'ensemble de 2012, et l'actuel gouvernement de 0,3 %.⁴⁹⁴

Une prévision certainement trop optimiste dans la mesure où la Banque de France, elle, s'attend aujourd'hui à voir l'économie française entrer en récession dès le troisième trimestre 2012.⁴⁹⁵ On est décidément bien loin de

l'objectif de croissance de 1,75 % affiché par le précédent gouvernement un an auparavant.⁴⁹⁶

Il faut dire que de toute évidence, la consommation des ménages a calé sous les coups des mesures d'austérité, alors même que l'année 2011 a vu l'épargne des ménages français atteindre un record inégalé depuis 30 ans : 16,8 % de leur revenu disponible (contre moins de 15 % en 2006), soit 223 milliards d'euros.⁴⁹⁷ En effet, cette période de crise économique (caractérisée par l'insécurité de l'emploi et l'inflation du coût de la vie) combinée à l'austérité budgétaire (caractérisée par la destruction d'amortisseurs sociaux) est on ne peut plus favorable à l'augmentation de l'épargne de précaution.

Selon l'INSEE, les dépenses des ménages en biens de consommation n'ont progressé que de 0,2 % au 1^{er} trimestre 2012.⁴⁹⁸ Et l'institut économique n'attend pas d'amélioration dans les mois à venir puisqu'il table sur un recul de l'ordre de 0,6 % des dépenses des ménages en 2012, soit « une baisse des revenus réels inconnue depuis 1984 ».⁴⁹⁹

Or les dépenses de consommation des ménages sont l'un des principaux moteurs de la croissance française. Cette situation commence bien évidemment à se faire sentir sur l'ensemble du tissu économique, et en particulier sur l'industrie qui voit aujourd'hui son activité se contracter.⁵⁰⁰

Hors d'Europe, les prémices d'une nouvelle crise économique commencent également à se faire sentir.

Après avoir enregistré une croissance de 1,3 % au 1^{er} trimestre 2012, l'économie japonaise a brutalement marqué le pas au trimestre suivant avec une croissance de seulement 0,3 %. Dans un contexte de « consommation des ménages atone » et face à une « conjoncture mondiale » dégradée, les économistes japonais s'attendent à voir l'économie japonaise se contracter au second semestre 2012. Après avoir enregistré une baisse de 0,8 % en 2011, le PIB japonais devrait littéralement stagner en 2012. Alors que les finances de l'Etat nippon se trouvent dans un « état préoccupant », il ne faut guère s'attendre à un soutien gouvernemental à la consommation.⁵⁰¹

En 2011, le seul paiement des intérêts de la dette publique qui représente aujourd'hui plus de 200 % du PIB nippon a représenté plus de 21 500 milliards de yens, soit 4,0 % du PIB ou 23,3 % du total des dépenses budgétaires.⁵⁰² Si le Japon est aujourd'hui relativement épargné par les séismes qui secouent le marché obligataire international, c'est uniquement du fait que la dette publique japonaise est essentiellement détenue (à 94 %) par les résidents japonais.⁵⁰³

Bien au contraire, il faut s'attendre à voir l'Etat japonais bientôt contribuer à la réduction des débouchés à la consommation dans les années à venir. Face à une dette publique devenue « trop lourde » pour continuer à payer la charge de la dette tout en continuant de garantir « la pérennité du système de protection sociale », l'Etat nippon doit aujourd'hui trouver de nouvelles recettes. C'est ainsi que le taux de la TVA japonaise sera doublée d'ici 2015. De 5 % actuellement, il passera à 8 % en avril 2014 et à 10 % en octobre 2015. Cette augmentation colossale témoigne à elle seule de l'urgence de la situation, car depuis sa création en 1989, le gouvernement japonais n'avait augmenté qu'une seule fois cet impôt (de 3 à 5 % en 1997) avec des conséquences importantes sur la consommation des ménages, une expérience qui avait « traumatisé la classe politique de l'Archipel ».⁵⁰⁴

Ce n'est d'ailleurs pas pour rien si le vote de ce doublement de la TVA japonaise a engendré plusieurs mois durant un blocage parlementaire qui s'est transformé en une profonde « crise politique », avec à la clef la tenue prochaine d'élections législatives anticipées.⁵⁰⁵

Les dépenses de consommation des ménages représentent 60 % du PIB japonais. Après avoir stagné autour de 300 000 milliards de yens au cours des dernières années⁵⁰⁶, celles-ci vont donc inévitablement se contracter en 2014-2015. De quoi évidemment enfoncer durablement le pays dans la récession au cours des années à venir...

Pour ne rien arranger, en 2011, le Japon a rompu brutalement avec le traditionnel excédent de son commerce extérieur de biens en enregistrant un déficit commercial de 32,4 milliards de \$ US, contre un excédent commercial de 75,7 milliards de \$ US l'année précédente. En cause, l'alourdissement considérable de la facture de ses importations de pétrole et de charbon induite par la mise en sommeil de son parc nucléaire. Alors que les exportations japonaises ont augmenté de seulement 6,9 % en glissement annuel à 822,6 milliards de \$ US, les importations ont augmenté de 23,2 % à 855,0 milliards de \$ US.

Et de toute évidence, l'année 2012 ne marquera aucune amélioration sur ce front. En effet, de janvier à juillet 2012, le Japon a vu ses exportations augmenter de seulement 2,4 % en glissement annuel à 475,6 milliards de \$ US. Soulignons que cette croissance cache en fait une contraction imminente puisqu'elle se réfère à la base de comparaison annuelle particulièrement basse du printemps 2011 induite par les répercussions de la catastrophe de Fukushima. Dans le même temps, les importations japonaises ont augmenté de 9,2 % à 519,3 milliards de \$ US, soit un déficit commercial de 43,7 milliards de \$ US déjà bien supérieur à celui enregistré pour l'ensemble de l'année 2011.⁵⁰⁷

Comme on le voit, la contraction croissante des débouchés est un phénomène à l'œuvre aujourd'hui dans un nombre significatif et grandissant de pays impérialistes en déclin. En bref, tous les ingrédients sont aujourd'hui réunis pour une crise économique majeure et durable, telle que nous l'envisagions dans notre premier ouvrage.⁵⁰⁸

Il aura ainsi suffi d'une petite étincelle — la crise des subprimes —, pour mettre le feu aux poudres et aboutir à la remise en question du modèle de développement par le crédit et l'endettement adopté par les pays impérialistes en déclin depuis maintenant sept décennies ! Une perspective aujourd'hui évoquée par certains analystes bourgeois avertis.

Pour les analystes de *Moneyweek*, nous sommes aujourd'hui à l'aube d'une « Grande correction » qui « a complètement pris de court les autorités » et qui semble ne faire « que commencer ».

« Alors que vise cette correction ? Parmi les hypothèses les plus vraisemblables, elle pourrait corriger la bulle de l'immobilier entamée en 1997, le boom boursier de 2001 voire de 1982, mettre à mal le système monétaire post-1971 basé sur le dollar ou encore mettre fin au boom des dépenses de consommation/expansion du crédit entamé en 1949 ».⁵⁰⁹

Selon nous, cette "Grande correction" n'est que la conséquence d'un processus fondamental : la perte, par les pays impérialistes en déclin, de leur place privilégiée au sein de la division internationale du travail, un processus qui doit nécessairement aboutir à une dévaluation considérable de la valeur de leur force de travail.

Aujourd'hui, les perspectives de la croissance du commerce mondial se sont considérablement dégradées alors que la paupérisation absolue des larges masses populaires est aujourd'hui à l'œuvre dans la quasi-totalité des pays impérialistes en déclin. L'OMC, qui redoute les « forts risques » pesant « sur la croissance » « et donc intrinsèquement sur le commerce », s'attend ainsi à voir la croissance du commerce mondiale « ralentir en 2012 ».⁵¹⁰

Un constat partagé par la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) qui s'attend à le voir croître de seulement 4,1 % en 2012, après une croissance de 13,1 % en 2010 et de 6,6 % en 2011. Le redressement du commerce mondial aura de toute évidence été de courte durée et ne survivra pas aux plans d'« austérité budgétaire » « destinés à restaurer la viabilité de la dette ». Selon le secrétaire général de la CNUCED, ces derniers sont manifestement « **contreproductifs** » et « **renforcent le risque d'une spirale de récession au coût économique et social énorme** ».⁵¹¹

Notons au passage qu'outre une nouvelle contraction du commerce international, la seconde déferlante de la crise va inévitablement provoquer une nouvelle contraction des flux de capitaux, alors même que ces derniers ont été incapables de recouvrer leur niveau d'avant-crise, comme l'illustre le tableau ci-après.

Evolution des flux mondiaux d'IDE ⁵¹²						
<i>En milliards de \$ US</i>	2007	2008	2009	2010	2011	▲ $\frac{2011}{2007}$
Flux d'IDE (entrées)	1 976	1 791	1 198	1 309	1 524	- 22,9 %
Flux d'IDE (sorties)	2 198	1 969	1 175	1 451	1 694	- 22,9 %

Si l'impérialisme américain est resté en 2011 le premier émetteur de capitaux sortants (avec 380 milliards de \$ US), les flux chinois ne s'en sont pas moins maintenus à un niveau élevé avec 65 milliards de \$ US pour la Chine... et 81 milliards de \$ US pour Hongkong !⁵¹³

Outre l'acquisition de technologies, l'impérialisme chinois poursuit évidemment sa politique d'acquisitions d'actifs stratégiques énergétiques et miniers. A l'automne 2011, le fonds souverain chinois CIC avait ainsi acquis 30 % des parts de la division exploration-production de la compagnie GDF Suez pour un montant de 3,2 milliards de \$ US.⁵¹⁴

Plus récemment, en juillet 2012, le groupe pétrolier offshore chinois CNOOC a signé pour le rachat de son concurrent canadien Nexen qui exploite des champs pétroliers offshore au Canada, en mer du Nord, dans le golfe du Mexique et au large du Nigeria. En dépit d'une très confortable surprime de 61 % payée par rapport au cours de l'action Nexen, cette opération de 15,1 milliards de \$ US restera suspendue à l'approbation des autorités canadiennes qui disposent d'un droit de blocage pour des opérations de fusion-acquisition de cette ampleur.⁵¹⁵

Dans ces conditions, le stock des IDE sortants chinois commence à prendre de l'ampleur. A la fin de l'année 2011, le stock des investissements directs de la Chine continentale à l'étranger s'est élevé à 320 milliards de \$ US pour un montant d'actifs de 1 600 milliards de \$ US. A l'horizon 2015, le stock des investissements directs chinois à l'étranger ne devrait guère avoir de mal à dépasser 500 milliards de \$ US.⁵¹⁶

Au cours du premier semestre 2012, ce stock a augmenté de 37,5 milliards de \$ US, laissant augurer une année 2012 très active pour les capitaux sortants chinois.⁵¹⁷

La contraction des débouchés à l'œuvre dans les pays impérialistes en déclin a évidemment de lourdes conséquences sur les pays dépendants et sur

l'impérialisme chinois qui voient de nouveau le spectre d'une contraction des échanges commerciaux.

A l'automne 2011, le FMI reconnaissait ainsi que « les pays émergents » étaient « très inquiets du risque de contagion [de la crise] des pays industrialisés vers eux et les pays les plus pauvres ». ⁵¹⁸

De janvier à juillet 2012, l'impérialisme chinois a vu le volume de son commerce extérieur de biens augmenter de "seulement" 7,1 % en glissement annuel à 2 170 milliards de \$ US. Durant cette période, les exportations se sont montées à 1 130 milliards de \$ US, en hausse de 7,8 % tandis que l'excédent commercial s'est monté à 94 milliards de \$ US, en hausse de 26,8 % en glissement annuel. ⁵¹⁹

Mais ces chiffres moyens cachent d'importantes disparités puisque si le commerce bilatéral sino-américain affiche une hausse de 10,5 % à 271,4 milliards de \$ US, le commerce bilatéral sino-japonais recule par contre de 0,2 % à 190,9 milliards de \$ US. De même, le commerce bilatéral sino-européen a reculé de 0,9 % à 315,8 milliards de \$ US. ⁵²⁰

Notons au passage que le commerce bilatéral sino-européen a plutôt très bien résisté dans la mesure où le volume total du commerce extérieur des pays de l'UE affiche une baisse de 5,1 % en glissement annuel au 1^{er} semestre 2012 à 5 933,4 milliards de \$ US. ⁵²¹

Comme en témoignent les planches de graphes n° 10 et 11, la contraction du commerce international est évidente depuis le troisième trimestre 2011.

Si aujourd'hui les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin prennent des risques considérables à court terme, qu'il s'agisse de la croissance, du commerce extérieur ou de la hausse du mécontentement social, c'est parce qu'elles voient dans le remède de cheval que constituent les cures d'austérité, le seul moyen de redresser la barre et notamment de conjurer le spectre redoutable du krach obligataire.

Mais en dépit de la "rigueur budgétaire", le déficit public de nombreux pays impérialistes en déclin demeure encore à des niveaux très élevés et quasi-systématiquement supérieurs à la croissance de leur PIB, induisant ainsi une hausse continue de leur ratio d'endettement public.

Ainsi, l'impérialisme britannique s'attend à enregistrer un déficit budgétaire de 126 milliards de livres au cours de l'exercice fiscal actuel. Cela représenterait 8,3 % du PIB britannique. ⁵²²

Or l'impérialisme britannique a déjà connu trois années consécutives de forts déficits publics — 11,5 % en 2009, 10,2 % en 2010 et 8,3 % en 2011 —,

avec à la clef une inquiétante explosion de sa dette publique, dont le ratio est passé de 54,8 à 85,7 % du PIB durant la période 2008-2011.⁵²³ En juillet 2012, les finances publiques du pays ont continué à se dégrader « à la grande surprise des économistes ». De toute évidence, « le plan d'austérité peine à porter ses fruits ».⁵²⁴

En 2011, le déficit public de l'impérialisme français s'est monté à plus de 103 milliards d'euros, soit 5,2 % du PIB, contre 7,1 % en 2010 et 7,5 % en 2009. Une baisse sensible induite quasi-exclusivement par la hausse des prélèvements obligatoires — passés de 42,5 % à 43,8 % du PIB durant la période 2010-2011 —, combinée à une réduction des dépenses publiques, passées dans le même temps de 56,6 % à 55,9 % du PIB.⁵²⁵ L'actuel gouvernement table aujourd'hui sur un déficit prévisionnel de 81,1 milliards d'euros en 2012.⁵²⁶

Là encore, la hausse cumulée des dernières années est impressionnante, puisque le ratio de la dette publique rapportée au PIB est passé de 68,2 à 86,0 % durant la période 2008-2011.⁵²⁷ A la fin du premier semestre 2012, elle a atteint 1 832,6 milliards d'euros, soit 91,0 % du PIB.⁵²⁸

Mais cette réduction du déficit budgétaire de l'impérialisme français n'a pas empêché l'agence de notation Standard & Poor's de dégrader la note de la dette souveraine française au début de l'année 2012.⁵²⁹ Une dégradation qui n'a surpris personne — y compris le gouvernement qui commençait à relativiser la portée d'une telle dégradation jugée naguère « catastrophique » —, alors que les obligations souveraines françaises faisaient face à un différentiel de taux d'intérêt (spread) croissant avec celles de l'Allemagne.⁵³⁰

Il faut dire que cette dernière a enregistré en 2011 un déficit budgétaire exceptionnellement faible en regard de celui des autres pays impérialistes en déclin. A seulement 1,0 % du PIB, contre 4,3 % en 2010 et 3,2 % en 2009, ce déficit budgétaire modéré a permis de faire baisser le ratio de la dette publique à 81,2 % du PIB (contre 83,0 % en 2010).⁵³¹

En novembre 2011, alors que l'Allemagne (notée AAA) émettait ses obligations souveraines à dix ans à un taux d'intérêt de 1,75 %, la France émettait les siennes à un taux de 3,70 %, un taux digne d'un pays dont la dette souveraine serait notée BBB.⁵³²

En effet, « les banques françaises sont considérées comme très exposées aux dettes souveraines italiennes, grecques, espagnoles » et en cas de défaut de paiement de l'un de ces pays, « les marchés craignent qu'elles ne soient obligées d'être recapitalisées par l'État français ».⁵³³

A ce moment, les « craintes des investisseurs » sur l'exposition des banques européennes à la crise de la dette souveraine avait déjà inscrit à l'ordre du jour la nécessité de leur recapitalisation, y compris la possible recapitalisation des banques françaises à hauteur de dix à quinze milliards d'euros.⁵³⁴

En 2012, la charge de la dette de l'impérialisme français devrait se monter à 48,7 milliards d'euros et dépasser pour la première fois le budget de l'éducation, alors même qu'il bénéficie de taux d'emprunts historiquement bas. En 2011, l'impérialisme français a en effet bénéficié d'un taux d'emprunt moyen de 2,8 % pour la dette émise à moyen et long terme, un taux bien inférieur au taux moyen de 4,2 % enregistré durant la période 1998-2007.⁵³⁵

Face à une augmentation des taux d'intérêts qui paraît inéluctable à court ou moyen terme, c'est-à-dire dès que le retour du spectre du krach obligataire frappera quelque part, l'impérialisme français a commencé à envisager de faire appel aux particuliers pour acquérir des obligations d'Etat, à l'instar de la Belgique et de l'Italie qui ont déjà sauté le pas.⁵³⁶ Une idée qui séduirait à priori seulement 30 % des épargnants français.⁵³⁷

Son impact réel serait d'autant plus limité et symbolique en France qu'en réalité les particuliers participent déjà à l'achat de dette souveraine dans la mesure où la moitié de l'épargne des ménages français est destinée à l'assurance-vie et que les assureurs comptent parmi les principaux acquéreurs de la dette publique française...

Face à une situation qui leur échappe, les pays impérialistes en déclin continuent à espérer que les dirigeants chinois se décideront à « **utilise[r] leurs colossales réserves de change, évaluées à plus de 3 200 milliards de dollars, pour les aider à résoudre la crise de la dette** ». ⁵³⁸

Dans nos précédents travaux, nous avons esquissé des perspectives optimistes en ce qui concerne la situation budgétaire de l'impérialisme chinois. Les deux dernières années ont confirmé ces anticipations.

En premier lieu, l'excédent commercial chinois reste confortable. La Chine a ainsi enregistré un excédent de son commerce extérieur de biens et de services de 223,0 milliards de \$ US en 2010 et de 188,3 milliards de \$ US en 2011.⁵³⁹

Cet excédent reste donc confortable, même s'il a décliné sous la double action de la dégradation de la conjoncture économique dans les pays impérialistes en déclin et du renchérissement du coût des matières premières importées.

Notons au passage qu'en ce qui concerne les pays impérialistes en déclin, la situation de leur commerce extérieur ne s'est pas arrangée, comme l'illustre la planche de graphes n° 10.

On voit ainsi que le solde de la balance du commerce extérieur de biens et de services des USA s'est à nouveau sensiblement dégradé en 2010-2011 après une diminution passagère induite par le premier choc de la crise économique à l'origine d'une importante baisse des importations en 2009. Si l'on regarde plus en détails l'évolution du commerce bilatéral de biens Chine-USA et Chine-UE, il apparaît évident que les USA comme l'UE conservent un important déficit structurel vis-à-vis de la Chine, d'où la constance de leurs griefs à l'égard d'une prétendue sous-évaluation du yuan...⁵⁴⁰

Et c'est évidemment impossible pour eux d'attaquer frontalement la monnaie chinoise étant donné la position occupée par l'impérialisme chinois, à savoir celle de l'un des principaux détenteurs nets d'actifs financiers dans le monde — une statistique qui inclut l'ensemble des obligations, prêts, parts de sociétés et titres divers.

En 2011, le Japon est resté le premier détenteur net d'actifs financiers dans le monde « malgré le renchérissement du portefeuille des Chinois ». Une position qu'il perdra sans aucun doute au profit de l'impérialisme chinois d'ici 2015. Selon les chiffres du FMI, les quatre premiers détenteurs nets d'actifs financiers sont aujourd'hui le Japon (2 500 milliards d'euros), suivi de la Chine (1 900 milliards d'euros), de l'Allemagne (900 milliards d'euros) et de la Suisse (700 milliards d'euros).⁵⁴¹

En second lieu, du fait d'une croissance économique vigoureuse avec une hausse du PIB de 9,3 % en 2011, le déficit budgétaire de l'Etat chinois a sensiblement diminué, tant d'un point de vue relatif qu'absolu. Après un déficit record — quoiqu'assez modéré puisque représentant 11,4 % des recettes budgétaires —, de 778 milliards de yuans en 2009, le déficit budgétaire a baissé à 677 milliards de yuans en 2010 et 519 milliards de yuans en 2011. En 2011, le déficit budgétaire de l'Etat chinois n'a ainsi représenté que 5,0 % des recettes budgétaires ou 1,1 % du PIB.⁵⁴²

On est très loin de l'Etat américain dont le déficit budgétaire a représenté la même année 52,8 % des recettes budgétaires ou 9,0 % du PIB !⁵⁴³

Aussi, alors que la dette publique chinoise représente une portion faible et décroissante du PIB — 15,3 % en 2011, contre 19,6 % en 2007 —, celle des USA continue au contraire de prendre des proportions toujours plus gigantesques.

Nous renvoyons ici aux planches de graphes n° 8 et 9 qui illustrent parfaitement ce gigantesque différentiel.

De plus, comme nous l'avions déjà souligné, outre un faible encours de dette souveraine, l'impérialisme chinois jouit de taux d'intérêts stables et surtout considérablement plus faibles que sa croissance économique. Rappelons qu'en juin 2010, l'impérialisme chinois payait un taux d'intérêt annuel de 3,41 % pour les bons du Trésor à 10 ans.⁵⁴⁴

En février 2012, au cours d'une émission obligataire de 28 milliards de yuans, les bons du Trésor chinois à dix ans se voyaient payer un intérêt annuel de 3,51 %.⁵⁴⁵ En août 2012, au cours d'une émission obligataire de 30 milliards de yuans, les bons du Trésor chinois à dix ans s'accompagnaient d'un intérêt annuel de 3,39 %.⁵⁴⁶

Du fait de sa situation économique et budgétaire confortable, l'impérialisme chinois peut se permettre certaines folies budgétaires.

Ainsi, il contribue toujours à soutenir ses concurrents en déclin — comme la corde soutient le pendu —, c'est-à-dire en contribuant à la recapitalisation du FMI (proportionnellement à sa part dans le FMI) et en poursuivant ses achats de dette souveraine.⁵⁴⁷

Pour autant, comme nous l'avions déjà souligné, la Chine surveille de très près l'évolution de la crise obligataire dans laquelle sont plongés ses concurrents.⁵⁴⁸

Au cours des derniers mois, l'agence de notation chinoise Dagong n'a d'ailleurs pas manqué de dégrader la note de la dette souveraine de nombre de pays impérialistes en déclin, à l'instar de l'impérialisme américain qui a vu sa note passer de AA à A+ en raison de la menace d'« une récession à long terme qui va fondamentalement réduire la solvabilité nationale », alors même que la FED poursuit sa politique « incontrôlée » de création monétaire qui contribue à la dépréciation du dollar et menace donc les intérêts des créanciers.⁵⁴⁹

De toute évidence, l'impérialisme chinois a mis un frein à l'achat de dette souveraine étrangère, alors que ses réserves de change ont continué à augmenter rapidement, comme l'illustre la planche de graphes n° 10.

En juin 2012, l'impérialisme chinois restait certes le principal créancier des États-Unis avec 1 164 milliards de \$ US de bons du Trésor américains — contre 1 119 milliards de \$ US pour le Japon.⁵⁵⁰ Mais l'écart avec le Japon s'est nettement resserré au cours des dernières années.

Rappelons qu'en juillet 2009, soit près de trois ans plus tôt, la Chine et le Japon détenaient pour respectivement 940 et 721 milliards de \$ US de bons du Trésor américains.⁵⁵¹

De juillet 2009 à juin 2012, la Chine a donc acquis pour seulement 224 milliards de \$ de bons du Trésor américains supplémentaires (soit + 23,8 %) quand le Japon en a acquis pour plus de 398 milliards de \$ US (soit + 55,2 %). Or dans le même temps, les excédents de la balance des paiements du Japon se sont drastiquement réduits alors que ceux de l'impérialisme chinois ont mieux résisté. Les excédents de la balance des paiements du Japon se sont ainsi montés à 185 milliards de \$ US en 2010 et à 114 milliards de \$ US en 2011.⁵⁵² Ceux de la Chine se sont pour leur part montés à 238 milliards de \$ US en 2010 et à 202 milliards de \$ US en 2011.⁵⁵³

Alors que le montant des avoirs chinois en bons du Trésor américains représentait 44,1 % des réserves de change de la Chine à la fin du premier semestre 2009, il n'en représente plus aujourd'hui que 35,9 %.⁵⁵⁴ De toute évidence, si l'impérialisme chinois a continué à investir dans la dette souveraine américaine, c'est donc de façon modérée et faute de mieux.

Comme le soulignait encore *Le Quotidien du Peuple* à l'automne 2011, « **les bons du Trésor américains ne sont pas la destination idéale de l'investissement, mais en comparaison avec les autres produits financiers, ils représentent le meilleur en termes de fluidité et de garantie** ». ⁵⁵⁵ Car malgré son insoutenabilité à moyen-long terme, il est en effet évident que la dette souveraine américaine est un placement moins risqué que celle des pays européens où la menace est immédiate étant donné que la zone Euro est « **plus que jamais dans l'œil du cyclone** ». ⁵⁵⁶

En outre, les gigantesques richesses naturelles que recèle le territoire américain constituent un formidable dépôt de garantie en cas de faillite, une contrepartie que ne possède pas la vieille Europe...

Pour autant, la contribution de la Chine semble représenter une modeste part de ses réserves financières. La raison en est simple : « **Pékin ne compte pas dilapider ses réserves pour sauver l'Europe** ». ⁵⁵⁷

Il faut dire que l'ingratitude persistante des pays impérialistes en déclin ne peut qu'encourager Pékin à en faire le strict minimum. Ainsi, au mois de novembre dernier, Pékin avait conditionné sa participation au Fonds de stabilité financière européen (FESF) à l'acceptation d'une de ces trois conditions : soit davantage de poids au FMI, soit la reconnaissance de son statut d'économie de marché à l'OMC, soit la levée de l'embargo européen sur les armes.

Devant le refus opposé par les responsables européens — sans aucun doute blessés par « l'idée selon laquelle l'Europe fait la manche en Chine » —, d'accepter au moins l'une de ces contreparties, les représentants de l'impérialisme chinois renoncèrent naturellement à venir en aide au FESF.

« "Nous sommes prêts à aider, mais nous ne sommes pas une association caritative", a dit l'une des sources, résumant la pensée des dirigeants chinois. "Les Etats-Unis et le FMI posent eux aussi leurs conditions (en l'échange de leur aide), il n'est donc pas déraisonnable que la Chine en fasse autant." »⁵⁵⁸

A la veille du dixième anniversaire de la création de la monnaie unique européenne, alors que les médias bourgeois évoquaient ouvertement la possibilité de voir l'euro « exploser » et que le gouvernement britannique avouait élaborer des plans pour se préparer à cette éventualité, son existence apparaissait encore bien plus menacée encore qu'en 2010, quand le spectre du krach obligataire avait commencé à hanter les marchés.⁵⁵⁹

Il faut dire que la menace d'une nouvelle récession se faisait de plus en plus sensible au moment où la Commission européenne venait de réviser considérablement à la baisse la croissance économique attendue pour 2012 dans la zone euro : 0,5 % au mieux, alors qu'elle tablait encore sur une croissance de 1,8 % quelques mois auparavant.⁵⁶⁰

De même, « les répercussions de la crise de la dette européenne dans l'économie réelle » commençaient à se faire « cruellement sentir » au-delà des « seuls pays de la périphérie », pesant notamment « sur le niveau de la demande » et donc les entreprises. L'indice PMI du secteur privé était ainsi entré en contraction dès le mois de septembre dans la zone euro.⁵⁶¹

Alors que la crise de la dette souveraine provoquait « une nouvelle poussée de fièvre sur les marchés », le célèbre milliardaire-investisseur Warren Buffett disait « douter de la survie de la monnaie unique ». ⁵⁶²

Une opinion partagée par l'économiste américain Nouriel Roubini, l'un des rares économistes bourgeois à avoir vu venir la crise des subprimes de 2008. A l'automne 2011, celui-ci s'inquiétait de la possibilité de voir la zone Euro « s'effondrer » et estimait à « plus de 50 % » la probabilité « d'avoir une autre récession dans les économies les plus avancées au cours des douze prochains mois ». ⁵⁶³

Mais contrairement à l'époque qui avait précédé la crise des subprimes, la voix de notre économiste n'est plus isolée. Ainsi, une étude publiée au même moment par le Forum économique mondial révélait que plus des deux tiers du millier d'experts sondés restaient « pessimistes sur les perspectives économiques mondiales » pour l'année 2012. ⁵⁶⁴

De tous côtés, les experts bourgeois s'alarmaient de plus en plus ouvertement, à l'instar du directeur général de l'Ifri, l'institut français des relations Internationales, qui reconnaissait qu'« **aujourd'hui une explosion de la zone euro ne peut plus être totalement exclue** ».

« Le risque est tellement grand, l'inconnue est telle qu'il est aujourd'hui impossible de décrire précisément le chaos dans lequel nous serions plongés ». ⁵⁶⁵

Un constat partagé par l'ancien premier ministre britannique Tony Blair. ⁵⁶⁶

A la fin de l'année 2011, l'économiste allemand renommé Hans-Werner Sinn ne cachait pas non plus son pessimisme à l'égard de « l'avenir de la zone euro », estimant notamment que « certaines nations devraient pouvoir abandonner l'euro » car « il a été accordé à trop de pays ». Pour le président de l'institut de recherche économique allemand (IFO), « les gouvernements continuent de reculer au lieu de prendre les mesures radicales nécessaires au sauvetage de l'Europe ». Ces mesures ?

D'abord, permettre aux pays périphériques de la zone Euro de quitter l'Euro afin de pouvoir déprécier leur monnaie. Ensuite, remédier aux « déséquilibres structurels fondamentaux » en réduisant « les salaires et les prix » afin de « restaurer la compétitivité ». Enfin, non pas « socialiser » « les dettes publiques », mais « socialiser » la « « force de frappe », la Bundeswehr ». Une solution qui naturellement ne ferait guère les affaires des marchands de canon...

En l'absence de la prise de ces mesures, l'économiste bourgeois estime que « beaucoup de pays pourraient faire faillite », y compris « la France et l'Allemagne ». En d'autres termes, pour Hans-Werner Sinn, « l'Europe est sur le mauvais chemin et l'histoire actuelle ne va pas bien se terminer » car elle « ne fait que retarder l'inévitable ». Après un sursis qu'il estime être de l'ordre de « cinq ans », « les coffres des pays bailleurs de fonds seront vides et les nations les plus faibles connaîtront les mêmes problèmes qu'aujourd'hui ». ⁵⁶⁷

Comme on le voit, la cohorte des oiseaux de mauvais augure ne se limite pas aux américains ou aux "traditionnels" eurosceptiques que sont les britanniques. Certains de ces oiseaux de mauvais augure ont même un profil particulièrement atypique.

Au début du mois de décembre 2011, un certain Jacques Delors, l'un des plus ardents défenseurs et contributeurs de la construction européenne en sa qualité de chef de l'exécutif européen durant la période 1985-1995, ne cachait plus son pessimisme sur l'avenir de la zone euro.

Pour celui qui fût également ministre français de l'Economie et des Finances, il ne fait aucun doute que l'euro a été « sur de mauvaises bases dès son lancement » du fait que « les ministres des Finances refusaient de voir tout ce qui était désagréable et qu'ils auraient été contraints de régler ». Aujourd'hui, l'ancien président de la Commission européenne, avoue partager les réserves exprimées par les britanniques avant même le lancement de l'euro. Selon lui, les anglo-saxons « **n'avaient pas tort** » d'affirmer « **qu'une banque et une monnaie uniques sans gouvernement central seraient instables par nature** ». ⁵⁶⁸

Que Jacques Delors rende un tel hommage à la clairvoyance de l'impérialisme britannique a de quoi laisser pantois et montre à quel point l'euro est aujourd'hui en sursis !...

Finalement, au début de l'année 2012, alors qu'il affrontait « la pire crise de son histoire », l'euro "fêta" son dixième anniversaire « dans un contexte économique » que la presse officielle chinoise qualifia de « particulièrement sombre, difficile et incertain ». ⁵⁶⁹

Surtout, cette atmosphère délétère commençait à se propager comme une trainée de poudre aux quatre coins du monde et les marchés boursiers dévissaient. Alors que l'activité économique continuait à se contracter en Chine, aux USA, la banque centrale jugeait que « la reprise économique américaine était "lente" et menacée par des "risques importants" ». Au même moment, la Fed dressait « un tableau noir de l'économie des États-Unis ». ⁵⁷⁰

Comme on le voit, une nouvelle rechute en récession est aujourd'hui à l'œuvre, avant même que les pays impérialistes en déclin ne soient tous parvenus à effacer les pertes dues à la première secousse. Selon les statistiques fournies par l'office national des statistiques du Japon, le PIB japonais de 2011 reste inférieur de 3,1 % à celui de 2007. Celui du Royaume-Uni reste pour sa part inférieur de 2,6 % et celui de l'Italie de 4,4 %. Et les pays dont le PIB atteint ou dépasse son niveau d'avant-crise ne sont pas beaucoup mieux lotis. En 2011, le PIB de la France n'a dépassé son niveau d'avant-crise que de 0,2 %, contre 0,8 % pour les USA et 2,4 % pour l'Allemagne. ⁵⁷¹

Bref, pas de quoi pavoiser, trois ans après le début de la prétendue reprise... et à l'aube d'une nouvelle crise face à laquelle les marges de manœuvre budgétaires apparaissent plus réduites que jamais !

Au cours des derniers trimestres, on a vu l'économie chinoise ralentir de manière évidente ⁵⁷², en grande partie sous l'action du ralentissement du commerce extérieur « confronté à une perspective morose » ⁵⁷³, mais aussi

de mesures gouvernementales destinées à contenir l'inflation, en particulier dans le secteur immobilier.

La croissance trimestrielle du PIB chinois a ainsi baissé de manière continue mais relativement ralentie au cours des derniers trimestres — avec 9,5 % au T2 2011, 9,1 % au T3 2011, 8,9 % au T4 2011, 8,1 % au T1 2012 et 7,6 % au T2 2012 —, sans pour autant atteindre le creux enregistré au cours de la première phase de la crise économique qui avait vu la croissance du PIB chinois s'effondrer de 9,0 % au T3 2008 à 6,1 % au T1 2009.⁵⁷⁴

L'année 2011 a ainsi vu la croissance des nouveaux prêts libellés en yuans ralentir à 7 470 milliards de yuans, contre 7 950 milliards de yuans en 2010, soit une baisse de 6,0 % en glissement annuel.⁵⁷⁵

En dépit de cette baisse de la croissance, l'économie chinoise est restée très dynamique en 2011. De ce fait, l'impérialisme chinois n'a pas eu beaucoup de mal à conserver un marché du travail relativement stable. L'année 2011 a ainsi vu la création de 12,2 millions de nouveaux emplois dans les zones urbaines, contre 11,7 millions en 2010, permettant au taux de chômage urbain de rester stable à 4,1 % de la population active.⁵⁷⁶

De même, les banques chinoises ont continué à consolider leur leadership mondial. En témoignent les résultats enregistrés par les cinq grandes banques d'Etat que sont l'Industrial & Commercial Bank of China, la China Construction Bank, l'Agricultural Bank of China, la Bank of China et la Bank of Communications.

Résultats cumulés des cinq grandes banques d'Etat chinoises⁵⁷⁷ (en milliards de \$ US)			
	Chiffre d'affaires	Résultat net	Taux de rentabilité
2009	246,65	60,25	24 %
2010	291,59	79,53	27 %
2011	397,59	104,31	26 %
$\Delta \frac{2011}{2010}$	+ 36,4 %	+ 31,2 %	- 3,8 %
$\Delta \frac{2011}{2009}$	+ 61,2 %	+ 73,1 %	+ 7,4 %

Au premier trimestre 2012, la proportion de prêts non productifs des banques commerciales chinoises se montait à 0,9 % contre 1,0 % au quatrième trimestre 2011. Dans le même temps, le taux d'adéquation de leurs fonds propres est resté stable à 12,7 %.⁵⁷⁸ A titre de comparaison, le ratio de solvabilité des grandes banques françaises se situe actuellement entre 6 et 8 %. Au deuxième trimestre 2012, la proportion de prêts non productifs des banques commerciales chinoises s'est maintenue à 0,9 %.⁵⁷⁹

Pas de souci à se faire donc en ce qui concerne la solvabilité du secteur bancaire chinois.

Dans les pays impérialistes en déclin, la situation du secteur bancaire demeure au contraire fragile, que ce soit en Europe ou aux USA. En 2012, ce sont déjà 43 banques américaines qui ont fait faillite (révision du 28 septembre), contre 92 en 2011, 161 en 2010, 140 en 2009 et 30 en 2008. On observe certes un ralentissement du nombre des faillites depuis 2011, mais le rythme des faillites reste sans commune mesure avec son niveau d'avant-crise. Rappelons que sur l'ensemble de la période 2003-2007, seules 10 banques américaines avaient fait faillite.⁵⁸⁰

Fort de ce pilier et devant l'évidence d'une nouvelle dégradation de l'environnement économique mondiale, les autorités chinoises ont commencé à adopter dès l'automne 2011 des mesures visant à « éviter un plongeon de [la] croissance économique », à l'instar du relèvement — à plusieurs reprises depuis novembre 2011 —, du ratio des réserves obligatoires de ses banques afin de stimuler le crédit.⁵⁸¹

Au printemps 2012, le gouvernement chinois a également annoncé le subventionnement de télévisions, réfrigérateurs, machines à laver, chaudières et climatiseurs « à haute efficacité énergétique » à hauteur de 100 à 400 yuans par appareil à compter du second semestre et pendant au moins un an. Une mesure à laquelle l'Etat chinois a attribué une enveloppe de 25,5 milliards de yuans qui devrait « booster » « le marché de la consommation à hauteur de 135 milliards de yuans ». ⁵⁸² Cette mesure a dernièrement été étendue aux ordinateurs de bureau.⁵⁸³

Le gouvernement chinois subventionnera également l'achat d'ampoules et LED à basse consommation via une enveloppe additionnelle de 2,2 milliards de yuans. Enfin, il a lancé un programme de reprise des véhicules pour l'année 2012. Une enveloppe gouvernementale de 6 milliards de yuans a été attribuée dans ce but.⁵⁸⁴ La cession d'un véhicule d'occasion contre l'achat d'un neuf de cylindrée inférieure à 1,6 litre aura pour contrepartie le versement d'une prime gouvernementale de 11 000 à 18 000 yuans. Le programme similaire, mis en œuvre au second semestre 2009 et qui avait pris fin en 2010, avait donné lieu au paiement de 6,4 milliards de yuans de subventions et avait généré pour 49,6 milliards de yuans de ventes.⁵⁸⁵

Conscient de disposer de confortables marges de manœuvre budgétaires, le gouvernement chinois a récemment annoncé vouloir accélérer « le financement des infrastructures ». ⁵⁸⁶ Au cours des prochaines années et jusqu'en 2018, le rythme de croissance annuel des investissements dans les infrastructures devrait s'élever de 15 % à plus de 20 %.

« Cette semaine, les autorités chinoises ont donné le feu vert à plusieurs projets d'infrastructures : routes, voies fluviales, stations d'épuration, entrepôts, voies ferroviaires, ports ». ⁵⁸⁷

Le secteur ferroviaire est, comme on le verra un peu plus loin, l'un des principaux bénéficiaires de ces investissements additionnels, mais il n'est pas le seul. Les investissements dans les projets d'irrigation et de conservation de l'eau vont ainsi connaître une expansion considérable. Il faut dire, comme nous l'avions déjà souligné, que l'utilisation la plus efficace possible des maigres quantités disponibles et la protection de cette ressource rare sont des défis d'une importance stratégique majeure pour l'impérialisme chinois.

Durant la période 2006-2010, les investissements chinois dans ce secteur se sont montés annuellement à 140 milliards de yuans. En 2011, ils ont atteint un montant record de 345 milliards de yuans, un montant qui va continuer à s'accroître au cours des prochaines années, puisque les autorités chinoises estiment aujourd'hui qu'elles y investiront 4 000 milliards de yuans d'ici 2020, soit 634,8 milliards de \$ US. ⁵⁸⁸

Dans ces conditions, les travaux du titanesque projet d'adduction d'eau sud-nord « se déroulent à un rythme accéléré », avec un investissement de 57,8 milliards de yuans pour la seule année 2011. Les autorités chinoises ont d'ailleurs récemment confirmé qu'elles parviendraient à tenir leur ambitieux calendrier. ⁵⁸⁹

Le canal oriental sera ainsi « prochainement ouvert », « tandis que le canal central entrera en service en 2014 ». ⁵⁹⁰

Si les autorités chinoises procèdent aujourd'hui à des ajustements d'une telle ampleur, c'est évidemment parce que Pékin est parfaitement conscient du caractère structurel de la crise qui frappe ses concurrents, et donc de la nécessité de compenser sur le moyen terme l'inéluctable contraction de leur marché domestique.

A l'automne 2011, un article du *Quotidien du peuple* estimait que « le marasme économique mondial » était d'une intensité comparable à celui provoqué par la crise des années 1930 et risquait de se prolonger sur une décennie.

« Les spécialistes [économiques chinois] en la matière sont unanimes à considérer que l'économie mondiale est en train de traverser une période d'évolution historique, qu'elle s'enfonce petit à petit dans une longue période caractérisée par une croissance lente et faible et que tout cela est dû à la crise financière internationale qui a frappé le monde entier il n'y a pas longtemps ». ⁵⁹¹

A la fin de l'année 2011, les autorités chinoises ne cachaient pas s'attendre « une année [2012] pleine de défis pour l'économie chinoise », craignant notamment une résurgence « de conflits commerciaux ou relatifs aux taux de change » dans un contexte de possible aggravation de la « crise de la dette ». ⁵⁹²

Alors que « les Etats-Unis n'ont pas été en mesure de connaître une reprise » et « s'avancent vers la récession », alors « la situation est pire encore en Europe, où la crise de la dette s'est approfondie », et alors que l'année 2011 a vu « les troubles sociaux » se multiplier au Moyen-Orient comme dans « les pays développés », les élites chinoises s'attendaient à ce que l'année 2012 soit « encore plus tumultueuse que 2011 ». *Le Quotidien du peuple* insistait ainsi sur la perspective de voir « s'intensifier » « les frictions politiques entre des puissances majeures » alors que « de nombreuses puissances mondiales majeures » comme les Etats-Unis et la France « vont connaître des élections générales en 2012 » et « pourraient » « adopter des politiques étrangères plus dures pour plaire à leurs électeurs ». ⁵⁹³

Notons au passage que la campagne du candidat républicain Mitt Romney illustre parfaitement la tendance profonde à farder la politique coloniale d'un vernis patriotique respectable et à monter ouvertement les peuples les uns contre les autres. Alors qu'il n'était encore que candidat à l'investiture républicaine — mais tout de même grand favori ⁵⁹⁴ —, Mitt Romney avait ainsi reproché à l'administration Obama « **d'avoir adopté une stratégie de repli dangereuse pour la sécurité nationale** » et s'était engagé à continuer de faire des USA « **le leader indiscuté dans le monde** », c'est-à-dire « **à assurer la suprématie militaire des Etats-Unis dans le monde face à la montée en puissance de pays comme la Chine ou la Russie** ». ⁵⁹⁵

L'impérialisme chinois s'attendait également à un « clash » avec les USA au sujet des « problèmes du Moyen-Orient », craignant notamment une nouvelle « intervention étrangère » comme en Libye. Il s'attendait enfin à voir le Japon « intensifier des conflits territoriaux avec la Chine, la Russie et la Corée du Sud ». ⁵⁹⁶

Le moins que l'on puisse dire est que la première partie de l'année 2012 a confirmé l'ensemble ces anticipations, comme on le verra un peu plus loin. L'année 2012 sera bel et bien « une année de grandes incertitudes ». ⁵⁹⁷

De toute évidence, l'impérialisme chinois fait montre d'une assez remarquable clairvoyance dans cette anticipation des risques.

Il faut dire que, comme le déclarait le premier ministre chinois au début du mois de janvier 2012, « la crise n'[a] pas encore touché à sa fin ». ⁵⁹⁸

Une crise qui ébranle pour la cinquième année consécutive les puissances impérialistes en déclin en leur cœur comme dans leurs périphéries. Mais en dépit de ces multiples difficultés, les autorités chinoises restaient relativement optimistes et confiantes dans la capacité de la Chine de rebondir et d'affronter ces difficultés — particulièrement celles concernant le front économique —, prévoyant « un atterrissage en douceur » et écartant la possibilité d'une « chute brutale ».⁵⁹⁹

Ainsi, en dépit des cris d'alarmes poussés par quelques économistes occidentaux — les mêmes qui doutaient de la capacité de relance de l'économie chinoise il y a trois ans —, l'économie chinoise « en pleine vitalité », « restera une source d'espoir et un moteur de croissance pour l'économie mondiale en 2012 ».⁶⁰⁰

Notons au passage que les cinq premières années de la crise économique actuelle ont considérablement entamé le crédit des analystes bourgeois des pays impérialistes en déclin. Aujourd'hui, l'impérialisme chinois n'hésite plus à mettre en doute leurs analyses.

A l'automne 2011, la presse officielle chinoise avait ainsi déclaré que « les propositions concrètes » faites par le FMI au sujet de la réforme du système financier chinois « ne répond[ai]ent et ne correspond[ai]ent aucunement à la réalité chinoise », les jugeant « **absolument absurdes, saugrenues et déraisonnables** ».⁶⁰¹ De même, au printemps dernier, la presse officielle chinoise jugea sans fondement les craintes exprimées par certains analystes bourgeois d'occident au sujet de la dette des gouvernements locaux chinois. Pour *Le Quotidien du Peuple*, celle-ci se situe « à un niveau raisonnable » et est « sous contrôle ». En faire « toute une histoire », c'est donc faire « beaucoup de bruit pour rien ».

« Alors, pourquoi les médias occidentaux continuent-ils à faire un tel tapage à propos de la dette des gouvernements locaux chinois ? Actuellement, l'Europe et les Etats-Unis sont confrontés à un chômage élevé, une crise de la dette et à la faiblesse de leur croissance économique. Et les problèmes économiques et sociaux sous-jacents sont susceptibles de s'intensifier. Ce n'est pas la première fois qu'ils essaient de détourner l'attention sur la Chine et qu'ils essaient de saper le développement économique de la Chine en exagérant des problèmes comme l'inflation, la dette publique locale et les problèmes sur les marchés du logement et de capitaux. Les tactiques qu'ils utilisent aujourd'hui sont semblables à celles qu'ils ont utilisées dans le passé. (...) Han Yu, un philosophe chinois de la Dynastie des Tang (618-907), avait dit que, « si vous réussissez, d'autres essaieront de vous calomnier, si vous avez des vertus, d'autres chercheront à ternir votre gloire ». Dans l'avenir, le modèle chinois va sûrement attirer encore l'attention et la critique ».⁶⁰²

La poursuite — et certainement l'intensification —, des cris d'alarmes et des critiques occidentales infondées au sujet de l'économie chinoise semble aujourd'hui inéluctable alors que de victime collatérale de la crise économique des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois se pose aujourd'hui — non sans raison —, en puissante force stabilisatrice. Au début de l'année 2012, *Le Quotidien du Peuple* relayait ainsi l'opinion de la direction du FMI selon laquelle « sans la force motrice fournie par la Chine assurant la croissance et la stabilité, l'économie mondiale » se trouverait « dans une situation beaucoup plus mauvaise et même désastreuse ». ⁶⁰³

En vérité, les suggestions du FMI au sujet de la réforme du système financier chinois visaient à faciliter la pénétration des capitaux étrangers sur le marché chinois. Il faut dire que les dernières années ont vu, comme nous l'avions déjà souligné, l'environnement des affaires sur le marché chinois se durcir sensiblement pour les investisseurs étrangers, qu'il s'agisse de la montée en gamme et donc de la concurrence croissante que leur livrent leurs concurrents chinois, de la « discrimination » dont les investisseurs étrangers se disent victime en raison de l'accroissement des « obstacles réglementaires », ou de la fin d'une époque où ils bénéficiaient d'une main d'œuvre bon-marché corvéable à merci, une hausse du coût du travail qui « refroidit les entreprises européennes ». ⁶⁰⁴

L'automne 2011 avait ainsi vu l'entrée en vigueur d'une nouvelle réglementation chinoise en matière de fusion-acquisition des entreprises chinoises par les investisseurs étrangers. A l'instar des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois est en effet déterminé à empêcher « les pratiques qui affecteraient la sécurité nationale ou constitueraient potentiellement une menace ». ⁶⁰⁵

Quelques mois plus tard, le début de l'année 2012 vit les règles changer pour les investisseurs étrangers et notamment les nouveaux investissements êtres restreints ou interdits dans des secteurs comme le raffinage, la production de polysilicium ou l'automobile. Dans ce dernier secteur, les autorités chinoises ont ainsi retiré leur soutien à l'investissement étranger dans le but de « privilégier la production nationale ». Cette nouvelle modification des règles ne peut naturellement que « déplaire » aux investisseurs étrangers et les faire enrager. ⁶⁰⁶

Comme on le voit, les investisseurs étrangers ont donc aujourd'hui de nombreuses raisons d'avoir accumulé de la rancœur à l'égard d'un gouvernement chinois qui leur a longtemps fait miroiter la conquête d'un eldorado, d'une terre promise dont ils se voient aujourd'hui refouler ou tout au moins limiter fortement l'accès...

Et c'est uniquement de là dont découlent leurs prétendues craintes pour l'économie chinoise ! Comme on l'a déjà dit, cette dernière n'est menacée par aucun péril majeur à court ou moyen terme en raison du poids croissant de la consommation domestique, de la prépondérance des investissements chinois par rapport aux capitaux étrangers, et surtout de la rapide montée en gamme de son industrie. En dépit d'une nouvelle dégradation de l'environnement économique international, l'impérialisme chinois n'a donc pas de grosse inquiétude à avoir.

Il en va par contre bien différemment pour d'autres pays dits "en développement" dont la structure économique est caractéristique des pays bourgeois-compradore. Dans ces pays, la croissance est directement menacée par la baisse des investissements étrangers qui accompagne les brutales fluctuations de l'activité économique internationale.

La situation économique de l'Inde s'est ainsi nettement dégradée depuis le début de la crise, et ce sans que l'élite bourgeoise-compradore au pouvoir ne semble pouvoir y faire quoique ce soit. Comme on le voit sur la planche de graphes n° 13, l'Inde connaît depuis 2008 un niveau d'inflation très élevé (supérieur à 8 %) et surtout supérieur à la croissance économique du pays. Rien de tel en Chine où l'inflation est restée relativement modérée, et surtout bien en deçà de la croissance économique.

Il faut rechercher la raison fondamentale de cette différence dans la structure économique de ces pays.

En 2010, le secteur des services a contribué à hauteur de 43,2 % au PIB chinois, contre 50,8 % pour l'Inde.

La première composante de l'économie indienne en termes d'emploi est son agriculture, qui est essentiellement une agriculture de subsistance. Or de toute évidence, l'agriculture indienne fait actuellement face à de sérieuses difficultés.

La production céréalière indienne a en effet montré une grande instabilité au cours de la décennie passée. De plus, cette instabilité se combine à une stagnation globale sur la période 2000-2010, la récolte de 2010 étant inférieure de 0,3 % à son niveau de 2000 et de 2,6 % à la moyenne enregistrée au cours de cette période. Or la population indienne a connu dans le même temps un accroissement rapide, de 16,2 %. Cette mauvaise performance de l'agriculture indienne est d'autant plus évidente si on la confronte à celle de l'agriculture chinoise. Sur la même période, la production céréalière chinoise apparaît en effet en croissance, une croissance relativement stable et rapide, même si on la compare à celle de l'impérialisme américain. Nous renvoyons ici à la planche de graphes n° 15.

En 2010, la production céréalière chinoise a ainsi enregistré une hausse de 23,8 % par rapport à celle de 2000 et de 15,0 % par rapport à la moyenne enregistrée au cours de la période 2000-2010, et ceci alors que la population chinoise a augmenté lentement, de seulement 5,7 % sur la période. Sans aucun doute, les performances et la stabilité de l'agriculture chinoises sont en grande partie imputables aux grands ouvrages de gestion hydrauliques que possède le pays.⁶⁰⁷

En 2010, l'agriculture a représenté 17,6 % du PIB indien, contre 10,1 % pour la Chine. Sa part dans l'emploi est encore plus élevée puisqu'elle est de l'ordre de 52 %, contre 36 % en Chine.⁶⁰⁸

Notons au passage que l'année 2011 a été une très bonne année pour l'agriculture chinoise qui a enregistré une production record de riz, de blé et de maïs qui à 510,5 millions de tonnes affiche une confortable hausse de 4,2 % en glissement annuel ou de 29,0 % par rapport à son niveau de 2000.⁶⁰⁹

Et de toute évidence, l'impérialisme chinois dispose encore d'une importante marge pour augmenter ses futures récoltes. A l'automne 2011, des chercheurs chinois ont en effet atteint le rendement record de 138,3 quintaux par hectare sur une parcelle de riz hybride DG2525.⁶¹⁰ En 2010, la Chine a obtenu un rendement moyen de 65,5 quintaux par hectare sur sa production de riz, contre 61,5 quintaux par hectare en 2001. La hausse des rendements est par contre beaucoup plus faible en Inde, le rendement moyen étant passé de 31,2 à 32,6 quintaux par hectare durant la période 2001-2010.⁶¹¹

Soulignons que la persistance d'un niveau d'inflation élevé en Inde en 2011, en dépit de pressions déflationnistes internationales élevées dues au retour de la crise ne laisse aucun doute sur une nouvelle mauvaise année pour l'agriculture indienne... Selon les statistiques partielles disponibles, l'Inde a en effet récolté un total de 193,6 millions de tonnes de riz et de blé en 2011.⁶¹² On est encore en deçà des 201,3 millions de tonnes récoltées en 2010 qui marquait pourtant déjà une mauvaise année... Quant à la récolte 2012 (en cours), elle promet d'être encore pire.

L'Inde doit en effet actuellement faire face à une mousson plus tardive et moins abondante que d'habitude ce qui n'augure naturellement rien de bon en ce qui concerne le niveau de vie des populations rurales et le niveau d'inflation.⁶¹³ De quoi contribuer à aggraver encore davantage les difficultés économiques que traverse le pays.

Dans ces conditions, le différentiel de croissance Chine-Inde n'a, comme nous l'avions déjà souligné, aucune raison de ne pas s'accroître encore avec

la profonde crise économique dans laquelle sont embourbés les pays impérialistes en déclin. En 2007, le PIB indien représentait 34,5 % du PIB chinois. Il n'en représentait plus que 25,2 % en 2011 !

Le taux de croissance du PIB chinois a certes décéléré au cours des derniers trimestres, mais celui de l'économie indienne a décéléré encore davantage.

Au cours de l'année fiscale s'étendant d'avril 2010 à mars 2011, l'Inde avait enregistré une croissance de son PIB de 8,4 %. Au cours de l'année fiscale s'étendant d'avril 2011 à mars 2012, la croissance du PIB indien n'a été que de 6,5 %. D'une année sur l'autre, la croissance du PIB indien a donc décéléré de près de deux points !

Et la comparaison trimestrielle montre que ces 6,5 % ne sont pas un point bas. En effet, le PIB indien avait enregistré une croissance de 7,7 % au deuxième trimestre 2011 — le premier trimestre de l'exercice fiscal 2011-2012. Or selon les statistiques officielles indiennes préliminaires, elle n'a été que de 5,3 % au 1^{er} trimestre 2012 — le quatrième trimestre de l'exercice fiscal 2011-2012 !

Cette chute est d'autant plus inquiétante qu'elle masque de fortes disparités au sein de l'économie indienne. Alors que le secteur des services a continué à enregistrer une croissance élevée de 8,0 % (quoiqu'en baisse) au 1^{er} trimestre 2012, celle du secteur agricole reste très faible (+ 1,7 %) tandis que l'industrie manufacturière a décliné de 0,3 % !

A titre de comparaison, et pour bien prendre la mesure de ce que représente le taux de croissance aujourd'hui négatif de l'industrie manufacturière indienne, notons que celle-ci avait enregistré une croissance de 7,6 % durant l'exercice fiscal 2010-2011 et de 2,5 % durant l'exercice fiscal 2011-2012. C'est dire la violence et l'ampleur de l'effondrement !⁶¹⁴

De toute évidence, le sévère ralentissement de l'économie indienne commence à inquiéter les pays impérialistes occidentaux. Au cours des derniers mois, ceux-ci n'ont pas manqué de tirer la sonnette d'alarme, face à « un monde des affaires » « ébranlé ».

Il faut dire qu'entre mai 2011 et mai 2012, la monnaie indienne s'est dépréciée de plus d'un quart de sa valeur par rapport au dollar américain. Cette dépréciation a naturellement de graves conséquences sur le renchérissement du coût des importations en dollar (à l'instar du pétrole dont l'Inde importe 80 % de sa consommation), de la flambée de la dette extérieure libellée en dollars, ou des capitaux étrangers pouvant être découragés par cet environnement instable, sans même parler de l'inflation qui n'est décidément pas prête de se modérer !

Aujourd'hui, les analystes bourgeois ne sont guères optimistes sur l'évolution de la situation économique à court terme du géant aux pieds d'argiles et n'attendent pas de miracles du gouvernement ou de la Banque centrale indienne. Pour eux, il s'agira « au mieux » de « ralentir un peu le rythme de la dépréciation », mais en aucun cas « d'inverser la situation ». ⁶¹⁵

De même, un article récent du *Monde* soulignait les inquiétantes contre-performances de l'économie indienne, le taux de croissance de 5,3 % enregistré par l'économie indienne au 1^{er} trimestre 2012 constituant « son plus faible score trimestriel depuis 2002-2003, quand les analystes s'attendaient à une progression de 6,1 % ».

L'article soulignait également le fort ralentissement du commerce de gros et de détail, signe d'essoufflement de la consommation intérieure, sans oublier une véritable fuite des capitaux étrangers — de l'ordre de huit à dix milliards de \$ US par mois : « A la fuite des capitaux, s'ajoute désormais la faiblesse du marché intérieur ».

En outre, comme si cela ne suffisait pas, l'Inde a enregistré au cours de son exercice clos le 30 mars 2012 un déficit budgétaire annuel très élevé. A 5,8 % du PIB, il est deux points plus élevé que le déficit escompté — pour une dette publique totale représentant aujourd'hui plus de 62 % du PIB, soit une proportion quadruple de celle de l'impérialisme chinois et voisine de celle des pays impérialistes en déclin il y a quelques années encore. Or les réserves de change du pays sont des plus limitées — moins de 300 milliards de \$ US —, et en baisse au cours des derniers mois !...

Enfin, le solde de la balance des paiements du pays est structurellement déficitaire depuis des années et la dévaluation de la roupie ne devrait pas contribuer à arranger cet état. C'est dans ces conditions que les agences de notation Fitch et Standard & Poor's ont récemment dégradé l'Inde, abaissant les perspectives du pays de « stables » à « négatives ».

En d'autres termes, les marges de manœuvre sont plus que limitées, pour ne pas dire inexistantes, à l'heure où la crise mondiale des dettes souveraines s'exacerbe.

Aussi, alors que la majorité de la population indienne vit toujours dans une pauvreté extrême, le gouvernement indien « paralys[é] par des dissensions internes et min[é] par des affaires de corruption » se voit obligé de « prendre des mesures d'austérité » qu'on aurait pu croire réservées aux pays impérialistes en déclin !...

Ainsi, afin de répercuter le surcoût des importations pétrolières induit par la dévaluation de la roupie, et sans aucun doute également afin de palier au

fait qu'il « a du mal à collecter des impôts », le gouvernement indien a décidé le 31 mai dernier d'une « hausse de près de 12 % des prix du pétrole à la pompe, provoquant un appel à la grève générale ». ⁶¹⁶

Pour ne rien arranger, l'Inde a récemment décroché un record dont ses élites se seraient bien passées : celui du plus grand black-out électrique de l'histoire. Le 30 juillet, une panne d'électricité massive priva d'électricité 300 millions d'habitants dans neuf Etats du nord de l'Inde. ⁶¹⁷

Le lendemain, une nouvelle panne encore plus massive priva d'électricité 670 millions d'habitants d'une vingtaine d'Etats, paralysant l'industrie, l'ensemble des réseaux de transports, et générant de très fortes perturbations en matière d'approvisionnement en eau. ⁶¹⁸

La raison fondamentale de ces deux pannes géantes est évidente : une capacité installée insuffisante (200 GW) combinée à un réseau de distribution « centralisé et vétuste » qui a été à l'origine de « ruptures d'approvisionnement en cascade ». L'Inde, dont le « système énergétique » est « à bout de souffle », souffre d'un déficit de production d'électricité structurel croissant — évalué à 10 % des besoins du pays et jusqu'à 25 % du besoin de certains Etats —, aboutissant à des coupures d'électricité quasi-quotidiennes. Ces deux black-out massifs constituent naturellement « un épisode très embarrassant » pour New-Delhi du fait qu'ils fournissent une parfaite illustration des « infrastructures défailtantes de l'Inde ». ⁶¹⁹

Que de contraste avec l'impérialisme chinois qui possède une solide base énergétique et investit aujourd'hui massivement dans un réseau de distribution électrique de pointe ! Il suffira de souligner qu'en juillet 2012, les centrales électriques chinoises ont généré 453,7 TWh alors que les échanges transrégionaux d'électricité se sont montés à seulement 18,2 TWh, soit 4,0 % de la production électrique. ⁶²⁰

Dans le sombre contexte économique actuel, des problèmes structurels aussi lourds ne contribueront naturellement pas à soigner le déficit d'image croissant de l'Inde.

Et ce n'est évidemment pas dans ces conditions que la "classe moyenne" indienne, dont les effectifs se montent à environ 70 millions de personnes, risque de voir ses rangs s'étoffer !... Réflexion faite, les élites bourgeoises indiennes ont décidément bien de la chance 1° de ne pas être dans le collimateur des pays impérialistes en déclin qui dans le cas contraire n'auraient pas hésité à souffler sur les braises, et 2° de bénéficier de l'héritage spirituel légué par une société de caste féodale qui continue à maintenir les larges masses du peuple indien dans une apathie séculaire.

Mais tout cela suffira-t-il à continuer de garantir la paix sociale aux exploités indigènes et étrangers ?

Rien n'est moins sûr alors que le principal parti de l'opposition indienne (Bharatiya Janata), un parti dont la popularité dépasse aujourd'hui celle de l'alliance au pouvoir, a récemment appelé le premier ministre indien à démissionner en raison d'une « énorme perte économique » de l'ordre de 185 milliards de roupies (soit 37 milliards de \$ US) provoquée par un appel d'offre gouvernemental déficient portant sur l'attribution des blocs de charbon.⁶²¹

De même, cet été a vu se déchaîner des violences interethniques majeures entre la tribu animiste des Bodos et les populations musulmanes arrivées du Bangladesh durant les années 1970 dans l'Etat indien de l'Assam. Alors que les premiers se sentent spoliés de leurs terres, les seconds s'organisent en groupes armés, las d'être considérés comme des sous-citoyens et des immigrés clandestins. A la fin du mois d'août, les violences interethniques perpétuées par les groupes armés des deux communautés avaient fait 80 morts et provoqué l'exode de 400 000 personnes.⁶²²

Au final, les autorités indiennes ont du recourir à la suspension de l'envoi en masse de textos, au blocage des sites internet jugés provocateurs et à l'envoi de l'armée et des unités paramilitaires pour tenter d'enrayer ces violences.⁶²³

Les plus hautes autorités du pays s'inquiètent aujourd'hui ouvertement que de telles violences ne contribuent un jour à la partition du pays. Pour le premier ministre indien, avec ces violences, c'est « **l'unité de l'Inde** » et son « **intégrité [territoriale]** » qui sont « **en jeu** ». ⁶²⁴

Comme on le voit, ces événements illustrent la grande fragilité de l'Etat multinational indien et ravivent le spectre d'une partition du pays, une perspective probable — pour ne pas dire certaine —, que nous avons déjà évoqué il y a deux ans.⁶²⁵

Comme on le voit, le contraste est saisissant avec la situation économique et sociale chinoise qui apparaît presque idyllique en comparaison !

Une industrie puissante et diversifiée, une montée en gamme technologique rapide, une agriculture robuste, une demande intérieure solide, des déficits budgétaires anecdotiques, de très confortables réserves de change, une cohésion nationale de plus en plus forte, etc.

Ce n'est pas pour rien si le yuan continue à s'apprécier face au dollar américain : 6,83 yuans par dollar en 2009, 6,77 yuans par dollar en 2010, 6,46 yuans par dollar en 2011 et 6,31 yuans par dollar en mai 2012.⁶²⁶

Il n'y a donc aucune surprise à ce que la croissance chinoise se soit tassée dans des proportions nettement moindres que celle de l'Inde. Après une hausse de son PIB de 10,4 %, la Chine a enregistré une hausse de 9,3 % en 2011.⁶²⁷

D'une année sur l'autre, la croissance du PIB chinois a donc décéléré de seulement un peu plus d'un point. Quant aux variations trimestrielles dont nous avons parlé auparavant, elles jouent elles aussi en faveur de l'impérialisme chinois. Au 1^{er} trimestre 2012, le secteur industriel chinois a enregistré une croissance réelle de 9,1 %, contre 7,5 % pour les services et 3,8 % pour l'agriculture.⁶²⁸ Rien de très inquiétant, donc.

Au 1^{er} semestre 2012, la Chine a vu son PIB augmenter de 7,8 % en glissement annuel à 22 710 milliards de yuans.⁶²⁹

L'augmentation du PIB chinois est d'ailleurs corrélée par l'augmentation significative de la consommation électrique du pays qui affiche une hausse de 5,5 % en glissement annuel au 1^{er} semestre 2012 à 2 380 TWh.⁶³⁰

Du fait des mesures de soutien sectorielles mises en œuvre par le gouvernement chinois dès l'hiver 2011, on peut s'attendre à ce que la baisse de la croissance chinoise soit enrayée dès le second semestre de cette année et retrouve ensuite un confortable rythme de croisière d'au moins 8 %. Une perspective dont sont d'ailleurs bien conscients les responsables chinois⁶³¹, mais aussi les pays impérialistes d'Occident dont les élites ont aujourd'hui bien compris que « la Chine n'est pas en perte de vitesse » et dispose « de marges de manœuvre pour relancer son économie ».⁶³²

S'il est vrai que la période de ralentissement de la croissance économique enregistrée au cours des derniers trimestres a eu un impact important sur l'économie du pays et donc sur les recettes budgétaires de l'impérialisme chinois, leur croissance reste tout de même confortable si on la compare avec celle des pays impérialistes en déclin. Au cours des sept premiers mois de l'année 2012, les revenus budgétaires de l'Etat chinois ont progressé de 11,6 % en glissement annuel à 7 450 milliards de yuans, alors qu'ils avaient enregistré une croissance de 30,5 % durant la même période de l'année 2011.⁶³³

D'autres indices illustrent également la forte résilience de l'économie chinoise, en dépit de la nette dégradation de l'environnement des affaires à l'échelle internationale. De janvier à juillet 2012, les entreprises d'Etat chinoises ont certes vu leurs bénéfices reculer de 13,2 % en glissement annuel à 1 200 milliards de yuans (soit 190,5 milliards de \$ US), mais leur chiffre d'affaires a en revanche augmenté de 10,4 % à 23 290 milliards de yuans.⁶³⁴

Au cours de la même période, la production industrielle chinoise a enregistré une croissance de 10,3 %.⁶³⁵

Toujours sur la période s'étendant de janvier à juillet 2012, le volume des ventes au détail en Chine a affiché une hausse de 14,2 % en glissement annuel à 11 450 milliards de yuans (11,3 % une fois l'inflation déduite).⁶³⁶

Pour la première fois depuis une décennie, les autorités chinoises s'attendent à ce que la contribution de la consommation domestique à la croissance du PIB dépasse celle de l'investissement. En 2012, « la consommation » devrait ainsi devenir « la première stimulation de la croissance économique ».⁶³⁷

En outre, comme nous l'avons déjà souligné, la croissance économique chinoise ne profite pas qu'aux plus hauts revenus ou même aux employés hautement qualifiés. Certes, les rangs de la bourgeoisie chinoise continuent à s'étoffer et leur fortune d'augmenter.

Selon le dernier *Hurun Wealth Report*, la Chine continentale comptait ainsi 1,02 million de chinois possédant une fortune personnelle excédant 10 millions de yuans à la fin de l'année 2011, un chiffre en hausse de 6,3 % en glissement annuel.⁶³⁸ Comme nous l'avons déjà souligné, il ne s'agit là que des très riches chinois recensés, qui ne constituent que la partie visible de l'iceberg.⁶³⁹ Selon le président de l'institut Hurun, la Chine pourrait aujourd'hui compter autour de 600 milliardaires en \$ US, soit la moitié de plus que les USA.⁶⁴⁰

Pourtant, à l'évidence, la politique de redistribution des autorités chinoises commence à porter ses fruits et l'impérialisme chinois forge aujourd'hui les premières chaînes dorées de son propre prolétariat, qui voit ses conditions de vie continuer à s'améliorer. En 2011, le salaire mensuel moyen des 158,6 millions d'ouvriers migrants chinois a augmenté de 21,2 % en glissement annuel à 2 049 yuans, soit 325 \$ US.⁶⁴¹

En outre, cette amélioration ne se compte pas uniquement en termes de hausse du niveau des salaires. A l'automne 2011, les programmes fondamentaux de l'assurance maladie chinoise couvraient 1,28 milliard de chinois, soit 95,5 % de la population du pays.⁶⁴²

Rappelons qu'en 2005 le réseau chinois de sécurité sociale ne couvrait que 345 millions de personnes.⁶⁴³ L'impérialisme chinois ne compte naturellement pas s'arrêter en si bon chemin, bien conscient du fait que l'extension de ces programmes contribue au même titre que la hausse des salaires réels, à consolider la stabilité sociale.⁶⁴⁴

Pour l'impérialisme chinois, l'extension de son système d'assurance maladie peut avoir un autre effet collatéral bénéfique non négligeable, à savoir le fait de contribuer — à l'instar du perfectionnement des régimes de retraite —, à la baisse de l'épargne de précaution qui mobilise aujourd'hui encore une importante fraction du revenu du prolétariat chinois.

Il s'agit donc à l'évidence d'un important levier pour promouvoir une croissance encore plus rapide du marché de la consommation domestique, un but auquel tient particulièrement l'impérialisme chinois.

Les autorités chinoises aspirent en effet à voir la structure sociale de la Chine prendre la forme d'une « olive » dont le principal constituant serait les « classes moyennes ». Pour l'impérialisme chinois ces dernières constituent « le "stabilisateur" de la société » du fait qu'elles « se dévouent à leur profession et à leur carrière », « travaillent avec ardeur » et possèdent une forte « capacité consommatrice », qui garantissent une société « harmonieuse et stable ». ⁶⁴⁵

Aujourd'hui, les élites chinoises sont plus que jamais confiantes dans leur avenir, car conscientes de disposer de multiples leviers à actionner selon les circonstances pour compenser les prochaines secousses économiques qui accompagneront la décomposition multiforme de ses concurrents.

A la veille des célébrations du 63^{ème} anniversaire de la fondation de la RPC, la presse officielle chinoise fêta ainsi le « **grand voyage [entamé par le PCC] pour le renouveau de la nation** », un voyage qui « **mène la Chine vers la prospérité** ». ⁶⁴⁶

De toute évidence, l'impérialisme chinois a parfaitement compris l'utilité et la nécessité de forger des chaînes dorées à son propre prolétariat dès lors que la montée en gamme industrielle le permet, qu'il s'agisse des bénéfices en termes de stabilité sociale ou de l'accès à une position privilégiée au sein d'une nouvelle division internationale du travail, puis de la consolidation de cette position.

Alors que chaque année qui passe voit les rangs de la "classe moyenne" chinoise se gonfler de dizaines de millions de prolétaires, c'est aujourd'hui tout naturellement avec une confiance et une ambition non dissimulées que l'impérialisme chinois envisage son avenir. Comme on le voit, les autorités chinoises ont toutes les raisons de rester "insolemment" optimistes, au contraire de leurs homologues des pays impérialistes en déclin.

Au début de l'année 2012, le rapport préparatoire du Forum économique mondial de Davos s'inquiétait de la flambée des inégalités dans un contexte de « malaise social » grandissant et de « précarité des finances publiques ».

Il s'alarmait de voir la crise économique semer les « **germes de la dystopie** » et la montée du « nationalisme » ainsi que du « protectionnisme » aboutir à un « recul du processus de mondialisation ». « **Pour la première fois depuis des générations, les gens ne croient plus que leurs enfants auront une vie meilleure que la leur** », remarque le rapport qui va jusqu'à envisager « **le futur incertain du capitalisme** ». ⁶⁴⁷

Mais la palme du pessimisme revient sans conteste à Jean-Pierre Mustier. Aujourd'hui chez Unicredit, l'ancien Directeur général adjoint de la Société Générale a été en charge de la banque de financement et d'investissement de 2003 à 2009.

A l'occasion d'un colloque qui s'est tenu le 30 novembre 2011 à l'Ecole Nationale Supérieure des Mines et portant sur les rémunérations et les bonus dans les banques, il a « stupéfait », « médusé » — et sans aucun doute terrorisé — son auditoire en évoquant la gravité des conséquences de « la crise financière ».

Pour lui, il faut « parler des vrais sujets », à savoir le fait que « **notre monde pourrait disparaître** » à (très) brève échéance en l'absence d'un tournant majeur de « l'industrie bancaire ». Celle-ci a en effet longtemps « dégagé des taux de rentabilité trop importants », une situation « intenable » qui conduit à la « mort » des « autres acteurs de l'économie ». Jean-Pierre Mustier, qui s'inquiète de voir triompher le « chacun pour soi » à l'échelle internationale, s'alarme surtout des conséquences sociales de cette asphyxie, à savoir le risque d'assister à un nouveau « 1789 ».

« **C'est Armageddon. (...) Nous sommes tout près d'une grande révolution sociale** ». ⁶⁴⁸

Alors qu'elles sont fragilisées en leur sein comme à l'international, les élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin sont de plus en plus tentées de se lancer dans des actions aussi agressives qu'aventureuses afin de tenter de mettre un terme — ou tout au moins de freiner —, leur inexorable descente aux enfers. Prises dans un cyclone économique, politique et social duquel elles ne savent pas comment s'extraire, elles se livrent aujourd'hui aux actions les plus désespérées afin de tenter de faire tourner à rebours la roue de l'Histoire.

Parmi ces actions figurent évidemment la tentation coloniale, mais aussi les mises à l'épreuve répétées de leur principal concurrent, l'impérialisme chinois.

Frictions inter-impérialistes : la réponse du berger à la bergère...

Avec le retour de la crise économique au premier plan et les secousses sociales qui ont secoué le Moyen-Orient — des secousses dont nous parlerons plus en détails ensuite —, les pays impérialistes en déclin ont souvent rechigné à s'engager dans des confrontations politiques et diplomatiques directes d'envergure avec l'impérialisme chinois. Ces escarmouches n'ont certes pas disparu, mais elles sont la plupart du temps passées au second plan.

Au premier semestre 2012, le contentieux des terres rares a été porté devant l'OMC par les USA, l'UE et le Japon qui souhaitaient une annulation des quotas d'exportation chinois.⁶⁴⁹

Il faut dire que le renforcement de la réglementation, la multiplication des contrôles sur les exploitations illégales de terres rares ainsi que la stagnation des quotas d'exportation a fait quadrupler le prix des terres rares en 2011.⁶⁵⁰

Et cela ne devrait pas fondamentalement changer en 2012, puisque les autorités chinoises ont fixé les quotas d'exportation pour toute l'année 2012 à moins de 31 000 tonnes, un chiffre en hausse de 2,7 % en glissement annuel.⁶⁵¹

L'impérialisme chinois est évidemment déterminé à ne pas se laisser faire et à résister aux pressions de ses concurrents qui souhaitent « pouvoir toujours obtenir des terres rares à un prix très bas ». Loin de céder, l'impérialisme chinois leur a suggéré d'« explore[r] (...) leurs propres ressources de terres rares, plutôt que d'exiger de la Chine d'assumer continuellement la fourniture globale », menaçant même d'« élaborer une loi » visant « à restreindre l'exploration abusive de terres rares qui pollue gravement l'environnement ».⁶⁵²

L'impérialisme chinois poursuit aujourd'hui ses efforts pour accélérer la consolidation de son secteur des terres rares et aboutir à la création de deux ou trois grandes sociétés se partageant l'ensemble du marché. Il sait en effet que son monopole ne sera pas éternel : des mines ouvriront certainement en Australie, aux USA, en Russie et même chez certains de ses voisins qui — à l'instar de la RPDC dont le territoire montagneux regorge de minéraux divers —, se lanceront dans l'exploitation de ces minéraux dont l'importance est devenue aussi lucrative que stratégique.⁶⁵³

Mais en attendant ce jour, l'impérialisme chinois continuera pendant quelques années encore à jouir des avantages conférés par son monopole sur la production de terres rares.

Une chose est en tout cas certaine : l'impérialisme chinois ayant de solides arguments pour justifier le renforcement de son contrôle sur les exportations de terres rares, il sera très difficile à l'OMC de condamner le pays, et même si c'était le cas, il est peu probable que Pékin se résoudrait à céder.⁶⁵⁴

C'est certainement pourquoi le Japon a décidé parallèlement de se lancer dans la production de terres rares au Kazakhstan tout en cherchant à diminuer l'utilisation industrielle de ces éléments.⁶⁵⁵

Les passes d'armes sino-occidentales ont été encore plus anecdotiques sur d'autres dossiers.

Au cours des derniers mois, les médias des pays impérialistes en déclin se sont ainsi contentés d'assurer le service minimum quand le chef des Tibétains en exil, soucieux de dénoncer « la répression de plus en plus féroce des autorités chinoises après plus de 60 ans de présence au Tibet », a prétendu vouloir se faire « faire l'écho » et « amplifier » les voix d'une poignée de moines tibétains fidèles à la cause du Dalaï-lama qui se sont immolés par le feu.⁶⁵⁶ En dépit de leur persistance, ces immolations n'ont pas provoqué d'affrontements ethniques.⁶⁵⁷

De même, ils n'ont pas insisté autant qu'on aurait pu s'y attendre en ce qui concerne l'affaire Liu Xiaobo, ce qui n'empêcha pas le ministère chinois des Affaires étrangères de dénoncer la « brutale » « ingérence » de l'Occident « dans la souveraineté juridique chinoise », appelant notamment les USA « à cesser de s'ingérer dans les affaires intérieures chinoises sous prétexte de défendre les droits de l'Homme » et leur suggérant au passage de « se pencher davantage sur leurs propres problèmes en matière de droits de l'Homme ».⁶⁵⁸

Devant ce type de soutien ouvert visant soit à provoquer des conflits ethniques au Tibet, soit à encourager des troubles sociaux en Chine et des activités anti-gouvernementales, le ministre chinois des affaires étrangères ne manqua pas de critiquer les politiciens et la presse bourgeoise d'occident, incapables de faire autre chose que « plus de battage sur nos malheurs » et « des reproches constants ».⁶⁵⁹

Il faut dire que les médias des pays impérialistes en déclin ne pensent pas à dénoncer des manquements aux "droits de l'Homme" quand ils voient leurs propres citoyens en arriver au suicide, voir même à l'immolation par le feu, comme celle d'un commerçant grec surendetté en septembre 2011 ou de celles (beaucoup plus récentes) de plusieurs israéliens las de demander « davantage de justice sociale » à un gouvernement accusé de « de prendre aux pauvres pour donner aux riches »...⁶⁶⁰

A vrai dire, on n'a guère vu les médias bourgeois d'occident s'épancher sur ces actes de désespoir extrêmes qui témoignent cependant d'un fait indéniable qui commence à inquiéter sérieusement les politiciens bourgeois les plus intelligents : le risque grandissant d'explosion sociale induit par la paupérisation massive et croissante de masses petite-bourgeoises longtemps privilégiées et qui, à l'instar des récentes manifestations de masse d'indignés espagnols, « se rebiffent » aujourd'hui contre une « rigueur drastique » « imposée » à un moment où l'économie « s'enfonce dans la récession ».⁶⁶¹

A l'instar de celle de Martin Schulz, président du Parlement européen, des voix s'élèvent aujourd'hui pour « **[mettre] en garde contre une contagion de la colère des jeunes, grandes victimes du chômage en Europe** ». Ce que craint Martin Schulz, que le « malaise social » n'enfle et s'étende, avec à la clef la « **menace** » d'« **une explosion sociale** ».⁶⁶²

Cette parenthèse étant close, revenons-en aux "petits incidents" qui ont récemment ponctué les relations inter-impérialistes.

Les derniers mois ont également été assez calmes en ce qui concerne la RPDC, en dépit d'une actualité chargée : la mort de son dirigeant historique Kim Jong-il à la fin de l'année 2011⁶⁶³, une tentative (échouée) de lancement satellitaire au printemps 2012 qui n'entamera cependant en rien la détermination de Pyongyang à poursuivre sa marche à l'espace⁶⁶⁴ ainsi que son programme nucléaire qui devrait conduire prochainement à la mise en service d'un réacteur nucléaire d'une puissance d'au moins 25 MW.⁶⁶⁵

Les faibles espoirs occidentaux de voir la nouvelle figure du régime de Pyongyang entamer une "détente" ont rapidement été douchés. A l'occasion des récentes manœuvres militaires conjointes américano-sud-coréennes, Kim Jong Un a ainsi juré de « riposter promptement par des coups meurtriers » et de « lancer une contre-attaque générale pour réaliser la réunification nationale » si les « ennemis » tentaient de violer la souveraineté territoriale de la RPDC.⁶⁶⁶

Sur tous ces dossiers, le soutien de l'impérialisme chinois a naturellement été sans faille si bien que l'ingérence des pays impérialistes en déclin s'est limitée aux traditionnels aboiements... Ainsi, on n'a pas atteint des tensions comparables à celles provoquées par le bidonnage du naufrage de la corvette sud-coréenne Cheonan deux ans auparavant.⁶⁶⁷

Ces derniers temps, on a par contre assisté à des frictions territoriales assez vives entre l'impérialisme chinois et l'impérialisme japonais autour des îles Diaoyu.⁶⁶⁸

Mais l'impérialisme chinois est naturellement apparu inflexible, affirmant notamment qu'il « continuera de préserver avec détermination la souveraineté des îles Diaoyu » et ne permettrait « à personne d'acheter ou de vendre ce territoire sacré de la Chine ». ⁶⁶⁹ Une position encore récemment réaffirmée. ⁶⁷⁰

« Les îles Diaoyu font partie intégrante du territoire chinois, et le gouvernement et le peuple chinois ne feront absolument aucune concession sur les questions concernant la souveraineté et l'intégrité territoriale de la Chine », a dernièrement réaffirmé le Premier ministre chinois. ⁶⁷¹

Tout au long des dernières semaines, le bras de fer autour des îles Diaoyu s'est poursuivi, notamment au travers de l'arrestation d'activistes chinois ayant débarqué sur les îles Diaoyu et au travers d'un contre-débarquement de nationalistes japonais et de manifestations antijaponaises dans plusieurs villes chinoises. ⁶⁷²

Il est évidemment difficile de ne pas voir la main invisible de Washington derrière l'exacerbation de ces contentieux territoriaux. D'abord en décidant de rétrocéder en 1971 au Japon ces territoires au moment de la restitution d'Okinawa, plutôt qu'à la Chine auxquels ils avaient été arrachés au cours de la guerre sino-japonaise de 1894-1895. Ensuite en indiquant que la question des îles Diaoyu entrait dans le cadre d'un traité de sécurité et de coopération entre Washington et Tokyo, reconnaissant de ce fait la légitimité de la colonisation japonaise. Enfin, en lançant dernièrement un exercice militaire sino-américain conjoint visant à s'entraîner à un scénario de reprise des îles Diaoyu suite à une occupation par des « troupes ennemies »... ⁶⁷³

Comme on le voit, l'impérialisme américain souffle sur les braises nationalistes afin de semer la discorde entre la Chine et le Japon dans le but évident de saboter ou tout au moins de retarder leur rapprochement économique. Cela n'a naturellement pas échappé à l'impérialisme chinois qui tout en réaffirmant de façon inflexible sa souveraineté sur les îles Diaoyu, a relativement ménagé la susceptibilité de l'impérialisme japonais et tenu l'impérialisme américain pour principal responsable, estimant « **que ce sont les Etats-Unis qui ont d'abord semé les graines du contentieux sur ces îles entre la Chine et le Japon il y a plusieurs décennies** ». ⁶⁷⁴

Si l'impérialisme chinois est resté mesuré dans cette affaire et n'a pas trop violemment pris à partie le gouvernement japonais, c'est parce qu'il a eu l'occasion de remarquer que le premier ministre japonais et son gouvernement avaient également fait des efforts pour tenter de désamorcer la crise, en restant d'abord « de marbre face aux clameurs des

droitistes, emmenés par le Gouverneur de Tokyo » qui projetait de racheter les îles, en libérant ensuite rapidement et sans condition les activistes chinois arrêtés, enfin dernièrement encore en proclamant qu'« il ne permettra à aucun citoyen [japonais] de débarquer sur ces îles disputées, afin de maintenir la stabilité de la région ». ⁶⁷⁵

De même, la presse officielle chinoise a récemment cherché à jouer l'apaisement alors que de nombreux manifestants chinois appelaient « au boycott des produits japonais, en réponse à l'occupation illégale de ces îles par le Japon ». Pour le *Quotidien du Peuple*, une telle solution serait d'abord aujourd'hui difficilement applicable dans la mesure où le Japon occupe « une position stratégique en tant que fournisseur majeur de produits intermédiaires et d'équipements de fabrication » pour l'industrie manufacturière chinoise. Pour cette dernière, il serait aujourd'hui difficile de « trouver des substituts ». La Chine ne pourra « boycotter les produits japonais » que si elle « accélère le développement de son secteur de la fabrication avancée ».

Outre un impact actuel limité et même potentiellement dommageable à l'industrie chinoise, le *Quotidien du Peuple* craint que la mise en place d'un tel boycott comme mesure de rétorsion ne fasse en définitive les affaires du principal rival de la Chine, les USA, qui pourraient profiter de cette division pour continuer à pouvoir dominer la région et le monde.

« Nous devrions réfléchir davantage pour mieux comprendre la complexité de la concurrence mondiale, en particulier dans cette région de l'Asie du Nord-Est, où sont impliquées quatre grandes puissances mondiales, les Etats-Unis, la Chine, la Russie et le Japon. Aggraver une dispute entre deux d'entre elles quelles qu'elles soient ne profiterait qu'aux autres, en particulier à celle qui a des ambitions hégémoniques ». ⁶⁷⁶

C'est sans aucun doute dans le but d'éviter ce scénario que le président chinois et le premier ministre japonais s'étaient entretenus au début du mois de septembre 2012. ⁶⁷⁷ Un entretien qui n'a cependant pas empêché le gouvernement japonais de racheter aussitôt après les îles disputées à la famille Kurihara, qualifiée par la partie nippone de « propriétaire privé » de ces îles, une transaction que le Ministère chinois des Affaires étrangères s'empressa naturellement de qualifier d'« illégale et dénuée de toute validité ». ⁶⁷⁸

Le même jour, deux navires de patrouille chinois atteignirent les eaux des îles Diaoyu « pour réaffirmer la souveraineté du pays ». ⁶⁷⁹ Dans la foulée, les autorités chinoises annoncèrent que la Chine mènerait désormais « des patrouilles de routine au large des îles Diaoyu ». ⁶⁸⁰ Des patrouilles qui se poursuivent encore aujourd'hui. ⁶⁸¹

Les jours qui suivirent le "rachat" japonais virent des manifestations antijaponaises fleurir dans de nombreuses villes chinoises.⁶⁸² La journée du 15 septembre notamment vit des manifestations de masse se tenir dans une douzaine de grandes villes chinoises.

A Shanghai comme partout ailleurs, des banderoles au vitriol sur lesquelles on pouvait lire des slogans comme « A mort l'impérialisme japonais ! » ou « Diables japonais, dehors ! ». « Nous haïssons le Japon. (...) Le Japon a envahi la Chine et tué de nombreux chinois. Nous ne l'oublierons jamais », commenta pour sa part un travailleur migrant venu manifester et interrogé par *Reuters*. Ces protestations ne se contentèrent pas de mots, aussi violents furent-ils : à Xi'an, des manifestants brûlèrent le drapeau japonais tandis qu'à Changsha, les manifestants prirent pour cible un centre commercial japonais. Enfin, à Pékin, des milliers de manifestants en colère tenus à distance par la police chinoise prirent pour cible l'ambassade du Japon, lançant vers elle des pierres et des œufs.⁶⁸³

Ces manifestations de masse ne tardèrent pas à contraindre de nombreux monopoles japonais implantés en Chine à y réduire temporairement, mais parfois drastiquement leurs activités, craignant pour la sécurité après plusieurs attaques incendiaires perpétrées contre des usines japonaises. C'est ainsi qu'une semaine après l'"achat" des îles Diaoyu, Toyota, Honda, Nissan, Sony, Casio ou Panasonic avaient considérablement ralenti la cadence de production de leurs usines et en avaient même fermé certaines.⁶⁸⁴

« L'"achat" des îles Diaoyu par le gouvernement japonais aura inévitablement un impact négatif sur les relations économiques et commerciales entre la Chine et le Japon », avait déclaré quelques jours auparavant le vice-ministre chinois du Commerce. Il est évidemment hors question pour les autorités chinoises de rompre leurs relations commerciales avec le Japon, mais un boycott partiel de certains produits japonais par la population chinoise semble aujourd'hui inévitable.

« Si les consommateurs chinois expriment, de manière raisonnable, leur position et opinion contre la violation japonaise de la souveraineté territoriale chinoise, je pense que cela fait partie de leur droit et est compréhensible ». ⁶⁸⁵

Notons au passage qu'il est jusqu'au moteur de recherche chinois Baidu qui a pris position dans cette affaire. Ce dernier a en effet pour habitude, à l'instar de son concurrent d'afficher un thème de l'actualité du jour dans le logo de sa page d'accueil. Baidu en a fait de même avec les îles Diaoyu, le mot mandarin désignant les îles Diaoyu étant très proche du son « du » de « Baidu ». ⁶⁸⁶

Comme l'illustre la capture d'écran ci-après, il n'y a pas que Google qui sache se politiser quand c'est nécessaire !...



Aujourd'hui, le conflit autour des îles Diaoyu jette un sérieux coup de froid dans les relations sino-japonaises alors que les deux pays s'apprêtaient à célébrer le quarantième anniversaire de la normalisation de leurs relations diplomatiques.⁶⁸⁷ Au contraire, ce conflit fournit aux dirigeants taïwanais et chinois l'occasion de faire front commun sur cette question.

Au lendemain de l'appel lancé par le ministère chinois des Affaires étrangères à l'adresse des « compatriotes à travers le détroit de Taiwan » pour « s'unir » afin de « sauvegarder conjointement les intérêts fondamentaux de la Nation chinoise », une flottille d'une quarantaine de bateaux de pêche taïwanais escortés par huit navires des garde-côtes taïwanais arriva au large des îles contestées. Cette incursion dans les eaux territoriales revendiquées par le Japon donna lieu à un affrontement par canons à eau entre les navires de garde-côtes taïwanais et japonais.⁶⁸⁸

Selon le *Quotidien du Peuple*, le conflit territorial sino-japonais autour des îles Diaoyu « jette une ombre sur le commerce sino-japonais, dont le tourisme et les ventes de produits japonais sont d'ores et déjà fortement touchés ». Le quotidien chinois avertit en outre aujourd'hui que « **la Chine répondra de front si le gouvernement japonais persiste à la défier** » et qu'elle pourrait se voir contrainte d'adopter des « sanctions économiques ».

« Les provocations du Japon concernant les îles Diaoyu pourraient mener à sa propre perte en cas de sanctions économiques. (...) Est-ce que le Japon préfère perdre dix ans, voire même revenir 20 ans en arrière ? (...) Une guerre économique portera atteinte aux deux pays, mais la Chine a la volonté et la tolérance d'en assumer les conséquences qui seront plus désastreuses pour le Japon ». ⁶⁸⁹

Comme on le voit, l'"achat" des îles Diaoyu par le gouvernement japonais, que le vice-président chinois a dernièrement qualifié de « farce », a mis le feu aux poudres.⁶⁹⁰

Notons au passage qu'en dépit d'apparences trompeuses, le gouvernement japonais n'a vraisemblablement acheté et nationalisé ces îles disputées que dans le but d'éviter que les droitiers japonais emmenés par le gouverneur de Tokyo ne s'en emparent, ce qui aurait été perçu comme une provocation encore plus grande en Chine. De l'autre côté, le gouvernement japonais ne semblait pas non plus en mesure de capituler trop ouvertement face aux exigences de Pékin. Le premier ministre japonais est en effet considérablement fragilisé au point qu'il a même récemment été la cible d'une motion de censure visant à dissoudre le Parlement et à convoquer des élections générales.⁶⁹¹

Dans ce contexte complexe, les autorités chinoises ont longtemps à jongler entre une volonté de jouer l'apaisement en tentant de canaliser la colère et le fort sentiment populaire antijaponais via des patrouilles autour des îles disputées. Pour le reste, l'impérialisme chinois n'a pas la moindre envie de voir la situation s'envenimer encore davantage, comme l'illustre l'appel lancé le 14 septembre dernier par le vice-ministre chinois des Affaires étrangères.

« Les pays asiatiques doivent coordonner leurs efforts pour faire de l'Asie un continent harmonieux dans l'intérêt de tous les pays, avec une paix durable et une prospérité commune ».⁶⁹²

La patience de l'impérialisme chinois a toutefois ses limites, et la fin du mois de septembre a vu les officiels chinois tenir des propos de plus en plus durs à l'égard du gouvernement japonais.

Ainsi, après que le premier ministre japonais eût déclaré que les îles Diaoyu faisaient « partie intégrante du territoire japonais au regard de son histoire et du droit international », le ministère chinois des Affaires étrangères rappela que ces îles faisaient partie du territoire chinois depuis l'antiquité et avaient été arrachées à la Chine par le Japon en 1895, en même temps que l'île de Taïwan.

Or, comme le souligna le ministère chinois des Affaires étrangères, en acceptant la Déclaration du Caire et la Proclamation de Potsdam au cours de sa reddition, le Japon s'est engagé à restituer tous les territoires conquis. Pour l'impérialisme chinois, ces actes sont une insulte aux « souffrances » et aux « énormes sacrifices » du peuple chinois et témoignent de l'incapacité du gouvernement japonais « à se repentir et à condamner l'histoire de l'invasion militaire japonaise ».⁶⁹³

A l'instar de son homologue japonais, le gouvernement chinois doit en effet composer avec ses propres contraintes internes, et en particulier l'existence d'un fort sentiment populaire antijaponais nourri par l'histoire récente de la colonisation japonaise. Cette contrainte interne chinoise apparaît cependant comme bien secondaire au regard du dilemme qu'a du affronter le gouvernement japonais de Yoshihiko Noda sur la question de savoir s'il fallait ou pas nationaliser les îles Diaoyu !...

Pour l'impérialisme chinois, les frictions territoriales autour des îles Diaoyu ne peuvent en effet que contribuer à rejeter encore un peu plus les contradictions sociales de la société chinoise à l'arrière plan en renforçant le ciment de l'unité nationale. Elles ne peuvent également que légitimer la nécessité de poursuivre l'édification d'une armée forte.

Le dernier mot de l'impérialisme chinois dans cette affaire de contentieux territorial est indéniablement le renforcement continu de ses capacités de surveillance et d'intervention côtières et maritimes. Le quotidien *China Daily* a annoncé dernièrement que la Chine améliorerait « de manière considérable » ses capacités de surveillance maritimes en lançant huit satellites spécifiquement dédiés à cette tâche d'ici 2020.⁶⁹⁴ Parallèlement, les autorités chinoises ont également annoncé le déploiement de drones le long des côtes chinoises, via la construction de 11 bases de drones, afin de « mener une surveillance maritime par télédétection ».⁶⁹⁵

Il faut dire que les cercles dirigeants chinois sont bien conscients du fait que le contentieux territorial autour des îles Diaoyu « **ne pourra être résolu à l'avantage de Pékin** » que lorsque la Chine sera devenue « **une véritable puissance mondiale, aussi bien sur le plan économique que politique** » et sera parvenue à « **modifier le rapport de force [militaire] entre les deux pays** ».⁶⁹⁶ Ceci sous-entend naturellement le refoulement de la marine américaine en dehors de la région Asie-Pacifique, et pour cela, l'impérialisme chinois doit posséder une marine capable de la surclasser.

Comme on va le voir un peu plus loin, c'est naturellement ce à quoi s'emploie aujourd'hui activement l'impérialisme chinois et qui commence à donner des sueurs froides à Washington.

La fin du mois de juillet 2012 a ainsi vu le lancement d'un navire de patrouille maritime chinois flambant neuf, le Haixun 01, qui est aujourd'hui le plus grand et plus moderne navire de patrouille du pays. Possédant un déplacement de 5 000 tonnes — équivalent à celui d'une frégate —, et disposant d'une autonomie de 10 000 miles nautiques, il « contribuera à renforcer la sécurité maritime du pays, à protéger l'environnement maritime et à sauvegarder la souveraineté nationale ».⁶⁹⁷

Outre une flottille de petits navires, la Chine possédait auparavant deux grands navires de patrouille maritime, le Haixun 11 et le Haixun 31. Lancés en 2005 et 2010, ils possèdent un déplacement de 3 000 tonnes pour une autonomie de 6 000 miles nautiques.

Notons au passage qu'en dépit de ces différents territoriaux et du rôle de trouble-fête endossé par les USA dans la région comme au cours du dernier sommet Asie-Pacifique⁶⁹⁸, l'approfondissement des relations économiques sino-japonaises s'est poursuivi. L'automne 2011 a ainsi vu la tenue d'un nouveau sommet sino-nippo-sud-coréen dédié à la coopération tripartite. Ces négociations se sont poursuivies au premier semestre 2012.⁶⁹⁹

Preuve que de telles discussions ne sont pas des paroles en l'air et traduisent une réelle volonté de s'affranchir de l'oppressante tutelle américaine — progressivement cela va s'en dire —, le Japon et la Chine ont démarré les transactions directes yen-yuan le 1^{er} juin 2012.⁷⁰⁰ Une façon d'« échapper au piège du Dollar », qu'il s'agisse des coûts de transaction ou des risques de taux de change.⁷⁰¹ Tout un symbole à l'heure où « Pékin accélère l'internationalisation du renminbi ».⁷⁰²

De même, alors que Séoul a vu sa croissance économique ralentir sévèrement au deuxième trimestre 2012 à +0,3 %, soit le tiers de celle enregistrée au trimestre précédent, les milieux d'affaires sud-coréens sont plus que jamais conscient de la nécessité de voir « **les négociations en cours sur un accord de libre-échange avec la Chine** » « **être conclues très rapidement** », dans le but non dissimulé de permettre « aux entreprises sud-coréennes de mieux exploiter les opportunités de ce marché ».⁷⁰³

Cette parenthèse étant close, il est important de souligner que le renforcement des capacités chinoises de surveillance et de patrouille maritime ne se limite pas à des navires dont la mission première est la sécurité civile. Elle concerne en premier lieu la marine de guerre chinoise, et ce à un moment où les pays impérialistes en déclin, confrontés à de grandes contraintes budgétaires, apparaissent de plus en plus incapables de soutenir le rythme d'expansion de la marine chinoise.

Selon les deux derniers rapports publiés par l'Institut international de recherche pour la paix de Stockholm (Sipri), les dépenses militaires mondiales se sont nettement tassées en 2010 et 2011, enregistrant une quasi-stagnation par rapport à leur niveau de 2009, et marquant ainsi une rupture nette avec la croissance rapide enregistrée au cours de la décennie précédente.⁷⁰⁴

Comme le souligne le Sipri, « la crise semble peser avec retard sur les budgets militaires ».⁷⁰⁵

En effet, ce n'est qu'avec la montée en puissance de la crise de la dette souveraine que les élites d'un nombre croissant de pays impérialistes en déclin se sont résolues à freiner la hausse des dépenses militaires — comme aux USA où elles demeurent cependant à un niveau très élevé de plus de 5 % du PIB, ce dont témoigne la planche de graphes n° 8 —, voir même à les comprimer (comme en France, en Allemagne ou au Royaume-Uni).

Même l'impérialisme russe, aujourd'hui confronté à la dégradation budgétaire induite par la baisse des cours pétroliers, doit aujourd'hui revoir à la baisse les ambitions de sa « grande réforme militaire ». D'ici 2020, l'impérialisme russe devait consacrer 23 000 milliards de roubles — soit plus de 718 milliards de \$ US —, à la modernisation de son armée, essentiellement en vue du développement et de l'achat de nouvelles armes. Un programme de réarmement « sans précédent » qui selon Vladimir Poutine est « rendu indispensable », « par la politique conjointe des Etats-Unis et de l'Otan ».⁷⁰⁶

Mais on sait aujourd'hui que le ministre russe des Finances cherchera à réaliser 200 milliards de roubles de coupes dans ce programme (soit plus de 6 milliards de \$ US) au cours de la période 2013-2015.⁷⁰⁷

Pour bien prendre la mesure de ces chiffres, signalons que le budget russe de la Défense se montait à 750 milliards de roubles en 2011, soit 23 milliards de \$ US. En dépit de ces coupes budgétaires, le complexe militaro-industriel russe devrait donc profiter de ce programme de réarmement majeur, d'autant plus qu'il affiche de bonnes performances à l'export. En 2011, la Russie a exporté pour plus de 13 milliards de \$ d'armement (contre 6 milliards de \$ US en 2005). Les exportations russes d'armement ont atteint 6,5 milliards de \$ US au premier semestre 2012, en hausse de 14 % en glissement annuel.⁷⁰⁸

Une tendance à la baisse à laquelle ne se résolvent pas de gaité de cœur ni sans accident les pays impérialistes en déclin. Ainsi, en France, la Cour des comptes a évalué à au moins 4,1 milliards d'euros l'écart (à la hausse) par rapport aux dépenses prévues par la loi de programmation militaire d'ici fin 2013, à et à 15 milliards d'euros d'ici 2020. Il faut dire que l'impérialisme français, ne s'inquiète pas seulement de la bonne santé de ses marchands de canons, mais aussi du fait que « **les écarts entre les efforts de défense dans le monde** » ne conduisent à « **des ruptures technologiques et une évolution des rapports de puissance entre les Etats** ».⁷⁰⁹

De ce fait, comme nous l'avons déjà remarqué, les économies en matière de Défense sont davantage recherchées du côté des économies de personnel, que du côté de l'acquisition de nouveaux armements.

Ainsi, le secrétaire américain à la Défense a-t-il annoncé récemment une réduction notable des effectifs de l'armée de terre et du corps des Marines qui passeraient de 772 000 hommes en 2010 à 672 000 hommes en 2017, soit une baisse de 13 %.⁷¹⁰ Au Royaume-Uni, il est question d'une réduction encore plus importante, puisque ce sont les effectifs réguliers de l'ensemble de l'armée britannique qui passeront de 102 000 à 82 000 hommes d'ici 2020, soit une baisse de 20 %.⁷¹¹

Outre ces coupes dans les effectifs, les pays impérialistes en déclin disposent encore d'un autre levier pour rogner sur leur budget de la Défense sans risquer de trop diminuer leurs capacités de "projection", c'est-à-dire de nuire aux intérêts d'un dangereux et dynamique rival, alors que leur sphère d'influence se craquelle aujourd'hui de toutes parts. L'armée de l'air américaine a ainsi récemment annoncé « des coupes claires dans sa flotte de combat, de bombardement, de transport et de surveillance, drones compris ». Ce sont ainsi 280 avions jugés « anciens » ou « dont les coûts d'exploitation devenaient exorbitants » qui seront retirés du service d'ici les cinq prochaines années. Parmi eux, 102 avions d'attaque A-10 Thunderbolt II, 65 avions de transport C-130 et 18 drones de surveillance RQ-4 Global Hawk.⁷¹²

Dans ces conditions, le chiffre d'affaire des dix plus gros monopoles occidentaux de l'armement a pour le moment plutôt bien résisté à la crise, comme en témoigne le tableau ci-après.

Résultats des plus gros monopoles mondiaux de l'armement ⁷¹³ (en milliards de \$ US)					
Rang	Monopole	2009		2010	
		CA	Résultat	CA	Résultat
1	Lockheed Martin	33,4	3,0	35,7	2,9
3	Boeing	32,3	1,3	31,4	3,3
4	Northrop Grumman	27,0	1,7	28,2	2,1
5	General Dynamics	25,6	2,4	23,9	2,6
6	Raytheon	23,1	2,0	23,0	1,9
9	L-3 Communications	13,0	0,9	13,1	1,0
10	United Technologies	11,1	4,2	11,4	4,7
Total USA		165,5	15,5	166,6	18,5
2	BAE Systems	33,3	- 0,1	32,9	- 1,7
7	EADS	15,9	- 1,1	16,4	0,7
8	Finmeccanica	13,3	1,0	14,4	0,7
Total UE		62,5	- 0,1	63,7	- 0,2
Total général		228,0	15,3	230,3	18,3

On voit ici que le chiffre d'affaire cumulé de ces dix monopoles est passé de 228,0 à 230,3 milliards de \$ US au cours de la période 2009-2010. Dans le même temps, leurs bénéfices ont progressé de 15,3 à 18,3 milliards de \$ US. Parmi ces monopoles, sept sont américains, tandis que les trois autres sont européens (BAE Systems, EADS et Finmeccanica).

Cette distinction n'est pas de peu d'importance au vu des résultats (largement positifs) des premiers et (plutôt négatifs) des seconds.

Il faut dire qu'en ces temps de crise, alors que la croissance des dépenses militaires ralentit fortement dans les pays impérialistes en déclin, « tous se retrouvent en compétition sur les mêmes marchés où s'invitent aussi de nouveaux concurrents très actifs venus de Chine ou de Corée du Sud ». ⁷¹⁴

Naturellement, ce n'est pas la croissance du budget chinois de la Défense de l'année 2012 qui va apaiser les élites des pays impérialistes en déclin. Avec ses 670 milliards de yuans, soit plus de 106 milliards de \$ US, il enregistrera une croissance de 11,2 % en glissement annuel, c'est-à-dire pour la première fois depuis longtemps un taux bien supérieur à celui de la croissance économique escomptée (7,5 % en 2012). ⁷¹⁵

C'est dire que les élites chinoises ont décidé d'accélérer la mise à niveau de leur Défense en ces temps de troubles économiques, sociaux et politiques internationaux.

Les rapide montée en gamme de l'industrie chinoise et les avancées évidentes de l'impérialisme chinois en matière de Défense inquiètent au plus haut niveau ses concurrents, qu'il s'agisse de rupture des rapports de force internationaux "traditionnels" ou tout simplement d'une histoire basique de gros-sous, à savoir qui continuera à s'accaparer la plus grosse part du marché des exportations d'armement ?

La presse britannique voit ainsi dans le développement des « nouvelles dents du dragon » accompagnant la « rapide modernisation des forces armées chinoises » « la plus grande expansion militaire du monde ». ⁷¹⁶

Au printemps 2012, une ONG chinoise a publié son premier rapport annuel sur l'armée américaine en réponse « aux remarques irresponsables » contenues dans les rapports annuels du département américain de la Défense sur les développements militaires chinois. ⁷¹⁷

Dans son dernier rapport annuel, le Pentagone s'inquiète ouvertement de voir la Chine « lancer en 2012 son premier porte-avions » et poursuivre « la mise au point de son avion furtif J-20 et de son missile balistique antinavire dit "tueur de porte-avions", le DF-21D ».

Alors que « la Chine acquiert nombre de technologies occidentales dites à "double usage" », c'est-à-dire aussi bien civil que militaire, à l'instar « des transferts technologiques dans l'industrie aéronautique civile », le Pentagone s'alarme que cela n' « **apporte une contribution substantielle** » à l'amélioration de « **leur industrie de défense et à leur capacité de produire des versions chinoises de toute une série d'équipements militaires** ». ⁷¹⁸

Mais la palme de l'honnêteté revient à Michael Griffin, ancien administrateur de la NASA. Au cours d'une récente audition de la commission de contrôle de la NASA, il s'est exprimé dans les termes suivants :

« Les Chinois sont nos rivaux presque à égalité. Si nous ne sommes plus considérés comme le leader du monde, je suis très inquiet pour l'avenir des États-Unis ». ⁷¹⁹

Des appréciations évidemment partagées par les alliés traditionnels de Washington, à l'instar de l'impérialisme français lui aussi très inquiet des implications futures de la rapide montée en gamme de l'industrie chinoise.

« Au dernier Salon du Bourget, M. Sarkozy a répété son refus de voir la France devenir dans cinquante ans un "musée" à la "gloire passée" de son industrie aéronautique et spatiale. La menace est la même pour les fleurons du ferroviaire et du nucléaire ». ⁷²⁰

Qu'advient-il en effet de l'impérialisme américain (et de ses alliés), le jour où l'impérialisme chinois les aura dépassés en terme de développement technique et qu'ils ne seront plus en mesure de réprimer les pulsions non-alignées des bourgeoisies compradore du monde ?!

Ces inquiétudes sont compréhensibles, alors que la Chine fera voler son premier avion à réaction moyen courrier de plus de 150 sièges dans moins de deux ans et que le premier prototype du J-20 poursuit ses essais et a été rejoint au printemps 2012 par un second prototype... ⁷²¹

De même, au dernier salon aéronautique de Pékin, la Chine a exposé quelques-unes de ses réalisations récentes en matière de drones, à l'instar du drone d'attaque furtif WJ-600 et du drone d'attaque Wing-Loong (équivalent du drone Predator américain). ⁷²² L'industrie aéronautique chinoise civile et militaire continuent donc d'avancer à grands pas. ⁷²³

A l'évidence, l'impérialisme chinois a les moyens de ses ambitions dans le domaine aéronautique.

La Chine possède aujourd'hui en effet une quarantaine de souffleries, soit le plus grand nombre en Asie, dont 16 souffleries supersoniques (c'est-à-dire

capables d'opérer à des vitesses comprises entre mach 1 et mach 5) et 5 souffleries hypersoniques (c'est-à-dire capables d'opérer à des vitesses comprises entre mach 5 et mach 10).⁷²⁴

Des chasseurs modernes comme le J-20 ne sont pas les seuls programmes de Pékin qui a bien d'autres projets et cartes en mains. Avec la Chengdu Aircraft Corporation et la Shenyang Aircraft Corporation, l'impérialisme chinois possède deux acteurs majeurs de l'aviation de chasse qui ont chacun rapidement progressé au cours des deux dernières décennies.

La Chengdu Aircraft Corporation est à l'origine des chasseurs J-10, JF-17 Thunder et J-20. La Shenyang Aircraft Corporation n'est pas non plus en reste, avec le J-11, le J-15, le J-16 et le F-60. Des clichés publiés récemment sur le web prouvent que les essais en vol des deux derniers appareils ont d'ores et déjà débuté.

Le J-16 est une version lourdement modifiée du chasseur multirôle de quatrième génération J-11. Ces modifications, et en particulier l'emploi d'équipements de traque les plus modernes, feraient de lui un rival potentiel des appareils russes et américains les plus récents.⁷²⁵

A l'instar du J-20, le F-60 est un appareil de cinquième génération. Moins massif que le J-20, sa silhouette présente des similitudes avec celle du chasseur américain de cinquième génération F-35.⁷²⁶ Il pourrait dans le futur trouver sa place sur les porte-avions chinois...

Mais dans un premier temps, le premier porte-avions chinois opérera des chasseurs J-15, la version navalisée du J-11B. Doté d'une avionique moderne, ses performances en vol et son autonomie sont déjà très satisfaisantes. Le J-15 devrait ainsi posséder une distance franchissable de 3 000 kilomètres sans aucun réservoir auxiliaire quand le F18 américain a besoin de trois réservoirs auxiliaires pour atteindre la même autonomie.⁷²⁷

Dans ces conditions, devant l'évidente montée en puissance de la recherche chinoise en matière de chasseurs modernes, l'impérialisme russe commence à réviser sa politique en matière d'exportation d'armements modernes vers la Chine. Au début du mois de mars dernier, la revue d'affaires russe *Kommersant* avait ainsi révélé que la Russie et la Chine étaient sur le point de conclure la signature d'un contrat de 4 milliards de \$ US pour la livraison de 48 chasseurs multirôles Sukhoi Su-35...⁷²⁸

Sans aucun doute impressionné par les avancées chinoises récentes en matière de Défense — dont le lancement de l'ex-Varyag et les premiers vols d'essai du J-20 sont des symboles —, l'impérialisme russe a fini par se faire une raison !

Tout au long des derniers mois, le premier porte-avions chinois a poursuivi ses essais en mer.⁷²⁹ Un an après son lancement, il avait déjà mené une série d'une dizaine d'essais en mer.⁷³⁰ Au début de l'année 2012, les responsables chinois avaient annoncé qu'il entrerait très prochainement en service dans la marine chinoise — c'est-à-dire dès cette année, voire même dans le courant de l'été 2012.⁷³¹

Et effectivement, à la veille de la célébration de la fête nationale chinoise et au terme d'une cérémonie présidée par le président et le premier ministre chinois, le premier porte-avions chinois baptisé Liaoning entra en service actif dans la marine chinoise.⁷³²

Comme le remarqua le *Wall Street Journal*, le nom de Shi Lang, qui avait d'abord été pressenti, n'a finalement pas eu les faveurs de Pékin du fait qu'il aurait risqué d'envoyer « un mauvais signal » à Taïpei et ainsi de compromettre le réchauffement des relations trans-détroit.⁷³³ Soucieux de rassurer ses voisins, l'impérialisme chinois a ainsi opté pour un nom plus neutre, celui de la province chinoise qui a assuré la fin de la construction et la mise à niveau du porte-avions.

A l'occasion de l'entrée en service actif du Liaoning, les médias chinois ne manquèrent pas de réitérer la légitimité de la Chine à se doter de porte-avions afin de protéger son vaste littoral, de « sauvegarder ses intérêts nationaux en mer » et de jouer « un rôle constructif pour la paix mondiale et la stabilité régionale ». Par conséquent, « il est inutile de paniquer quant à savoir si la Chine est dotée d'un porte-avions ou combien elle en possède ».⁷³⁴

Deux jours plus tard, un article du journal hongkongais *Mingpao* relayé par *Le Quotidien du Peuple* révélait qu'un second porte-avions, le premier de construction 100 % chinoise, était presque achevé au point qu'il « pourrait être opérationnel avant la fin de l'année ».⁷³⁵

Pour l'impérialisme chinois, la mise en service de son premier porte-avions tombait à pic alors que « la Chine et le Japon, qui n'ont jamais vraiment soldé le lourd héritage d'une guerre d'invasion nippone particulièrement meurtrière (1937-1945), se livr[ai]ent un inquiétant bras de fer ».⁷³⁶

Aujourd'hui, à l'heure où l'impérialisme américain fait le forcing auprès de l'impérialisme japonais pour obtenir « une extension de leur bouclier antimissile dans la région Asie-Pacifique »⁷³⁷, les responsables chinois ne font pas mystère de leur volonté de construire plusieurs porte-avions, à l'instar du major-général Wang Haiyun qui a récemment insisté sur la nécessité de doter la marine chinoise d'au moins « **trois à cinq groupes de combat aéronavals modernes** » « **aussi rapidement que possible** », et ceci

afin d'être en mesure de « **briser la stratégie américo-japonaise de containment** ». ⁷³⁸

On sait également que la Chine travaille activement à la mise au point de catapultes magnétiques destinées à être installées sur ses futurs porte-avions à propulsion nucléaire. Un prototype chinois de catapulte magnétique long d'une centaine de mètres est d'ores et déjà à l'essai. ⁷³⁹

Outre ce premier porte-avions, l'impérialisme chinois a mis en service un nouveau type de navire dans sa marine au cours des dernières années, le transport de chalands de débarquement (LPD) de type 071 de classe Yuzhao. Long de 210 mètres pour un déplacement de 20 000 tonnes en charge, il possède une autonomie de 11 000 km. Il est doté pour sa propre défense d'un canon de 76 mm et d'un système de quatre batteries CIWS de type 730.

A l'instar des navires chinois modernes — tels les destroyers lance-missiles type 052C de classe Luyang-II —, le LPD de type 071 de classe Yuzhao est doté des technologies les plus avancées, et en premier lieu d'un radar tridimensionnel à balayage électronique de longue portée de détection et de poursuite automatique avancé. Le LPD de type 071 abrite dans sa soute 4 aéroglossiers de débarquements et peut opérer deux hélicoptères lourds ou quatre hélicoptères moyens de type Z-8 (version chinoise du Super Frelon) ou AC-313. Outre son équipage, ce navire peut convoier jusqu'à 800 marines, leur équipement ainsi qu'une vingtaine de véhicules blindés amphibie.

Notons au passage que l'impérialisme chinois possède aujourd'hui des véhicules blindés d'assaut amphibie modernes, tels le ZBD-05 et le ZTD-05 qui n'ont plus grand-chose à envier à ceux dont est doté le corps des marines américains. ⁷⁴⁰

De conception chinoise, le transport de chalands de débarquement de classe Yuzhao marque une rupture qualitative avec ses prédécesseurs — tels le transport de chalands de débarquement de type 072-III et ses 7 000 tonnes de déplacement —, et sa polyvalence le rapproche de celle des BPC de classe Mistral, dont il a d'ailleurs le tonnage.

Surtout, le LPD de type 071 semble ne rien n'avoir à envier aux LPD occidentaux les plus modernes, à l'instar des LPD de classe San Antonio dont le premier a été lancé en 2003 et dont l'impérialisme américain possède aujourd'hui neuf exemplaires. Le premier navire LPD de classe Yuzhao, le Kunlun Shan, a été lancé en décembre 2006 (numéro de coque 998). Il a été suivi en novembre 2010 par le Jinggang Shan (numéro de coque 999) et en septembre 2011 par le Changbai Shan (numéro de coque 989).

On sait qu'au moins deux autres navires de cette classe ont été commandés. Notons enfin que le coût unitaire du LPD chinois se monte à environ 300 millions de \$ US, soit moins d'un cinquième de celui d'un LPD de classe San Antonio, estimé à 1,7 milliard de \$ US.

Comme on s'en doute, l'impérialisme chinois ne compte pas s'arrêter là. Il travaille déjà à la construction d'une version chinoise du BPC de classe Mistral, le LHD de type 081, long de 211 mètres pour un déplacement de 22 000 tonnes. Doté d'une autonomie de l'ordre de 13 000 km, il sera capable d'opérer un groupe aérien hélicoptère (soit au moins une douzaine d'appareils) et de convoyer plus d'un millier de marines et leur matériel lourd.

La construction du premier navire de ce type a débuté et son entrée en service dans la marine chinoise est attendue pour 2014. On sait déjà qu'au moins trois de ces navires seront construits.

Aujourd'hui, les analystes occidentaux du secteur de la défense ne doutent pas du fait que la China Shipbuilding Industry Co. — qui est en charge de la construction de ce navire —, « **soit pleinement capable de construire le LHD, particulièrement après l'expérience gagnée par des constructeurs navals chinois avec la livraison de trois transporteurs de débarquement (LPD) Type 071 de classe Yuzhao de 20 000 tonnes** ». Ce nouveau bâtiment n'est évidemment pas sans alarmer les représentants de l'impérialisme américain qui jugent que ce navire pourrait « **radicalement changer le visage d'une attaque amphibie [chinoise] sur Taïwan** ». ⁷⁴¹

Naturellement, l'impérialisme américain ne s'inquiète pas des seules répercussions sur Taïwan, mais surtout du fait qu'il contribue grandement à bouleverser les rapports de force militaires dans toute la région Asie-Pacifique.

Une mutation déjà en cours, alors que l'impérialisme chinois ajoute chaque année son lot de navires modernes à sa flotte militaire, qu'il s'agisse de navires de surface ou de sous-marins, à l'instar des destroyers lance-missiles de type 052C de classe Luyang-II et des frégates multi-missions lance-missiles de type 054A de classe Jiangkai II.

Le premier destroyer type 052C avait été lancé en 2003. Long de 154 mètres pour un déplacement de 7 500 tonnes, il dispose d'une autonomie de 8 300 km et est armé d'un canon de 100 mm, de 48 missiles anti-aériens HQ-9 de longue portée (dont 36 à la proue et 12 au niveau du hangar), de huit missiles de croisière anti-navires Yingji-62 de 400 km de portée, de deux batteries CIWS (type 730) et dispose également d'armes anti-sous-marines et de contre-mesures.

La première frégate type 054A avait été lancée en 2006. Longue de 134 mètres pour un déplacement de 4 000 tonnes, elle dispose d'une autonomie de 6 700 km et possède un canon de 76 mm, 32 missiles anti-aériens HQ-16 de moyenne portée, huit missiles anti-navires YingJi-83 de 200 km de portée, deux batteries CIWS (type 730), sans oublier des armes anti-sous-marines et des contre-mesures.

Avant 2009, la Chine n'avait achevé la construction que de deux destroyers type 052C et quatre frégates type 054A. Elle possède aujourd'hui six destroyers type 052C et quinze frégates type 054A. Au moins trois autres destroyers et trois autres frégates sont aujourd'hui en construction.⁷⁴²

On a cependant récemment appris que les destroyers chinois aujourd'hui en construction ne seraient pas du type 052C et que cette classe ne comptera que six bâtiments. La raison ? Une modernisation majeure du destroyer chinois désignée type 052D !

Le nouveau bâtiment, dont au moins trois exemplaires en construction ont déjà été recensés, aura un gabarit équivalent à son prédécesseur. Son équipement sera par contre très différent. S'il embarque toujours le même système CIWS, il sera en revanche doté d'une motorisation plus puissante et d'un nouveau radar tridimensionnel à balayage électronique de longue portée de détection et de poursuite automatique avancé.

Notons au passage qu'en une décennie, l'impérialisme chinois a réalisé de considérables avancées en matière de détection radar, en dépit de l'embargo technologique occidental. Aujourd'hui, la technologie radar chinoise a de manière incontestable « rejoint le niveau international avancé ».⁷⁴³ Des experts militaires occidentaux estiment même que les nouveaux radars chinois n'auraient aucun problème à détecter les avions américains furtifs les plus modernes comme le F-35.⁷⁴⁴

Cette parenthèse étant close, revenons-en à la nouvelle classe de destroyers chinois. Outre un nouveau système de détection avancée, le type 052D sera équipé du nouveau canon naval chinois H/PJ-38 de 130 mm d'une longueur de 70 calibres, capable de tirer des obus à une vitesse de 40 coups par minute et à une distance de près de 30 km, mais aussi des missiles.⁷⁴⁵

Mais la modernisation la plus marquante du nouveau destroyer est sans aucun doute l'introduction d'un nouveau système VLS, c'est-à-dire dédié au lancement vertical de missiles. Le destroyer type 052D sera doté de 64 emplacements VLS universels, dont 32 à la proue et 32 autres à l'arrière du navire. Ce nouveau système VLS, appelé à devenir un standard dans l'APL, pourra tirer indifféremment des missiles antiaériens, anti-sous-marins, anti-navires et des missiles de croisière.

En d'autres termes, ce système VLS semble similaire à la référence en la matière, le VLS américain MK-41. Selon le type de missile, chaque emplacement VLS sera en mesure de tirer 1, 2 ou 4 missiles d'une longueur pouvant aller jusqu'à 9 mètres et d'un diamètre « sans précédent » de 85 cm. Ces dimensions permettent de tirer des missiles de grande taille, y compris des missiles anti-missiles et des missiles anti-satellites, faisant potentiellement du nouveau système VLS chinois « **le système VLS le plus avancé du monde** ». ⁷⁴⁶

Notons au passage que les avancées chinoises en termes de conception de sous-systèmes d'armements ultra-modernes devrait permettre à l'impérialisme chinois de disposer rapidement de navires capables d'égaliser voir de surclasser les performances des navires américains les plus modernes.

On sait ainsi que le premier porte-avions chinois est doté du nouveau CIWS de type 1030. Son canon est composé d'une dizaine de tubes de 30 mm qui lui permettent d'atteindre une cadence de tir voisine de 10 000 coups par minute, contre 5 800 coups par minute pour son prédécesseur doté de 7 tubes, le CWIS de type 730. ⁷⁴⁷

Le CIWS de type 1030 devrait être le dernier système de défense chinois à courte portée conventionnel. Le prochain CWIS chinois devrait en effet être architecturé autour d'une arme laser !...

En attendant, le nouveau sous-système VLS chinois constitue un choc majeur à lui seul, car il démontre la forte capacité de rattrapage et d'innovation de l'impérialisme chinois dans le domaine militaire.

Parmi les missiles qui seront tirés de la nouvelle plateforme VLS chinoise figurent les missiles anti-aériens HQ-9B dont les performances balistiques et la portée — aujourd'hui inconnues —, ont sans aucun doute été considérablement améliorées et pourraient se rapprocher de celles du système S-400 russe qui est aujourd'hui le plus avancé du monde avec une portée maximale de l'ordre de 250 km.

Enfin, les missiles de croisière anti-navires YingJi-62 sont abandonnés au profit de la version navalisée du missile de croisière CJ-10 dénommée DH-10 dont le nouveau destroyer chinois emporterait 16 exemplaires. On sait aujourd'hui peu de choses de ce missile entré en service dans l'APL en 2007, si ce n'est qu'il possède une capacité nucléaire et que sa portée est d'au moins 1 500 km mais pourrait atteindre voire même dépasser 3 000 km ! ⁷⁴⁸

A n'en pas douter, le destroyer type 052D ne manquera pas de faire cauchemarder Washington, alors même que les spéculations sur la prochaine classe de destroyers chinois ont commencé à circuler !

Ce dernier, connu sous l'appellation type 055D, bénéficiera d'un design mettant l'accent sur la furtivité et aura un déplacement de l'ordre de 10 000 tonnes, c'est-à-dire équivalent à celui d'un croiseur. Il pourrait faire son apparition à l'horizon 2016.

Alors que le navire de tête de la classe type 052D a été mis à l'eau cet été, un deuxième destroyer type 052D pourrait être lancé d'ici la fin de l'année 2012.⁷⁴⁹

Le lancement de cette nouvelle classe de navire de guerre n'a naturellement pas échappé à l'élite bourgeoise-compradore de Taïwan qui s'attend à voir le premier destroyer type 052D entrer en service dans l'APL en 2014. Mais selon le *Taipei Times*, ce premier navire pourrait rapidement être rejoint par d'autres.

« Selon des observateurs militaires chinois, il pourrait déjà y avoir une dizaine de destroyers type 052D en construction. Si cela est vrai, ceci serait une rupture avec les pratiques passées pour les constructeurs navals chinois, qui développent d'habitude une ou deux coques et lancent une série de tests avant le lancement de la fabrication en série. Les analystes ont spéculé que les ingénieurs chinois seraient suffisamment confiants dans les sous-systèmes utilisés sur le nouveau destroyer pour prendre le risque de son développement accéléré ».⁷⁵⁰

Comme l'a récemment souligné un article de la BBC, une dizaine de destroyers de type 052D — équivalents aux destroyers équipés du système de combat américain Aegis —, permettront à la Chine de surclasser n'importe quelle marine des pays de la région Asie-Pacifique en termes de défense anti-aérienne, qu'il s'agisse du Japon (dont la marine possède six destroyers Aegis) ou de la Corée du Sud (dotée de trois destroyers Aegis).⁷⁵¹ La force de frappe de l'impérialisme chinois restera cependant encore bien en retrait de celle de l'US Navy qui possède aujourd'hui une soixantaine de destroyers Aegis de classe Arleigh Burke et une vingtaine de croiseurs Aegis de classe Ticonderoga.

Notons au passage que face à cet afflux massif de bâtiments modernes, la marine chinoise commence à se délester de ses anciens bâtiments et à les céder à des pays amis. Ainsi, la Chine a décidé de céder deux frégates de type Jianghu I mises en service au début des années 1980 à la Birmanie, et deux autres devraient être cédées au Bangladesh.⁷⁵²

En mai 2012, après deux années de construction, la Chine a lancé son premier navire d'une nouvelle classe, la corvette lance-missiles de type 056. Longue de 90 mètres pour un déplacement de 1 500 tonnes, elle est dotée d'une autonomie de 3 500 km.⁷⁵³

Côté armement, elle dispose d'un canon de 76 mm, de quatre missiles anti-navires YingJi-83, d'un système de défense anti-aérien de courte portée FL-3000N doté de huit missiles d'une portée de 9 km, de deux mitrailleuses de 12,7 mm et de six torpilles. Enfin, comme les destroyers type 052C et les frégates type 054A, elle est dotée d'une plate-forme hélicoptère. De par son armement et son autonomie, ce navire est autant capable d'effectuer des missions d'escorte en haute mer que des missions de patrouilles sur le littoral chinois.

Le lancement de ce navire tombe donc à pic au moment où les contentieux maritimes se multiplient entre l'impérialisme chinois et ses voisins. C'est sans aucun doute pourquoi l'impérialisme chinois ne manquera pas de construire un nombre conséquent de ce nouveau type de navire. Au début du mois de juin 2012, une deuxième corvette type 056 a été lancée. On sait aujourd'hui qu'au moins quatre chantiers navals situés à Guangzhou, Shanghai, Wuhan et Dalian construisent ce nouveau bâtiment.⁷⁵⁴

Alors qu'au moins une dizaine de corvettes de type 056 sont en construction, il apparaît aujourd'hui évident « qu'un grand nombre de ces corvettes sera construit » au cours des prochaines années.⁷⁵⁵ Ce sont ainsi plusieurs dizaines de ces corvettes qui pourraient être opérationnelles avant 2015 !

La Chine possède aujourd'hui un autre type de navire dédié à la surveillance de son vaste littoral, le patrouilleur de classe Houbei (type 022). Ce navire catamaran furtif d'attaque rapide peut fendre l'eau à une vitesse de 36 nœuds, soit plus de 66 km/h, et dispose d'une autonomie de 800 km. Long d'une quarantaine de mètres pour un déplacement de 225 tonnes, il possède une coque en alliage d'aluminium qui lui confère un tirant d'eau extrêmement réduit de seulement 1,5 mètre — la densité de l'aluminium représentant seulement le tiers de celle de l'acier —, et est équipé de huit missiles anti-navires YingJi-83, de systèmes de contre-mesures et d'un système de défense anti-aérien de courte portée 30 mm de type CIWS Goalkeeper (type 630).

En bref, avec un armement qui se rapproche sur bien des points de celui d'une corvette, le patrouilleur de classe Houbei surclasse de très loin les patrouilleurs en service dans les marines occidentales. Le premier navire de ce type a été lancé en 2004. Certains analystes militaires américains voient dans ce navire aux dimensions des plus modestes un inquiétant « tueur de navires » et « peut-être même un tueur de porte-avions ».⁷⁵⁶

Le prix de ce cauchemard ? Aux alentours de 15 millions de \$ US l'unité !⁷⁵⁷
C'est-à-dire une broutille...

Au début de l'année 2011, le Pentagone estimait que plus d'une soixantaine de patrouilleurs de classe Houbai étaient en service.⁷⁵⁸ On estime aujourd'hui qu'il y en a au moins 86 en service.⁷⁵⁹

Qui dit davantage de bâtiments et d'ambitions en haute mer dit naturellement davantage de moyens logistiques.

Ainsi, le premier semestre 2012 a vu le lancement du troisième et du quatrième pétrolier-ravitailleur de classe Fuchi. Longs de 178 mètres pour 23 000 tonnes de déplacement, ils sont capables de convoier 10 500 tonnes de fuel, 250 tonnes d'eau et 680 tonnes de munitions. Les deux premiers navires de cette classe avaient été lancés en 2003.

Aujourd'hui devenue le premier constructeur naval du monde, il est pour ainsi dire naturel que ce dynamisme de la construction navale chinoise profite à la marine militaire chinoise qui construit aujourd'hui « à tour de bras ». Alors que la marine de guerre chinoise connaît un « développement » que les analystes de *Mer et Marine* qualifient de « vraiment impressionnant », il apparaît évident « qu'à terme, la marine chinoise pourra rivaliser avec celles des grandes nations maritimes ».⁷⁶⁰

Comme on le voit, la Chine a considérablement renforcé sa marine de guerre au cours des dernières années et ce mouvement va s'intensifier au cours des prochaines années avec l'entrée en services de navires de guerre de tonnage croissant. Or la marine de guerre chinoise est déjà la troisième du monde après celle des USA et de la Russie. Les experts militaires occidentaux sont aujourd'hui bien conscients du fait que « la marine chinoise pourrait connaître un développement encore plus massif et plus rapide » au cours des prochaines années et s'alarment ouvertement des répercussions multiples de cette « inquiétante expansion de la marine chinoise ».⁷⁶¹

Pour autant, l'impérialisme chinois ne compte pas exclusivement sur la naissance d'un groupe aéronaval et le renforcement de ses forces de projection et de débarquement pour sécuriser son vaste littoral et réaffirmer sa souveraineté territoriale à la face de ses concurrents. Le déploiement en cours du Dong Feng-21D, le premier missile balistique anti-navire du monde d'une portée de plus de 2 000 km, constitue à l'évidence un puissant contrepoids à la forte présence de la flotte américaine dans la région Asie-Pacifique.⁷⁶²

En outre, comme nous l'avons déjà souligné, la Chine a mis en place un maillage serré de systèmes de défense anti-aérienne à longue (HQ-9), moyenne (HQ-12) et courte portée (HQ-7), afin d'être en mesure d'interdire le recours à une attaque aérienne, même massive, contre son territoire.

Notons par exemple que la portée du système HQ-9 permettrait à la Chine d'intercepter un avion décollant de Taïwan à peine celui-ci aurait-il quitté l'espace aérien taïwanais.⁷⁶³

Sans surprise, l'impérialisme chinois continue d'améliorer son système de défense anti-aérienne. Ainsi, à l'automne 2011, le système de défense aérienne à moyenne portée HQ-16 est entré en service dans l'APL dans la région de Shenyang. Equipant également les frégates type 054A de classe Jiangkai II, ce système de défense permet d'intercepter les missiles et les avions volant à une altitude comprise entre 15 m et 18 km à une distance pouvant aller jusqu'à 40 km. Ce nouveau système de défense aérienne de moyenne portée représente une amélioration considérable de son prédécesseur, le HQ-12, notamment en matière d'interception de missiles volant à très basse altitude.⁷⁶⁴

Enfin, l'été 2012 a vu un tir d'essai réussi du nouveau missile balistique intercontinental chinois, le Dong Feng 41.

D'une portée estimée à 14 000 km lui permettant de frapper n'importe quelle ville américaine, il possède une forte capacité MIRV (Multiple Independently targetable Re-entry Vehicle). Le missile peut être armé avec un maximum de dix têtes nucléaires possédant leur trajectoire propre et les rendant particulièrement difficiles à intercepter, une amélioration considérable par rapport aux trois têtes nucléaires du Dong Feng 31A.⁷⁶⁵

Pour Washington, qui estime que la Chine devrait se doter d'au moins une trentaine de lanceurs mobiles dédiés au lancement du Dong Feng 41, ce test est évidemment un sujet d'inquiétude supplémentaire dans la mesure où le nouveau missile chinois possède la capacité de saturer son système de défenses anti-missile. Selon le *New York Times*, la Chine se prépare également à déployer deux nouveaux sous-marins nucléaires d'attaque, selon toute vraisemblance de type 094 (classe Jin) armés chacun d'une douzaine de missiles balistiques intercontinentaux JL-2, la version navalisée du Dong- Feng 31A.⁷⁶⁶

Au début de l'été 2012, la presse officielle chinoise a annoncé le lancement de la fabrication du Gaoxin-6, un avion quadri turbopropulseur « capable de concurrencer le P-3C américain, surnommé le Fléau des sous-marins ». Une fois mis en service dans l'APL, l'appareil permettra à la Chine « d'élargir sa couverture de surveillance océanique » et de « **l'emporter sur la plupart de ses pays limitrophes en terme de technologie anti-sous-marine pendant une vingtaine d'années** ». ⁷⁶⁷ Il faut dire que le Gaoxin-6 est un appareil polyvalent dédié non seulement à la surveillance, mais également à l'attaque des sous-marins et des navires de surface.⁷⁶⁸

Voilà qui risque de déplaire fortement à la Corée du Sud, au Japon et à l'impérialisme américain, d'autant plus que dernier n'est pas étranger à la mise en service de ce nouvel équipement high-tech chinois. Sans aucun doute, avec le Gaoxin-6, l'impérialisme chinois nous fournit une nouvelle preuve de l'excellence du reverse-engineering chinois.

Faisons donc un petit retour en arrière pour comprendre comment s'est opéré un genre un peu particulier de transfert de technologies...

Le 31 mars 2001, un avion EP-3E de l'US Navy — version de reconnaissance électronique du Lockheed P-3C Orion —, avait été contraint de réaliser un atterrissage d'urgence sur l'île de Hainan suite à une collision (dans l'espace aérien chinois) avec un chasseur chinois.

Le pilote chinois avait certes été tué, mais l'impérialisme chinois était loin d'avoir tout perdu, puisque pour récupérer les 24 membres d'équipages de son avion espion, l'impérialisme américain avait été forcé de présenter ses excuses.

Surtout, pour Paul Beaver (spécialiste militaire britannique renommé), l'impérialisme chinois avait pu ausculter plusieurs mois durant « le joyau de la couronne de la surveillance électronique de l'US Navy », avec à la clef, la possibilité pour la Chine de « réduire l'avance américaine dans la guerre électronique d'au moins une décennie ».

L'affaire avait donc constitué « une perte incalculable pour les USA », une perte n'ayant pour seul équivalent que celle d'un avion espion U2 au profit du social-impérialisme soviétique en 1961.⁷⁶⁹

Une appréciation alors partagée par d'autres experts militaires, notamment américains.

« C'est un désastre si cet équipement est analysé par le Gouvernement chinois. C'est un désastre d'espionnage vraiment majeur. C'est l'un des avions les plus sensibles dans la flotte américaine. Il est intégralement conçu pour intercepter des communications n'importe où dans le monde ».⁷⁷⁰

Il ne faut cependant pas voir dans le Gaoxin-6 une copie conforme de l'appareil américain. En effet, les ingénieurs chinois n'auront pas manqué (comme pour le J-11) d'agrémenter leur version du P-3C/EP-3E des derniers raffinements technologiques !...

Au cours des deux dernières décennies, l'impérialisme chinois est indéniablement passé maître dans l'art du reverse engineering, au grand dam des pays impérialistes en déclin qui voient d'un très mauvais œil ce « grand bond en avant de l'armée chinoise ».

Les experts occidentaux jugent ainsi « plutôt bonne » la copie réalisée par les chinois du système de défense anti-aérien russe S-300.

De même, « **la capacité des Chinois à reproduire le Su-27, et surtout à le siniser, a surpris tout le monde** », remarquait récemment Bertrand Slaski, consultant senior de la Compagnie européenne d'intelligence stratégique.

« Chasseurs, porte-avions, missiles... En "s'inspirant" des technologies de son fournisseur russe, Pékin a bâti une armée moderne, et une industrie ambitieuse qui commencent à inquiéter Américains et Européens ». ⁷⁷¹

Si l'on ajoute l'entrée en service imminente du premier porte-avions chinois à la multiplication de systèmes d'armements modernes, il est évident que l'impérialisme américain a du souci à se faire quand il se demande comment il va pouvoir rester militairement crédible en Asie...

De toute évidence, les monopoles chinois du secteur de l'aéronautique comme de l'armement n'ont pas de gros soucis financiers à se faire.

A l'inverse, l'Europe de l'armement s'inquiète de sa trop grande fragmentation et les voix se multiplient pour insister sur la nécessité de « restructurer » le secteur, afin de pouvoir mieux résister à la concurrence dans une conjoncture pour le moins maussade. ⁷⁷²

A l'automne 2011, confronté à la « la baisse des commandes reçues pour ses avions de combat », BAE Systems avait annoncé son intention de supprimer 3 000 emplois au Royaume-Uni, après en avoir déjà supprimé 15 000 dans le monde depuis 2009. ⁷⁷³

De son côté, EADS rencontre également des difficultés du fait du retard pris par certains programmes clefs, tels l'A400M qui connaît des problèmes moteurs qui ont à nouveau contraint à repousser l'échéance de la 1^{ère} livraison. ⁷⁷⁴

Dassault n'est pour sa part guère en meilleure position puisqu'il n'arrive toujours pas à exporter son avion de chasse Rafale. Il peut certes compter sur une grosse commande de l'Etat français — 43,6 milliards d'euros pour 286 appareils livrables jusqu'en 2018, soit 152 millions d'euros l'unité —, mais ses perspectives à plus long terme ne sont pas brillantes.

De ce fait, de l'aveu même du ministre de la Défense du président Sarkozy « si Dassault ne parvenait pas à vendre son Rafale ailleurs qu'en France, il faudrait en arrêter la chaîne de production ». ⁷⁷⁵

Surtout, avec la nette reprise de la crise et l'assombrissement des perspectives économiques, il sera de plus en plus difficile aux élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin de continuer à exonérer leur budget de la Défense d'une cure d'austérité digne de ce nom.

Aussi, ne peut-on pas ne pas voir dans l'agressivité croissante des pays impérialistes en déclin à l'égard de certains pays semi-coloniaux d'importance stratégique, un moyen de tenter de préserver l'intégrité de leur sphère d'influence (néo)-coloniale tout en contribuant à satisfaire le lobbying de puissants monopoles du secteur de l'armement.

Il faut dire qu'en ces temps de "vache maigre", des cibles faciles comme la Lybie peuvent permettre à des "perdants" tels BAE Systems ou EADS de trouver de nouveaux débouchés pour tenter de redresser la barre face à des monopoles américains en bien meilleure forme...

Pays dépendants : quand les pays impérialistes en déclin cuisinent à l'étouffé... et à la mode coloniale !

Alors que la Chine est aujourd'hui la seule économie majeure à échapper au tourbillon de la crise, l'attrait que l'impérialisme chinois exerce sur les élites bourgeoises-compradore des pays dépendants se fait de plus en plus irrésistible.

Pour les concurrents de l'impérialisme chinois, il devient ainsi urgent d'étouffer dans l'œuf les inévitables vellétés d'indépendance qui se manifestent dans leur sphère coloniale, que ces vellétés soient le fait des peuples las de souffrir du chômage de masse, de la faim et de l'arriération économique, ou des élites bourgeoises-compradore qui aspirent à modifier un peu plus à leur avantage le partage international de la plus-value.

Dans notre précédent ouvrage, nous avons souligné que les "révolutions" arabes en Tunisie et en Egypte n'avaient été que des révoltes populaires spontanées ayant poussé les pays impérialistes en déclin à soutenir le débarquement de fidèles alliés et à lui donner un vernis de "transition démocratique".⁷⁷⁶

Il était alors évident pour nous qu'absolument rien n'avait changé en matière de rapports de production, rendant ainsi caduque le terme de "révolution". Le moins que l'on puisse dire est que les derniers mois ont montré que pour la grande masse du peuple égyptien, rien n'a véritablement changé.

En témoignent les manifestations post-Moubarak de novembre-décembre 2011 qui furent de nouveau réprimées dans le sang, des « pratiques » dignes de celles « de l'ancien régime », au moment même où se tenaient les premières élections législatives "libres".⁷⁷⁷ Devant cette situation explosive qui suscitait l'inquiétude des pays impérialistes en déclin, le Conseil militaire au pouvoir dut se résoudre à la démission du gouvernement intérimaire et à rapprocher l'échéance de nouvelles élections présidentielles (initialement prévue vers fin 2012 voire 2013), celles-ci étant synonymes de remise « du pouvoir aux civils », et promit de les organiser d'ici juin 2012.⁷⁷⁸

Ces annonces ne suffirent cependant pas à ramener le calme, les manifestants continuant à exiger « la fin du pouvoir militaire » et le départ du maréchal Hussein Tantaoui, ministre de la Défense et commandant en chef des forces armées égyptiennes depuis 1991...⁷⁷⁹

De toute évidence, « le Conseil des forces armées poursuit la politique de Moubarak » et « rien n'a changé ».⁷⁸⁰

Même le semblant de "libéralisation politique" promise au débarquement de Moubarak ressemble de plus en plus à un mirage. En témoigne le bras de fer constitutionnel et juridique auquel se sont livrés cet été le pouvoir militaire et les nouveaux élus — à savoir le nouveau président égyptien Mohamed Morsi et sa majorité parlementaire des Frères Musulmans.⁷⁸¹

En apparence, le nouveau président semble aujourd'hui avoir gagné, le puissant maréchal Hussein Tantaoui ayant été mis à la retraite, après avoir tout fait pour enlever leurs prérogatives et leur pouvoir au nouveau président et à la nouvelle Assemblée.⁷⁸²

Mais en réalité, nul doute que le départ de Tantaoui ait été souhaité et appuyé par l'impérialisme américain afin d'éviter que la fronde populaire ne continue d'enfler et que la situation leur échappe complètement. En réalité, le pouvoir des militaires continuera de veiller au grain dans l'ombre, afin de garantir que les nouvelles figures du pouvoir égyptien n'adopteront pas une ligne antagonique à la défense des intérêts fondamentaux des pays impérialistes en déclin.

Voilà pour ce qui est de l'Égypte. Voyons maintenant ce qu'il est advenu d'un autre pays où s'est soi-disant produit une "révolution" : la Libye.

Finalement, après un bras de fer sanglant long de six mois, les frappes de l'OTAN ont eu raison de l'armée régulière libyenne et des forces loyalistes, qui affaiblies et dans l'incapacité d'entreprendre une contre-attaque sous le feu otanien, ont fini par céder le terrain aux "rebelles", en dépit d'« une résistance opiniâtre ».⁷⁸³ A l'automne 2011, alors que Tripoli était aux mains de l'OTAN et que seules Syrte et Beni Walid résistaient encore, le pouvoir de Mouammar Kadhafi semblait en bien mauvaise posture et en était réduit à appeler « les Libyens à manifester par millions contre le CNT ».⁷⁸⁴

Les choses se terminèrent ainsi comme on pouvait l'attendre : à la chute de Syrte, Mouammar Kadhafi fût capturé vivant et aussitôt exécuté par les rebelles, sans aucun doute sur recommandation de l'OTAN. En effet, comme le reconnurent les médias occidentaux eux-mêmes, « sa mort évite un long procès qui aurait pu diviser la Libye et embarrasser des gouvernements occidentaux ».⁷⁸⁵

Ces derniers obtinrent ainsi ce qu'ils voulaient, à savoir non pas offrir une prétendue "démocratie" bourgeoise au peuple libyen, car cette espèce de "démocratie" existait déjà sous Kadhafi, mais s'accaparer la plus grosse part du pétrole libyen ! C'est ainsi que la presse bourgeoise française elle-même reconnut sur la base de documents officiels que le CNT libyen avait « **promis d'attribuer à la France 35 % du pétrole brut de la Libye en échange de la reconnaissance par Paris de sa légitimité** ».⁷⁸⁶

Mais de quelle légitimité peut donc jouir une élite bourgeoise-compradore prête à brader sa souveraineté et ses richesses d'une manière aussi lamentable ? Aucune naturellement, et c'est pourquoi depuis cette victoire militaire des pays impérialistes en déclin, la Lybie est devenue un nouvel Irak, c'est-à-dire un pays ravagé par les affrontements et les attentats interreligieux, interethniques et tribaux qui tuent et mutilent chaque années des centaines de personnes.⁷⁸⁷

Voyons donc quelle espèce de "démocratie" une poignée de pays impérialistes y a exporté par la force des bombes.

De l'aveu même de la presse bourgeoise d'Occident, la "Libye nouvelle" est aujourd'hui le théâtre de « combats meurtriers [opposant] des tribus rivales ».⁷⁸⁸ Dernièrement, l'incapacité du nouveau gouvernement fantoche à assurer la sécurité dans le pays a même conduit à la démission du ministre de l'Intérieur.⁷⁸⁹ La Libye post-Kadhafi est ainsi devenue en quelques mois **« un pays miné par les intérêts personnels et les rivalités régionales et tribales »**.

« Désertée par les Occidentaux, la Libye sans Kadhafi risque d'être divisée en deux. La Libye nouvelle est ravagée par les affrontements entre milices armées agissant en toute impunité ».⁷⁹⁰

Une situation qui n'est certainement pas pour déplaire aux élites impérialistes d'Occident, car une Libye dépecée en plusieurs morceaux serait encore plus vulnérable. Ce que les exportateurs de démocratie n'avaient par contre pas prévu, c'est que l'ouverture des dépôts d'armes et de munitions par Kadhafi aurait des répercussions bien au-delà du territoire libyen. A l'automne 2011, un haut responsable de l'Otan s'inquiétait ainsi du fait que « la trace d'au moins 10 000 missiles sol-air [ait] été perdue en Libye » et « pourraient sortir de Libye et se retrouver dans de mauvaises mains du Kenya à Kunduz ».⁷⁹¹

Mais il n'y a pas que des armes qui passèrent la frontière libyenne. Au Mali, au Niger et en Mauritanie arrivèrent ainsi des combattants touaregs libyens armés qui avaient combattu pour Kadhafi.

C'est ainsi qu'au début de l'année 2012, incapable de contenir un puissant mouvement de rébellion touareg renforcé par l'arrivée de combattants touaregs libyens arrivés au Mali avec armes et bagages, le pouvoir du président Amadou Toumani Touré fût renversé par un coup d'Etat militaire, un mois avant une nouvelle élection présidentielle. A la tête de ce coup d'Etat, des mutins reprochant au « régime incompetent » du président Touré son « incapacité » « à mettre des moyens pour combattre la rébellion au nord-Mali » et à juguler les « menaces [pesant] sur l'unité nationale ».⁷⁹²

« Le Mali est confronté depuis mi-janvier à des attaques du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) et d'autres rebelles touareg, dont des hommes lourdement armés qui avaient combattu pour le régime de Muammar Kadhafi, qui ont pris plusieurs villes du nord du pays ». ⁷⁹³

Mais tout ne se passa pas comme prévu pour les putschistes.

D'abord, les chancelleries du monde entier condamnèrent unanimement le coup d'Etat, appelèrent leurs ressortissants à quitter le pays et sous leur impulsion, la CEDAO décida de l'instauration d'un embargo commercial et financier total à l'égard du Mali. ⁷⁹⁴ Ensuite, au même moment, le mouvement de rébellion touareg passa à l'offensive. ⁷⁹⁵

C'est ainsi que quelques jours après le coup d'Etat, les putschistes en étaient réduits à appeler les mouvements de rébellion touaregs à « à cesser les hostilités et à rejoindre dans les plus brefs délais la table de négociation ». ⁷⁹⁶ Un conseil qu'ils s'empressèrent naturellement de ne pas suivre, bien conscients d'être en position de force. ⁷⁹⁷ Trois jours plus tard, le 30 mars, les rebelles prenaient Kidal face à une armée régulière « en déconfiture, en débandade et sans commandement ». ⁷⁹⁸

« L'heure est vraiment grave. Chaque minute qui passe nous rapproche inexorablement vers le chaos », reconnaissait alors le chef des putschistes qui en était réduit à faire appel à une « aide internationale pour appuyer l'armée ». Une aide évidemment jugée « paradoxale », « hypothétique et improbable ». ⁷⁹⁹

Au cours des jours suivants, ce fût au tour de Gao et de Tombouctou, deux importantes capitales régionales, de tomber. ⁸⁰⁰ Dans la foulée, les rebelles touaregs proclamèrent la fin des opérations militaires et la création de « l'Etat de l'Azawad ». ⁸⁰¹ Ainsi, à peine deux semaines après le putsch militaire, les rebelles touaregs — dont les effectifs étaient estimés à 3 000, appartenant essentiellement au Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA) —, étaient parvenus à couper le Mali en deux. ⁸⁰²

Selon l'ONU, ce sont plus de 120 000 maliens qui ont quitté le pays au 1^{er} semestre 2012, fuyant notamment le chaos dans lequel est sombré le nord du pays. ⁸⁰³

De son côté, la junte putschiste s'était selon les termes de la presse chinoise « enfonc[é]e dans un isolement total sur le plan international ». ⁸⁰⁴ Devant ce double désastre, les putschistes ne tardèrent pas à capituler et remirent le pouvoir au parlement malien, entraînant ainsi la levée des sanctions internationales, et leur permettant de ne plus avoir à gérer une situation très fortement dégradée. ⁸⁰⁵

La faute en premier lieu aux pays impérialistes en déclin, et à l'impérialisme français qui, en premier lieu avec « la chute de Kadhafi a provoqué la dispersion d'armement sophistiqué dans le nord du Mali ». ⁸⁰⁶ Un fait que ne manqua pas de souligner la presse officielle chinoise.

« Certains responsables des Nations Unies estiment que quelque 1 500 à 2 000 soldats Touaregs ont pris part au conflit libyen l'année dernière et que, après l'effondrement du régime de Kadhafi, ils sont retournés au Mali avec une expérience du combat et un grand nombre d'armes ». ⁸⁰⁷

Mais ce n'est pas tout. Ce qui surprend dans les événements qui ont secoué le Mali, c'est le fait que l'impérialisme français a très rapidement fait savoir qu'il « **ne s'[engagerait] pas militairement** » au Mali, laissant ainsi le champ libre à la rébellion touareg et à ses alliés islamistes. ⁸⁰⁸ Depuis, cette position n'a pas changé, alors même que « Bamako, occupée à ses querelles politiques, semble bien incapable de récupérer le nord du Mali » et que le pays est en train de devenir « une nouvelle Somalie ». ⁸⁰⁹ Aujourd'hui, c'est l'ONU elle-même qui semble finalement renoncer « au projet d'intervention armée de la CEDEAO ». ⁸¹⁰

Il s'agit donc bel et bien d'un soutien à peine voilé de l'impérialisme français à la rébellion touareg et aux groupes islamistes, en dépit de toutes les condamnations formelles, car l'impérialisme français a démontré encore récemment en Côte d'Ivoire, au Niger et en Libye qu'il n'avait nullement renoncé aux agressions coloniales et aux putschs militaires quand la défense de ses intérêts l'exigeait. C'est pourquoi le quotidien algérien *El Watan*, avait raison de dénoncer « l'implication directe de la France » dans le coup d'Etat au Mali.

« On s'est rendu compte que le Quai d'Orsay était le mieux informé sur le déroulement du putsch. Le Quai n'a jamais demandé un retour au pouvoir de ATT, président élu, bien qu'il fût à seulement quelques semaines de la prochaine présidentielle et qu'il n'allait pas briguer à nouveau la magistrature suprême. (...) La France n'a jamais toléré dans « sa » sous-région un coup d'Etat, une contrariété stratégique majeure, une rébellion, voire une victoire électorale, si elle ne l'a pas elle-même commandité — comme on l'a vu avec les années Gbagbo. L'Elysée n'a jamais pardonné à ATT d'avoir refusé la présence de l'armée française sur son sol dans la soi-disant mobilisation contre AQMI. De plus, le Mali, qui s'est montré plutôt tiède sur la Libye (...) et la Côte d'Ivoire, avait refusé obstinément de ratifier les accords de réadmission des immigrés expulsés par la France. Le coup d'Etat procède donc d'une stratégie du clan Sarkozy ». ⁸¹¹

Aujourd'hui, conformément à nos anticipations, les agressions coloniales locales se multiplient, en particulier sur le continent africain. La Syrie en est le dernier exemple en date.

Depuis maintenant plus d'un an et demi, les médias et les politiciens occidentaux mènent une campagne multiforme destinée à renverser le pouvoir en place. A l'instar de Mouammar Kadhafi, Bachar el-Assad — hier encore reçu avec les honneurs officiels à Paris —, s'est brusquement mué en "dictateur" sanguinaire. Ce qui est certain, c'est que le peuple syrien ne semble pas pressé d'en finir avec son "tyran".

En effet, ceux qui combattent le régime syrien ressemblent moins à de simples civils syriens qu'à des bandes armées de mercenaires commandités par les pays impérialistes en déclin qui leur fournissent de l'armement via l'Arabie saoudite et le Qatar, sans oublier la complicité de la Turquie...⁸¹²

De l'aveu même la presse bourgeoise d'Occident, « **Paris et Ankara auraient d'ores et déjà décidé de tolérer, voire de favoriser, le trafic d'armes aux frontières de la Syrie** ». ⁸¹³

Aussi apparaît-il évident que conformément aux déclarations du président syrien, « la Syrie n'est pas confrontée à une crise politique mais plutôt à un projet de sédition visant à détruire le pays », un projet qu'il a très récemment encore juré « de faire échouer ». ⁸¹⁴

Les représentants politiques de l'impérialisme français, qu'ils soient "de droite" comme "de gauche", ont à ce sujet fait montre d'une constance "remarquable", en dépit du pouvoir de Bachar el-Assad qui avait invité le nouveau président français tout juste investi « à renoncer aux incitations au chaos ». ⁸¹⁵ Les derniers mois ont même montré une dangereuse escalade à laquelle l'impérialisme français a grandement contribué.

Toutefois, le régime syrien semble tenir le choc dans cette guerre d'usure, en dépit de toutes les tentatives de décapitation physique et des multiples opérations d'intoxication émanant de la presse bourgeoise d'occident. ⁸¹⁶

Des opérations d'intoxication de masse de portée internationale qui rendent bien ridicules les faits d'armes de la machine de propagande de l'impérialisme allemand au cours des années 1933-1945.

Seuls de très rares médias alternatifs — à l'instar du *réseau Voltaire* —, ont en effet osé s'élever contre elles et mettre en évidence l'« authentique appui populaire » dont jouit aujourd'hui le régime syrien dans la guerre qu'il mène contre des bandes de djihadistes salafistes armés par l'Occident. ⁸¹⁷

En dépit de ces opérations qui durent maintenant depuis plus d'un an et demi, la Syrie de Bachar el-Assad apparaît toujours aussi déterminée à ne pas s'incliner devant ce « terrorisme organisé » « soutenu par les Etats-Unis, l'Union européenne, le Qatar, l'Arabie saoudite et la Turquie ». ⁸¹⁸

Au cours des dernières semaines, les forces armées du régime ont à l'évidence remporté d'indéniables succès militaires, alors que les piètres Cassandres occidentales ont cessé de crier à l'imminence de la prise d'Alep et de la chute du régime de Bachar el-Assad... Ce dernier a même récemment déclaré « que la situation en Syrie aujourd'hui était meilleure qu'à n'importe quel autre moment des 18 mois de crise écoulé », et que les troupes syriennes avaient « totalement purgé » Damas des milices armées pro-occidentales.⁸¹⁹

En dépit de ces cuisants revers, les pays impérialistes en déclin se gardent bien d'intervenir militairement en Syrie. Ils savent en effet que l'armée syrienne n'est pas celle de la Libye. De l'aveu de la presse bourgeoise d'occident, le seul fait de vouloir instaurer une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie serait « problématique » du fait que l'armée loyaliste est dotée de systèmes anti-aérien russes « performants » qui sont « de vraies véroles ». Ces systèmes ont en effet permis à l'armée syrienne de détruire un RF-4 Phantom turc cet été, un « indice » des moyens considérables qu'il faudrait déployer pour interdire au régime l'usage de son espace aérien...⁸²⁰

En outre le régime syrien peut compter sur Téhéran en cas de coup dur. L'hostilité grandissante des masses populaires des pays de la région à l'égard de l'impérialisme américain et de ses alliés sionistes joue également en la faveur du régime syrien. En effet, une étincelle suffirait aujourd'hui à embraser toute la région et pourrait même faire vaciller certaines monarchies pétrolières du Golfe.

Le régime syrien peut enfin compter sur les impérialismes russe et chinois pour s'opposer, du moins dans le cadre de l'ONU au moyen de leur droit de veto, à une agression coloniale ouverte, l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois ne voulant pas réitérer l'erreur qu'ils ont commise en Libye. Et toutes les clameurs et les cris d'indignation poussés par les pays impérialistes d'Occident n'y changeront rien.⁸²¹

De leur côté, les chinois et les russes ont montré au cours des derniers mois qu'ils n'avaient pas peur de ces gesticulations. Au début de l'année 2012, le premier ministre russe fustigea ainsi ceux qui cherchent à « exporter la démocratie » « grâce à la force militaire ».⁸²²

De même, au moment du massacre de Houla, la presse officielle chinoise prit le contre-pied de la presse occidentale en relayant les déclarations du régime de Damas qui nia « catégoriquement toute implication de ses troupes dans le carnage » et accusa « les groupes armés d'avoir perpétré ces meurtres ».⁸²³

Plus récemment, la presse officielle russe n'hésita pas à dénoncer les reportages occidentaux bidon tournés au Qatar à l'aide de figurants, d'uniformes et de matériel militaire syriens, des reportages destinés à approvisionner la « **guerre médiatique** » visant à « **convaincre la communauté mondiale de la nécessité d'une intervention armée en Syrie** ». ⁸²⁴ La presse officielle chinoise fit également état de ces faux reportages visant notamment « à répandre de fausses nouvelles sur l'effondrement de l'administration actuelle » et « à remonter le moral des combattants armés de l'opposition ». ⁸²⁵

La mise en échec des plans impérialistes occidentaux en Syrie a contribué à durcir considérablement leur attitude à l'égard de l'Iran, lequel est indéniablement la véritable cible des velléités occidentales contre le régime syrien.

Les pays impérialistes en déclin ont d'abord considérablement durci leurs sanctions économiques à l'égard de Téhéran, avec à la clef une crise diplomatique majeure. A l'automne 2011, le parlement iranien a ainsi exigé le retrait de l'ambassadeur britannique à Téhéran au travers d'un ultimatum en représailles à la décision de Londres de rompre toutes les transactions financières avec l'Iran. ⁸²⁶

Parmi les dernières sanctions économiques figure la mise en place d'un embargo sur les importations de pétrole iranien et d'exercer une pression considérable sur l'impérialisme chinois, mais aussi l'Inde et la Corée du Sud pour qu'ils en fassent de même, en brandissant la menace de sanctions contre les pays qui refuseraient d'instaurer un embargo sur leurs importations de pétrole iranien. Les représentants politiques chinois et la presse officielle chinoise sont évidemment irréductiblement hostile à une telle option, déterminés à ne pas voir la Chine « emboîter à l'aveuglette le pas aux Etats-Unis ». ⁸²⁷

La presse officielle chinoise n'a pas manqué de souligner que « les sanctions imposées par les Etats-Unis aux pays achetant du pétrole à l'Iran », « **prennent le monde en otage** ». ⁸²⁸

Le but des sanctions économiques occidentales est évidemment de mettre l'Iran « en difficulté financière ». Surtout, les pays impérialistes en déclin espèrent de ces sanctions qu'elles auront « un fort impact sur la population, confrontée à la hausse des prix et à la chute du rial » ⁸²⁹, dans l'espoir évidemment qu'elle se soulève contre ses dirigeants !...

Il est vrai que les pays impérialistes ne rechignent guère à prendre en otage ou à massacrer les populations civiles quand la défense de leurs intérêts l'exige.

Reste qu'il n'est pas certain que ce nouveau bras de fer tourne à l'avantage des pays impérialistes en déclin, car si l'Iran parvient à briser l'embargo pétrolier occidental, qui risque d'être très perméable, ces derniers risquent de perdre très gros.

En effet, ce ne sont pas les premières sanctions économiques occidentales que doit affronter l'Iran. Au cours des dernières années, celles-ci ont échoué à faire rentrer l'Iran dans le troupeau. Au contraire, l'Iran a sensiblement progressé en matière d'autonomie énergétique et industrielle. En 2011, la production d'essence du pays a ainsi pour la première fois satisfait les besoins du pays et l'Iran a pu cesser d'en importer. Les autorités iraniennes visent aujourd'hui une nouvelle étape : continuer à augmenter les capacités de raffinage du pays afin d'exporter non plus du pétrole brut, mais des produits pétroliers raffinés.⁸³⁰

Loin d'effrayer le régime iranien, celui-ci a même "facilité" la mise en place de l'embargo occidental sur ses exportations de pétrole.

En effet, avant-même l'application par l'UE de cet embargo qui devait entrer en vigueur à partir du 1^{er} juillet, l'Iran montra que ces menaces de l'effrayaient pas en instaurant son propre embargo, de manière encore plus rapide et radicale ! C'est ainsi qu'à la fin du mois de janvier, le parlement iranien vota « l'arrêt de toutes ses exportations pétrolières vers les pays de l'Union européenne ».⁸³¹ Ces dernières représentaient 18 % des exportations pétrolières de l'Iran — un chiffre à comparer aux 21 % que représente la Chine —, et la perte de ce client ne met donc pas fondamentalement en danger les exportations de pétrole iranien.

Le ministre iranien du pétrole ajouta que l'embargo iranien sur ses exportations de pétrole ne serait pas une mesure temporaire et que « **l'Iran allait mettre définitivement fin à ses exportations pétrolières vers certains pays européens** », c'est-à-dire au premier chef vers ceux qui se sont montrés les plus obstinément hostiles à Téhéran, à l'instar du Royaume-Uni et de la France.⁸³² Les représailles iraniennes entrèrent rapidement en vigueur.⁸³³ C'est ainsi qu'en février, des pétroliers venus charger un demi million de barils de pétrole brut à destination d'une raffinerie grecque furent contraints de repartir à vide.⁸³⁴

Mais la menace d'un embargo pétrolier n'est pas la seule arme employée pour faire plier Téhéran. Depuis l'automne 2011, la rage de l'Etat sioniste a décuplé, et le premier ministre israélien affirme régulièrement vouloir attaquer les sites nucléaires iraniens. Cet été, l'Etat sioniste disait même s'être « préparé au scénario d'une guerre de 30 jours sur plusieurs fronts », une véritable « guerre-éclair contre l'Iran ».⁸³⁵

Comme les impérialistes allemands il y a plus de sept décennies, les pays impérialistes en déclin continuent donc aujourd'hui de prétendre pouvoir anéantir la résistance des peuples en quelques semaines.

Si les sionistes avancent aujourd'hui ces prétentions, c'est évidemment pour tenter de convaincre l'opinion publique israélienne de la supériorité militaire écrasante de l'Etat sioniste face à l'Iran, et ainsi de la relative innocuité de la contre-attaque iranienne, afin que la population israélienne soutienne une telle agression.

Notons au passage qu'à l'instar de nombreux pays impérialistes en déclin, l'Etat sioniste connaît aujourd'hui une situation économique difficile et en cours de dégradation. De janvier à juillet 2012, il a en effet vu le solde négatif de son commerce extérieur de biens se creuser à 7,5 milliards de \$ US dans un contexte de baisse des exportations (- 11,3 % en glissement annuel à 36,3 milliards de \$ US) et de légère hausse de ses importations (+ 1,6 % à 43,7 milliards de \$ US).⁸³⁶

Cette récession combinée à l'austérité budgétaire génèrent comme on l'a vu un malaise et des troubles sociaux croissants au sein même de la population hébraïque. C'est sans aucun doute afin de reléguer au second plan ces contradictions sociales grandissantes que l'impérialisme sioniste hésite aujourd'hui à s'engager dans une politique à peine moins belliqueuse à l'égard de ses voisins — au premier chef le Liban et l'Iran —, que celle pour laquelle opta en son temps l'impérialisme nazi face à la crise économique qui ravageait l'Allemagne : la guerre et les agressions coloniales comme moyen de relance économique et de destruction des concurrents directs !

Les prétentions sionistes sont évidemment démenties par les déconvenues occidentales récentes en Afghanistan.

En dépit du début de retrait des forces d'occupation étrangères et d'une évidente baisse d'intensité de leurs missions, sortant notamment moins souvent de leurs camps retranchés, l'année 2012 demeure l'une des plus meurtrières pour l'OTAN, avec 347 tués au début du mois d'octobre.⁸³⁷

Même au sein de leurs bastions, les forces d'occupation ne sont plus à l'abri, comme l'a illustré la récente attaque menée par une quinzaine de résistants talibans contre une base de l'OTAN. Armés de fusils automatiques et de lance-roquettes, ils ont pendant quatre heures infligé de lourds dommages à cette base, détruisant notamment six avions de combats américains et tuant deux marines.

« Jamais de telles pertes matérielles n'avaient été infligées en dix ans de conflit en Afghanistan aux forces de la coalition ».⁸³⁸

Notons au passage que cette attaque avait été menée en représailles à un film américano-israélien jugé particulièrement insultant pour l'islam. Intitulé *Innocence of Muslims*, ce long-métrage caricatural à très faible budget a embrasé la rue dans de nombreux pays à forte confession islamique, à l'instar de la Libye, de l'Égypte, de la Tunisie, du Yémen, du Soudan, du Pakistan, de l'Afghanistan et du Bangladesh. Cet embrasement, qui a conduit à l'attaque des représentations diplomatiques américaines dans plusieurs de ces pays, a notamment provoqué la mort de l'ambassadeur américain en Libye. Cet embrasement illustre surtout l'image désastreuse que véhicule l'impérialisme américain auprès des peuples de la région.

« Qu'un film aussi grossier que cette *Innocence des musulmans* puisse si facilement enflammer les foules rappelle combien les Etats-Unis restent vulnérables au Proche-Orient et au Moyen-Orient. La dernière enquête du Pew Research Center a montré que l'image des Etats-Unis s'est encore dégradée dans les pays musulmans sous la présidence d'Obama, avec 15 % d'opinions favorables en 2012, contre 25 % en 2009. Sur ce fonds incandescent, la moindre provocation, si ridicule soit-elle, peut encore tuer ».⁸³⁹

Si l'image de l'impérialisme américain est aussi mauvaise dans les pays où il a cherché à se poser en "libérateur", on imagine ce qu'elle peut-être dans un pays où il est dès le début apparu en agresseur, à l'instar de l'Afghanistan !...

Dans ces conditions, la déroute afghane que nous avons déjà mise en évidence est de plus en plus palpable et admise par les médias bourgeois d'Occident eux-mêmes. On ne compte plus les attaques venant des rangs des forces de sécurité et de l'armée afghane — déjà plus d'une vingtaine depuis le début de l'année —, des attaques dont la multiplication a amené à plusieurs reprises les occupants à suspendre et à ralentir « ses opérations de formation et d'appui à l'armée afghane ».⁸⁴⁰

Il faut dire que quand les recrues afghanes ne retournent pas leurs armes contre leurs "bienveillants" formateurs, c'est pour mieux pouvoir désertre et rejoindre les rangs de la résistance afghane avec armes et bagages...⁸⁴¹

De l'aveu même de la presse bourgeoise d'occident, « **la multiplication de ces incidents révèle une animosité croissante entre les forces étrangères et les Afghans qu'ils sont censés former** ».⁸⁴²

En bref, cette décennie d'occupation coloniale est un échec complet pour les pays impérialistes en déclin. Non seulement la résistance afghane n'a pu être anéantie, mais elle prend même désormais naissance au sein des troupes régulières sensées la combattre !

Alors que la presse française reconnaît aujourd'hui que « **les onze années d'intervention militaire de l'Otan n'ont rien changé à l'Afghanistan** », que ce soit en termes d'« éradication des talibans », de lutte contre l'analphabétisme ou d'évolution de la « condition féminine » — l'un des leitmotiv "humanitaires" qui avait servi à justifier l'occupation coloniale aux yeux de l'opinion publique occidentale, elle s'inquiète ouvertement d'un « irrésistible retour des talibans » après 2014, alors même que les talibans bénéficient d'un « soutien populaire » face à un « gouvernement qui n'a plus aucune légitimité ». ⁸⁴³ Exporter la "démocratie", qu'ils disaient !...

Même dans le domaine de la construction de nouvelles infrastructures, les forces d'occupation ont été incapables de tenir leurs promesses et les centaines de millions de dollars alloués à cette tâche (routes, centrales électriques, etc.) ont de l'aveu même des responsables américains « été dépensés en vain » alors que « le gros du travail » de « la plupart des projets » « n'a pas encore commencé » et qu'ils « ne pourront être menés à terme avant le départ des troupes en 2014 ». ⁸⁴⁴

Comme l'a récemment reconnu le président afghan, aujourd'hui manifestement « désenchanté », cette décennie n'a absolument rien apporté de bon au peuple afghan, alors que la « corruption » « atteint des sommets » et que les forces de sécurité régulières sont incapables d'assurer leur propre sécurité face à la multiplication des attaques. ⁸⁴⁵

Dans ce contexte, les relations des pays impérialistes en déclin avec le Pakistan ont continué à se dégrader. Il leur faut en effet trouver un bouc-émissaire pour justifier leur échec. Et quoi de mieux pour cela que la trahison d'un "allié" dans lequel on avait confiance ?

Au début de l'automne 2011, Washington avait ainsi publiquement accusé son "allié" de jouer un double-jeu en « exportant la violence en Afghanistan », désignant notamment « les insurgés afghans du réseau Haqqani comme le bras armé des services secrets pakistanais ». ⁸⁴⁶

Une accusation qui avait échaudé Islamabad, fatigué de voir sa souveraineté territoriale régulièrement violée par les drones américains qui bombardent « régulièrement des repaires supposés d'extrémistes islamistes en territoire pakistanais ». ⁸⁴⁷ L'assassinant ciblé de Ben Laden par un commando américain au printemps 2011, alors qu'il passait une retraite paisible au Pakistan, n'a-t-il est vrai rien arrangé entre Washington et Islamabad. ⁸⁴⁸

A la fin du mois de novembre, la frappe d'un drone américain tua "par erreur" 25 militaires pakistanais, provoquant le courroux d'Islamabad qui bloqua en représailles les convois d'approvisionnement de l'OTAN à destination de l'Afghanistan.

Or les routes pakistanaises permettaient de convoier 70 % du ravitaillement nécessaire aux troupes de l'OTAN.⁸⁴⁹ Au printemps 2012, en dépit des pressions de Washington, les routes pakistanaises étaient toujours fermées aux convois de l'OTAN, Islamabad mettant comme préalable à leur réouverture des excuses publiques et l'arrêt des frappes de drones sur le territoire pakistanais. Une « impasse prolongée » qui irrite naturellement Washington.⁸⁵⁰

Voilà pour le théâtre afghan. Qu'en serait-il en Iran, si d'aventure les pays impérialistes en déclin se hasardaient à vouloir faire parler les canons pour réduire au silence un dangereux oiseau de mauvaise augure ? Les pays impérialistes en déclin ne se risqueront naturellement jamais à poser le moindre pied sur le sol iranien et se contenteront de détruire tel ou tel objectif à distance. Mais la haine populaire contre l'agresseur occidental serait-elle moindre ? De toute évidence, non.

Or les moyens militaires du régime iranien, en particulier ses moyens de riposte à distance, sont sans commune mesure de ceux dont dispose l'Afghanistan.

De ce fait, nombreux sont ceux qui sont conscients que le rapport de force n'est pas aussi nettement à l'avantage de l'Etat sioniste, y compris au sein des États-majors des pays impérialistes en déclin. Nombreux sont ceux qui craignent d'abord la résistance que pourrait opposer l'Iran, sans oublier les conséquences économiques et géopolitiques internationales, enfin le risque d'embrasement de l'ensemble du Moyen-Orient. La situation pourrait dégénérer et échapper à leur contrôle dans toute la région.

Téhéran a d'ores et déjà fait savoir « que toute frappe militaire contre l'Iran aurait des "conséquences terribles" pour Washington et ses alliés ».⁸⁵¹ Outre une riposte militaire immédiate, Téhéran procéderait à la fermeture du détroit d'Ormuz par lequel transite 40 % des exportations mondiales de pétrole.⁸⁵²

Une éventualité qui effraie les pays impérialistes en déclin, bien conscients que les missiles de Téhéran ont la portée et les capacités d'interdire l'accès du détroit à tout navire. Comme nous l'avons déjà souligné, Téhéran bénéficie de transferts de technologies militaires nord-coréennes et chinoises. Fort de ces partenariats, l'Iran se lance aujourd'hui dans la production « en série » d'avions de combat, de missiles, de drones, de sous-marins et de véhicules militaires. En outre, on sait que l'Iran possède aujourd'hui la capacité de coordonner ces systèmes d'armement au moyen de son système de positionnement Shahed.⁸⁵³

Une capacité que l'Iran doit au développement de son jeune secteur spatial qui a permis le lancement réussi d'un petit satellite d'observation en février dernier.⁸⁵⁴ Dès 2013, l'Iran pourrait lancer des satellites beaucoup plus lourds, jusqu'à une tonne en orbite terrestre basse, alors un que le pays est sur le point d'achever la construction d'un nouveau centre spatial.⁸⁵⁵

Au vu du rapide accroissement des technologies balistiques iraniennes, la menace iranienne de fermer le détroit d'Ormuz n'est de toute évidence pas à prendre à la légère. De l'aveu même de la presse bourgeoise d'occident, « **la menace est sérieuse** » alors que « **les Iraniens disposent d'une panoplie de missiles fournis par Pékin** », à l'instar du missile terre-mer Ghader.⁸⁵⁶ D'une portée théorique de 200 km, il est vraisemblablement dérivé des redoutables missiles chinois YJ-83 et YJ-82.

Etant donné que le seul langage que comprennent les pays impérialistes en déclin est celui du rapport de force militaire, l'Iran a régulièrement continué à faire étalage de ses nouveaux muscles au cours des derniers mois, en organisant régulièrement des manœuvres militaires et des essais de nouveaux systèmes d'armements (missiles variés, drones de bombardement, etc.).⁸⁵⁷

Cet automne, l'Iran procèdera notamment à « un exercice de défense aérienne d'envergure » qui mobilisera « toutes les unités militaires » à travers « tout le pays ». Cet exercice inclura le système Bavar 373, jugé « beaucoup plus avancé que le système S-300 » russe par les autorités iraniennes.⁸⁵⁸ Nous avons déjà parlé de ce nouveau missile anti-aérien iranien que nous avons défini être une production sous licence du système chinois HQ-9.

Dans ces conditions, les cercles dirigeants des pays impérialistes en déclin jugent qu'une attaque israélienne serait « illogique et irresponsable » du fait qu'elle pourrait « causer plus de dommages que de bénéfices ».⁸⁵⁹

Cette « divergence croissante entre les États-Unis et Israël sur la gestion de la crise nucléaire iranienne » n'a évidemment pas échappé à l'impérialisme chinois. Alors que l'Etat sioniste fait le forcing avant que « la fenêtre pour une frappe militaire [ne] se referme » définitivement, l'impérialisme américain craint davantage « les conséquences graves d'une frappe militaire, y compris en termes de représailles contre les intérêts américains, d'instabilité dans la région et d'impact sur une économie mondiale déjà fragilisée ».⁸⁶⁰

L'impérialisme américain a lui-même reconnu via son secrétaire à la Défense redouter les répercussions multiples d'une attaque israélienne contre Téhéran.⁸⁶¹

Au cours des derniers mois, l'impérialisme américain a de toute évidence fait son maximum pour tenir fermement la laisse de son rottweiler.

« Le gouvernement américain estime qu'il y a encore du temps et de l'espace pour régler le problème nucléaire iranien, alors qu'Israël exige l'établissement d'une ligne rouge ». ⁸⁶²

Au début du mois de mars dernier, le président américain avait ainsi reçu le premier ministre israélien à Washington afin de « le convaincre de renoncer à des frappes sur la République islamique ». ⁸⁶³

« L'État hébreu est en effet soumis à des pressions redoublées de la part de son allié américain pour renoncer à attaquer l'Iran ». ⁸⁶⁴

De même, une attaque préventive contre les sites nucléaires iraniens, ne fait pas l'unanimité au sein de l'appareil d'Etat sioniste, que ce soit dans les cercles politiques ou dans l'armée. D'abord, l'efficacité de ces frappes ne serait pas assurée dans la mesure où nombre de sites industriels iraniens sensibles sont souterrains, à l'instar du site d'enrichissement d'uranium de Fordo qui compte aujourd'hui 700 centrifugeuses en service. ⁸⁶⁵ Outre sa probable inefficacité, d'aucuns estiment qu'une telle attaque « pourrait avoir des conséquences « catastrophiques » pour l'Etat hébreu ». ⁸⁶⁶

Même la « hiérarchie militaire » sioniste est « réticente à agir sans l'appui de l'Oncle Sam » alors que le gouverneur de la Banque centrale d'Israël juge que les hostilités plongeront le pays dans « une sévère crise économique ». Selon une étude publiée par la filiale israélienne de la Coface, les dommages directs induits par « les ripostes militaires » de l'Iran pourraient se chiffrer à près de 12 milliards d'euros, soit plus de 5 % du PIB israélien, sans compter les dommages à plus long terme induits par « la chute de l'activité industrielle et commerciale ». ⁸⁶⁷

Bien conscient de ces hésitations, l'Iran n'a cessé de clamer être prêt à affronter ceux qui le menacent ouvertement. Les vociférations des pays impérialistes en déclin n'ont de toute évidence en rien entamé la détermination de Téhéran à jouir de « son droit inaliénable au nucléaire » et à poursuivre son programme nucléaire civil. ⁸⁶⁸

Aujourd'hui, les tentatives occidentales multiples visant à saboter le programme nucléaire iranien ont manifestement échoué, qu'il s'agisse de l'assassinat ciblé de scientifiques iraniens du secteur nucléaire ou de la conception de virus informatiques tels Stuxnet et Flamme.

Aujourd'hui, l'arrogance des pays impérialistes en déclin est telle et le social-chauvinisme est si répandu en leur sein que leurs élites ne cherchent même plus à nier leurs crimes.

Ainsi, le *New York Times* a récemment confirmé que c'était bel et bien l'administration américaine — depuis Bush à Obama —, qui était « à l'origine du virus Stuxnet qui a durement touché les centrifugeuses iraniennes en 2010 ». ⁸⁶⁹ De même, le *Washington Post* a rapporté que le virus informatique Flamme visant à tracer et surveiller les réseaux informatiques iraniens avait été « développé conjointement » par « les Etats-Unis et Israël ». ⁸⁷⁰

Pourtant, même dans ce domaine, la riposte iranienne a été foudroyante.

Afin de s'assurer que de telles attaques informatiques seront désormais impossibles, l'Iran vient « **de connecter toutes ses administrations à un réseau intranet national, séparé de l'internet mondial** ». En outre, les autorités iraniennes projettent d'ouvrir ce réseau à l'ensemble de la population iranienne d'ici mars 2013... ⁸⁷¹ De quoi compliquer fortement l'accès depuis l'extérieur aux réseaux d'information iraniens et ainsi contrarier sérieusement la cyber-guerre américano-sioniste !

Aujourd'hui, les crimes de cyber-piraterie font indéniablement partie de la « **guerre secrète** » que mènent les pays impérialistes en déclin contre l'Iran, une guerre dans laquelle les crimes de sang ont également leur place.

« L'ingénieur en chimie Mostafa Ahmadi Roshan a péri dans l'explosion d'une bombe magnétique placée par un motard sur sa voiture. Pour la quatrième fois en deux ans, un spécialiste iranien du nucléaire a été tué en Iran. (...) À chaque attaque, c'est le même rituel : la République islamique pleure son mort et accuse dans la foulée Israël et les États-Unis, pendant que l'État hébreu frappe par son silence. Aucun démenti ni même aucune confirmation, ou seulement une étrange sensation de satisfaction. (...) Le silence est de mise en Israël", explique une source bien informée sur place. "Aucun politique ne parle. Quant aux journalistes, ils sont soumis à la censure et se cantonnent à citer la presse étrangère." Ainsi, en août dernier, c'est à l'hebdomadaire allemand *Spiegel* qu'une source au Mossad a annoncé que l'assassinat du scientifique iranien Darioush Rezajnejad, tué en juillet, avait été piloté par Israël ». ⁸⁷²

Ces attaques ont vraisemblablement ralenti le programme nucléaire iranien, mais ne l'ont pas stoppé. Surtout, elles n'ont pu que renforcer la cohésion nationale en Iran et susciter la sympathie des élites bourgeoises des pays dépendants, mais aussi de l'impérialisme russe et de l'impérialisme chinois qui souhaiteraient voir prendre fin la domination militaire de leurs concurrents occidentaux sur le monde.

Face au durcissement de la guerre occidentale "secrète" contre l'Iran — encore un secret de Polichinelle —, Pékin et Moscou sont plus que jamais restés aux côtés de l'Iran.

Le début de l'année 2012 avait ainsi vu la Russie menacer « de lever à n'importe quel moment l'embargo sur la livraison de systèmes sol-air russes S-300 à l'Iran » « en fonction de sa perception de ses intérêts nationaux ». ⁸⁷³ En d'autres termes, si l'Occident se hasardait à agresser l'Iran, Moscou se réserverait le droit d'intervenir...

De même, cet été a vu le feuilleton de la centrale nucléaire de Bouchehr connaître un heureux épilogue, le réacteur n°1 ayant atteint sa pleine capacité de production le 30 août 2012, c'est-à-dire le jour de l'ouverture du sommet du mouvement des Non-alignés. ⁸⁷⁴ Une coïncidence fortuite ? Et ce n'est qu'un début dans la mesure où les autorités iraniennes prévoient de lancer la construction du deuxième réacteur nucléaire de la centrale dès 2013. ⁸⁷⁵ De quoi faire décupler la fureur du régime sioniste et de ses alliés dans les années à venir !...

Les relations sino-iraniennes sont pour leur part au beau fixe, alors qu'une partie du pétrole iranien exporté vers la Chine est payé en yuans, mais aussi en biens et services importés de Chine. Une manière pour les deux parties de diminuer leur dépendance au dollar et de promouvoir la "réforme du système monétaire mondial" qu'elles appellent régulièrement de leurs vœux... ⁸⁷⁶

De telles initiatives ne peuvent que déplaire à Washington et à ses alliés en ce qu'elles constituent un bien dangereux exemple s'il venait à trop se généraliser.

Enfin, on a de nouveau pu voir une forte convergence entre Téhéran, Moscou et Pékin autour de l'affaire du drone furtif américain RQ-170 Sentinel capturé en excellent état à la fin de l'année 2011 par l'Iran via une prise de contrôle électronique alors qu'il violait l'espace aérien iranien. Comme quoi il n'y a pas que les USA qui soient rodés à la guerre électronique...

L'affaire constitua évidemment « une perte importante pour l'armée américaine, en raison des particularités techniques de cet appareil » qui en font un « véritable bijou technologique ». ⁸⁷⁷

Quelques mois plus tard, au printemps 2012, les autorités iraniennes annoncèrent être parvenues à « décrypter le code » du drone et en donnèrent la preuve en dévoilant une partie de son historique GPS. Elles affirmèrent également avoir entamé la production d'une copie du drone. ⁸⁷⁸

Des ambitions à ne pas prendre à la légère dans la mesure où l'Iran semble déterminé à faire appel aux compétences et à l'expérience de certains de ses alliés pour mener à bien cette tâche.

On a ainsi récemment appris qu'un groupe de dix-sept experts chinois, composé d'experts techniques de l'APL et de l'AVIC, était arrivé en Iran quelques jours seulement après sa capture afin d'examiner le drone américain. Pékin et Téhéran discutent aujourd'hui « **des détails de la coopération portant sur le reverse-engineering du RQ-170** ». Moscou n'a également pas caché son intérêt pour le drone américain.⁸⁷⁹

Encore un transfert de technologies dont l'impérialisme américain risque de se mordre les doigts !...

Au contraire de l'Etat sioniste, dont le programme nucléaire militaire est de l'aveu même de la presse occidentale un « **secret de polichinelle** », l'Iran n'a de toute évidence pas besoin de la dissuasion nucléaire pour décourager d'éventuels agresseurs ou faire du chantage à ses voisins. Le *Spiegel* souligne ainsi que l'Etat sioniste dispose aujourd'hui de trois sous-marins diesel livrés par l'Allemagne déjà équipés ou sur le point d'être « équipés » « avec des missiles de croisière à têtes nucléaires », les charges nucléaire possédant une puissance unitaire de l'ordre de 5 kilotonnes, soit « la moitié d'Hiroshima ».⁸⁸⁰

S'il ne fait aucun doute que l'Etat sioniste dispose aujourd'hui de l'arme nucléaire que lui ont fourni ses alliés occidentaux au mépris du TPN, il ne fait pas davantage de doute que l'Iran « ne cherche pas la bombe atomique ». De l'aveu même de la presse bourgeoise d'Occident, « **si Téhéran poursuit bien des recherches pouvant aboutir à la capacité de fabriquer une arme atomique, il ne souhaite plus s'en doter depuis 2003** ». Telle est la conclusion à laquelle aboutit un récent rapport des services de renseignements américains.⁸⁸¹

Seul le lobby sioniste et ses alliés continuent aujourd'hui de prétendre le contraire pour tenter de justifier les sanctions économiques et les menaces militaires contre l'Iran, ce dernier apparaissant de plus en plus comme un dangereux opposant à la poursuite de la domination occidentale sur le Moyen-Orient. Plus que jamais, l'Iran symbolise aujourd'hui la volonté des élites bourgeoises des pays dépendants de s'affranchir de l'oppressante tutelle occidentale, leur désir de mettre en concurrence les marchandises et les investissements occidentaux avec ceux de puissances émergentes sans avoir à craindre leur fureur.

Pour Téhéran, les récentes menaces proférées par le régime sioniste relèvent d'ailleurs davantage de la « propagande » et de la « guerre psychologique » que d'une réelle volonté d'en découdre. Téhéran n'en a pas moins réaffirmé que toute agression israélienne contre son territoire se verrait opposer une réaction « très rapide et écrasante ».⁸⁸²

Notons que si l'Etat sioniste a récemment brandi la menace d'une attaque imminente des installations nucléaires iraniennes, c'est sans aucun doute conformément aux appréciations des autorités iraniennes, dans le but de saboter le 16^{ème} sommet du mouvement des Non-alignés qui s'est tenu à Téhéran à la fin du mois d'août 2012.

A cette occasion, Téhéran a pris la tête du mouvement des Non-alignés dont il est devenu le porte-étendard pour les trois prochaines années. Tout un symbole alors qu'à la veille du sommet le régime iranien proclamait encore que « les pays de la région » allaient « en finir prochainement avec la présence des usurpateurs sionistes sur la terre de Palestine », présentant ainsi la disparition imminente de la « **tumeur cancéreuse** » que constitue « **le régime sioniste** ».

« [Les Occidentaux] disent qu'ils veulent un nouveau Proche-Orient, nous voulons aussi un nouveau Proche-Orient mais dans le nôtre il n'y a **plus de traces des sionistes**. (...) **Les sionistes partiront et la domination américaine sur le monde prendra fin** ». ⁸⁸³

Des positions réaffirmées dernièrement dans des interviews données par le président iranien au *Washington Post* et à *CNN* alors qu'il était de passage à New York à l'occasion de l'assemblée générale annuelle de l'ONU.

« Quand nous disons [qu'Israël doit être] effacé, nous disons que l'occupation [en Palestine] doit être effacée de la surface de ce monde. Que ceux qui cherchent la guerre doivent être effacés et éradiqués ».

Pour Ahmadinejad, si les sionistes menacent l'Iran, c'est parce qu'ils « se voient dans une impasse ». Pour lui, leur insistance à demander aux USA la fixation d'une « ligne rouge » revient à « imposer leurs vues aux Etats-Unis » et « devrait être vue comme une terrible insulte et prise comme telle par le peuple des Etats-Unis ». ⁸⁸⁴

De toute évidence, les élites iraniennes sont aujourd'hui bien conscientes de divergences croissantes entre Washington et Tel-Aviv sur le traitement de la question iranienne et semblent bien décidées à souffler sur les braises de la discorde...

Dans ces conditions, la volonté occidentale de créer un embargo diplomatique et économique totale contre l'Iran est en train d'échouer. Sur le plan diplomatique, le dernier sommet du mouvement des Non-alignés de Téhéran a constitué pour eux un nouveau et cuisant échec, puisqu'il a réuni les délégations de 120 pays, représentées notamment par une trentaine de chefs d'Etat et de gouvernement ainsi que 70 ministres des Affaires étrangères.

De l'aveu même de la presse occidentale, « force est de constater » que « l'isolement [diplomatique de l'Iran] paraît relatif » alors que les pays présents au sommet de Téhéran représentent « la majorité de la population mondiale ».

« Ultime pied-de-nez, le leader iranien a eu le loisir de fustiger l'organe phare de l'ONU en face d'un invité de marque : le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, visiblement irrité. À la surprise générale, ce dernier a décidé de faire le voyage à Téhéran, en dépit des critiques américaines et israéliennes, qui l'exhortaient à ne pas servir la propagande du régime iranien. Un sérieux camouflet pour le groupe des 5 + 1 (les cinq membres permanents du Conseil de sécurité + l'Allemagne) ».⁸⁸⁵

Au cours de ce sommet, l'Iran ne manqua évidemment pas d'utiliser la tribune qui lui était offerte pour dénoncer la poursuite de la colonisation sioniste ainsi que les agressions coloniales occidentales. L'Iran réaffirma également son opposition à la volonté des pays impérialistes en déclin de « s'arroger un monopole sur la production de combustible nucléaire ». L'Iran dénonça enfin « la structure de l'ONU » comme « injuste » et « non-démocratique » avant d'affirmer que « **le monde ne devrait pas être contrôlé par une poignée de régimes dictatoriaux** ».⁸⁸⁶ Un discours qui, toujours de l'aveu de la presse des pays impérialistes en déclin, « fait mouche chez de nombreux pays en voie de développement, présents à ce sommet ».⁸⁸⁷

De son côté, la presse officielle chinoise souligna qu'en organisant avec succès ce sommet, Téhéran avait « **brisé le blocus diplomatique de l'Occident** ». Relayant les impressions de la presse américaine, l'agence de presse *Xinhua* remarqua que le sommet de Téhéran avait « créé un sentiment de frustration à Washington » et témoignait du fait « que l'influence occidentale au Moyen-Orient était sur le déclin ». **Plus que jamais, « la ferme attitude de défi » de l'Iran « [met] en péril les intérêts stratégiques américains au Moyen-Orient »**.⁸⁸⁸

L'impérialisme chinois en est parfaitement conscient et hésite de moins en moins à appuyer là où ça fait mal. Quelques jours à peine après la clôture du sommet de Téhéran, le président du Comité permanent de l'APN — c'est-à-dire l'une des principales figures politiques chinoises —, arrivait en Iran sur invitation du parlement iranien pour une visite officielle de quatre jours.⁸⁸⁹

Une visite à l'occasion de laquelle il pût s'entretenir longuement avec le président iranien et le président du parlement iranien, sans aucun doute dans le but de peaufiner les détails et le calendrier de leur stratégie de mise en déroute des pays impérialistes en déclin...

De toute évidence, si les cercles dirigeants occidentaux tentent aujourd'hui de tenir en laisse l'Etat sioniste, c'est parce qu'ils craignent qu'une aventure militaire contre l'Iran ne dégénère et ne contribue finalement qu'à accélérer leur perte d'influence au Moyen-Orient et dans le monde entier.

Le poids croissant du commerce et des investissements chinois sur le continent africain illustre le déplacement du centre de gravité de l'économie capitaliste mondiale de l'Occident vers l'Orient. Les derniers mois ont naturellement vu l'impérialisme chinois poursuivre son intelligente politique de séduction des élites bourgeoises-compradore du continent.

Si la Chine ne rechigne pas à accorder des aides alimentaires d'urgence à l'Afrique — à l'instar des 70 millions de dollars d'aide alimentaire octroyée par le gouvernement chinois au début de l'automne 2011 alors que le nord-est de l'Afrique souffrait de la sécheresse et de la famine⁸⁹⁰ —, son levier de prédilection n'en reste pas moins celui du renforcement de la coopération agricole sino-africaine, seul moyen d'assurer la « sécurité alimentaire » du continent et de mettre un terme à sa dépendance à la philanthropie internationale.⁸⁹¹

Dans cette optique, la Chery Heavy Industry Co., une filiale du constructeur automobile chinois, a récemment annoncé un plan d'investissement de 260 millions de \$ US dans sept pays africains visant à établir des centres d'opération africains destinés à promouvoir l'utilisation du machinisme agricole.⁸⁹² Les investissements chinois dans la promotion de l'agriculture africaine constituent naturellement une lueur d'espoir pour les peuples du continent.

La Chine possède en effet une très riche expérience et d'indéniables compétences dans le secteur agricole. Notons au passage que celles-ci sont de plus en plus reconnues même en ce qui concerne les marchés de niche qui sont aujourd'hui l'apanage des pays impérialistes en déclin. Dans le domaine viticole, les progrès de la Chine sont ainsi sensibles, même si son ambition dans ce domaine ne sera jamais — au vu des ressources arables limitées du pays —, d'exporter de grands volumes, mais davantage de satisfaire une partie de sa consommation domestique. Aujourd'hui, les meilleurs vins du Ningxia n'ont plus rien à envier aux vins de table du vignoble bordelais.

« Les gens doivent changer d'opinion sur les vins chinois », remarquait Fiona Sun, rédactrice de la *Revue du vin de France* après sa participation à une dégustation en aveugle ayant récemment opposé cinq vins chinois à cinq vins de Bordeaux. « Les Chinois s'en sortent très, très bien », remarquait un autre membre du jury.⁸⁹³

Mais qui sait, une fois la sécurité alimentaire du continent africain assurée, l'impérialisme chinois s'y lancera peut-être dans la production viticole à grande échelle...

Cette parenthèse fermée, il est évident qu'à l'heure où la récolte de céréales a souffert de la sécheresse aux USA et dans le bassin de la mer Noire, à l'heure où l'Inde a enregistré une mousson tardive augurant une mauvaise récolte, il faut s'attendre à « une flambée mondiale du cours des grains » et à la perspective de possibles nouvelles « émeutes de la faim » dans les mois à venir.⁸⁹⁴

Dans ces conditions, les médias des pays impérialistes en déclin en sont réduits à dénoncer leur propre « gabegie alimentaire » et par exemple le fait que 40 % de la production américaine de maïs sera convertie en carburant alors qu'à l'autre bout du monde, un milliard de « mal-nourris » luttera pour sa survie !⁸⁹⁵

Notons au passage que cette situation de déficit de la production céréalière mondiale ne devrait avoir qu'un impact très limité sur l'inflation des produits alimentaires en Chine, alors que les autorités chinoises s'attendent à enregistrer « une nouvelle bonne récolte » cette année, ce qui permettra de garantir un « marché intérieur » « stable ». Le pays est en effet autosuffisant en ce qui concerne le riz, le blé et le maïs, et seule la production de viande sera impactée par la hausse des cours du soja (importé à 70 %).⁸⁹⁶

Les investissements chinois dans la promotion des techniques agricoles modernes et du machinisme agricole en Afrique permettront à l'impérialisme chinois de remplir un double objectif, à savoir en premier lieu celui d'étendre les débouchés pour ses produits industriels, et en second lieu celui de participer à la naissance d'une agriculture africaine moderne qui servira de point de départ à la future expansion des capitaux industriels chinois sur le continent africain, un phénomène de « **délocalisation industrielle chinoise** » aujourd'hui à l'état embryonnaire à l'heure où certaines entreprises chinoises « **ont commencé à y déménager leurs chaînes de production** ». ⁸⁹⁷

Avec la tenue à Pékin de la 5^{ème} Conférence ministérielle du Forum sur la coopération sino-africaine, l'été 2012 a surtout fourni l'occasion à l'impérialisme chinois de réitérer son attachement à ce continent d'importance stratégique.⁸⁹⁸

A l'occasion de ce forum, l'impérialisme chinois annonça une forte hausse des crédits dédiés au développement des infrastructures, de l'agriculture et de l'industrie manufacturière africaines.

A 20 milliards de \$ US, ils représentent le double de ceux accordés à l'occasion de la conférence trisannuelle précédente de Charm el-Cheikh, « un geste qui reflète la présence croissante de la république populaire sur ce continent ». Depuis 2009, la Chine est le premier partenaire commercial du continent et en 2011, le volume du commerce bilatéral sino-africain a atteint un nouveau record à 166,3 milliards de \$ US, un chiffre en hausse de 83 % par rapport à 2009. Dans le même temps, le stock des IDE chinois en Afrique a progressé de 60 % à 14,7 milliards de \$ US.⁸⁹⁹

Alors que la crise économique mondiale « a fait tourner l'attention du Continent Noir vers l'Orient » et que ses élites sont inquiètes « du retour du colonialisme en Afrique », la Chine compte aujourd'hui « saisir cette occasion pour engager un dialogue avec l'élite africaine ».

« Après tout, la démocratie, la liberté et les droits de l'homme ne sont pas exclusifs au monde occidental. La Chine a besoin de rattraper la tendance et de discuter de la démocratie et du développement avec les pays africains qui ont subi des siècles de pillage colonial et suivent un chemin cahoteux vers le développement et la démocratie ».⁹⁰⁰

Et peu importe si « l'essor des relations sino-africaines surprend l'Occident » et lui fait grincer des dents.⁹⁰¹ Aujourd'hui, l'impérialisme chinois n'hésite plus à répondre du tac au tac aux « accusations de "néocolonialisme" chinois » jugées « injustes »⁹⁰² au regard du passif de l'Occident en la matière...

Ce fil stratégique est indéniablement à l'œuvre aujourd'hui, alors que l'impérialisme chinois prend un plaisir non dissimulé à rappeler les « crimes odieux » commis par les pays impérialistes en déclin en Afrique au cours des derniers siècles, une manière de lutter contre l'influence des « médias occidentaux » qui « passent leur temps à diaboliser la Chine et son rôle en Afrique ». Il faut dire que « conscient de ses crimes », l'Occident « **sait qu'à présent, il pourrait "perdre" l'Afrique** », et l'unanimité de la presse bourgeoise occidentale sur la question ne démontre qu'une chose, à savoir que « **le niveau de la brutalité infligée aux peuples africains par les pays européens et les Etats-Unis les contraint à se serrer les coudes entre coupables** ».

« La Chine est « dangereuse » parce qu'elle est différente et qu'elle ne fait pas ce que les puissances occidentales ont fait en Afrique. (...) Pour l'Occident, attaquer la Chine sur des sujets concernant l'Afrique n'est rien moins qu'une lutte pour la survie – ou, plus exactement, pour la survie de son ordre mondial et de son contrôle colonial sur le continent. Puisque l'Occident défend son contrôle sur les vies des peuples d'Afrique et le pillage de leurs ressources, la Chine n'a plus aucune raison de prendre des gants.

Elle doit parler avec plus de force et de clarté, au nom de son propre peuple et au nom de ceux qui de par le monde n'ont pas eu le droit à la parole pendant des siècles. Et elle devrait commencer à poser certaines questions inconfortables à l'Occident ». ⁹⁰³

Que faut-il retenir des évènements récents au Niger, en Côte d'Ivoire, en Libye, en Syrie, au Mali, etc. ?

Outre des intérêts économiques et géopolitiques directs souvent évidents — tels le fait de s'accaparer le pétrole libyen ou de mettre la pression sur l'Iran en s'en prenant à la Syrie, l'un de ses alliés régionaux majeurs —, ces ingérences grossières dans les affaires intérieures de pays bourgeois-compradore permettent aux pays impérialistes en déclin de faire diversion, et notamment de faire oublier leur piteux échec et leur déroute flagrante en Afghanistan.

Il s'agit pour eux de démontrer qu'en dépit de leur décomposition économique croissante et de la défiance elle aussi croissante de certains régimes bourgeois-compradore à leur égard, ils conservent un pouvoir de nuisance élevé et qu'il faut donc encore compter avec eux pour quelques années encore !...

N'en déplaise aux impérialistes chinois qui dans un article du *Quotidien du Peuple*, déclaraient encore récemment que « **l'époque de la guerre et de la violence révolutionnaire est une époque révolue et [que] notre monde est entré dans une nouvelle époque caractérisée par la paix et le développement** ». Il faut dire que l'impérialisme chinois voudrait bien éviter « **une nouvelle guerre froide** ». ⁹⁰⁴

Il préférerait évidemment voir ses concurrents malheureux se résoudre à accepter leur inexorable perte d'influence. L'impérialisme chinois craint en effet certainement qu'une telle atmosphère d'agressions coloniales, de guerres larvées et d'excitation des rivalités ethniques ne puisse à terme être favorable au soulèvement des peuples des pays dépendants...

Aussi longtemps que l'impérialisme chinois n'aura pas rattrapé et dépassé ses concurrents en déclin en termes de développement de sa puissance militaire et en particulier de ses forces de projection, la tentation sera grande pour eux de tenter de compenser leur faiblesse économique croissante par la "diplomatie" des canons...

De l'aveu même de la presse bourgeoise d'Occident, la « bataille pour la chute de Bachar el-Assad » est aujourd'hui un des épisodes « d'une nouvelle guerre froide "soft" » opposant « les États-Unis et l'UE avec l'Arabie saoudite et le Qatar » à « la Russie, la Chine, l'Iran et les pays qui refusent les diktats occidentaux ». ⁹⁰⁵

Une guerre que les pays impérialistes en déclin vont inévitablement perdre, même s'ils remportent ponctuellement encore quelques batailles locales dans les quelques années à venir.

En effet, plus l'impérialisme chinois verra son économie se renforcer et se diversifier, plus sa puissance militaire apparaîtra comme capable de contrebalancer celle de pays impérialistes en déclin minés par une grave crise économique structurelle et plus la sphère d'influence de ces derniers se délitera.

La part de la Chine est déjà prépondérante dans le commerce extérieur de nombreux pays, et les prochaines années ne pourront que renforcer cette réalité. Ce phénomène aboutira naturellement à la satellisation par l'impérialisme chinois de nombreuses élites bourgeoises, y compris la vassalisation de puissances impérialistes de second rang — comme peuvent l'être aujourd'hui de nombreux pays bourgeois vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Alors que les liens entre Moscou et Pékin se sont considérablement approfondis au cours de la dernière décennie, il est bien possible que l'impérialisme russe devienne le premier agrégat de d'une nouvelle coalition inter-impérialiste emmenée par l'impérialisme chinois et bien décidée à instaurer un nouveau repartage de la plus-value qui lui soit plus favorable.

En 2011, le commerce bilatéral sino-russe a atteint 79,3 milliards de \$ US. La Chine est aujourd'hui le premier partenaire commercial de la Russie.⁹⁰⁶ En 2011, l'oléoduc sino-russe Skovorodino-Daqing a acheminé 15 millions de tonnes de pétrole vers la Chine.⁹⁰⁷

Au printemps 2012 les deux pays ont signé 27 contrats commerciaux d'une valeur totale de 15 milliards de \$ US.⁹⁰⁸ Les sept premiers mois de l'année 2012 ont vu le commerce bilatéral sino-russe augmenter de 10,9 % en glissement annuel à 49,8 milliards de \$ US. Au cours de la même période le commerce extérieur total de la Russie n'a augmenté que de 5,0 % à 475,5 milliards de \$ US.⁹⁰⁹

Aujourd'hui, la Chine et la Russie négocient un contrat géant pour la fourniture de 68 milliards de mètres cubes de gaz par an à partir de 2015 pendant 30 ans. Mais les relations entre Pékin et Moscou ne se limitent pas à l'approvisionnement de la Chine en hydrocarbures russes. Les deux capitales discutent en effet d'une « future alliance technologique de modernisation » dans les domaines de la construction aéronautique, des nanotechnologies, des biotechnologies, de l'informatique et de la médecine.⁹¹⁰

L'entrée de la Russie dans l'OMC est l'une des facettes de cette coopération, Pékin l'ayant indéfectiblement appuyé. Il faut dire que l'impérialisme chinois est déjà désigné comme l'un des futurs principaux bénéficiaires de cette intégration plus étroite de la Russie au commerce et aux investissements internationaux.⁹¹¹

Cette entrée intervient après dix-huit années de difficiles négociations et en dépit de l'opposition persistante des formations politiques nationalistes (Parti "Communiste", Russie Juste, etc.), qui craignent que l'abaissement — progressif mais rapide —, des droits de douane qui passeront de 9,5 % actuellement à 6,0 % en 2015, ne « permette aux étrangers d'inonder le marché de produits bon marché, signant l'arrêt de mort de nombreuses industries héritées de l'époque soviétique ».⁹¹²

Si quelques secteurs de l'économie russe, en particulier son complexe militaro-industriel, comptent encore sur la scène mondiale, nombre de ses productions sont vieillissantes. A de très rares exceptions près, « **la Russie post-soviétique n'a réussi ni à développer ni à produire de nouveaux armements** ».⁹¹³

En outre, la Russie a aujourd'hui toutes les peines du monde à maintenir en état son outil de production industriel. En témoignent les problèmes rencontrés sur des productions bien rodées — quatre des trente-deux lancements spatiaux russes ont échoué en 2011, des échecs à répétition qui selon le président russe « portent une atteinte sérieuse à notre compétitivité »⁹¹⁴ —, comme sur les derniers fleurons de son industrie — à l'instar du missile intercontinental Boulava dont au moins six lancements ont échoué au cours de la période 2006-2009. L'impérialisme russe apparaît aujourd'hui comme bien incapable d'endiguer ces échecs à répétition alors que l'été 2012 a vu un nouvel échec du lanceur Proton M pour cause de panne moteur. Cet échec, qui a provoqué la perte de deux satellites, a entraîné la suspension des tirs du lanceur.⁹¹⁵

La Russie n'a guère été plus chanceuse en ce qui concerne ses programmes d'exploration lunaire et martienne. Le 9 novembre 2011, la Russie avait ainsi perdu sa précieuse sonde martienne Phobos-Grunt juste après sa séparation d'avec le lanceur en raison d'une panne du propulseur de la sonde.⁹¹⁶

De même, la sonde russo-indienne Luna Resource a récemment vu son calendrier de lancement repoussé de deux ans à l'horizon 2017. Il semblerait en effet « que toute la technologie nécessaire ne soit pas en passe d'être achevée à temps pour un décollage en 2015 ».⁹¹⁷

Si tout se passe comme prévu, la sonde lunaire chinoise Chang'e-3 foulera ainsi le sol lunaire quatre ans avant son homologue russo-indienne !

L'impérialisme russe n'a pas eu beaucoup plus de succès dans le secteur aéronautique. Le programme de jet régional à réaction Sukhoi Superjet 100, symbole de « la renaissance de l'aéronautique civile russe », a ainsi du faire face à des difficultés majeures : deux ans de retard sur le planning initial et le crash meurtrier d'un appareil au cours d'un vol de démonstration en mai dernier hypothèquent grandement ses chances de percer à l'export.⁹¹⁸

Il faut dire que la continuité de la chaîne industrielle russe a été mise à rude épreuve par l'éclatement de l'URSS puis par deux dernières décennies de fuite des cerveaux et de dépenses anémiques en matière de recherche et de développement. Ainsi, l'impérialisme russe est aujourd'hui contraint d'importer nombre des systèmes d'armement les plus modernes, à l'instar des BPC de classe Mistral.⁹¹⁹ De même, ce n'est pas pour rien si la Russie et l'Ukraine s'allient de nouveau pour produire l'Antonov An-70, le concurrent direct de l'A400M d'EADS qu'il surclasse sur bien des points.⁹²⁰

Ce n'est pas non plus pour rien si Moscou a récemment proposé à l'Ukraine et au Kazakhstan de collaborer à la conception d'un nouveau lanceur lourd sur la base des technologies du programme Energuia-Bouran. Le pas de tir kazakh du lanceur Energuia-Bouran, utilisé pour un unique lancement en 1988 avant l'abandon du programme, serait également réutilisé.⁹²¹

Face à de telles difficultés, on comprend sans peine pourquoi l'impérialisme russe cherche par tous les moyens à attirer les investissements étrangers afin de dynamiser et moderniser une économie jugée beaucoup trop dépendante des fluctuations des cours des hydrocarbures, et vivant sur les derniers lambeaux d'une industrie héritée de l'époque du social-impérialisme soviétique. C'est dans ce but évident de « voir une amélioration des investissements » que la Russie intègre aujourd'hui l'OMC.⁹²²

Pour autant, il ne faut pas s'attendre à voir cette entrée comme une panacée qui règlera tous les problèmes économiques et sociaux de la Russie.

Les difficultés auxquels est confronté l'impérialisme russe ne font pas que des malheureux. L'impérialisme chinois commence à profiter des industries héritées du social-impérialisme soviétique. L'Ukraine et la Chine coopèrent aujourd'hui de manière croissante dans les domaines de la construction navale et de la construction aéronautique, domaines dans lesquels l'Ukraine possède de solides compétences, y compris en matière de motorisation. Kiev entend notamment « collaborer avec Pékin dans la conception des avions de transport lourds », un secteur stratégique clef pour Pékin.⁹²³

La collaboration sino-ukrainienne n'a évidemment pas échappé à Moscou, qui a bien compris l'inéluctabilité de la montée en gamme technologique de l'industrie chinoise, se résolvant à en tirer partie au moins à court et moyen terme.

On a ainsi appris récemment qu'au terme de deux années de négociation, le conglomérat aéronautique russe OAK et son homologue chinois COMAC s'apprêtaient à « créer une coentreprise destinée à concurrencer Boeing et Airbus » en produisant un long-courrier dérivant de l'Iliouchine 96, « l'un des avions long-courriers russes les plus performants ». Cet appareil devrait voler d'ici 2020. On ignore les termes précis la coopération sino-russe mais on sait que « la production de l'appareil sera située sur le territoire chinois », que les Russes apporteront « leur savoir-faire » et que Pékin « offrira le financement, soit entre 7 et 12 milliards de dollars sur une période de sept ans ». ⁹²⁴

Avec une capacité de l'ordre de 400 passagers, l'appareil sino-russe devrait donner des soucis à l'Airbus A330 et au Boeing 777. Surtout, elle permettra à l'impérialisme chinois de bénéficier de transferts de technologies et de se forger une solide expérience en matière de conception et de construction de gros-porteurs long-courriers.

Bien consciente de l'inexorabilité de la montée en puissance de l'impérialisme chinois, l'élite russe au pouvoir semble s'être fait une raison. Selon les propres termes de Vladimir Poutine, « **la Russie n'a pas l'intention de rivaliser avec la Chine pour le leadership mondial** ». ⁹²⁵

En d'autres termes, l'impérialisme russe a compris qu'il était plus raisonnable de contribuer et de profiter de la montée en puissance de l'impérialisme chinois que de tenter de s'opposer à lui.

Au cours des derniers mois, réunis par ces relations économiques prépondérantes et la défense d'intérêts communs au Moyen-Orient, l'impérialisme russe et l'impérialisme chinois se sont serrés les coudes face à « la philosophie de la confrontation » des pays impérialistes en déclin, déterminés à « déjouer » leurs « tentatives d'intervention » et à « construire un monde plus équilibré ». ⁹²⁶

La confrontation territoriale sino-japonaise autour des îles Diaoyu a d'ailleurs fourni à l'impérialisme russe, lui-même confronté à des différents territoriaux avec le Japon en ce qui concerne les îles Kouriles, l'occasion de témoigner de sa solidarité avec l'impérialisme chinois. Les médias russes sont ainsi unanimes à dire que « les îles Diaoyu font indiscutablement partie du territoire chinois ». ⁹²⁷

Notons au passage que la Corée du Sud s'est bien gardée de prendre position en faveur de l'impérialisme japonais au sujet des îles Diaoyu, ayant elle-même des différends territoriaux avec le Japon autour des îles Dokdo, qui constituent un autre « héritage de l'ère coloniale ».⁹²⁸

De son côté, l'impérialisme chinois a lui aussi joué la solidarité avec ses voisins russes et coréens face aux prétentions territoriales japonaises, qu'il s'agisse des îles Dokdo ou des îles Kouriles. A la mi-août, le journal télévisé de CCTV-F avait ainsi diffusé un long sujet sur ces différends. Intitulé « Le Japon attise les conflits avec ses voisins », il insistait sur le fait que « les nationalistes de droite » étaient « de plus en plus actifs au Japon dans la politique, l'économie et la politique étrangère » et que c'est pourquoi « le Japon se montr[ait] de plus en plus belliqueux dans ces différends ».⁹²⁹

Dans ces conditions internationales complexes et tendues, les relations sino-russes sont naturellement demeurées au beau fixe. De l'aveu de la diplomatie russe, elles « sont parvenues à des sommets jamais atteints auparavant ».⁹³⁰

Cette parenthèse étant close, il apparaît évident que l'élite russe au pouvoir joue aujourd'hui gros avec son entrée dans l'OMC. Si les économistes bourgeois s'attendent certes à un impact globalement positif sur la croissance économique russe, ils sont unanimes à souligner qu'il ne faut pour autant pas s'attendre à voir Moscou connaître un « miracle à la chinoise ».⁹³¹

Alors que l'année 2011 a de nouveau montré les limites d'un Etat providence financé par la manne des hydrocarbures, la presse officielle commence à s'inquiéter du « risque social accru » induit par « la paupérisation des Russes ». A l'automne 2011, la Russie avait en effet vu le taux de pauvreté passer de 13,5 % à 14,9 % de la population. Ce sont ainsi 21,1 millions de russes qui vivaient en dessous du seuil de pauvreté légal, victimes d'une « inflation relativement élevée » combinée à une stagnation des salaires et des retraites.⁹³²

Malgré cela, l'élite au pouvoir en Russie a été facilement reconduite en mars 2012, au grand dam de la presse bourgeoise d'Occident qui aurait préféré l'émergence d'une contestation politique et sociale plus fortes et crédibles.⁹³³

Au contraire des pays impérialistes en déclin, l'impérialisme chinois profita de l'élection présidentielle russe pour louer les « immenses progrès » réalisés par la Russie « en ce qui concerne la stabilité et le développement du pays » et rappeler sa volonté de renforcer « l'amitié sino-russe » ainsi que leur « partenariat stratégique global de coopération ».⁹³⁴

Il faut dire, comme le reconnaissait alors la presse bourgeoise des pays impérialistes en déclin — une presse qui ne manqua pourtant pas d'insister sur des accusations de fraude —, que V. Poutine apparaissait pour beaucoup de russes être le « seul » « capable de gouverner la Russie ». ⁹³⁵

Notons au passage que dans ce choix "par défaut", il n'y a rien qui ne soit plus scandaleux que ce à quoi on a pu assister au cours des dernières élections présidentielles et législatives françaises dont on peut tirer trois enseignements essentiels.

D'abord, ces élections ont sanctionné l'attelage gouvernemental sortant et son bilan, jugé mauvais, en dépit d'une explosion historique de la dette publique : + 630 milliards d'euros sur le quinquennat, soit une augmentation de 54,8 % par rapport à son niveau du printemps 2007. ⁹³⁶

Ces élections ont abouti à une victoire sur le fil du rasoir d'une "gauche" qui a profité du rejet du président sortant par de nombreux déçus, souvent en dehors de tout attachement idéologique ou adhésion programmatique. ⁹³⁷

Ainsi, si beaucoup se sont résolus au « vote utile » ou à voter pour « le moins pire », d'autres n'ont pas voulu se voir imposer un tel "choix". Ce n'est pas pour rien si certains médias ont concédé que l'abstention pouvait être « **vue comme un acte politique fort** ». ⁹³⁸

Que vaut en effet une "démocratie" qui oppose la raison aux convictions et qui ne laisse le choix qu'entre deux maux ?

Certes, ce n'est pas encore la dictature terroriste ouverte du capital, mais c'est très loin de l'idéal de la démocratie bourgeoise propagé dans la lutte idéologique contre la dictature du prolétariat.

Ce n'est évidemment pas pour rien si les dernières élections ont vu l'abstention atteindre des niveaux très élevés (20 % pour les présidentielles et 44 % pour les législatives), sans oublier une proportion historiquement élevée de votes blanc et nuls (5 % des inscrits au 2^{ème} tour des présidentielles). ⁹³⁹

Enfin, les dernières farces électorales françaises augurent le tournant réactionnaire majeur qui attend les masses populaires de France dans les années à venir, au cours des prochaines farces électorales, quand le bilan du nouveau président sera aussi calamiteux que celui de son prédécesseur, ce qui ne manquera pas arriver face aux prochaines secousses de la crise, car confronté dès son accession au pouvoir à un avis de tempête, le PS n'aura d'autre choix que de continuer à faire retomber le poids de la crise sur les masses exploitées. ⁹⁴⁰

En dépit de sa promesse d'« épargner » « la rigueur » aux « classes moyennes »⁹⁴¹, il serait surprenant que le nouveau président prenne le risque de se mettre à dos les plus fortunés. Les slogans démagogiques de "justice" — car pour le PS et ses alliés de tous bords l'exploitation salariée peut être "juste" si elle est encadrée... —, se dissiperont alors rapidement.

Et disposant d'une majorité parlementaire et sénatoriale, c'est-à-dire des « pleins pouvoirs » pour « entamer le changement », il ne pourra pas esquiver ses responsabilités.⁹⁴²

Une fois l'UMP et le PS tous deux décrédibilisés, entre quels maux les masses populaires de France auront-elles à choisir ?

Entre les ailes dites "d'extrême droite" et "d'extrême gauche" de la social-démocratie, naturellement. Or, que ce soit au 1^{er} tour de la Présidentielle ou dans les duels qui l'ont opposé aux figures du Front National au cours des législatives, le Front de gauche est apparu en grande difficulté.⁹⁴³

Le programme économique social-chauvin commun des deux frères ennemis que sont le Front de gauche et le Front National — notamment sur la question du protectionnisme commercial comme remède aux délocalisations et à une mondialisation vécue comme une perte de la souveraineté nationale —, n'est évidemment pas étranger à la popularité grandissante du Front National.

Comme le remarquait un article du *Monde* intitulé « La crise financière actuelle a l'étrange parfum des années trente » et publié à l'automne 2011, une « nouvelle vague de populisme » dont le leitmotiv est « celui du protectionnisme » se manifeste au moment où « c'est aux peuples que la note est présentée à travers des plans d'austérité et de hausse des impôts d'une grande violence ».

« Quand des personnalités aussi inconciliables que Arnaud Montebourg, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon soufflent sur les mêmes braises, c'est qu'un mal profond est à l'œuvre ».⁹⁴⁴

Mais à la différence du Front de gauche, le Front National aura su préserver son image d'alternative à la traditionnelle dichotomie et alternance "droite"/"gauche".

C'est ainsi qu'en dénonçant le système UM-PS, Marine Le Pen se pose de plus en plus comme la « candidate de la révolte populaire ».⁹⁴⁵

Nombreux sont ainsi les sympathisant de "gauche" qui sont aujourd'hui séduits par celle qui semble être devenue « la seule capable de faire tout péter ».

Une "virginité révolutionnaire" que la présidente du FN a su préserver au cours de la présidentielle en évitant soigneusement de se compromettre en appelant à voter pour l'un ou l'autre des candidats en lice, au contraire de son frère ennemi qui, à peine battu, s'empressa d'appeler à « battre la droite » à tout prix.⁹⁴⁶

Nul doute que lorsque l'heure du bilan sonnera, le Front National saura rappeler cette compromission...

Aux USA également, l'actuelle campagne des élections présidentielles ne soulève pas l'enthousiasme des foules, et « l'âpre combat » que se livrent les deux partis de la traditionnelle alternance républicaine/démocrate cache mal le fait qu'Obama et Romney « peinent tous deux à convaincre les Américains de leur capacité à relancer l'économie » alors qu'une majorité de la population américaine se montre aujourd'hui pessimiste au sujet de l'avenir de la jeune génération et du pays.⁹⁴⁷

L'actuelle campagne des élections présidentielles américaines illustre également ce qui constitue une "marque de fabrique" essentielle du démocratisme bourgeois : les promesses de campagne non tenues et l'habitude de gouverner dans la coulisse, dans le dos des peuples.

Le lundi 26 mars 2012, le président américain Barack Obama a ainsi été pris en flagrant délit de gouvernance en coulisse par un micro non éteint. Alors qu'il discutait en privé de la question de la défense anti-missiles avec le président russe Dmitri Medvedev, il déclara qu'il aurait « davantage de flexibilité » pour négocier sur ce dossier « après l'élection » qui serait d'ailleurs sa dernière...⁹⁴⁸ Le camp républicain ne manqua évidemment pas de sauter sur l'occasion et lança un spot de campagne intitulé « **Qu'est-ce qu'Obama compte encore faire après l'élection et qu'il ne vous dit pas ?** »⁹⁴⁹

De même, l'équipe de campagne de Barack Obama n'a pas manqué d'utiliser les révélations récentes d'un article incendiaire du *Washington Post* sur le fonds d'investissement Bain Capital.

Il faut dire que dans les années 1990, alors qu'il était dirigé par Mitt Romney, ce fonds avait « investi massivement dans des sociétés spécialisées dont le cœur d'activité était la délocalisation d'emplois des États-Unis vers l'étranger ». De quoi permettre au camp adverse de railler « l'hypocrisie stupéfiante » du « délocalisateur en chef » Mitt Romney qui prétend aujourd'hui « vouloir protéger et promouvoir l'emploi » aux USA !...⁹⁵⁰

De telles pratiques et voltefaces sont naturellement largement encouragées dans la mesure où il n'existe aucun contrôle populaire post-électoral permettant de démettre de leur mandat des élus qui failliraient à la tâche...

La vérité est qu'en dépit de la forte persistance des préjugés démocratiques-bourgeois au sein des pays impérialistes en déclin, ces temps de crise aident les masses exploitées à comprendre de plus en plus clairement le fait que la démocratie bourgeoise n'est plus qu'une coquille vide dont les choix sont en définitive de plus en plus dictés et contrariés par des lobby économiques et financiers sur lesquels absolument aucun contrôle démocratique ne s'exerce.

C'est sous cet angle qu'il faut voir les manifestations de masse anti-austérité qui ont ébranlé la confiance des élites bourgeoises des pays impérialistes en déclin de la Grèce à l'Espagne, d'Israël au Canada en passant par les USA. Dans ces pays, le slogan des 99 % contre les 1 % est à la mode.⁹⁵¹

« Nous sommes les 99 % veut dire tout le monde, sauf les 1 % les plus riches de la population, dont les manifestants estiment qu'ils sont les seuls bénéficiaires des politiques économiques des Etats-Unis ». ⁹⁵²

Mais comme nous l'avions déjà souligné, ces manifestations spontanées ne sont que l'embryon possible d'une contestation sociale plus radicale, seule capable de s'attaquer aux racines profondes de la crise économique qui prennent leur source dans les rapports de production bourgeois.⁹⁵³

Si des mouvements comme "Occupy Wall Street" ont fini par s'essouffler, ce n'est ni en raison du faible écho qu'ils ont rencontré dans les mass-médias bourgeois, ni en raison des centaines d'arrestations qu'ils ont eu à essuyer.⁹⁵⁴

A l'évidence, c'est avant tout en raison de l'incapacité de ces mouvements de protestation spontanés ayant émergé en réaction à l'un des aspects visibles de l'oppression capitaliste à cibler non plus seulement les "injustices de la finance" ou des plans de rigueur qui leur sont imposés, leur incapacité à se structurer autour d'un projet politique et économique réellement alternatif et crédible.

C'est là que doivent intervenir les organisations marxistes-léninistes, hélas aujourd'hui inexistantes ou à l'état embryonnaire.

Ces temps de crise contribuent en effet à montrer aux exploités qu'il est devenu urgent pour eux d'opter pour une démocratie qui ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise, de mettre en place un pouvoir qui défende réellement leurs intérêts et n'ait pas peur de se mettre les exploités à dos en remettant en cause l'esclavage salarié, celui-ci étant en définitive le seul responsable de la crise.

Une telle démocratie a existé, c'est ce que Karl Marx et Lénine appelaient la dictature du prolétariat.

Ce n'est certes pas la démocratie "parfaite" et "universelle" — cette fiction proclamant une égalité mensongère entre exploités et exploiters, une fiction que mettent naturellement en avant les défenseurs de l'ordre bourgeois pour duper les exploités —, car la répression des classes exploiteuses déchues reste nécessaire, mais c'est la démocratie la plus complète possible pour les masses populaires.

A l'heure où les élites bourgeoises du monde entier montent les peuples les uns contre les autres et où les pulsions chauvines petite-bourgeoises les plus réactionnaires s'épanouissent en plein jour, les aspirations communistes peinent cependant à émerger spontanément au sein des masses exploitées, même sous ses formes les plus embryonnaires.

Expliquer son opposition résolue au protectionnisme comme au libéralisme ou rêver d'internationalisme alors que les masses exploitées espèrent voir des barrières protectionnistes venir protéger leurs emplois semblent alors des tâches insurmontables.

Le socialisme est plus que jamais une science, et faute d'être capable de la comprendre et de la propager au sein des éléments les plus avancés des masses populaires, aucune révolution socialiste ne pourra advenir, avec à la clef l'impossibilité de transformer le mécontentement social grandissant contre les politiques d'austérité (dans les pays impérialistes en déclin) ou la haine populaire des peuples victimes d'agressions coloniales en lutte générale pour le renversement de l'oppression multiforme exercée par le capitalisme.⁹⁵⁵

Graphes

Planche de graphes n°1 → p. 195

Planche de graphes n°2 → p. 196

Planche de graphes n°3 → p. 197

Planche de graphes n°4 → p. 198

Planche de graphes n°5 → p. 199

Planche de graphes n°6 → p. 200

Planche de graphes n°7 → p. 201

Planche de graphes n°8 → p. 202

Planche de graphes n°9 → p. 203

Planche de graphes n°10 → p. 204

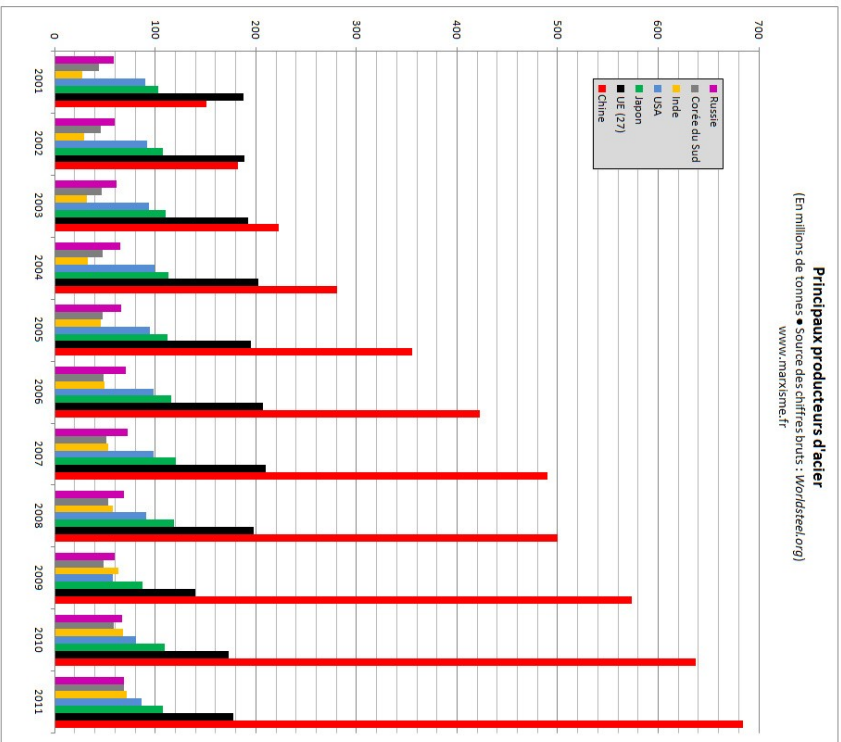
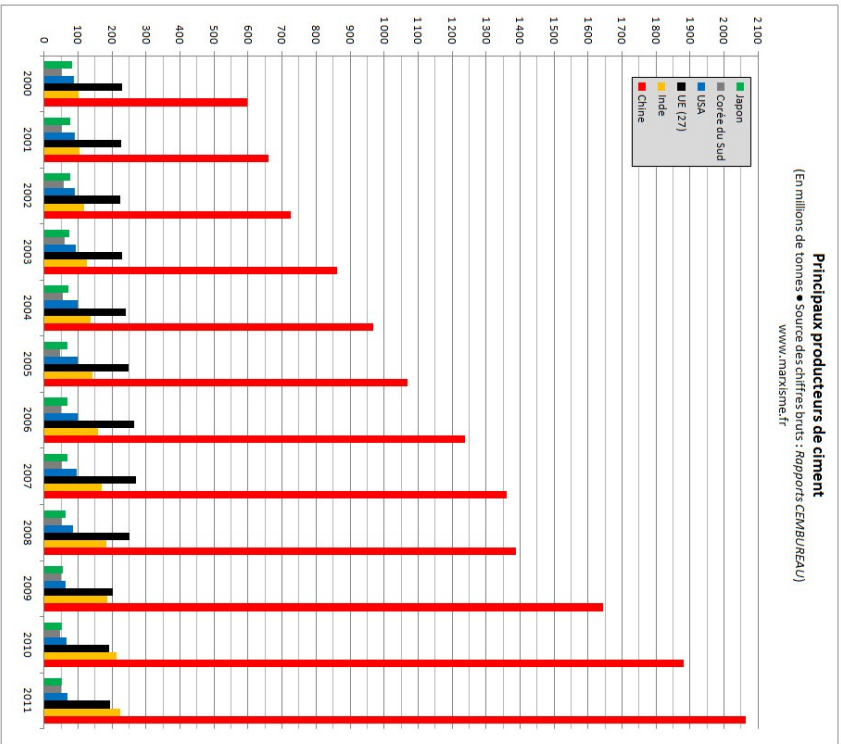
Planche de graphes n°11 → p. 205

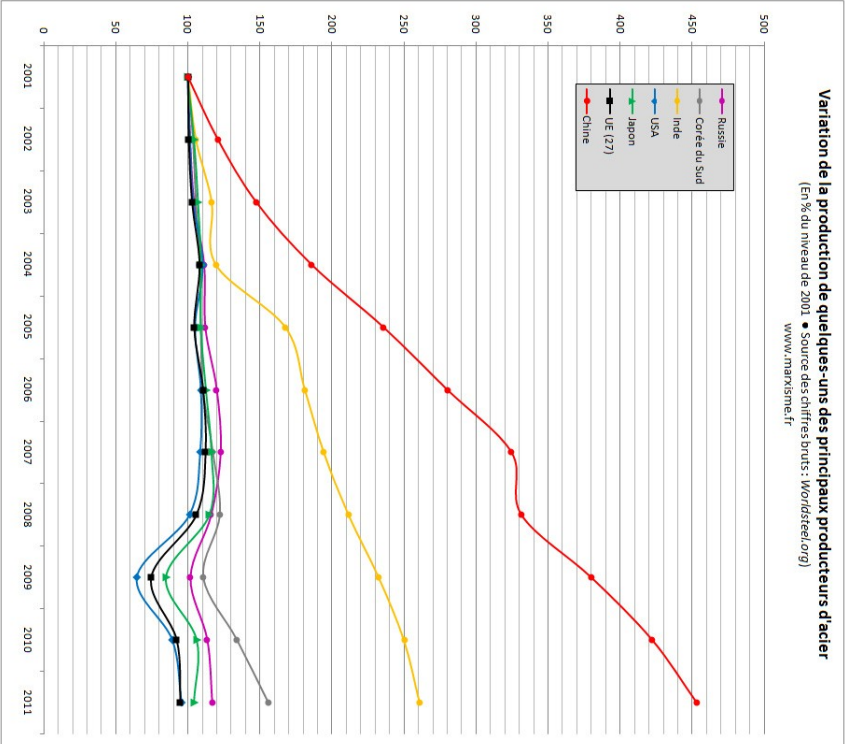
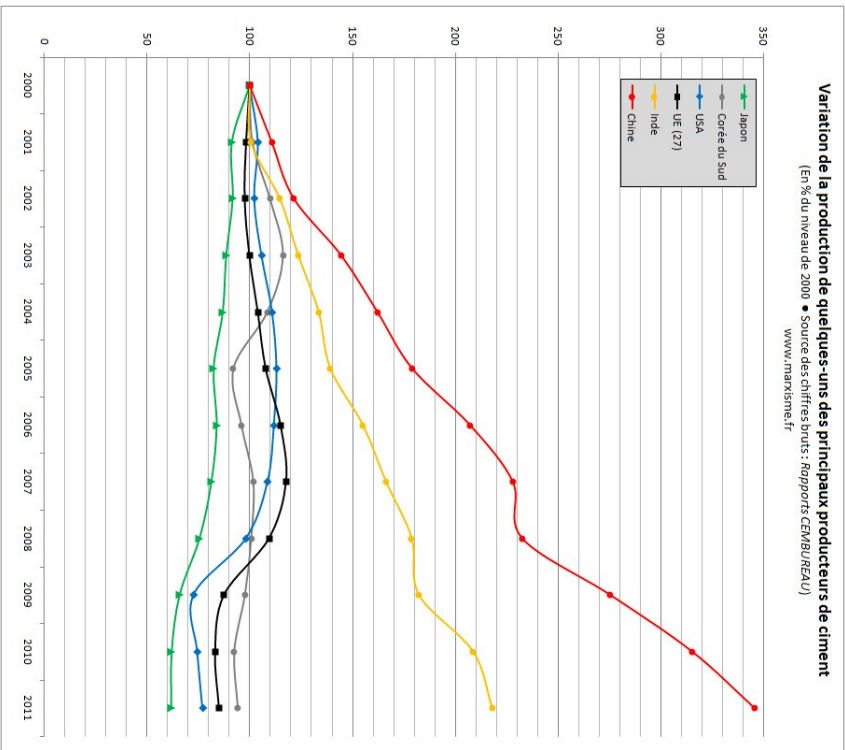
Planche de graphes n°12 → p. 206

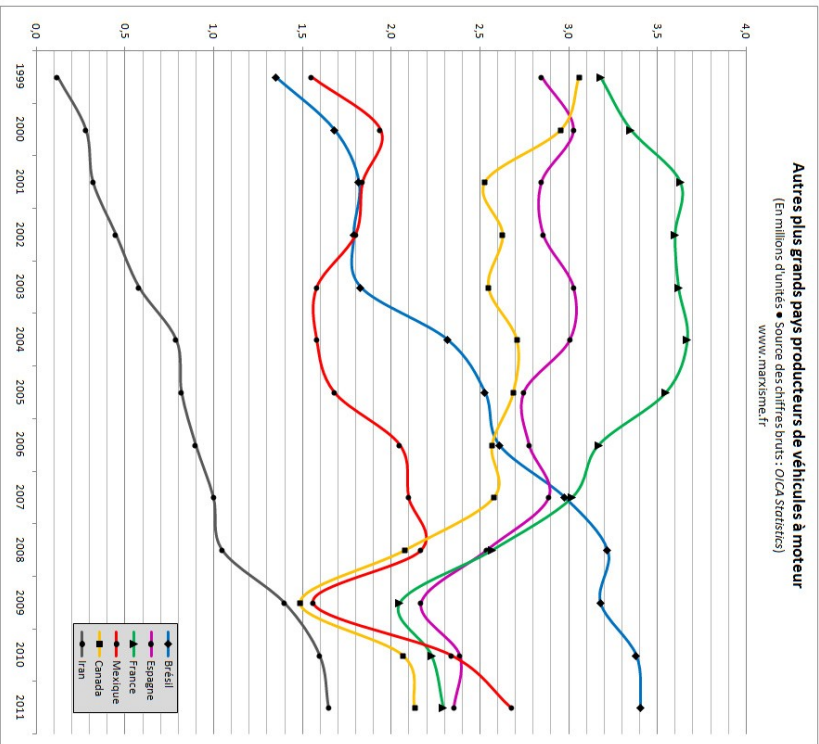
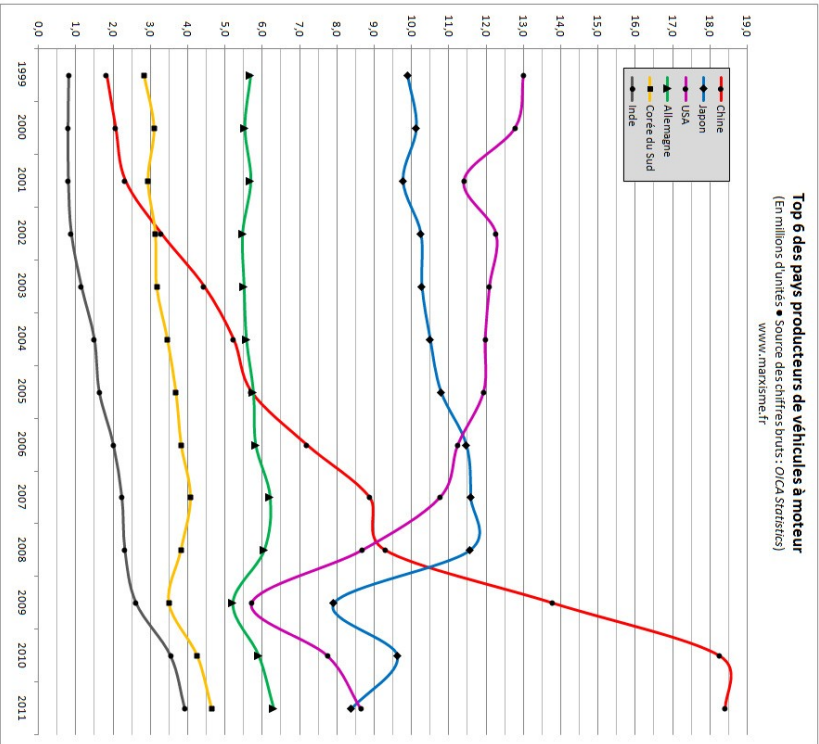
Planche de graphes n°13 → p. 207

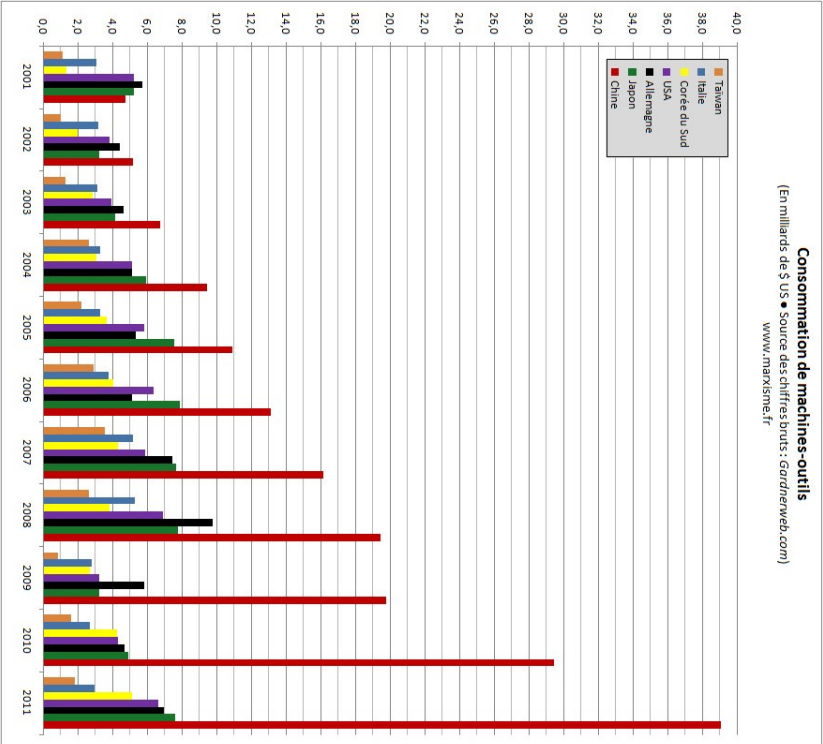
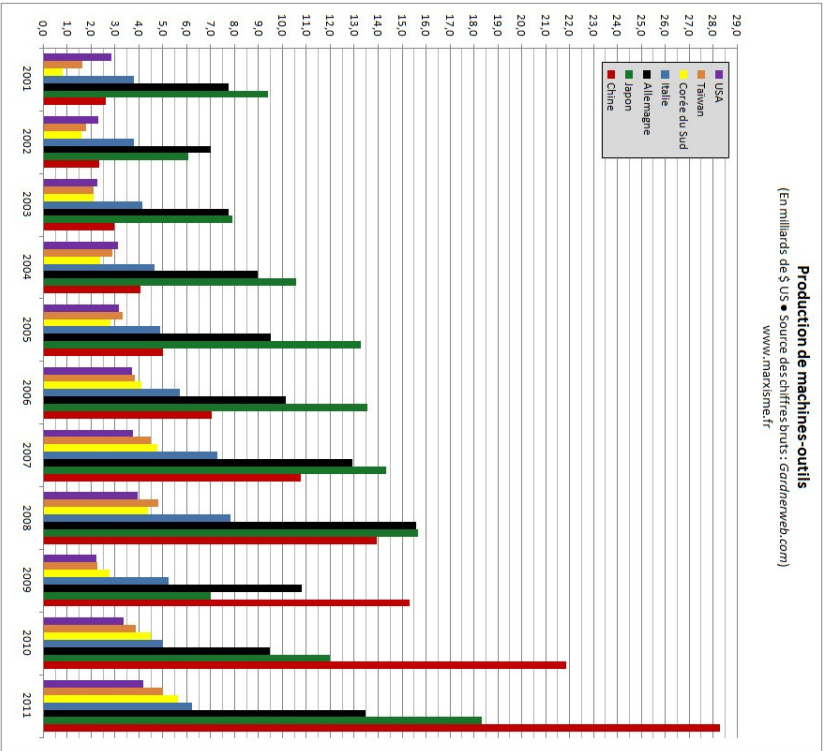
Planche de graphes n°14 → p. 208

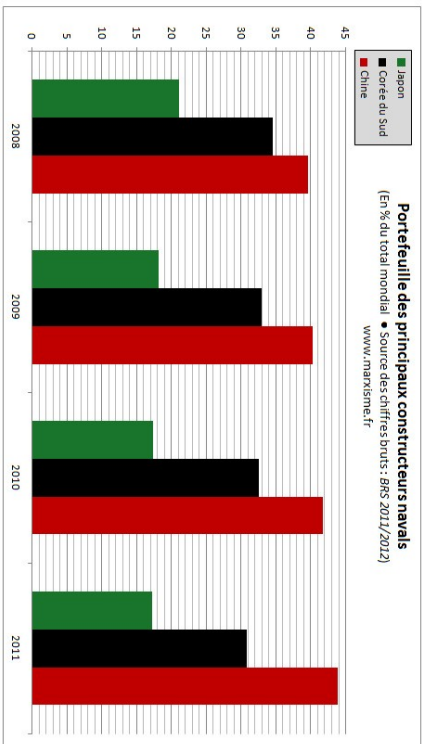
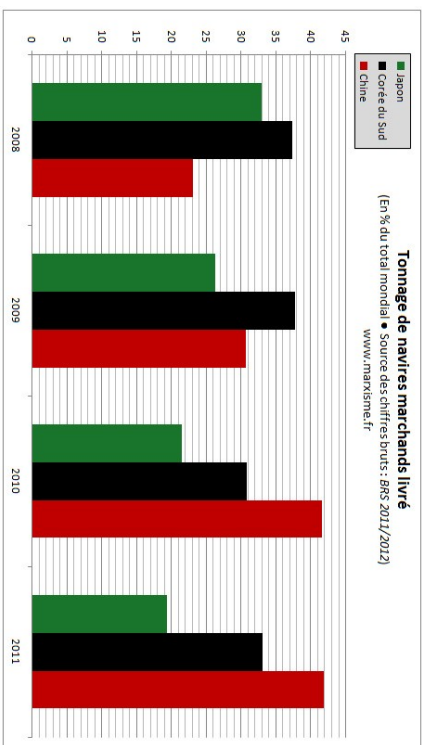
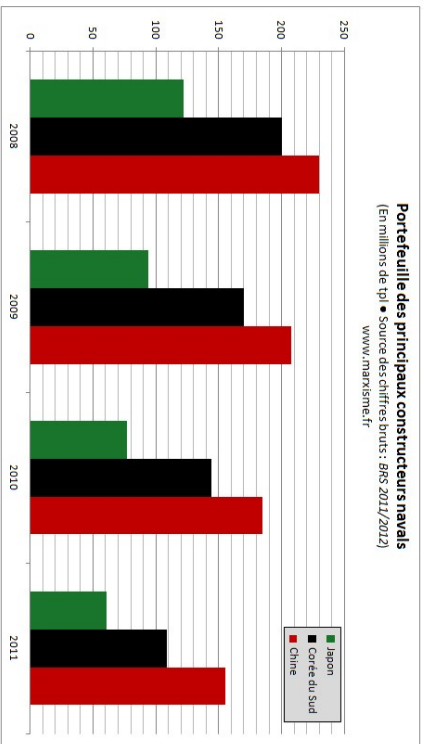
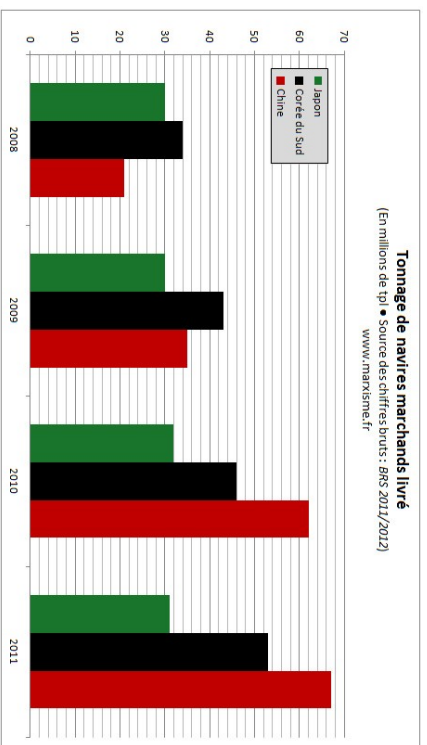
Planche de graphes n°15 → p. 209

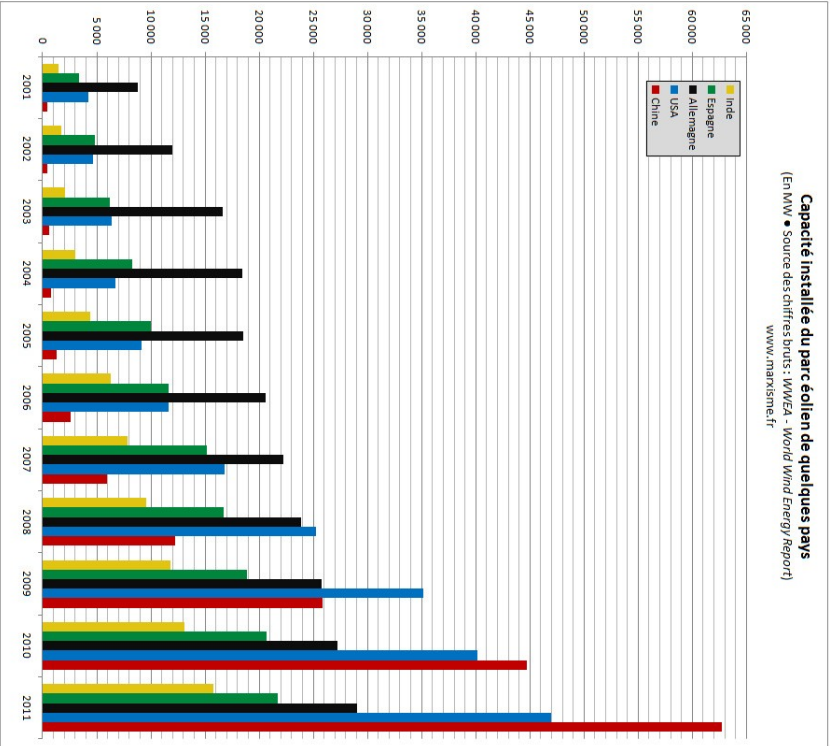
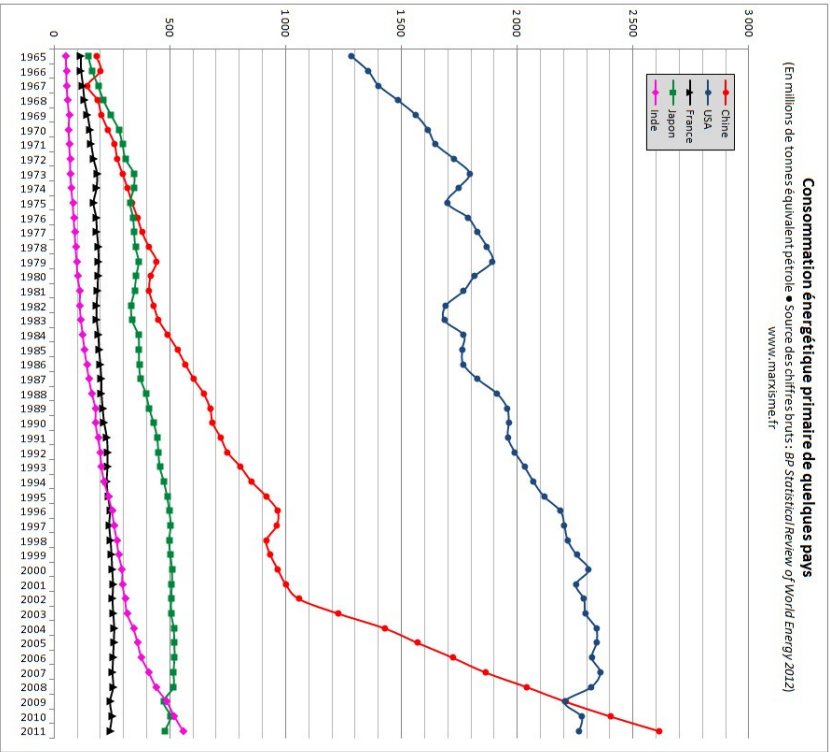






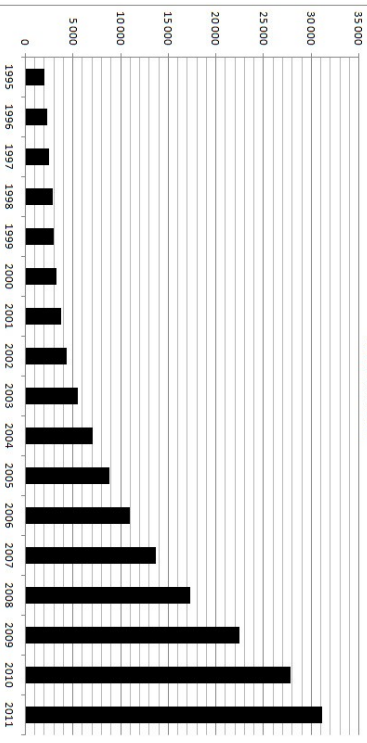






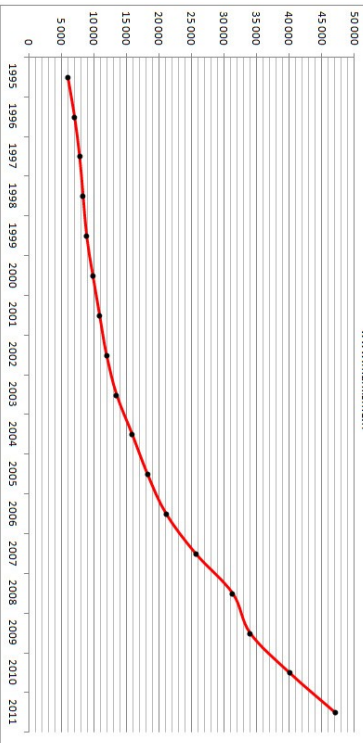
Investissements en capital fixe de la Chine

(En milliards de yuans • Source des chiffres bruts : National Bureau of Statistics of China)
www.marxisme.fr



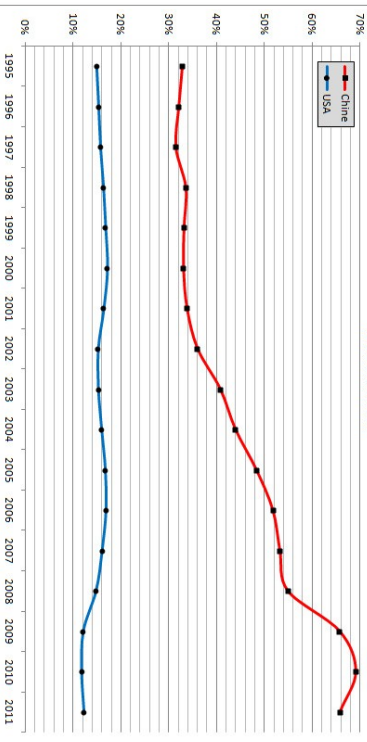
Evolution du PIB chinois

(En milliards de yuans • Source des chiffres bruts : National Bureau of Statistics of China)
www.marxisme.fr



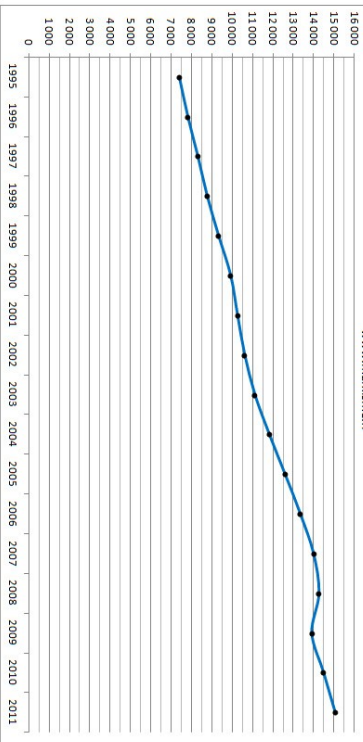
Part des investissements en capital fixe de la Chine et des USA par rapport à leur PIB

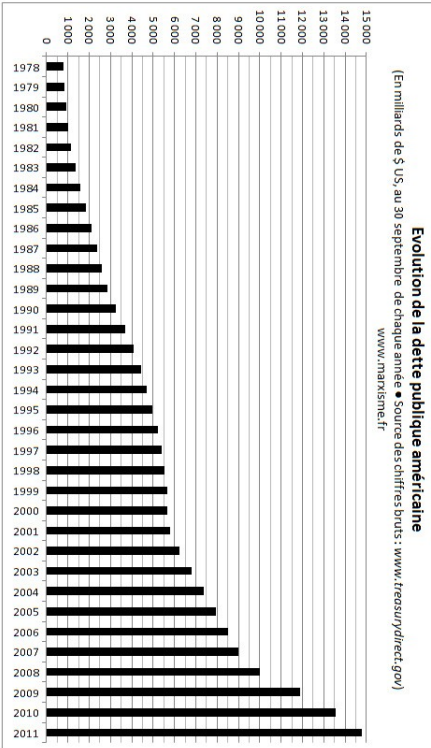
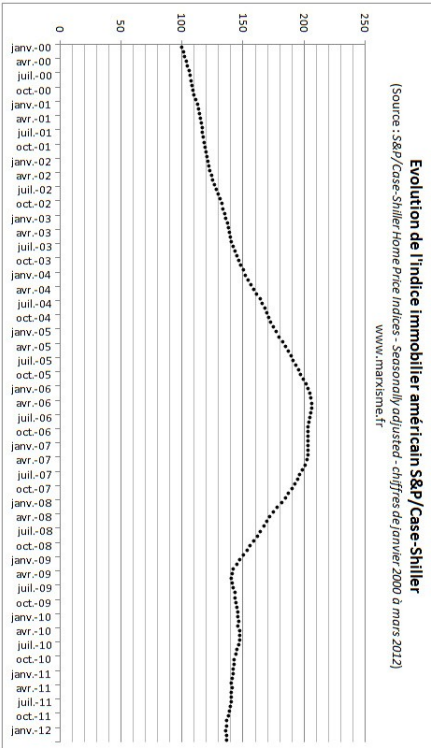
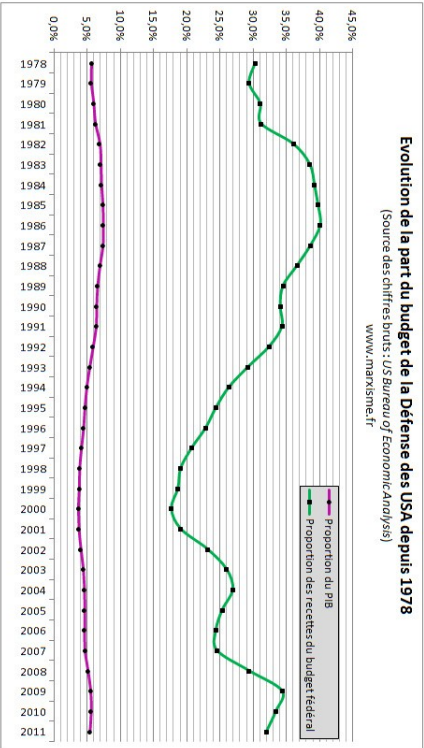
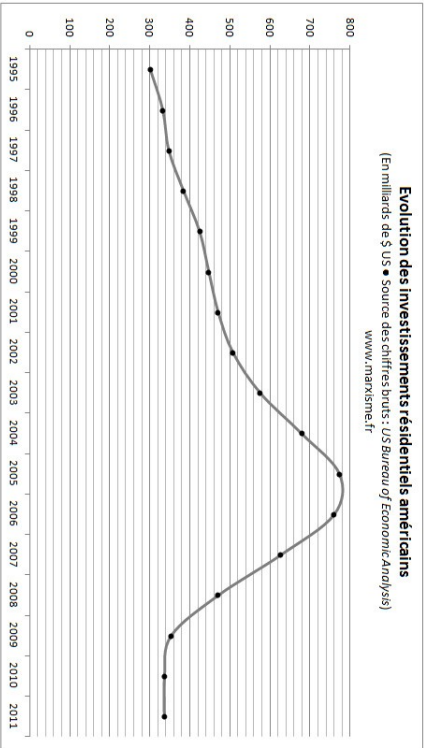
(Source des chiffres bruts : National Bureau of Statistics of China et US Bureau of Economic Analysis)
www.marxisme.fr

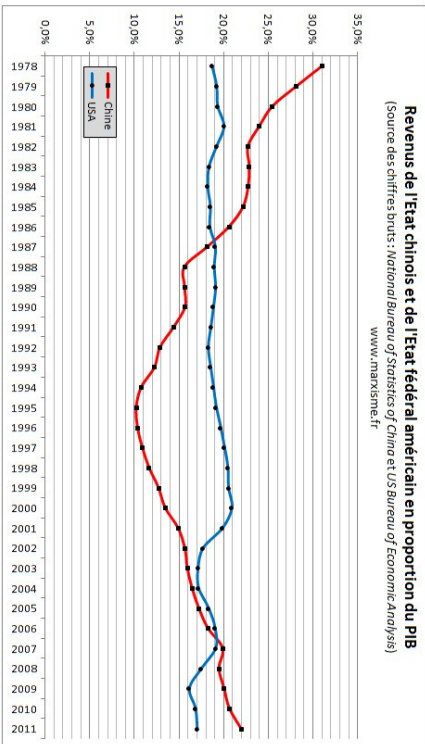
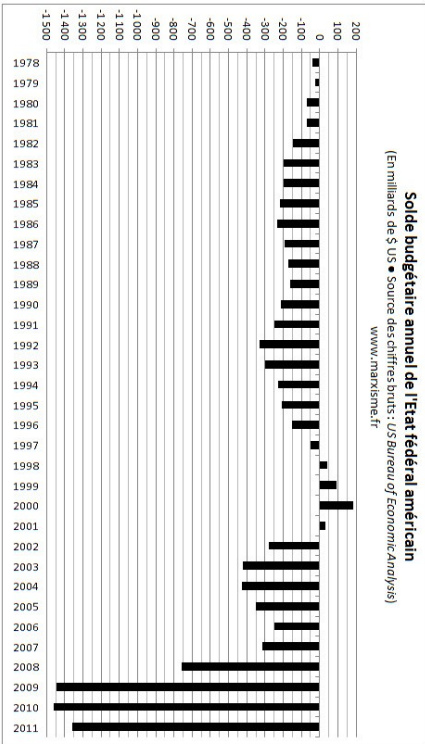
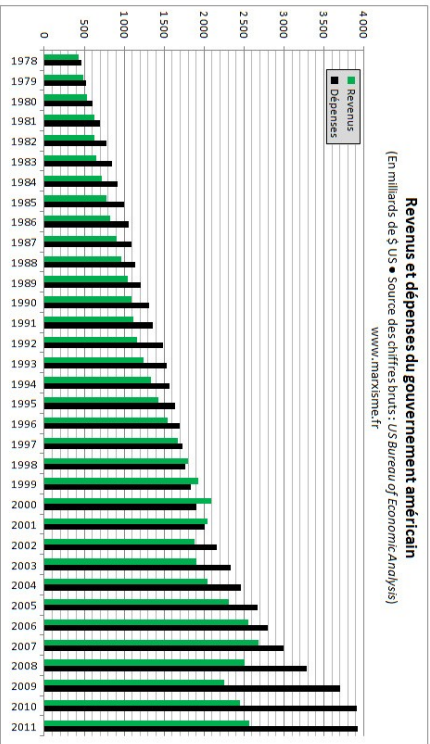
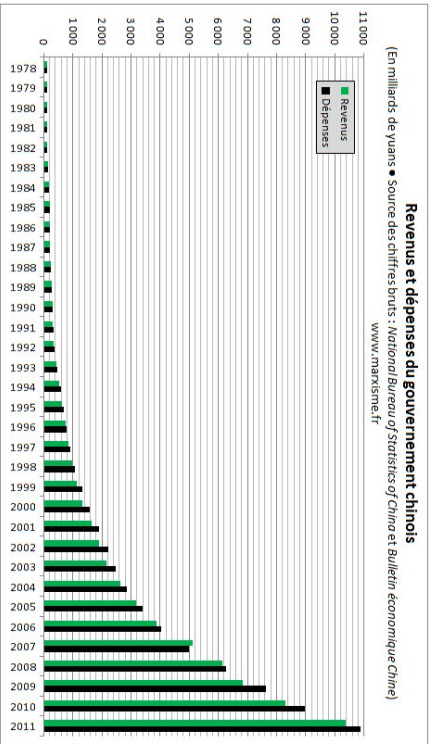


Evolution du PIB américain

(En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts : US Bureau of Economic Analysis)
www.marxisme.fr

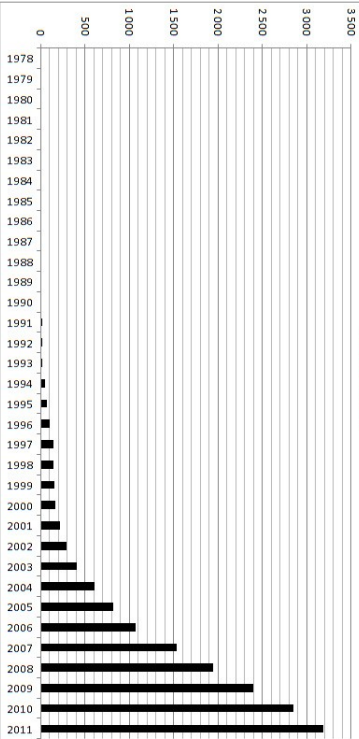






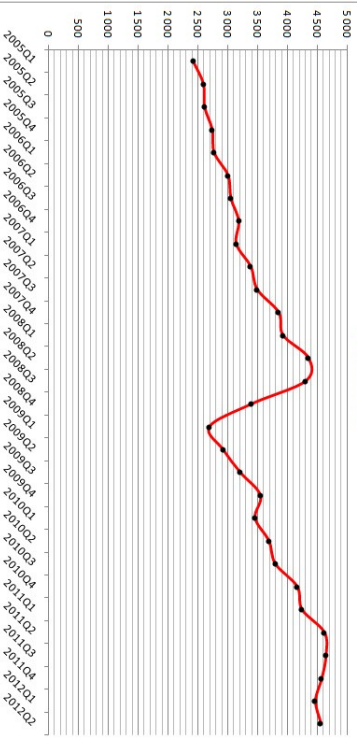
Réserves de change de l'imperialisme chinois

(En milliards de \$ US • source des chiffres bruts : National Bureau of Statistics of China)
www.maxisme.fr



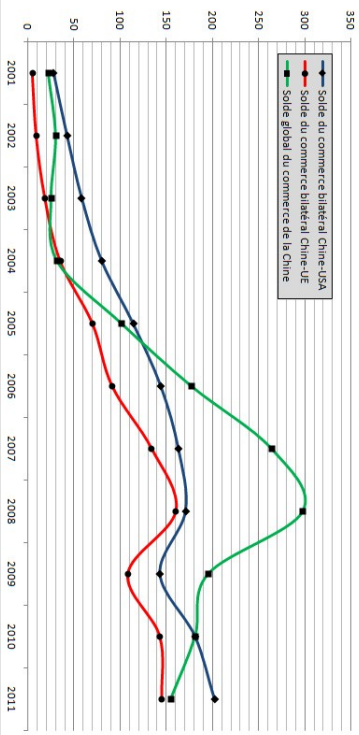
Evolution trimestrielle récente des exportations mondiales de biens

(En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts : World Trade Organization - Quarterly world merchandise trade)
www.maxisme.fr



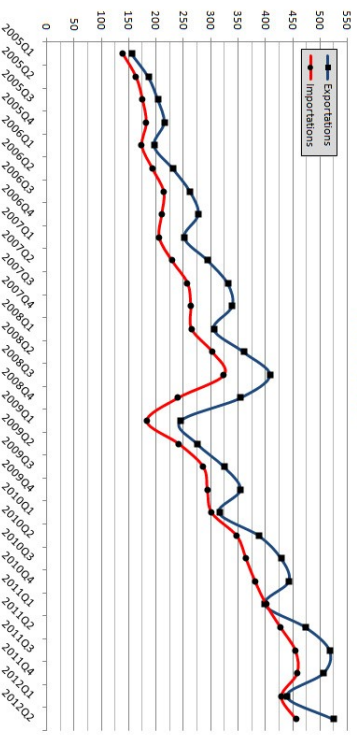
Quelques chiffres clés du commerce extérieur de biens de la Chine

(En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts : Bulletin économique Chine)
www.maxisme.fr

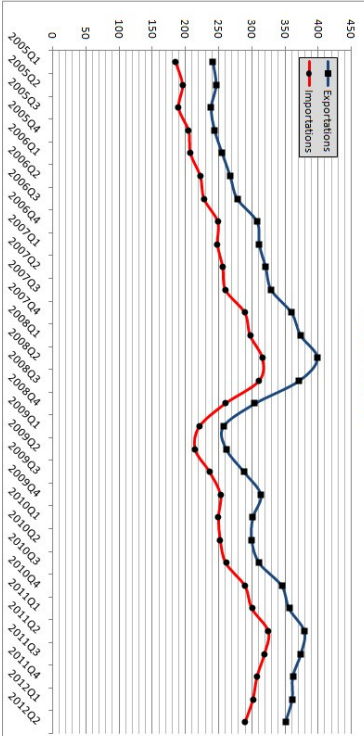


Evolution trimestrielle récente du commerce extérieur de biens de la Chine

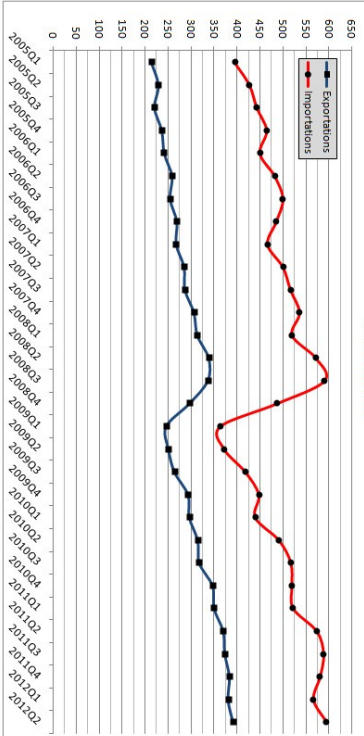
(En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts : World Trade Organization - Quarterly world merchandise trade)
www.maxisme.fr



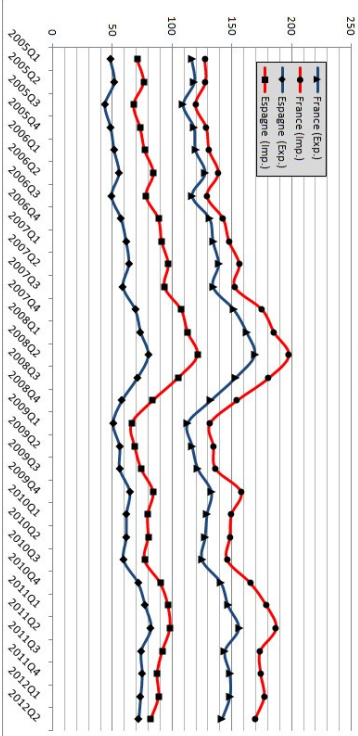
Evolution trimestrielle récente du commerce extérieur de biens de l'Allemagne
 (En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts: World Trade Organization - Quarterly world merchandise trade)
 www.marxisme.fr



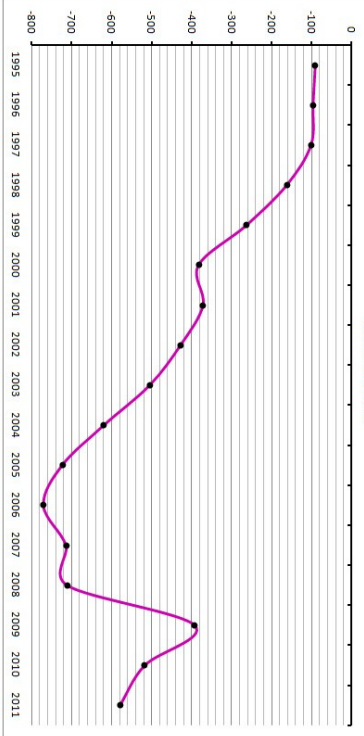
Evolution trimestrielle récente du commerce extérieur de biens des USA
 (En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts: World Trade Organization - Quarterly world merchandise trade)
 www.marxisme.fr

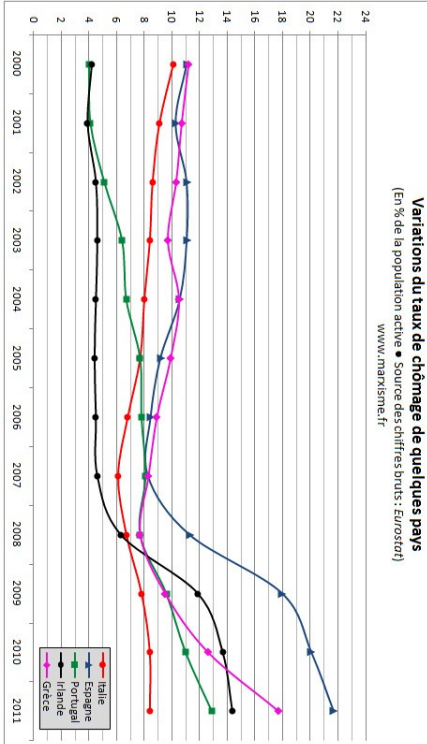
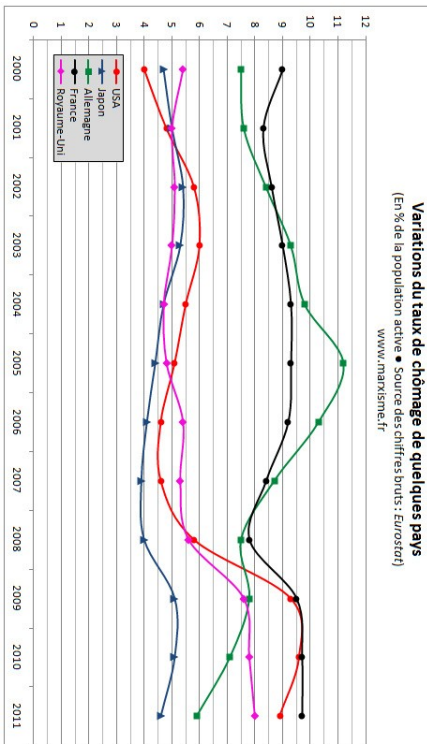
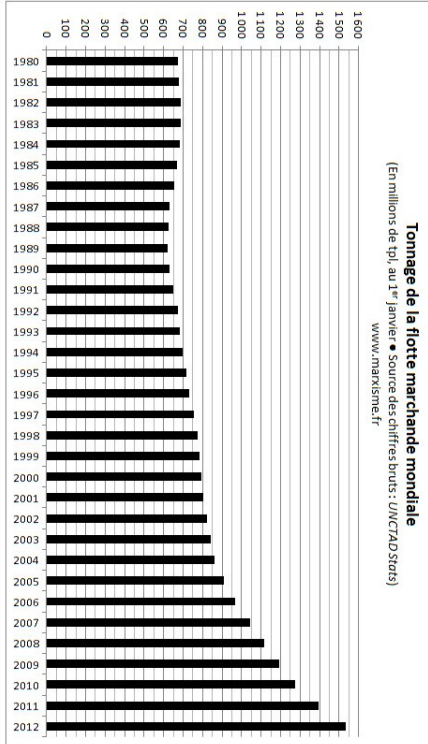
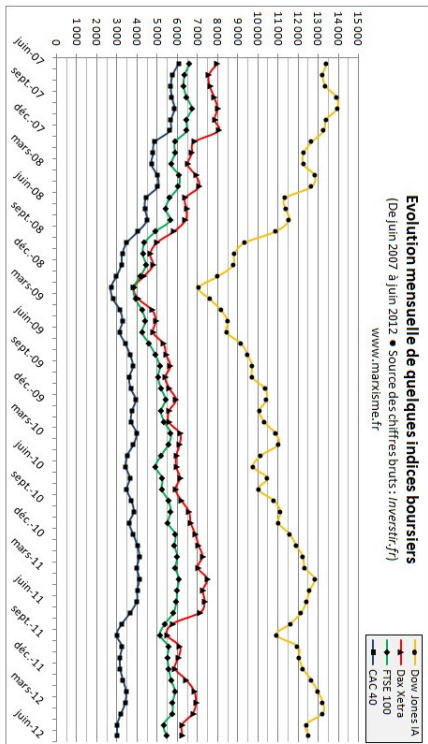


Evolution récente du commerce extérieur de biens de l'Espagne et de la France
 (En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts: World Trade Organization - Quarterly world merchandise trade)
 www.marxisme.fr

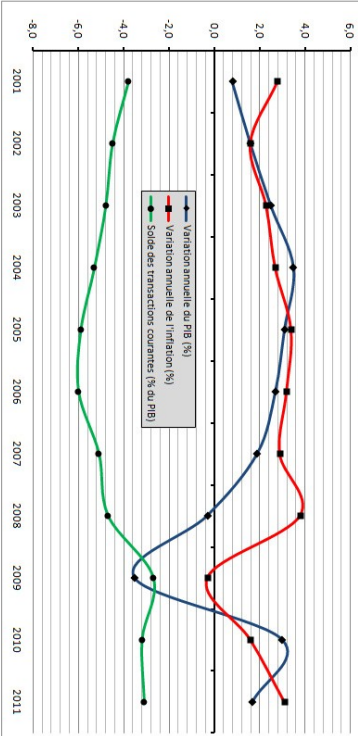


Evolution du solde de la balance commerciale américaine des biens et des services
 (En milliards de \$ US • Source des chiffres bruts: US Bureau of Economic Analysis)
 www.marxisme.fr

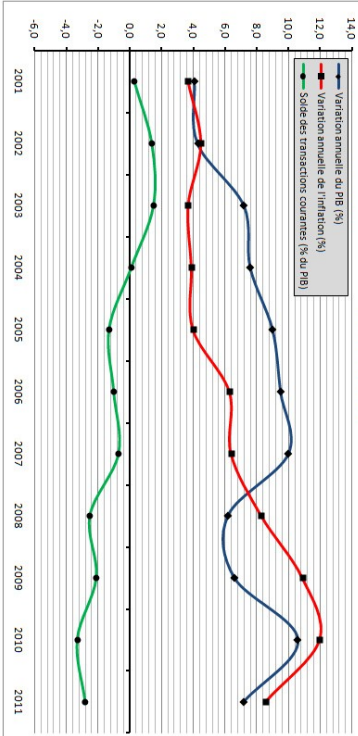




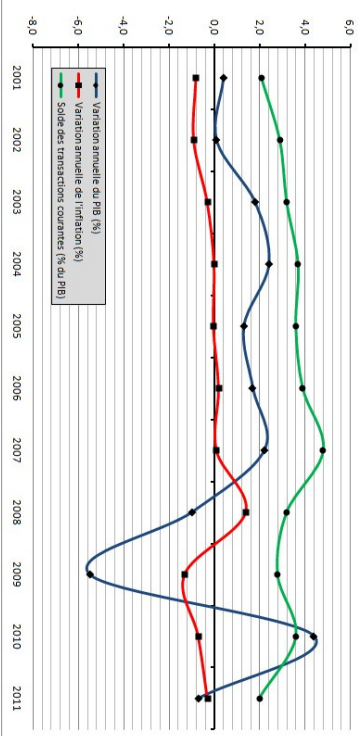
Quelques chiffres clés de l'économie des USA
 (Source des chiffres bruts : FMI — Perspectives de l'économie mondiale)
 www.marxisme.fr



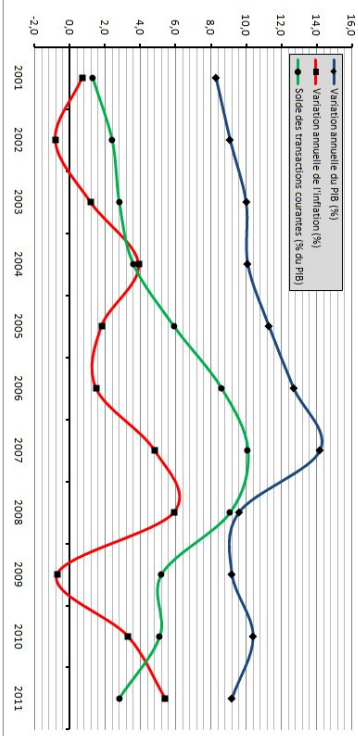
Quelques chiffres clés de l'économie de l'Inde
 (Source des chiffres bruts : FMI — Perspectives de l'économie mondiale)
 www.marxisme.fr

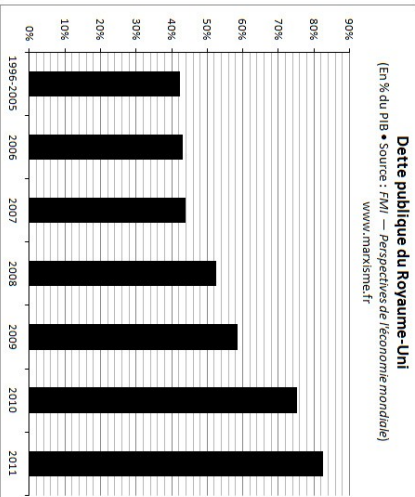
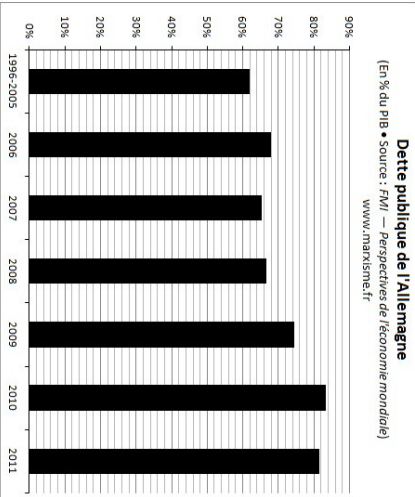
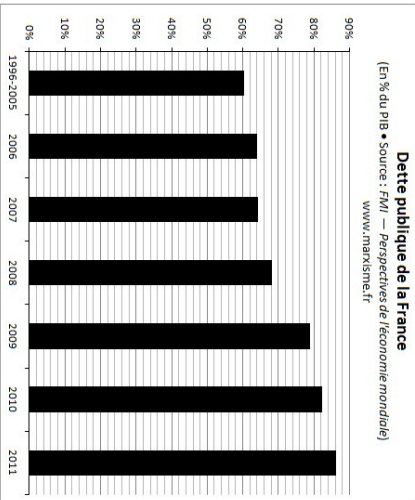
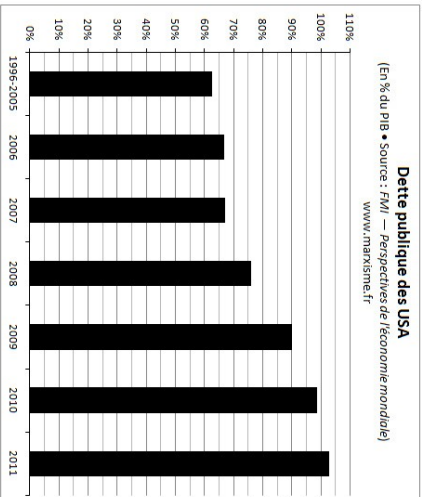
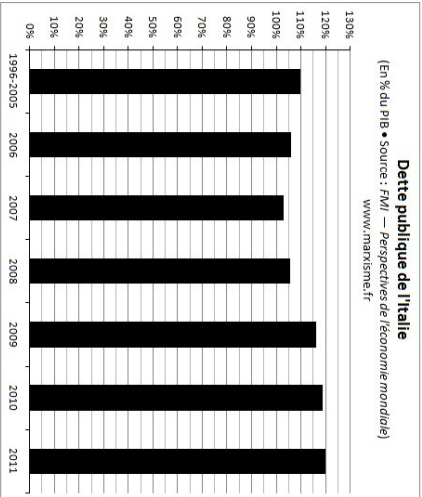
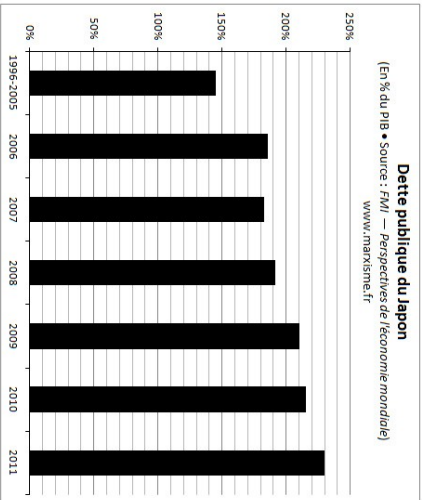


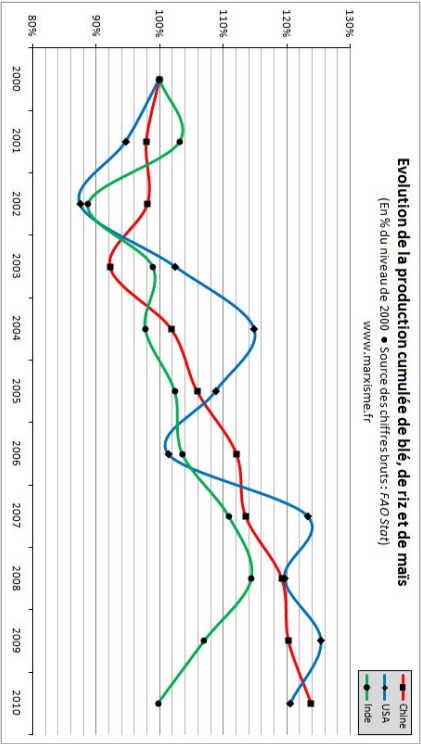
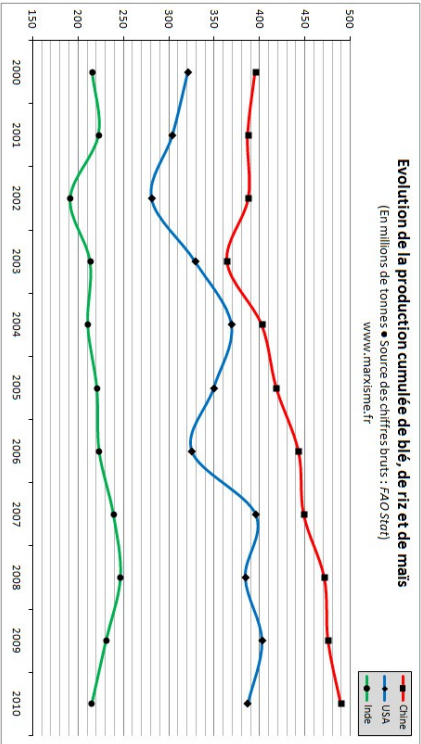
Quelques chiffres clés de l'économie du Japon
 (Source des chiffres bruts : FMI — Perspectives de l'économie mondiale)
 www.marxisme.fr



Quelques chiffres clés de l'économie de la Chine
 (Source des chiffres bruts : FMI — Perspectives de l'économie mondiale)
 www.marxisme.fr







Notes :

¹ Vincent Gouysse, 2010-2011 : *Le réveil du dragon s'accélère*, p. 5 • ² Pourquoi la Chine fait peur, *L'Expansion.com*, 23/11/2011 • ³ L'économie chinoise est en train de rebondir, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/07/2012 • ⁴ BP statistical review of world energy full report 2012 • ⁵ Industrial Production and Capacity Utilization - G.17, *www.federalreserve.gov*, révision du 14/09/2012 • ⁶ Le Japon sans l'atome, *Usine Nouvelle.com*, 09/03/2012 ; Japon : plus qu'un seul réacteur en activité sur 54, un an après Fukushima, *Le Point.fr*, 26/03/2012 • ⁷ La Chine développera l'électricité nucléaire de façon sûre et efficace, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2012 • ⁸ "Trop de défauts" pour réparer la cuve du réacteur de la centrale nucléaire belge, *Usine Nouvelle.com*, 10/08/2012 • ⁹ Découverte de fissures sur la cuve de la centrale nucléaire de Tihange, en Belgique, *Le Monde.fr*, 14/09/2012 • ¹⁰ Le plan secret d'Areva pour se restructurer, *L'Expansion.com*, 18/10/2011 • ¹¹ Areva annonce un vaste plan d'économies, *Le Monde.fr*, 12/12/2011 • ¹² Le dogme du nucléaire pas cher est brisé, disent ses opposants, *Reuters*, 31/01/2012 • ¹³ Flamanville : le bétonnage du chantier de l'EPR à Flamanville reprendra avant 2013, *Le Monde.fr*, 30/05/2012 ; Nouveau retard pour l'EPR finlandais, *Le Monde.fr*, 16/07/2012 • ¹⁴ Nouveau retard pour l'EPR finlandais, *Le Monde.fr*, 16/07/2012 • ¹⁵ Nuclear Power in China, *world-nuclear.org*, Updated July 2012 • ¹⁶ En pleine polémique sur Flamanville, EDF se prépare à abandonner l'EPR, *La Tribune.fr*, 13/11/2011 • ¹⁷ Des électriciens chinois prêts à construire des centrales en Grande-Bretagne, *La Tribune.fr*, 19/06/2012 • ¹⁸ EDF cherche des alliés chinois sur le marché britannique, *La Tribune.fr*, 03/09/2012 • ¹⁹ Lauvergeon reproche à Proglio ses infidélités à Areva, *L'Expansion.com*, 07/09/2012 • ²⁰ Chinese Tokamak system makes great breakthroughs in controlled fusion power, *China's Great Science and Technology*, 12/07/2012 • ²¹ Cf. Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 228-230 • ²² La cogénération nucléaire : une formidable économie d'énergie, *L'Expansion.com*, 20/03/2012 • ²³ China starts to build ACP100 small PWR (Pressurized Water Reactor), *China's Great Science and Technology*, 12/07/2012 • ²⁴ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 234-235 • ²⁵ France : un réacteur de la centrale nucléaire de Fessenheim en arrêt automatique en raison d'un "dysfonctionnement", *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2012 • ²⁶ Un réacteur nucléaire d'EDF à l'arrêt à Penly, le feu maîtrisé, *Reuters*, 05/04/2012 ; "Fuite d'eau" radioactive dans la centrale nucléaire de Penly, *L'Express.fr*, 05/04/2012 • ²⁷ Source : Vincent Gouysse, 2010-2011 : *Le réveil du dragon s'accélère*, p. 27 et GWEC, *Annual report 2011*, p. 13 • ²⁸ BP statistical review of world energy full report 2012 • ²⁹ China Wind Energy Development Update 2012, *GWEC*, 12/09/2012 • ³⁰ Chine : l'énergie éolienne connaîtra une croissance stable, *Xinhua*, 18/09/2012 • ³¹ Les premières éoliennes de fabrication chinoise seront déployées en Suède, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/03/2012 • ³² Deux fois moins d'éoliennes raccordées au premier semestre 2012, *Usine Nouvelle.com*, 05/09/2012 • ³³ La filière éolienne tire la sonnette d'alarme face à la chute des raccordements, *La Tribune.fr*, 28/08/2012 • ³⁴ Les leaders chinois de l'éolien envisageraient de racheter le danois Vestas, *La Tribune.fr*, 16/04/2012 • ³⁵ Après les panneaux solaires, les Etats-Unis s'en prennent aux éoliennes chinoises, *La Tribune.fr*, 01/06/2012 • ³⁶ Les bénéfiques nets d'un constructeur chinois d'éoliennes plongent de 96,25%, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/08/2012 • ³⁷ La Chine veut élargir son marché solaire domestique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/02/2012 ; Photovoltaïque : "L'offre est aujourd'hui deux fois supérieure à la demande", *Le Monde.fr*, 03/04/2012 • ³⁸ Un marché du photovoltaïque en récession qui inquiète la Chine, *Usine Nouvelle.com*, 22/08/2012 • ³⁹ "Photowatt doit devenir un dossier politique, comme Lejaby", *Le Monde.fr*, 10/02/2012 ; La crise du solaire s'étend à Photovoltech, filiale belge de GDF Suez/Total, *AFP*, 21/06/2012 • ⁴⁰ "Le solaire subit une véritable hécatombe en Allemagne", *Usine Nouvelle.com*, 30/04/2012 • ⁴¹ Photovoltaïque : "L'offre est aujourd'hui deux fois supérieure à la demande", *Le Monde.fr*, 03/04/2012 ; Les industriels du solaire européen en colère contre leurs rivaux chinois, *Usine Nouvelle.com*, 30/07/2012 • ⁴² Panneaux solaires : SolarWorld justifie ses pertes par le dumping de ses rivaux chinois, *La Tribune.fr*, 13/08/2012 • ⁴³ Un échec pour la politique industrielle d'Obama, *Le Figaro.fr*, 04/09/2011 • ⁴⁴ Photovoltaïque : Pékin "mécontent" des taxes américaines "protectionnistes", *L'Express.fr*, 18/05/2012 • ⁴⁵ Des sociétés européennes d'énergie solaire portent plainte contre leurs rivales chinoises, *Le Monde.fr*, 26/07/2012 • ⁴⁶ La Chine demande aux Etats-Unis de corriger leurs politiques de soutien aux énergies renouvelables, *Xinhua*, 20/08/2012 • ⁴⁷ Xi Jinping discute des dossiers sources de litige avec les responsables américains et défend la position chinoise (synthèse), *Xinhua*, 15/02/2012 • ⁴⁸ Pékin, champion contesté de l'énergie solaire, *Le Monde.fr*, 10/02/2012 • ⁴⁹ Des producteurs chinois réclament des enquêtes sur le polysilicium importé de l'UE, *Xinhua*, 17/08/2012 • ⁵⁰ Photovoltaïque : quand les Chinois nous offrent notre transition énergétique,

Les Echos.fr, 17/04/2012 • ⁵¹ La faillite de Solyndra ? Une preuve de l'avenir radieux du solaire, *La Tribune.fr*, 15/11/2011 • ⁵² Photovoltaïque : "L'offre est aujourd'hui deux fois supérieure à la demande", *Le Monde.fr*, 03/04/2012 • ⁵³ La Chine veut élargir son marché solaire domestique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/02/2012 • ⁵⁴ La première centrale hydroélectrique de Chine reste toujours en service cent ans après sa construction, *Xinhua*, 17/01/2012 • ⁵⁵ BP statistical review of world energy full report 2012 • ⁵⁶ Les 32 générateurs du barrage des Trois Gorges sont en service, *Xinhua*, 03/07/2012 ; Le barrage des Trois Gorges au maximum de ses capacités après la mise en opération du dernier générateur, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/07/2012 • ⁵⁷ Source des chiffres bruts : *Bulletin économique Chine*, n°47 (juin 2012), p. 19 • ⁵⁸ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 237-239 • ⁵⁹ Three Gorges Corporation finishes installing world's largest hydropower unit at Xiangjiaba station, *The China Times.com*, 13/07/2012 • ⁶⁰ ABB's GCBs to protect large hydropower plants in China, *ABB.com*, 08/10/2010 • ⁶¹ Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère*, p. 22 • ⁶² Qu'est-ce que le HVDC ?, *Blog.usinenouvelle.com*, 13/03/2011 • ⁶³ Chine : Sinohydro prévoit une hausse de ses bénéfices de 20% à 30% en 2011, *Xinhua*, 15/01/2011 • ⁶⁴ Conférence de Durban sur le climat : la Chine appelle les pays développés à agir sérieusement, *Xinhua*, 07/12/2011 • ⁶⁵ Sommet de Durban : la planète au chevet du protocole de Kyoto, *Le Monde.fr*, 27/11/2011 ; Conférence de Durban : Un échec inéluctable ?, *France Soir.fr*, 10/12/2011 ; NKM : "On risque un échec" à Durban, *L'Express.fr*, 10/12/2011 • ⁶⁶ La Chine vise une réduction de 21 % de sa consommation d'énergie entre 2011 et 2015, *Xinhua*, 27/02/2012 ; Chine : la consommation d'énergie par unité de PIB en baisse de 2,1 % en 2011, *Xinhua*, 16/08/2012 • ⁶⁷ Hu Jintao met l'accent sur le reboisement pour une croissance verte, *Xinhua*, 04/04/2012 • ⁶⁸ Statistical Communiqué of the People's Republic of China on the 2011 National Economic and Social Development • ⁶⁹ La Chine va lancer huit expéditions dans l'Antarctique et dans l'Arctique d'ici cinq ans, *Xinhua*, 25/09/2011 ; Un nouveau bateau pour encourager les expéditions dans l'Arctique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/02/2012 • ⁷⁰ Source des chiffres bruts : www.worldsteel.org • ⁷¹ Steel production in figures, *World Steel.org*, June/July/August 2012 • ⁷² Cembureau, *Rapport d'activité 2011*, p. 5 • ⁷³ Source des chiffres bruts : <http://www.gardnerweb.com/> • ⁷⁴ Chine : la récession économique pèse sur l'industrie de la machinerie, *Xinhua*, 13/02/2012 • ⁷⁵ Barry Rogliano Salles (BRS), *Revue annuelle 2012 du transport maritime et de la construction navale*, pp. 3 et 20-21 • ⁷⁶ *BRS 2012*, p.5 • ⁷⁷ *BRS 2011*, p. 8 et *BRS 2012*, p. 12 • ⁷⁸ *BRS 2012*, pp. 4 et 20-21 • ⁷⁹ *BRS 2012*, pp. 6 et 17 • ⁸⁰ *BRS 2012*, p. 19 • ⁸¹ *BRS 2012*, p. 6 • ⁸² *BRS 2011*, p. 16 et *BRS 2012*, p. 15 • ⁸³ Source des chiffres bruts : *National Bureau of Statistics of China* • ⁸⁴ Pourquoi PSA a choisi de sacrifier Aulnay-sous-Bois, *L'Expansion.com*, 28/06/2012 • ⁸⁵ Les cinq leçons du marché automobile européen en 2011, *L'Expansion.com*, 17/01/2012 • ⁸⁶ Jusqu'où la chute des ventes de Renault et de PSA ?, *La Tribune.fr*, 15/03/2012 ; Le marché automobile européen plonge de 6,9% en avril, *L'Expansion.com*, 16/05/2012 • ⁸⁷ La baisse des ventes automobiles ralentit en juin en Europe, *Challenges.fr*, 17/07/2012 • ⁸⁸ Marché automobile européen : l'objectif annuel revu à la baisse, *Caradisiac.com*, 18/07/2012 • ⁸⁹ Le marché automobile français poursuit sa dégringolade, *La Tribune.fr*, 30/03/2012 ; Le marché automobile français a poursuivi sa chute en mars, *Reuters*, 02/04/2012 ; Le plongeon des ventes automobiles se poursuit en France, *Usine Nouvelle.com*, 01/06/2012 • ⁹⁰ Les ventes de voitures poursuivent leur recul en France en juin, *Le Point.fr*, 02/07/2012 • ⁹¹ Nouvelle chute du marché automobile français en août, *Reuters*, 03/09/2012 • ⁹² Pourquoi PSA a choisi de sacrifier Aulnay-sous-Bois, *L'Expansion.com*, 28/06/2012 • ⁹³ Automobile : c'est la guerre des soldes, *La Tribune.fr*, 17/01/2012 • ⁹⁴ Les cinq leçons du marché automobile européen en 2011, *L'Expansion.com*, 17/01/2012 • ⁹⁵ Production record en Europe pour le coréen Kia, *La Tribune.fr*, 18/01/2012 • ⁹⁶ Hyundai-Kia vise les 7 millions de véhicules cette année, *La Tribune.fr*, 02/01/2012 • ⁹⁷ Immatriculations : Peugeot dans la tourmente, *Le Point.fr*, 02/07/2012 • ⁹⁸ Montebourg a-t-il raison de craindre les Coréens ?, *L'Expansion.com*, 29/08/2012 • ⁹⁹ Le coréen Hyundai-Kia double Mercedes et fait jeu égal avec Fiat en France, *La Tribune.fr*, 01/06/2012 • ¹⁰⁰ Renault ploie en Corée sous les coups du groupe Hyundai-Kia, *La Tribune.fr*, 24/01/2012 • ¹⁰¹ Le budget carburant des automobilistes a flambé en 2011, *La Tribune.fr*, 05/06/2012 • ¹⁰² 91% des Français rêvent de donner priorité au "Made in France". Et vous ?, *La Tribune.fr*, 04/10/2011 • ¹⁰³ Renault et PSA construisent de moins en moins de voitures en France, *La Tribune.fr*, 10/05/2012 • ¹⁰⁴ Auto : la production française à des niveaux historiquement faibles, *La Tribune.fr*, 31/01/2012 • ¹⁰⁵ Le diesel est cancérigène, c'est officiel. Et il se passe quoi maintenant ?, *Libération.fr*, 14/06/2012 • ¹⁰⁶ Le Diesel, ses particules, notre santé, *Le quotidien Auto*, 05/06/2012 • ¹⁰⁷ Serez-vous bannis des centres-villes ?, *Le Point.fr*, 10/05/2012 • ¹⁰⁸ Placé : interdire le diesel en ville, *Le Figaro.fr*, 14/09/2012 • ¹⁰⁹ J.-V. Placé : "L'interdiction du diesel, une belle opportunité pour l'industrie automobile !", *Usine Nouvelle.com*, 24/09/2012 • ¹¹⁰ PSA : 6.000 postes vont être supprimés en Europe l'année prochaine, *La Tribune.fr*, 26/10/2011 • ¹¹¹ Les ouvriers de Renault-Douai inquiets mais pas surpris, *Reuters*, 26/10/2011 • ¹¹² Les usines de PSA et Renault victimes de l'effondrement du marché, *La*

Tribune.fr, 13/04/2012 ; Renault va supprimer 300 postes sur son site de Flins, *Reuters*, 28/06/2012 • ¹¹³ PSA va supprimer 5.000 postes en France, selon la CGT, *Reuters*, 15/11/2011 ; PSA prépare une restructuration, crainte à Aulnay, *Reuters*, 28/06/2012 ; PSA pourrait supprimer jusqu'à 10 000 emplois en France, *Le Point.fr*, 03/07/2012 ; PSA supprime 8 000 emplois en France, et provoque une onde de choc, *Le Monde.fr*, 12/07/2012 ; PSA n'a plus les moyens de se développer seul, *Reuters*, 19/07/2012 • ¹¹⁴ France : lourdes pertes de PSA Peugeot Citroën au 1er semestre 2012, *Xinhua*, 25/07/2012 • ¹¹⁵ PSA - Ventes mondiales en baisse de 13 % au S1 avec l'Europe, *Investir.fr*, 06/07/2012 • ¹¹⁶ La vente et l'après-vente automobiles pourraient supprimer 20.000 emplois, *La Tribune.fr*, 18/07/2012 • ¹¹⁷ PSA s'allie à GM, qui va devenir son deuxième actionnaire, *Reuters*, 29/02/2012 • ¹¹⁸ Ford investit lourdement sur le marché chinois, *Le Point.fr*, 08/08/2012 • ¹¹⁹ Chine : le nombre d'automobiles dépasse les 100 millions, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/01/2012 • ¹²⁰ "PSA va développer une nouvelle marque en Chine", *Usine Nouvelle.com*, 23/04/2012 • ¹²¹ Les usines d'automobiles menacées en Europe, *La Tribune.fr*, 23/03/2012 ; General Motors affiche des ventes records en Chine, *La Tribune.fr*, 05/07/2012 • ¹²² Volkswagen veut produire 4 millions de véhicules en Chine d'ici à 2018, *Usine Nouvelle.com*, 11/06/2012 • ¹²³ Cf. Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 52-58 • ¹²⁴ A Pékin, l'automobile fait salon, les usines poussent comme des champignons et le marché toussote, *La Tribune.fr*, 20/04/2012 • ¹²⁵ Les constructeurs automobiles confiants dans le marché chinois malgré la baisse des ventes, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/11/2011 • ¹²⁶ Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* • ¹²⁷ A Pékin, l'automobile fait salon, les usines poussent comme des champignons et le marché toussote, *La Tribune.fr*, 20/04/2012 • ¹²⁸ "PSA va développer une nouvelle marque en Chine", *Usine Nouvelle.com*, 23/04/2012 • ¹²⁹ Les ventes automobiles en Chine ont progressé de près de 3% au cours du premier semestre de cette année, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/07/2012 • ¹³⁰ Le constructeur chinois Chery exportera 170 000 véhicules en 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/07/2012 • ¹³¹ Kia Motors : 3e usine en Chine, *Yonhap*, 02/11/2011 • ¹³² National Bureau of Statistics of China, Table 16-4 : Length of Transportation Routes ; Statistical Communiqué on the 2011 National Economic and Social Development, National Bureau of Statistics of China ; US Department of Transportation - Federal Highway Administration, Highway Statistics 2010 • ¹³³ La Chine envisage une croissance plus rapide dans les régions de l'Ouest, *Xinhua*, 20/02/2012 • ¹³⁴ Les commandes à l'étranger de CSR devraient augmenter de 50% cette année, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/04/2012 • ¹³⁵ Source des chiffres bruts : National Bureau of Statistics of China, Table 16-17 : Number of Railway Locomotives • ¹³⁶ Chine : 23 trains suspendus après la collision entre deux trains, *Xinhua*, 24/07/2011 • ¹³⁷ Accident d'Eschede, *www.techno-science.net* • ¹³⁸ Le gouvernement chinois lance un contrôle de sécurité sur les TGV, *Xinhua*, 10/08/2011 • ¹³⁹ La Chine va remettre en service les trains à grande vitesse sur la ligne ferroviaire Beijing-Shanghai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/12/2011 • ¹⁴⁰ Un ingénieur chinois défend la technologie ferroviaire à grande vitesse de la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/04/2012) • ¹⁴¹ Des projets ferroviaires pour stimuler l'économie chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/09/2012 • ¹⁴² Ouverture d'une importante ligne ferroviaire à grande vitesse dans le centre de la Chine, *Xinhua*, 01/07/2012 • ¹⁴³ Ligne ferroviaire à grande vitesse entre Wuhan et Zhengzhou, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2012 • ¹⁴⁴ La société chinoise RSE remporte le marché du train à grande vitesse à Hong Kong, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2012 • ¹⁴⁵ La CNR prévoit une hausse de 50% de ses bénéfices en 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/01/2012 • ¹⁴⁶ Les commandes à l'étranger de CSR devraient augmenter de 50% cette année, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/04/2012 • ¹⁴⁷ Le plus grand fabricant chinois de trains en quête de fusions-acquisitions en Europe, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/07/2012 • ¹⁴⁸ La Chine achève la construction d'un banc d'essai pour le système de freinage du train à grande vitesse, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/03/2012 • ¹⁴⁹ La Chine envisage des trains encore plus rapides, *Xinhua*, 19/04/2012 ; La Chine va développer des trains encore plus rapides, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/04/2012 • ¹⁵⁰ La Chine établira un réseau ferroviaire à grande vitesse d'ici 2015, *Xinhua*, 25/07/2012 • ¹⁵¹ Chine : construction d'une rame de métro résistante au froid, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/08/2012 • ¹⁵² La Chine développe une locomotive électrique de 10 millions de watt, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/08/2012 ; China produces electric locomotive with world highest power, *China's Great Science and Technology*, 28/08/2012 • ¹⁵³ La Chine lance une locomotive plus puissante, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/03/2012 • ¹⁵⁴ The world's first super-capacitor light rail vehicles off the assembly line in CSR Zhuzhou, *China's Great Science and Technology*, 11/08/2012 • ¹⁵⁵ Chine : le Hunan produit le premier train léger à supercondensateur au monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/08/2012 • ¹⁵⁶ Le métro de Beijing a accueilli un nombre record de passagers, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/05/2012 • ¹⁵⁷ Metro systems by annual passenger rides, *en.wikipedia.org*, juillet 2011 • ¹⁵⁸ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 149 • ¹⁵⁹ Une ligne de métro

traversera le fleuve Yangtsé, *Xinhua*, 27/02/2012 • ¹⁶⁰ China seeks to restore confidence in high-speed trains, *Xinhua*, 08/05/2012 • ¹⁶¹ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 150 • ¹⁶² Chine : la population urbaine dépasse pour la première fois la population rurale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/12/2011 ; Statistical Communiqué on the 2011 National Economic and Social Development, National Bureau of Statistics of China • ¹⁶³ La plus haute tour de Beijing en construction, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/09/2011 ; La "Tour de Shanghai" atteint 303,3 mètres avec la construction du 65ème étage, *Xinhua*, 29/05/2012 • ¹⁶⁴ La Chine devient le plus grand fournisseur d'ascenseurs du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/09/2012 • ¹⁶⁵ La croissance chinoise se maintiendra à 8% au cours des 20 prochaines années (Justin Yifu Lin), *Xinhua*, 11/09/2012 • ¹⁶⁶ Source des chiffres bruts : Statistical Communiqué on the 2011 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China* ; *Bulletin économique Chine*, n°45, p. 27 • ¹⁶⁷ US Bureau of Economic Analysis, Table 1.1.5. Gross Domestic Product • ¹⁶⁸ Standardandpoors.com, *Composite-20 SPCS20R-SA*, May 2012 release • ¹⁶⁹ Le marché de l'immobilier américain n'est pas en reprise (Fed), *Xinhua*, 29/03/2012 • ¹⁷⁰ Conjoncture : Obama tente de limiter les saisies immobilières, *Le Figaro.fr*, 24/10/2011 • ¹⁷¹ Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère*, p. 136 • ¹⁷² La décreue attendue de l'immobilier, *Challenges.fr*, 17/11/2011 • ¹⁷³ Immobilier : "Une bulle gigantesque" en France ?, *LaVielmmo.com*, 13/02/2012 • ¹⁷⁴ Immobilier : "Une bulle gigantesque" en France ?, *LaVielmmo.com*, 13/02/2012 ; Les banques face à la contraction de l'immobilier en France, *Reuters*, 04/05/2012 • ¹⁷⁵ La construction de logements au plus bas depuis 35 ans, *L'Expansion.com*, 26/06/2012 • ¹⁷⁶ Chute brutale des crédits immobiliers, *Le Point.fr*, 24/07/2012 • ¹⁷⁷ La construction de logements neufs dégringole en mars, *La Tribune.fr*, 24/04/2012 • ¹⁷⁸ Chute brutale des crédits immobiliers, *Le Point.fr*, 24/07/2012 • ¹⁷⁹ Standard & Poor's table sur une baisse des prix de l'immobilier de 15 % d'ici fin 2013, *Capital.fr*, 13/04/2012 • ¹⁸⁰ Moody's abaisse la note du Crédit immobilier de France, *Reuters*, 18/05/2012 • ¹⁸¹ 4,7 milliards d'euros pour le Crédit immobilier de France, *Le Point.fr*, 02/09/2012 • ¹⁸² Le Crédit immobilier de France est en grande difficulté après la dégradation de Moody's, *La Tribune.fr*, 28/08/2012 • ¹⁸³ Davantage de villes chinoises enregistrent un rebond du prix des logements en juillet, *Xinhua*, 18/08/2012 • ¹⁸⁴ Faits et chiffres : les investissements en capital fixe en plein essor en Chine, *Xinhua*, 23/08/2012 • ¹⁸⁵ Chine : les investissements en capital fixe en hausse de 20,4 % sur sept mois, *Xinhua*, 09/08/2012 • ¹⁸⁶ Source des chiffres : *Bulletin économique Chine*, n°48, juillet 2012, p. 15 ; Davantage de villes chinoises enregistrent un rebond du prix des logements en juillet, *Xinhua*, 18/08/2012 • ¹⁸⁷ Chine : début de la construction de 10 millions de logements abordables, *Xinhua*, 10/11/2011 • ¹⁸⁸ La Chine a l'intention de réajuster son économie sur fond de ralentissement, *Xinhua*, 13/04/2012 • ¹⁸⁹ Chine : début de la construction de 5,8 millions de logements sociaux, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/08/2012 • ¹⁹⁰ La Chine investit 507 milliards de yuans dans la construction de logements abordables, *Xinhua*, 09/07/2012 • ¹⁹¹ Les logements sociaux couvriront 20 % de la Chine d'ici 2015 (plan d'action), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/06/2012 • ¹⁹² Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère*, pp. 134-135 • ¹⁹³ La Chine étudie des mesures visant à resserrer le contrôle du marché immobilier, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/08/2012 • ¹⁹⁴ Source des chiffres bruts : US Bureau of Economic Analysis et *Bulletins économique Chine*, n°1, p. 10 et n° 45, p. 27 • ¹⁹⁴ Source des chiffres bruts : US Bureau of Economic Analysis et *Bulletins économique Chine*, n°1, p. 10 et n° 45, p. 27 • ¹⁹⁵ Source des chiffres bruts : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/> • ¹⁹⁶ Source des chiffres bruts : classements annuels du *Fortune Global 500* — http://money.cnn.com/magazines/fortune/global500/2012/full_list/ • ¹⁹⁷ La Chine deviendrait le plus grand marché de consommation en 2015 (ministre), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/05/2012 • ¹⁹⁸ Le chinois Fosun devient le premier actionnaire du Club Med avec 10,20 %, *AFP*, 21/05/2012 • ¹⁹⁹ Chine : projet de loi pour stimuler l'industrie du film, *Xinhua*, 19/12/2011 • ²⁰⁰ Chine : les industries de la radio, du film et de la télévision ont généré 46 milliards de dollars en 2011, *Xinhua*, 28/06/2012 • ²⁰¹ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 450-452 • ²⁰² Des doutes sur des films coproduits qui envahissent le marché chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/09/2012 • ²⁰³ Un studio de cinéma de classe mondiale va ouvrir à Wuxi, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/05/2012 • ²⁰⁴ Un groupe chinois devient le n°1 mondial des salles de cinéma, *La Tribune.fr*, 21/05/2012 • ²⁰⁵ "1911", un film sur la révolution chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2011 • ²⁰⁶ Chine : 513 millions d'internautes à la fin de 2011, *Xinhua*, 16/01/2012 • ²⁰⁷ Chine : le nombre d'internautes atteint 538 millions, *Xinhua*, 19/07/2012 • ²⁰⁸ Le Chinois Baidu continue sa marche en avant, *PC INpact.com*, 31/10/2011 • ²⁰⁹ Les deux visages de Baidu, le "Google chinois", *Le Nouvel Observateur*, 07/06/2012 • ²¹⁰ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 255 • ²¹¹ Le Chinois Baidu continue sa marche en avant, *PC INpact.com*, 31/10/2011 • ²¹² Exportations chinoises de câbles sous-marins de fibre optique vers les Etats-Unis et l'Europe, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/01/2012 • ²¹³ China for the first time to achieve optical fiber ultra-high-speed data transmission, *China's Great Science and Technology*, 24/08/2012 • ²¹⁴ Chine : mise en service du

supercalculateur Sunway BlueLight, *Xinhua*, 19/01/2012 • ²¹⁵ La Chine va construire plus de supercalculateurs avec ses propres puces Risc, *Lemondelinformatique.fr*, 10/11/2011 • ²¹⁶ World's fastest computer brings incalculable benefits, *People's Daily Online*, 08/12/2010 • ²¹⁷ China to build 100 PFLOPS Supercomputer, 6 times of IBM Sequoia, *China's Great Science and Technology*, 03/07/2012 • ²¹⁸ China mulls national CPU architecture spec, *EE Times.com*, 23/04/2012 ; China plans national, unified CPU architecture, *Extreme Tech.com*, 27/04/2012 • ²¹⁹ Chine : les revenus de l'industrie du logiciel et des services informatiques en hausse de 32,4% en 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/02/2012 • ²²⁰ Chine : les revenus de l'industrie du logiciel en hausse de 25,4% de janvier à juillet 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/08/2012 • ²²¹ Trois universités formeront conjointement des professionnels de l'animation, *Xinhua*, 09/02/2012 • ²²² Lenovo remplace Dell pour devenir le deuxième plus grand fabricant de PC du monde, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/10/2011 • ²²³ 89 millions de PC vendus au premier trimestre 2012, *Clubic.com*, 12/04/2012 • ²²⁴ Lenovo compte sur son avantage en Chine pour concurrencer Apple, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2012 • ²²⁵ MWC 2012 : Huawei souffle la vedette aux anciens des smartphones, *Usine Nouvelle.com*, 27/02/2012 • ²²⁶ Huawei crée la surprise en dévoilant le smartphone Huawei Ascend D Quad doté d'un processeur K3V2 à base ARM mais avec architecture 64 bit, *Generation-nt.com*, 27/02/2012 • ²²⁷ Huawei Ascend D Quad : premières impressions, *Blog.lefigaro.fr*, 28/02/2012 • ²²⁸ MWC 2012 : Première sortie pour la tablette quadri-coeur de Huawei, *Usine Nouvelle.com*, 28/02/2012 • ²²⁹ Huawei ne cache plus ses ambitions de conquête totale, *Usine Nouvelle.com*, 26/04/2012 • ²³⁰ 2011 : année exceptionnelle en matière de demandes internationales de brevets en 2011, *Xinhua*, 05/03/2012 • ²³¹ Chine : 1,03 milliard d'utilisateurs de téléphones portables fin avril, *Xinhua*, 23/05/2012 • ²³² Source des chiffres bruts : Reprise en 2010 de l'activité de dépôt de demandes internationales de brevet, *OMPI*, 09/02/2011 et WIPO Economics & Statistics Series, *2012 PCT Yearly Review*, p. 29 • ²³³ Statistical Communiqué on the 2011 National Economic and Social Development, *National Bureau of Statistics of China* ; Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon s'accélère*, pp. 43-44 • ²³⁴ La Chine vise à devenir une puissance technologique mondiale avant 2049, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/09/2012 • ²³⁵ La Chine a besoin de progresser dans le domaine des technologies de pointe, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/02/2012 • ²³⁶ Voir à ce sujet les articles du camarade Robert Bibeau disponibles sur <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> — *RÉSISTANCE ÉTUDIANTE À LA HAUSSE* (22/03/2012), *CHAREST DEGAGE !* (30/05/2012) et *L'ÉTAT POLICIER DE LA LOI 78 S'AFFICHE SANS HONTE À MONTRÉAL OCCUPÉE* (09/06/2012) • ²³⁷ Robert Bibeau, *RÉSISTANCE ÉTUDIANTE À LA HAUSSE*, 22/03/2012 • ²³⁸ L'inégalité dans l'éducation chinoise sera réduite, *Xinhua*, 06/09/2012 • ²³⁹ De l'« usine du monde » vers la « marque mondiale », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/08/2012 • ²⁴⁰ Un des plus grands excavateurs du monde produit dans le nord de la Chine, *Xinhua*, 05/06/2012 • ²⁴¹ WK-75 : world's largest excavators, *China's Great Science and Technology*, 10/06/2012 • ²⁴² XCMG 1200-tonnage All-terrain Crane Made a Hit in Its Test, <http://www.xcmg.com>, 02/02/2012 • ²⁴³ Chinese largest power mid-speed diesel engines off the assembly line, *China's Great Science and Technology*, 25/07/2012 • ²⁴⁴ China Develops World first 3D ship-hull plate bending machine, *China's Great Science and Technology*, 08/05/2012 • ²⁴⁵ China's 3D Laser Direct Manufacturing technology beyond the U.S. and Japan, *China Defense Mashup*, 04/09/2012 • ²⁴⁶ Essai d'une voiture sans conducteur entre Changsha et Wuhan, *BE Chine n°107*, 19/09/2011 • ²⁴⁷ China to build its largest Robot Production base in 3 years, *China's Great Science and Technology*, 05/04/2012 • ²⁴⁸ La Chine dévoile sa première horloge optique, *Xinhua*, 12/07/2012 • ²⁴⁹ Pourquoi la Chine fait peur, *L'Expansion.com*, 23/11/2011 • ²⁵⁰ Chine : première baisse du ratio hommes/femmes à la naissance, *Xinhua*, 03/06/2009 ; La Chine maintient une faible croissance naturelle en 2011 (rapport), *Xinhua*, 09/07/2012 • ²⁵¹ Source : Eurostat, *Unemployment rate, 2000-2011 (%)*, 02/05/2012 • ²⁵² Espagne : la crise fait fuir des centaines de milliers de personnes, *Le Monde.fr*, 17/10/2011 • ²⁵³ Source : Eurostat, *Unemployment rate, 2000-2011 (%)*, 02/05/2012 • ²⁵⁴ Grèce : la valise ou le chômage, *Le Point.fr*, 24/06/2012 • ²⁵⁵ Plus de 800 000 étudiants à l'étranger sont revenus en Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/07/2012 • ²⁵⁶ 339 700 Chinois ont choisi de faire des études à l'étranger en 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/02/2012 • ²⁵⁷ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 169 • ²⁵⁸ De plus en plus d'experts étrangers se ruent vers la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/04/2012 • ²⁵⁹ En France, l'enseignement du chinois devient un phénomène national, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/05/2012 • ²⁶⁰ Pourquoi faut-il apprendre le chinois à nos enfants ?, *Libération.fr*, 23/01/2012 • ²⁶¹ Cf. Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 170 • ²⁶² En 2050, les étrangers seront-ils des travailleurs migrants en Chine ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/06/2012 • ²⁶³ La hausse des suicides liés à la crise, une réalité ignorée, *Le Monde.fr*, 07/20/2012 • ²⁶⁴ Les vols dans les magasins progressent, *L'Expansion.com*, 18/10/2011 • ²⁶⁵ Deux fois plus de suicides en Grèce depuis fin 2008, *Le Figaro.fr*, 23/09/2011 • ²⁶⁶ Suicides et crise : "C'est comme si l'eau montait et

qu'on ne le voyait pas", *Le Monde.fr*, 07/02/2012 • ²⁶⁷ Source des chiffres bruts : Commercial Space Transportation : 2010 Year In Review, p. 3 ; Commercial Space Transportation : 2011 Year In Review, p. 3 • ²⁶⁸ La Chine lance un satellite de télédétection, *Xinhua*, 09/11/2011 ; Chine : lancement de deux nouveaux satellites, *Xinhua*, 20/11/2011 ; Chine : lancement du satellite de télédétection Yaogan XIII, *Xinhua*, 30/11/2011 ; Chine : lancement d'un satellite de télédétection à haute résolution, *Xinhua*, 22/12/2011 ; La Chine a lancé avec succès le satellite météorologique Fengyun-II 07, *Xinhua*, 13/01/2012 ; Lancement d'un nouveau satellite cartographique chinois, *Xinhua*, 06/05/2012 ; Chine : lancement du satellite de télédétection Yaogan XIV, *Xinhua*, 10/05/2012 • ²⁶⁹ Cf. Vincent Gouysse, *Le réveil du Dragon*, p. 184 • ²⁷⁰ La Chine lance son 10^{ème} satellite pour le système de navigation indépendant, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 02/12/2011 ; Le système de navigation global chinois Beidou entre en service, *Xinhua*, 27/12/2011 • ²⁷¹ Le système de navigation global chinois Beidou entre en service, *Xinhua*, 27/12/2011 • ²⁷² La Chine lance le 11e satellite de son système de navigation Beidou, *Xinhua*, 25/02/2012 ; La Chine lance deux satellites de navigation, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/05/2012 • ²⁷³ Chine : lancement de deux satellites pour son système indépendant de navigation et de positionnement, *Xinhua*, 19/09/2012 • ²⁷⁴ La Chine lancera cinq satellites pour des clients étrangers en 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2011 • ²⁷⁵ La Chine lance un satellite de télédétection pour le Venezuela, *Xinhua*, 29/09/2012 • ²⁷⁶ Des opérateurs de satellites boliviens seront formés en Chine, *Xinhua*, 23/07/2012 • ²⁷⁷ La Chine projette de lancer 21 fusées et 30 satellites dans l'espace en 2012, *Xinhua*, 18/01/2012 • ²⁷⁸ China hopes to send Long March-5 rocket into space in 2014, *China.org.cn*, 03/03/2012 • ²⁷⁹ Le moteur de la fusée porteuse Longue Marche-5 au banc d'essai, *Xinhua*, 29/07/2012 • ²⁸⁰ La Chine développe son plus grand réservoir de propérol pour fusée, *Xinhua*, 11/01/2012 • ²⁸¹ La fusée porteuse Longue Marche 7 décollera d'ici cinq ans, *Xinhua*, 03/03/2012 • ²⁸² La Chine va lancer un module spatial inhabité entre les 27 et 30 septembre, *Xinhua*, 20/09/2011 ; Le lancement de Tiangong-1 sera moins difficile que celui de la navette Shenzhou VIII, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/09/2011 ; Tiangong-1 sera lancé ce soir, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/09/2011 ; Chine : compte à rebours vers une première station spatiale, *Le Monde.fr*, 29/09/2011 ; Les dirigeants chinois saluent le succès du lancement du module spatial Tiangong-1, *Xinhua*, 29/09/2011 ; La Chine lance la première pièce de sa station spatiale habitable, *Le Monde.fr*, 29/09/2011 ; Le premier module de laboratoire spatial chinois fonctionne bien, *Xinhua*, 07/10/2011 ; Tiangong-1 termine ses tests en orbite, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/10/2011 ; La Chine lancera le vaisseau spatial Shenzhou-8 début novembre, *Xinhua*, 26/10/2011 ; Un rendez-vous difficile entre le module laboratoire spatial Tiangong-1 et le vaisseau Shenzhou-8, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/10/2011 ; La Chine lance avec succès le vaisseau spatial inhabité Shenzhou-8 et prépare l'amarrage au module Tiangong-1, *Xinhua*, 01/11/2011 ; Le PM chinois rencontre le personnel du module spatial Tiangong-1, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/10/2011 ; Les dirigeants chinois observent le premier amarrage spatial de la Chine, *Xinhua*, 03/11/2011 ; La Chine déclare la réussite de son premier amarrage spatial, *Xinhua*, 03/11/2011 ; Le président chinois envoie un message de félicitations pour la réussite de l'amarrage spatial, *Xinhua*, 03/11/2011 ; Premier "baiser spatial" réussi pour la Chine, *Le Monde.fr*, 03/11/2011 ; La Chine effectuera un deuxième amarrage spatial dans 12 jours, *Xinhua*, 03/11/2011 ; L'ensemble Shenzhou-8-Tiangong-1 fonctionne bien, *Xinhua*, 03/11/2011 ; Les médias étrangers commentent avec passion l'amarrage spatial de Shenzhou-8 et Tiangong-1, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/11/2011 ; Chine : Shenzhou-8 et Tiangong-1 prêts à mener le deuxième amarrage spatial, *Xinhua*, 14/11/2011 ; Rentrée sur Terre de Shenzhou-8 après la mission d'amarrage spatial, *Xinhua*, 17/11/2011 ; La Chine annonce le succès complet de sa première mission d'amarrage spatial, *Xinhua*, 17/11/2011 • ²⁸³ La Chine envoie sa première femme dans l'espace, *Le Point.fr*, 16/06/2012 • ²⁸⁴ La Chine prévoit une nouvelle mission spatiale habitée d'ici 2012, *Xinhua*, 31/10/2011 ; Juin prochain, de nouvelles missions pour la station spatiale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/02/2012 ; Le vaisseau spatial chinois Shenzhou-9 sera lancé à la mi-juin, *Xinhua*, 09/06/2012 ; La Chine lancera samedi son vaisseau spatial habité Shenzhou-9, *Xinhua*, 15/06/2012 ; Chine : le vaisseau spatial Shenzhou-9 pèse 8 130 kg, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/06/2012 ; Le président chinois se réjouit du lancement réussi de Shenzhou-9, *Xinhua*, 16/06/2012 ; La Chine a réussi sa première mission d'amarrage habitée, *Xinhua*, 18/06/2012 ; Chine : amarrage manuel entre Shenzhou-9 et Tiangong-1 prévu pour dimanche, *Xinhua*, 23/06/2012 ; Les astronautes chinois ont accompli leurs principales tâches au cours de leurs six premiers jours dans l'espace, *Xinhua*, 24/06/2012 ; Succès du premier amarrage manuel de la Chine entre Shenzhou-9 et Tiangong-1, *Xinhua*, 24/06/2012 ; Le président chinois s'entretient avec les astronautes à bord de Tiangong-1, *Xinhua*, 26/06/2012 ; Retour de Shenzhou-9 prévu le 29 juin, *Xinhua*, 28/06/2012 ; Les astronautes chinois sont rentrés sur Terre après avoir accompli le premier amarrage spatial manuel du pays, *Xinhua*, 29/06/2012 ; La mission spatiale habitée Shenzhou-9 est un succès : commandant en chef, *Xinhua*, 29/06/2012 • ²⁸⁵ Retour sur Terre après le succès de la

mission spatiale chinoise, *Le Monde.fr*, 29/06/2012 • ²⁸⁶ La première Chinoise envoyée dans l'espace, *Le Monde.fr*, 16/06/2012 • ²⁸⁷ Manoeuvre d'amarrage manuel réussie entre le vaisseau spatial chinois Shenzhou 9 et le module orbital Tiangong 1, *Le Nouvel Observateur*, 24/06/2012 • ²⁸⁸ La Chine s'impose comme acteur mondial dans l'exploration spatiale (expert américain), *Xinhua*, 29/06/2012 • ²⁸⁹ Le vaisseau cargo russe Progress M-15M échoue à s'arrimer de nouveau à l'ISS, *Xinhua*, 24/07/2012 • ²⁹⁰ 35 milliards de yuans pour le programme de vol habité chinois, moins que l'investissement annuel des Etats-Unis, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/11/2011 • ²⁹¹ Retour sur Terre après le succès de la mission spatiale chinoise, *Le Monde.fr*, 29/06/2012 • ²⁹² Les trois records du scaphandre chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/06/2012 • ²⁹³ La plongée du Jiaolong est la vraie réussite, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2012 • ²⁹⁴ La Chine décidée à occuper l'Espace, *La Tribune.fr*, 01/07/2012 • ²⁹⁵ La Chine a envoyé dans l'espace le futur concurrent de l'ISS, *RIA Novosti*, 30/09/2011 • ²⁹⁶ Pas de deux chinois dans l'espace, *Libération.fr*, 04/11/2011 • ²⁹⁷ Un dirigeant chinois encourage les innovations dans les sciences aérospatiales, *Xinhua*, 09/06/2012 • ²⁹⁸ La Chine accélérera l'expansion de son industrie spatiale au cours des 10 ans à venir, *Xinhua*, 04/11/2011 • ²⁹⁹ Timeline for China's space research revealed, *China Defense Mashup*, 10/09/2012 • ³⁰⁰ La réussite de la mission chinoise d'amarrage dans l'espace est une grande avancée (expert russe), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/11/2011 • ³⁰¹ Petite histoire de la Station spatiale internationale, *Futura-Sciences.com*, 04/03/2010 • ³⁰² La station spatiale chinoise sera ouverte au monde entier, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/11/2011 • ³⁰³ Des scientifiques chinois et allemands mèneront 17 expériences dans le vaisseau spatial Shenzhou-8, *Xinhua*, 03/11/2011 ; La Chine proclame le "plein succès" de sa mission spatiale Shenzhou VIII, *Le Point.fr*, 18/11/2011 • ³⁰⁴ L'observatoire chinois en Antarctique sera mis en opération avant 2020, *Xinhua*, 23/08/2012 • ³⁰⁵ Chine : livraison du navire de recherche le plus avancé du pays, *Xinhua*, 29/09/2012 • ³⁰⁶ Le submersible habité chinois entame son voyage pour une plongée à 7 000 mètres, *Xinhua*, 03/06/2012 ; Le submersible habité chinois Jiaolong émerge après une plongée record, *Xinhua*, 15/06/2012 ; Le submersible habité chinois Jiaolong a plongé à 6 965 mètres, *Xinhua*, 19/06/2012 ; Le submersible chinois prévoit un plongeon à 7 000 mètres dans la fosse des Mariannes, *Xinhua*, 22/06/2012 • ³⁰⁷ Le submersible chinois Jiaolong bat le record national de plongée, *Xinhua*, 24/06/2012 • ³⁰⁸ Le submersible chinois Jiaolong a atteint 7 062 mètres lors de sa cinquième plongée d'essai, *Radio Chine Internationale (online)*, 28/06/2012 ; Le submersible chinois Jiaolong accomplit avec succès ses essais de plongée, *Xinhua*, 30/06/2012 • ³⁰⁹ Jiaolong reaches 7,062 m beneath sea, *Chinadaily.com.cn*, 27/06/2012 • ³¹⁰ La plongée du Jiaolong est la vraie réussite, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2012 • ³¹¹ La plongée du Jiaolong est la vraie réussite, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2012 • ³¹² Cf. Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du dragon s'accélère*, p. 45 ; Le sous-marin habité chinois se prépare pour une plongée à 7 000 mètres l'année prochaine, *Xinhua*, 27/12/2011 • ³¹³ La Chine enregistre des records de plongée et nourrit des ambitions dans l'exploration marine, *Le Monde.fr*, 15/06/2012 • ³¹⁴ Le submersible chinois Jiaolong accomplit avec succès ses essais de plongée, *Xinhua*, 30/06/2012 • ³¹⁵ Retour des profondeurs du Pacifique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/07/2012 • ³¹⁶ La plupart des réserves minérales de la Chine restent inexploitées, *Xinhua*, 03/11/2011 • ³¹⁷ Un vice-PM chinois félicite l'équipage du submersible habité Jiaolong, *Xinhua*, 16/07/2012 • ³¹⁸ Record national de plongée à plus de 7000 mètres de profondeur pour un sous-marin habité chinois, *BE Chine n°117*, 12/07/2012 • ³¹⁹ Du cosmos au fond des océans, c'est jour de fierté pour la Chine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/06/2012 • ³²⁰ Wu Bangguo : le programme spatial démontre la puissance de la Chine, *Xinhua*, 17/06/2012 • ³²¹ La Chine célèbre la réussite de l'amarrage spatial, *Xinhua*, 16/12/2011 • ³²² La Chine projette de réaliser l'alunissage d'une sonde vers 2013, *Xinhua*, 21/09/2011 ; La Chine lancera une sonde pour un alunissage en 2013, *Xinhua*, 05/03/2012 ; La Chine commence la construction de sa troisième sonde lunaire, *Xinhua*, 14/03/2012 • ³²³ Un scientifique expose les défis de la sonde lunaire chinoise Chang'e 3, *Xinhua*, 19/09/2012 • ³²⁴ La Chine lancera des orbiteurs pour effectuer des atterrissages lunaires d'ici cinq ans, *Xinhua*, 29/12/2011 ; La Chine souhaite acquérir des technologies-clés pour sa mission vers la Lune, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/12/2011 • ³²⁵ Curiosity a fait ses premiers tours de roue sur Mars, *Le Figaro.fr*, 21/08/2012 • ³²⁶ La technologie spatiale en Chine commence à être utilisée dans les différents secteurs d'activité, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/09/2011 • ³²⁷ Des experts spatiaux étrangers font l'éloge du lancement par la Chine du vaisseau spatial habité Shenzhou-9, *Xinhua*, 17/06/2012 • ³²⁸ Entrée sur le marché du plus grand hélicoptère asiatique, *Xinhua*, 05/01/2012 ; Vol d'essai par temps froid réussi pour l'hélicoptère chinois AC313, *Xinhua*, 13/02/2012 • ³²⁹ The PLA Army helicopter number close to 600, *China Defense Mashup*, 27/08/2012 • ³³⁰ Double bonne nouvelle pour AVIC, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/07/2012 • ³³¹ L'AVIC coopérera avec Cessna Aircraft Co. pour produire des jets d'affaires, *Xinhua*, 24/03/2012 • ³³² L'avion de ligne chinois C919 sera prêt pour l'exportation en 2016, *Le Quotidien du Peuple en ligne*,

09/03/2012 ; Nouvelles ventes d'avions chinois C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/09/2012 •³³³ Mise en production de la première partie du fuselage du C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/12/2011 ; Chine : la voie d'innovation de la construction de gros-porteurs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/12/2011 •³³⁴ Cf. Vincent Gouysse, 2010-2011 : *Le réveil du dragon s'accélère*, pp. 97-98 •³³⁵ Accord d'un câblage franco-chinois pour l'avion gros-porteur C919, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2012 •³³⁶ L'avion chinois C919 revendique 280 ventes, *Air&Cosmos.com*, 03/07/2012 •³³⁷ Airbus devant Boeing en 2011, *L'Expansion.com*, 06/01/2012 •³³⁸ Les compagnies aériennes européennes s'enfoncent dans la crise, *La Tribune.fr*, 11/06/2012 •³³⁹ La Chine interrompt ses commandes d'Airbus, *Info-aviation.com*, 09/03/2012 •³⁴⁰ China Eastern Airlines devrait suspendre une commande d'A330, *Usine Nouvelle.com*, 27/04/2012 •³⁴¹ Taxe carbone : la Chine bloque les achats d'Airbus par les compagnies chinoises, *La Tribune.fr*, 08/03/2012 •³⁴² Aéronautique, la Chine lance la guerre des normes avec les Européens, *La Tribune.fr*, 28/06/2012 •³⁴³ La ligne d'assemblage Airbus de Tianjin prête pour ses clients étrangers, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/06/2012 ; L'usine d'assemblage d'Airbus de Tianjin livre son 100e avion, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/09/2012 •³⁴⁴ Airbus en Chine : un pari presque gagné, *Usine Nouvelle.com*, 31/08/2012 •³⁴⁵ Quel avenir pour l'usine d'assemblage d'Airbus A320 de Tianjin ?, *La Tribune.fr*, 13/06/2012 •³⁴⁶ ATR craint la menace des Chinois, prêts à lancer un appareil de 90 places, *La Tribune.fr*, 03/05/2012 •³⁴⁷ Un avion de transport régional chinois fait son entrée sur le marché européen, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/06/2012 •³⁴⁸ Grèce : une centaine de blessés lors d'affrontements à Athènes, *RIA Novosti*, 21/10/2011 ; La Grèce sous pression après l'annonce du référendum, *Reuters*, 01/11/2011 ; L'accord de Bruxelles seule voie pour Athènes, dit Sarkozy, *Reuters*, 01/11/2011 •³⁴⁹ Le référendum voulu par Papandreou suscite l'incompréhension, *Reuters*, 01/11/2011 •³⁵⁰ Le référendum de Papandreou fait chuter les valeurs financières, *Reuters*, 01/11/2011 ; Comment la Grèce met en péril l'ensemble de la zone euro, *Le Point.fr*, 02/11/2011 •³⁵¹ Pour la CDU, "Papandréou joue avec le feu", *Le Monde.fr*, 01/11/2011 ; Grèce : vers un vote sur la zone euro, *Le Monde.fr*, 02/11/2011 ; Les 8 milliards d'aide à la Grèce suspendus au référendum, *L'Expansion.com*, 02/11/2011 ; L'Europe se prépare à une zone euro sans la Grèce, *Le Point.fr*, 03/11/2011 •³⁵² Les Grecs retirent leurs économies des banques avec la crise, *Reuters*, 09/11/2011 •³⁵³ Violences en Grèce avant le vote du plan d'austérité, *Reuters*, 12/02/2012 •³⁵⁴ EN DIRECT. La Grèce au bord de l'implosion, *Le Point.fr*, 13/02/2012 ; EN DIRECT. La Grèce sombre dans le chaos, *Le Point.fr*, 13/02/2012 ; La Grèce se réveille après une nuit d'émeutes, *Reuters*, 13/02/2012 •³⁵⁵ Nikos Aliagas : "N'humilions pas les Grecs !", *Le Point.fr*, 13/02/2012 ; La zone euro se demande comment réduire encore la dette grecque, *Reuters*, 18/02/2012 ; Crise de la dette : Lagarde s'attire les foudres des Grecs et les critiques de Paris, *AFP*, 27/05/2012 •³⁵⁶ 6 mai : le jour où...la Grèce pourrait remettre le feu, *La Tribune.fr*, 26/04/2012 ; Législatives : la Grèce joue de nouveau son avenir dans la zone euro, *Le Point.fr*, 04/05/2012 ; Pasok et ND pourraient ne pas avoir la majorité absolue, *Reuters*, 06/05/2012 ; Les négociations dans l'impasse en Grèce, *Reuters*, 13/05/2012 ; Le maintien de la Grèce dans la zone euro au cœur des débats, *AFP*, 18/05/2012 ; Dissolution du Parlement grec afin d'organiser de nouvelles élections, *Xinhua*, 19/05/2012 ; Hollande met en garde les Grecs contre une sortie de la zone euro, *Le Point.fr*, 13/06/2012 •³⁵⁷ La Grèce vote dimanche pour son futur dans l'euro, *AFP*, 15/06/2012 •³⁵⁸ La zone euro se réunit sous tension, *Le Point.fr*, 13/05/2012 •³⁵⁹ Grèce : le "vote de la colère" fait les affaires de l'extrême droite, *Le Monde.fr*, 04/05/2012 ; La Grèce a du mal à former un gouvernement après le séisme des législatives, *Le Monde.fr*, 06/05/2012 ; La Grèce en quête d'une impossible coalition, *Le Point.fr*, 08/05/2012 •³⁶⁰ "Sortie de la zone euro" ou "défaut" ne sont plus des tabous en Europe, *La Tribune.fr*, 12/11/2011 •³⁶¹ La zone euro au bord de la dislocation, *Le Point.fr*, 18/11/2011 •³⁶² Paris et Berlin préparent l'Europe version 2012, *La Tribune.fr*, 27/11/2011 ; L'union budgétaire européenne se prépare en coulisses, *La Tribune.fr*, 09/06/2012 •³⁶³ Conjoncture : Un pacte de stabilité renforcé pour sauver l'euro, *Le Figaro.fr*, 27/11/2011 •³⁶⁴ Confusion et divisions au sommet de l'euro, *La Tribune.fr*, 21/10/2011 ; Sommet européen : l'Union chancelle, *Le Point.fr*, 25/10/2011 ; La zone euro parvient à un accord au bout de la nuit, *Reuters*, 27/10/2011 ; Le sommet européen accouche dans la douleur d'un accord sur la crise de la dette, *La Tribune.fr*, 27/10/2011 •³⁶⁵ Zone euro, le sursaut ou la mort, *Le Point.fr*, 13/06/2012 ; Crise de la zone euro : pour le G8, il y a urgence, *La Tribune.fr*, 19/05/2012 •³⁶⁶ La crise financière actuelle a l'étrange parfum des années trente, *Le Monde.fr*, 24/10/2011 •³⁶⁷ Comment cinq ans de crise ont changé l'économie, *Le Point.fr*, 10/08/2012 •³⁶⁸ Vu sur M6 : 2012, la fin de l'euro...et le retour de l'inflation, *La Tribune.fr*, 05/02/2012 •³⁶⁹ Symphonie des 27 : accord ou désaccords ?, *La Tribune.fr*, 26/10/2011 ; Sommet européen : comment le couple italo-espagnol a emporté la mise, *La Tribune.fr*, 29/06/2012 •³⁷⁰ "Sortie de la zone euro" ou "défaut" ne sont plus des tabous en Europe, *La Tribune.fr*, 12/11/2011 •³⁷¹ La nostalgie du mark évidente en Allemagne : sondage, *Xinhua*, 05/10/2011 •³⁷² Un Allemand sur deux pense que son pays vivrait mieux hors de la zone euro, *La Tribune.fr*, 29/07/2012 •³⁷³

Les exportateurs allemands ne craignent plus un éclatement de la zone euro, *La Tribune.fr*, 09/11/2011 • ³⁷⁴ Berlin rejette le renforcement du MES et les "eurobonds", *Reuters*, 08/12/2011 ; L'Allemagne s'oppose à l'achat d'obligations souveraines par la BCE, *La Tribune.fr*, 29/07/2012 ; L'Allemagne salue le "non" de la BCE à une licence bancaire pour le MES, *La Tribune.fr*, 02/08/2012 • ³⁷⁵ Le dialogue de sourds franco-allemand menace l'Europe, *La Tribune.fr*, 18/11/2011 • ³⁷⁶ La Finlande refuse de payer les dettes des autres pays de la zone euro, *AFP*, 06/07/2012 • ³⁷⁷ La Finlande se prépare à un éclatement de la zone euro, *Le Point.fr*, 17/08/2012 • ³⁷⁸ La Norvège retire ses pétrodollars de la zone euro, *La Tribune.fr*, 13/08/2012 • ³⁷⁹ Pourquoi la Finlande menace la zone euro, *La Tribune.fr*, 09/07/2012 • ³⁸⁰ Grèce : le FMI évoque un scénario de sortie de l'euro, *La Tribune.fr*, 15/05/2012 ; La Commission européenne et la BCE planchent sur une possible sortie de la Grèce, *Capital.fr*, 18/05/2012 ; La Grèce menacée de sortie de la zone euro voit ses notes abaissées par Fitch, *La Tribune.fr*, 18/05/2012 ; Une sortie de la Grèce de la zone euro changera la face du projet européen, *Le Point.fr*, 20/05/2012 ; La zone euro veut garder la Grèce mais se prépare à sa sortie, au cas où, *AFP*, 23/05/2012 • ³⁸¹ La récession s'aggrave en Grèce, *La Tribune.fr*, 08/06/2012 • ³⁸² L'économie grecque devrait baisser de 4,5 % en 2012, *Xinhua*, 19/03/2012 • ³⁸³ La récession grecque en 2012 plus importante que prévu : le PIB chutera de 5%, *La Tribune.fr*, 24/04/2012 ; La récession s'aggrave en Grèce, *La Tribune.fr*, 08/06/2012 ; Crise : l'interminable plongeon du PIB grec, *Le Point.fr*, 13/08/2012 • ³⁸⁴ Grèce : un recul de 6,7 % du PIB prévu en 2012, *La Tribune.fr*, 03/07/2012 ; Source : *Communiqué de presse Eurostat 124/2012* du 31 août 2012, p. 1 • ³⁸⁵ Le PM grec prévoit un défaut de paiement en mars en l'absence d'aide étrangère, *Xinhua*, 05/01/2012 ; "La Grèce sera en situation de défaut très bientôt", selon Standard and Poor's, *La Tribune.fr*, 16/01/2012 • ³⁸⁶ Le défaut grec, solution au "paradoxe de Zénon" - La Grèce de plus en plus confrontée au risque d'un défaut sur sa dette, *La Tribune.fr*, 06/02/2012 • ³⁸⁷ Grèce : la chute inexorable, *Le Point.fr*, 24/02/2012 • ³⁸⁸ Grèce : la sortie de l'euro, un gouffre financier pour la France, *Le Point.fr*, 14/05/2012 • ³⁸⁹ Source des chiffres bruts : *Eurostat Yearbook 2011 - Government finance statistics* ; L'Espagne revient à la hausse son déficit 2011, *Reuters*, 19/05/2012 • ³⁹⁰ Crise de la dette : L'Espagne de nouveau sur la sellette, *Le Point.fr*, 28/03/2012 • ³⁹¹ Mariano Rajoy peut-il redresser l'Espagne ?, *L'Expansion.com*, 21/11/2011 ; L'assourdissant silence du nouveau gouvernement espagnol, *La Tribune.fr*, 25/11/2011 • ³⁹² Près d'un actif espagnol sur quatre est au chômage, *Reuters*, 27/04/2012 • ³⁹³ Bankia, le plus gros sauvetage bancaire de la crise espagnole, *La Tribune.fr*, 26/05/2012 • ³⁹⁴ L'Espagne pourrait demander l'aide du fonds de secours européen, *AFP*, 28/05/2012 ; Madrid admet être exclue des marchés, *Reuters*, 05/06/2012 ; L'Espagne emprunte à un coût élevé, attend le coup de pouce pour ses banques, *AFP*, 07/06/2012 • ³⁹⁵ L'Espagne devrait demander une aide européenne pour ses banques dès samedi, *Le Point.fr*, 08/06/2012 ; Les banques espagnoles auraient besoin d'au moins 40 milliards, *Reuters*, 09/06/2012 ; La zone euro met 100 milliards d'euros pour aider les banques espagnoles, *La Tribune.fr*, 09/06/2012 ; Espagne, crise de la zone euro et banques : un plan d'aide de 100 milliards... et presque autant de questions, *La Tribune.fr*, 11/06/2012 • ³⁹⁶ Plan d'aide - L'Espagne est loin d'être tirée d'affaire, *Le Point.fr*, 11/06/2012 ; Espagne : l'avenir des banques reste incertain, *La Tribune.fr*, 28/07/2012 • ³⁹⁷ Joseph Stiglitz dénonce le cercle vicieux de la dette, *Reuters*, 11/06/2012 • ³⁹⁸ Cf. Vincent Gouysse, 2010-2011 : *Le réveil du Dragon s'accélère*, p. 78 • ³⁹⁹ L'incendie espagnol enflamme les Bourses européennes, *La Tribune.fr*, 23/07/2012 • ⁴⁰⁰ Sources : Le chômage atteint 24,63% en Espagne, *La Tribune.fr*, 27/07/2012 ; *Communiqué de presse Eurostat 124/2012* du 31 août 2012, p. 1 • ⁴⁰¹ Espagne : le taux de créances douteuses des banques bat un nouveau record, *Le Point.fr*, 17/08/2012 • ⁴⁰² L'Espagne replonge les marchés dans le doute, *Le Figaro.fr*, 20/07/2012 ; L'Espagne au bord du gouffre financier - La situation économique de l'Espagne provoque un vent de panique sur les marchés, *La Tribune.fr*, 22/07/2012 • ⁴⁰³ Le rendement de la dette espagnole à 10 ans a dépassé 7,55 %, *La Tribune.fr*, 23/07/2012 • ⁴⁰⁴ Pourquoi l'Espagne n'a pas fini de faire trembler la zone euro, *L'Expansion.com*, 21/09/2012 • ⁴⁰⁵ La situation de l'Espagne paraît de plus en plus "intenable", *Le Monde.fr*, 24/07/2012 • ⁴⁰⁶ En Espagne, la récession s'aggrave : le PIB recule de 0,4% au deuxième trimestre, *La Tribune.fr*, 30/07/2012 • ⁴⁰⁷ L'Espagne s'impose un plan de rigueur colossal : 102 milliards d'euros d'économies d'ici 2014, *La Tribune.fr*, 03/08/2012 • ⁴⁰⁸ Tout est désormais plus cher en Espagne, *La Tribune.fr*, 01/09/2012 • ⁴⁰⁹ Après son vendredi noir, l'Espagne en danger, *AFP*, 23/07/2012 • ⁴¹⁰ Pourquoi les Espagnols se rebiffent, *L'Expansion.com*, 20/07/2012 ; Une marée humaine à Madrid contre la rigueur, *Le Point.fr*, 15/09/2012 • ⁴¹¹ Espagne : des pillages de supermarchés au nom de la crise, *Le Point.fr*, 10/08/2012 • ⁴¹² Le risque italien commence à faire trembler l'Europe, *La Tribune.fr*, 25/10/2011 • ⁴¹³ L'Italie s'offre une cure d'austérité, *Reuters*, 04/12/2011 • ⁴¹⁴ Après la Grèce, l'Italie pèse sur le marché parisien, *La Tribune.fr*, 07/11/2011 ; Le départ annoncé de Berlusconi n'a pas apaisé les tensions sur la dette italienne, *La Tribune.fr*, 09/11/2011 • ⁴¹⁵ L'état de la dette italienne se resserre, *La Tribune.fr*,

07/11/2011 • ⁴¹⁶ Les Bourses européennes chutent, inquiètes sur l'Italie, *Reuters*, 09/11/2011 ; Wall Street termine en baisse de plus de 3%, *Reuters*, 09/11/2011 • ⁴¹⁷ La crise de la dette en zone euro a déjà coûté plus de 500 milliards, *Capital.fr*, 11/06/2012 • ⁴¹⁸ Les pays de la zone euro acceptent de booster le pare-feu à 800 milliards de dollars, *Xinhua*, 30/03/2012 • ⁴¹⁹ Conjoncture : La note du fonds de sauvetage de la zone euro dégradée, *Le Figaro.fr*, 16/01/2012 • ⁴²⁰ Le Trésor italien au bord de la rupture, *La Tribune.fr*, 25/11/2011 ; L'Italie et la Belgique cherchent à écouler leur dette auprès de leurs citoyens, *Capital.fr*, 25/11/2011 ; Les Belges à la rescousse de leur État endetté, *Le Point.fr*, 29/11/2011 • ⁴²¹ L'Italie en récession, *Le Point.fr*, 12/03/2012 ; Un nouveau plan d'austérité pour l'Italie ?, *La Tribune.fr*, 17/04/2012 • ⁴²² L'Italie s'enfonce dans la récession au deuxième trimestre, *Le Monde.fr*, 07/08/2012 • ⁴²³ Rome revoit à la baisse ses prévisions de croissance, *La Tribune.fr*, 20/09/2012 • ⁴²⁴ Le rendement des obligations italiennes et espagnoles bat des records, *Challenges.fr*, 14/06/2012 ; Dette : Les taux de l'Italie et de l'Espagne se tendent après la BCE, *20minutes.fr*, 05/07/2012 • ⁴²⁵ Dette italienne : les banques françaises jouent avec le feu, *L'Expansion.com*, 10/11/2011 • ⁴²⁶ Source des chiffres bruts : Eurostat, Taux de croissance du PIB réel (en volume) - Variation par rapport à l'année précédente • ⁴²⁷ Le Portugal perd le contrôle de ses finances, *L'Expansion.com*, 29/06/2012 • ⁴²⁸ Le Portugal ne tiendra pas ses objectifs budgétaires, *La Tribune.fr*, 25/08/2012 • ⁴²⁹ Portugal : de nouvelles manifestations contre les mesures d'austérité, *Xinhua*, 29/09/2012 • ⁴³⁰ Vastes manifestations contre l'austérité au Portugal, *La Tribune.fr*, 15/09/2012 • ⁴³¹ L'horizon économique s'assombrit dans la zone euro, *Capital.fr*, 23/04/2012 ; Zone euro : le retour de la crise financière, *Le Point.fr*, 12/04/2012 • ⁴³² Source : *Communiqué de presse Eurostat 127/2012* du 6 septembre 2012, p. 3 • ⁴³³ La CE prévoirait une contraction du PIB de la zone euro en 2012, *Reuters*, 23/02/2012 • ⁴³⁴ Le PIB de la zone euro devrait se contracter de 0,1% en 2012 (OCDE), *Xinhua*, 22/05/2012 • ⁴³⁵ Source : *Communiqué de presse Eurostat 118/2012* du 14 août 2012, p. 1 • ⁴³⁶ Le chômage dans la zone euro au plus haut depuis 1997, *Reuters*, 02/04/2012 ; Le taux de chômage en zone euro atteint un niveau record, *Usine Nouvelle.com*, 01/06/2012 ; Nouveau record de chômage en zone euro (11,1%), *La Tribune.fr*, 02/07/2012 • ⁴³⁷ Source : *Communiqué de presse Eurostat 124/2012* du 31 août 2012, p. 3 • ⁴³⁸ Source : *Communiqué de presse Eurostat 126/2012* du 5 septembre 2012, p. 1 • ⁴³⁹ Source : *Communiqué de presse Eurostat 123/2012* du 31 août 2012, p. 1 • ⁴⁴⁰ Unilever s'inquiète de la pauvreté en Europe, Leclerc confirme, *La Tribune.fr*, 27/08/2012 • ⁴⁴¹ Le CAC 40 retombe sous les 3.000 points, *La Tribune.fr*, 18/11/2011 ; Wall Street reste déprimée, *La Tribune.fr*, 18/11/2011 ; Les Bourses européennes finissent en baisse, Paris perd 3,33%, *Reuters*, 14/12/2011 ; La Bourse de Paris à bout de souffle, *Le Point.fr*, 30/12/2011 ; Les marchés européens clôturent en forte baisse, *Reuters*, 04/04/2012 ; Les marchés européens en forte baisse, Madrid et Milan s'effondrent, *La Tribune.fr*, 13/04/2012 ; Les Bourses européennes terminent en forte baisse, *Reuters*, 23/04/2012 ; La Bourse de Paris creuse encore ses pertes, *Le Point.fr*, 14/05/2012 ; La Bourse de Paris replonge, minée par la crise de la dette, *Capital.fr*, 30/05/2012 ; Le CAC 40 sous les 3.000 points annonce-t-il une descente aux enfers ?, *La Tribune.fr*, 01/06/2012 ; Les Bourses européennes finissent en recul, *Reuters*, 28/06/2012 ; Wall Street finit en baisse, déprimée par la contagion en Europe, *AFP*, 26/06/2012 ; Quatrième séance de baisse consécutive des Bourses européennes, *Reuters*, 09/07/2012 • ⁴⁴² L'administration Obama souhaite un relèvement du plafond de la dette de 1.200 milliards de dollars, *Xinhua*, 27/12/2011 • ⁴⁴³ Etats-Unis : l'accord sur la dette s'oriente vers une impasse, *Le Monde.fr*, 20/11/2011 ; Echec annoncé de la mission sur les déficits américains, *Reuters*, 21/11/2011 • ⁴⁴⁴ Croissance modérée et emploi en berne aux USA, note la Fed, *La Tribune.fr*, 30/11/2011 • ⁴⁴⁵ US Bureau of Economic Analysis, Table 1.1.1. Percent Change From Preceding Period in Real Gross Domestic Product, révision du 27/09/2012 • ⁴⁴⁶ La croissance américaine ralentit, l'emploi inquiète, *La Tribune.fr*, 27/04/2012 • ⁴⁴⁷ Bureau of Labor Data, <http://data.bls.gov/timeseries/LNS14000000>, 27/08/2012 • ⁴⁴⁸ Etats-Unis : le chômage poursuit son avancée en juillet, *Le Monde.fr*, 03/08/2012 • ⁴⁴⁹ Les chiffres de l'emploi américain déçoivent, *Investir.fr*, 06/07/2012 • ⁴⁵⁰ Source des chiffres bruts : PIB : US Bureau of Economic Analysis ; Dette publique : www.treasurydirect.gov • ⁴⁵¹ Les marchés financiers à nouveau pris de panique, *La Tribune.fr*, 13/04/2012 • ⁴⁵² "La montée de la dette américaine est une catastrophe annoncée pour le monde entier", *La Tribune.fr*, 25/02/2012 • ⁴⁵³ Après le cannabis, la Californie parie sur le TGV pour relancer son économie, *La Tribune.fr*, 20/07/2012 • ⁴⁵⁴ Source des chiffres bruts : www.treasurydirect.gov • ⁴⁵⁵ Les Etats-Unis pourraient perdre le "triple A" donné par Moody's, *L'Expansion.com*, 11/09/2012 • ⁴⁵⁶ Plan budgétaire : les Etats-Unis dans le viseur de Fitch, la France jugée plus crédible, *Le Monde.fr*, 07/06/2012 • ⁴⁵⁷ Obama, inquiet de la crise, souligne qu'il est urgent d'agir en Europe, *AFP*, 09/06/2012 ; Etats-Unis : la demande de pétrole chute en raison de l'affaiblissement de l'économie, *Xinhua*, 20/07/2012 • ⁴⁵⁸ La Fed maintiendra des taux d'intérêt faibles au moins jusqu'en 2014, *Xinhua*, 25/01/2012 • ⁴⁵⁹ La Fed a envisagé d'acheter d'autres obligations, *La Tribune.fr*, 12/10/2011 • ⁴⁶⁰ Wall Street se replie, déçue par la Fed et les statistiques américaines, *AFP*, 21/06/2012 • ⁴⁶¹ Pourquoi les bons du Trésor US sont un refuge

contre la crise... pour l'instant !, *MoneyWeek.fr*, 28/09/2011 • ⁴⁶² Avis de tempête sur l'économie mondiale, *Café de la Bourse*, 04/07/2012 • ⁴⁶³ Le déficit des paiements courants américain se creuse, *Xinhua*, 10/02/2012 • ⁴⁶⁴ Le déficit commercial 2011 en forte progression, dit Lellouche, *Reuters*, 20/12/2011 • ⁴⁶⁵ Un déficit commercial record de 69,6 milliards d'euros en 2011, *Reuters*, 07/02/2012 ; Le déficit extérieur rechute en juin, *Le Point.fr*, 08/08/2012 • ⁴⁶⁶ Le chômage est reparti en hausse en septembre, *Reuters*, 26/10/2011 ; Le chômage en France bat un nouveau record en octobre, *Reuters*, 28/11/2011 ; France : la croissance et l'emploi salarié au point mort, *La Tribune.fr*, 08/12/2011 ; Le chômage à son plus haut niveau depuis 12 ans, *Reuters*, 26/12/2011 • ⁴⁶⁷ Nouveau record pour le chômage en France depuis 12 ans, *Reuters*, 25/01/2012 ; Un quinquennat miné par le chômage de masse, *Reuters*, 25/01/2012 • ⁴⁶⁸ Le chômage poursuit sa hausse à un mois de la présidentielle, *Reuters*, 26/03/2012 ; Le chômage augmente pour le onzième mois consécutif, *Reuters*, 26/04/2012 ; Le chômage augmente pour le 12e mois consécutif, *Reuters*, 30/05/2012 • ⁴⁶⁹ Forte hausse du chômage en mai, pour le treizième mois consécutif, *Le Monde.fr*, 26/06/2012 • ⁴⁷⁰ Il y a presque 3 millions de chômeurs en France, *Le Point.fr*, 27/08/2012 • ⁴⁷¹ Le seuil des 3 millions de chômeurs franchi en août, *Reuters*, 26/09/2012 • ⁴⁷² Philips supprime 4.500 postes, *La Tribune.fr*, 17/10/2011 ; Carrefour : les syndicats craignent 3 000 suppressions d'emploi au moins, *Le Monde.fr*, 27/04/2012 ; En France, de nombreux secteurs économiques risquent de souffrir, *Le Monde.fr*, 27/04/2012 • ⁴⁷³ Doux : le tribunal valide les offres de reprise partielle sur cinq sites, *Les Echos.fr*, 10/09/2012 • ⁴⁷⁴ L'austérité fait exploser le chômage dans le monde, *L'Expansion.com*, 30/04/2012 • ⁴⁷⁵ Le "spread" franco-allemand s'envole encore malgré les plans de rigueur, *Le Monde.fr*, 09/09/2011 ; La France sous la pression des marchés, *Le Point.fr*, 12/09/2011 ; Standard and Poor's dégrade l'Italie, *La Tribune.fr*, 20/09/2011 ; Tous les indicateurs industriels dans le rouge, *Usine Nouvelle.com*, 03/10/2011 ; Crise grecque - La Bourse de Paris en baisse, *Le Point.fr*, 03/10/2011 ; Les Bourses européennes et les banques s'effondrent de nouveau, *Le Monde.fr*, 04/10/2011 ; Doutes sur le Aaa français en pleine crise européenne, *Reuters*, 18/10/2011 ; Crise de la dette - L'Italie met le feu à la zone euro, *La Tribune.fr*, 10/11/2011 ; La France mérite-t-elle son AAA ?, *L'Expansion.com*, 15/11/2011 ; La contraction s'accroît dans l'industrie en novembre, *Reuters*, 01/12/2011 • ⁴⁷⁶ Crise de la dette : la recapitalisation des banques officialisée par les dirigeants de l'UE, *Xinhua*, 23/10/2011 ; L'Europe s'oriente vers un plan de recapitalisation de 108 milliards d'euros, *La Tribune.fr*, 24/10/2011 • ⁴⁷⁷ Notation : S&P pourrait placer sous surveillance négative la France et l'Allemagne, *La Tribune.fr*, 05/12/2011 • ⁴⁷⁸ Les notes d'autres pays menacées par l'Espagne et la Grèce, *Reuters*, 09/06/2012 ; Moody's abaisse la perspective de l'Allemagne, des Pays-Bas et du Luxembourg, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/07/2012 • ⁴⁷⁹ Les principales économies poursuivront leur ralentissement (OCDE), *Xinhua*, 12/12/2011 • ⁴⁸⁰ Une reprise économique mondiale timide et fragile selon Lagarde, *Reuters*, 19/04/2012 • ⁴⁸¹ Banques : les dépôts records à la BCE inaugurent une nouvelle "ère du soupçon", *La Tribune.fr*, 28/12/2011 • ⁴⁸² L'assouplissement monétaire simultané inquiète les marchés, *Reuters*, 05/07/2012 • ⁴⁸³ La BCE abaisse son principal taux directeur à 0,75%, *La Tribune.fr*, 05/07/2012 • ⁴⁸⁴ La France se finance pour la première fois à des taux négatifs, *Reuters*, 09/07/2012 • ⁴⁸⁵ Les marchés créent une scission de fait de la zone euro, *Le Point.fr*, 20/07/2012 • ⁴⁸⁶ La France emprunte 6,9 milliards à des taux négatifs, *L'Expansion.com*, 20/08/2012 • ⁴⁸⁷ La récession de retour en Grande-Bretagne, *La Tribune.fr*, 25/04/2012 • ⁴⁸⁸ La crise rend l'austérité incontournable, dit David Cameron, *Reuters*, 05/10/2011 • ⁴⁸⁹ 2012, "année sombre" pour la Grande-Bretagne, *La Tribune.fr*, 27/12/2011 ; La crise de la zone euro tue la reprise en Grande-Bretagne, *Reuters*, 10/06/2012 • ⁴⁹⁰ L'économie française résiste au 4e trimestre, pause en Allemagne, *Reuters*, 15/02/2012 • ⁴⁹¹ L'économie française résiste au 4e trimestre, pause en Allemagne, *Reuters*, 15/02/2012 • ⁴⁹² L'Allemagne enregistre un taux de croissance de 0,3 % au deuxième trimestre, *Xinhua*, 14/08/2012 • ⁴⁹³ La croissance française sera nulle en 2012, *L'Expansion.com*, 30/09/2011 ; La panne de croissance met le gouvernement sous pression, *Reuters*, 24/10/2011 ; François Fillon abaisse à 0,5 % la prévision de croissance 2012, *Reuters*, 30/01/2012 ; L'Insee confirme une croissance nulle au premier trimestre, *Reuters*, 29/06/2012 ; Troisième trimestre consécutif de stagnation du PIB, *Reuters*, 14/08/2012 • ⁴⁹⁴ L'Insee confirme une croissance nulle au premier trimestre, *Reuters*, 29/06/2012 ; Le gouvernement français abaisse ses prévisions de la croissance pour 2012 et 2013, *Xinhua*, 03/07/2012 • ⁴⁹⁵ La France file tout droit vers la récession, *Le Point.fr*, 08/08/2012 • ⁴⁹⁶ Nicolas Sarkozy entre obsession du AAA et peur de la récession, *Reuters*, 07/11/2011 • ⁴⁹⁷ France : record d'épargne des ménages en 2011, *Xinhua*, 29/03/2012 • ⁴⁹⁸ La consommation des ménages en recul de 2,9% en mars, *Reuters*, 27/04/2012 • ⁴⁹⁹ La croissance en panne, le pouvoir d'achat en berne, selon l'Insee, *La Tribune.fr*, 26/06/2012 • ⁵⁰⁰ L'activité de l'industrie manufacturière se contracte de plus en plus, *Usine Nouvelle.com*, 01/06/2012 ; La crise économique grève le budget "soldes" des Français, *AFP*, 20/06/2012 • ⁵⁰¹ La croissance japonaise marque

le pas au deuxième trimestre, *La Tribune.fr*, 13/08/2012 • ⁵⁰² Source des chiffres bruts : *The Statistical Handbook of Japan 2011 - Chapter 3 - Economy/Chapter 4 - Finance* • ⁵⁰³ Dette publique japonaise, *Les Echos.fr*, 29/08/2011 • ⁵⁰⁴ Le Japon va doubler les taxes sur la consommation, *L'Expansion.com*, 10/08/2012 • ⁵⁰⁵ Le Japon face au spectre de la faillite, *BFM Business.com*, 06/07/2012 • ⁵⁰⁶ Source des chiffres bruts : *The Statistical Handbook of Japan 2011 - Chapter 3 - Economy* • ⁵⁰⁷ Source des chiffres bruts : World Trade Organization, *Monthly series for some 70 economies*, 24/08/2012 update • ⁵⁰⁸ Cf. Vincent Gouysse, *Impérialisme et anti-impérialisme*, pp. 271 et 332 • ⁵⁰⁹ Ce que la Grande correction va corriger, *MoneyWeek.fr*, 23/09/2011 • ⁵¹⁰ Le commerce mondial affaibli en 2012, *Usine Nouvelle.com*, 12/04/2012 • ⁵¹¹ La croissance du commerce mondial va ralentir encore en 2012 (CNUCED), *Xinhua*, 08/06/2012 • ⁵¹² Source des chiffres bruts : UNCTAD, *World Investment Report 2012*, p. 201 • ⁵¹³ Les investissements étrangers dans le monde ont atteint 1 500 milliards de dollars en 2011, *Le Monde.fr*, 05/07/2012 • ⁵¹⁴ Le fonds souverain chinois CIC rachète des parts de GDF Suez, *Xinhua*, 31/10/2011 • ⁵¹⁵ Le groupe pétrolier chinois CNOOC va racheter le canadien Nexen, *Reuters*, 23/07/2012 • ⁵¹⁶ Chine : les investissements à l'étranger devraient atteindre 500 milliards de dollars d'ici 2015, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/05/2012 • ⁵¹⁷ Les investissements directs chinois à l'étranger en hausse de 48,2% au premier semestre, *Xinhua*, 17/07/2012 • ⁵¹⁸ La crise économique s'accroît, le monde attend l'Europe, *La Tribune.fr*, 17/10/2011 • ⁵¹⁹ World Trade Organization, *Monthly series for some 70 economies*, 24/08/2012 update • ⁵²⁰ Chine : net ralentissement des exportations en juillet, *Xinhua*, 10/08/2012 • ⁵²¹ Source des chiffres bruts : World Trade Organization, *Monthly series for some 70 economies*, 24/08/2012 update • ⁵²² La récession de retour en Grande-Bretagne, *La Tribune.fr*, 25/04/2012 • ⁵²³ Source des chiffres bruts : *Eurostat Yearbook 2011 - Government finance statistics* • ⁵²⁴ La dette publique dérape au Royaume-Uni, *L'Expansion.com*, 21/08/2012 • ⁵²⁵ Une baisse historique du déficit public grâce... aux hausses d'impôts, *La Tribune.fr*, 30/03/2012 • ⁵²⁶ Le déficit de l'Etat atteint 56,7 milliards d'euros à fin juin, *La Tribune.fr*, 10/08/2012 • ⁵²⁷ Source des chiffres bruts : *Eurostat Yearbook 2011 - Government finance statistics* • ⁵²⁸ INSEE, *Informations rapides - Principaux indicateurs*, n°239, 28 septembre 2012, p. 1 • ⁵²⁹ La France aurait perdu son AAA !, *Le Figaro.fr*, 13/01/2012 ; La crise impose de nouvelles réformes, dit Nicolas Sarkozy, *Reuters*, 15/01/2012 • ⁵³⁰ Le gouvernement prépare la France à la perte de sa note AAA, *Reuters*, 14/12/2011 ; Quand la France perdra son triple A..., *Le Point.fr*, 17/12/2011 ; Obligations : la France déjà notée triple B sur les marchés (S&P), *Xinhua*, 06/01/2012 • ⁵³¹ Source des chiffres bruts : *Eurostat Yearbook 2011 - Government finance statistics* • ⁵³² Pour les marchés, La France a déjà perdu son triple A, *Reuters*, 17/11/2011 • ⁵³³ Crise en zone euro : la France paie le prix fort, *Le Point.fr*, 09/11/2011 • ⁵³⁴ Europe : 15 à 20 banques doivent être recapitalisées (président de l'AMF), *Xinhua*, 23/09/2011 ; Vers une recapitalisation des banques françaises ?, *Le Point.fr*, 25/09/2011 ; Les banques doivent être recapitalisées de toute urgence, *La Tribune.fr*, 12/10/2011 • ⁵³⁵ 2012, année risquée pour la dette française, *Le Point.fr*, 11/01/2012 • ⁵³⁶ Faites un geste citoyen, achetez de la dette !, *La Tribune.fr*, 25/11/2011 • ⁵³⁷ Les Français ne veulent pas prêter à la France, *La Tribune.fr*, 29/11/2011 • ⁵³⁸ Crise de la dette : la Chine veut aider l'Union européenne, *L'Express.fr*, 20/09/2012 • ⁵³⁹ Source des chiffres bruts : *Bulletin économique Chine*, n°48 (juillet 2012), p. 18 • ⁵⁴⁰ Hu Jintao recadre Barack Obama, *Le Point.fr*, 13/11/2011 • ⁵⁴¹ Les Japonais principaux détenteurs d'actifs financiers dans le monde, *La Tribune.fr*, 22/05/2012 • ⁵⁴² Source des chiffres bruts : *Bulletin économique Chine*, n°47 (juin 2012), p. 21 • ⁵⁴³ Source des chiffres bruts : *US Bureau of Economic Analysis* • ⁵⁴⁴ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, p. 119 • ⁵⁴⁵ La Chine émettra 28 milliards de yuans de bons du Trésor à 10 ans, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/02/2012 • ⁵⁴⁶ Chine : émission prochaine de 30 milliards de yuans de bons du Trésor à dix ans, *Xinhua*, 22/08/2012 • ⁵⁴⁷ La Chine participera à hauteur de 43 milliards de dollars à la recapitalisation du FMI, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/06/2012 • ⁵⁴⁸ Un aperçu sur la baisse de la note dans des pays européens depuis la crise de la dette, *Xinhua*, 18/05/2012 • ⁵⁴⁹ Quelle est cette drôle d'agence de notation chinoise qui flingue à tout va ?, *La Tribune.fr*, 22/11/2011 • ⁵⁵⁰ <http://www.bloomberg.com/quote/HOLDCH:IND> ; <http://www.bloomberg.com/quote/HOLDJM:IND> • ⁵⁵¹ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon (graphes)*, p. 17 • ⁵⁵² L'excédent courant du Japon au plus bas depuis 15 ans, *Reuters*, 08/02/2012 • ⁵⁵³ *Bulletin économique Chine*, n°48 (juillet 2012), p. 18 • ⁵⁵⁴ Source des chiffres bruts : *Bulletins économiques Chine - indicateurs mensuels* • ⁵⁵⁵ La Chine reste le principal créancier des États-Unis après la cession de 36,5 milliards de dollars de bons du Trésor en août, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/10/2011 • ⁵⁵⁶ La zone euro plus que jamais dans l'œil du cyclone, *Reuters*, 09/01/2012 • ⁵⁵⁷ Pékin ne compte pas dilapider ses réserves pour sauver l'Europe, *Reuters*, 02/12/2011 • ⁵⁵⁸ Aide financière : l'Europe refuse le chantage chinois, *La Tribune.fr*, 11/11/2011 • ⁵⁵⁹ Crise de la dette - Leonetti : "La situation est grave, l'euro peut exploser", *Le Point.fr*, 08/12/2011 ; Eclatement de la zone euro : Londres se prépare à la fin de la zone euro, mais les "plans" sont flous, *La Tribune.fr*, 25/11/2011 ; Crise de l'euro et mésentente cordiale, *Le Point.fr*, 26/11/2011 • ⁵⁶⁰ Alerte sur la

zone euro, *Le Point.fr*, 10/11/2011 • ⁵⁶¹ Le secteur privé souffre en France et dans la zone euro, *Usine Nouvelle.com*, 24/10/2011 • ⁵⁶² Nouvel accès de fièvre en zone euro et aux Etats-Unis, *Reuters*, 21/11/2011 ; Warren Buffett doute de la survie de la zone euro, *L'Expansion.com*, 21/11/2011 • ⁵⁶³ Nouriel Roubini estime à plus de 50% le risque d'une nouvelle récession en 2012, *La Tribune.fr*, 25/10/2011 • ⁵⁶⁴ Les experts pessimistes sur les perspectives économiques mondiales, *Reuters*, 16/11/2011 • ⁵⁶⁵ "Une explosion de la zone euro ne peut plus être exclue", *Capital.fr*, 23/09/2011 • ⁵⁶⁶ Tony Blair : "Si la monnaie unique éclatait, ce serait catastrophique", *Le Point.fr*, 13/11/2011 • ⁵⁶⁷ "Certaines nations devraient pouvoir abandonner l'euro, il a été accordé à trop de pays", *La Tribune.fr*, 26/11/2011 • ⁵⁶⁸ L'euro sur de mauvaises bases dès son lancement, selon Delors, *Reuters*, 03/12/2011 • ⁵⁶⁹ L'euro fête ses dix ans : quel choix faut-il faire ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/01/2012 • ⁵⁷⁰ La peur d'une récession fait dévisser les Bourses européennes, *Reuters*, 22/09/2011 ; Le CAC 40 dégringole, plombé par les valeurs bancaires, *Le Point.fr*, 22/09/2011 ; Wall St a enregistré son pire trimestre depuis le T4 2008, *Investir.fr*, 30/09/2011 ; Le Cac 40 termine dans la douleur son pire trimestre depuis fin 2002, *La Tribune.fr*, 30/09/2011 • ⁵⁷¹ Source des chiffres bruts : *Stat.go.jp* • ⁵⁷² La Chine n'échappe pas à la déprime de la croissance mondiale mais reste avec une croissance de 9,1% au troisième trimestre, *La Tribune.fr*, 18/10/2011 ; L'industrie chinoise poursuit sa contraction, *Usine Nouvelle.com*, 30/12/2011 ; La croissance du PIB chinois au dernier trimestre 2011 serait inférieure à 9 %, *Xinhua*, 16/01/2012 ; Chine : ralentissement de la croissance du PIB à 8,1 % au premier trimestre, *Xinhua*, 13/04/2012 • ⁵⁷³ Ralentissement de la croissance du commerce extérieur de la Chine en avril, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/05/2012 ; Le commerce extérieur chinois confronté à une perspective morose, *Xinhua*, 15/05/2012 ; Chine : la baisse des exportations a pénalisé l'activité manufacturière en mai, *La Tribune.fr*, 24/05/2012 • ⁵⁷⁴ Source des chiffres bruts : *Bulletin économique Chine*, n°47 (juin 2012), p. 17 ; *Bulletin économique Chine*, n°15 (juillet 2009), p. 15 • ⁵⁷⁵ Chine : les nouveaux prêts ont atteint 7 470 milliards de yuans en 2011, *Xinhua*, 08/01/2012 • ⁵⁷⁶ Chine : taux de chômage urbain de 4,1 % en 2011, *Xinhua*, 20/01/2012 • ⁵⁷⁷ Source des chiffres bruts : *Fortune Global 500* • ⁵⁷⁸ Chine : le taux de créances douteuses des banques commerciales s'établit à 0,9%, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/05/2012 • ⁵⁷⁹ Le taux des PNP des banques commerciales chinoises atteint 0,9 %, *Xinhua*, 15/08/2012 • ⁵⁸⁰ <http://www.fdic.gov/bank/individual/failed/banklist.html> • ⁵⁸¹ La Chine s'attaque au ralentissement économique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/12/2011 ; La modération de la croissance économique n'est pas "une chose mauvaise" pour la Chine (économiste), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/12/2011 ; La Chine agit pour relancer les prêts et doper l'économie, *Reuters*, 13/05/2012 • ⁵⁸² Chine : le gouvernement subventionne l'achat d'appareils électriques éconergétiques, *Xinhua*, 28/05/2012 • ⁵⁸³ La Chine va subventionner l'achat d'ordinateurs de bureau économes en énergie, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/09/2012 • ⁵⁸⁴ La Chine subventionne les achats d'appareils électroménagers économes en énergie, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 17/05/2012 • ⁵⁸⁵ La Chine dévoile un programme de reprise des véhicules pour 2012, *Xinhua*, 14/06/2012 • ⁵⁸⁶ Le gouvernement chinois accélère le financement des infrastructures, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/08/2012 • ⁵⁸⁷ Pékin intensifie ses investissements dans les infrastructures, *La Tribune.fr*, 07/09/2012 • ⁵⁸⁸ La Chine investira 4 000 milliards de yuans dans les ressources en eau d'ici 2020, *Xinhua*, 25/04/2012 • ⁵⁸⁹ Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du Dragon s'accélère*, pp. 132-133 • ⁵⁹⁰ Chine : les travaux d'adduction d'eau sud-nord s'accélérent, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/03/2012 • ⁵⁹¹ Le marasme économique mondial durera-t-il longtemps ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/11/2011 • ⁵⁹² 2012, une année pleine de défis pour l'économie chinoise, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/12/2011 • ⁵⁹³ Vers une année 2012 pas si stable..., *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2011 • ⁵⁹⁴ États-Unis : Obama a trouvé son adversaire républicain, *Le Point.fr*, 13/10/2011 • ⁵⁹⁵ "L'Amérique doit diriger le monde", dit Mitt Romney, *La Tribune.fr*, 07/10/2011 • ⁵⁹⁶ Vers une année 2012 pas si stable..., *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2011 • ⁵⁹⁷ 2012, une année de grandes incertitudes, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/06/2012 • ⁵⁹⁸ Le système financier chinois reste stable mais des risques éventuels subsistent (PM), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/01/2012 • ⁵⁹⁹ Un ralentissement mais pas de chute brutale pour 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/02/2012 • ⁶⁰⁰ L'économie chinoise restera une source d'espoir et un moteur de croissance pour l'économie mondiale en 2012 (commentaire), *Xinhua*, 01/01/2012 • ⁶⁰¹ Les suggestions de FMI à propos de la Chine ne correspondent pas à la réalité de celle-ci, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/11/2011 • ⁶⁰² Dette publique chinoise : beaucoup de bruit pour rien..., *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/04/2012 • ⁶⁰³ Privée du « stabilisateur chinois », l'économie mondiale connaîtrait le désastre, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 23/03/2012 • ⁶⁰⁴ Le coût du travail en Chine refroidit les entreprises européennes, *Usine Nouvelle.com*, 29/05/2012 • ⁶⁰⁵ La Chine défend sa réglementation sur la fusion-acquisition des entreprises chinoises par les investisseurs étrangers, *Xinhua*, 20/09/2011 • ⁶⁰⁶ La Chine change les règles

pour les investisseurs étrangers, *Usine Nouvelle.com*, 29/12/2011 • ⁶⁰⁷ Le barrage des Trois Gorges a déversé 9,3 milliards de m³ d'eau pendant la saison sèche, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/03/2012 • ⁶⁰⁸ Source des chiffres bruts : *UnctadStat* et *CIA World Factbook* • ⁶⁰⁹ La production de céréales en Chine atteint 571,21 millions de tonnes en 2011, *Xinhua*, 02/12/2011 • ⁶¹⁰ La Chine établit un nouveau record mondial dans la production de riz hybride, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 20/09/2011 • ⁶¹¹ Source des chiffres : *FAO Stat* • ⁶¹² Press Information Bureau Government of India, *Press Note*, 31st may 2012, p. 2 • ⁶¹³ La croissance économique attendue en baisse en Inde où la sécheresse menace, *La Tribune.fr*, 05/08/2012 • ⁶¹⁴ Inde : le taux de croissance du PIB tombe à 6,9% au 3e trimestre, *Xinhua*, 30/11/2011 ; Press Information Bureau Government of India, *Press Note*, 31st may 2012, pp. 4-7 • ⁶¹⁵ Inde : la dégringolade de la roupie conséquence d'une dérive de l'économie, *AFP*, 28/05/2012 • ⁶¹⁶ L'économie indienne rattrapée par la crise mondiale, *Le Monde.fr*, 01/06/2012 ; L'économie indienne rattrapée par la crise, *France24.fr*, 21/06/2012 • ⁶¹⁷ Massive panne d'électricité en Inde !, *Le Figaro.fr*, 30/07/2012 • ⁶¹⁸ Inde : la moitié du pays à nouveau privée de courant, *Les Echos.fr*, 31/07/2012 ; Inde : Un black-out prive 600 millions d'habitants d'électricité, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/08/2012 • ⁶¹⁹ Inde : la panne d'électricité historique était prévisible, *Le Figaro.fr*, 01/08/2012 ; Les infrastructures défectueuses de l'Inde à l'origine de la panne d'électricité géante, *Le Monde.fr*, 01/08/2012 ; Inde : les réseaux électriques réparés, *Le Figaro.fr*, 01/08/2012 • ⁶²⁰ Chine : stabilité de la fourniture et de la consommation d'électricité en juillet, *Xinhua*, 08/08/2012 • ⁶²¹ Le Premier ministre indien invité à démissionner en raison d'une énorme perte économique, *Xinhua*, 17/08/2012 • ⁶²² Twitter, vecteur de tensions ethniques en Inde ?, *RTBF.be*, 23/08/2012 • ⁶²³ L'Inde bloque des sites Internet après des menaces de violences interethniques, *Le Monde.fr*, 21/08/2012 • ⁶²⁴ L'Inde tente d'enrayer l'exode après des violences religieuses, *Le Monde.fr*, 17/08/2012 • ⁶²⁵ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 461-462 • ⁶²⁶ *Bulletin économique Chine*, n°47 (juin 2012), pp. 20-21 • ⁶²⁷ La Chine révisé à la hausse la croissance de son PIB pour 2011 (9,3%), *Xinhua*, 05/09/2012 • ⁶²⁸ *Bulletin économique Chine n°46* (mai 2012), p. 21 • ⁶²⁹ Le PIB chinois en hausse de 7,6% au deuxième trimestre, *Xinhua*, 13/07/2012 • ⁶³⁰ Chine : stabilité de la fourniture et de la consommation d'électricité en juillet, *Xinhua*, 08/08/2012 • ⁶³¹ La croissance industrielle de la Chine devrait rebondir au deuxième semestre (responsable), *Xinhua*, 25/07/2012 • ⁶³² "La Chine n'est pas en perte de vitesse", *L'Expansion.com*, 13/04/2012 ; Que peut faire la Chine face au ralentissement de sa croissance ?, *L'Expansion.com*, 10/08/2012 • ⁶³³ Les revenus budgétaires de la Chine augmentent de 8,2% en juillet, *China radio international*, 10/08/2012 • ⁶³⁴ Les bénéficiaires des entreprises d'Etat chinoises continuent de diminuer, *Xinhua*, 15/08/2012 • ⁶³⁵ Chine : la croissance de la production industrielle ralentit à 9,2% en juillet, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/08/2012 • ⁶³⁶ Chine : les ventes au détail en hausse de 13,1% en juillet, *Xinhua*, 09/08/2012 • ⁶³⁷ La consommation sera la première stimulation de la croissance économique en 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 22/03/2012 • ⁶³⁸ La Chine compte un million de multimillionnaires, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/08/2012 • ⁶³⁹ Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du Dragon s'accélère*, pp. 123-124 • ⁶⁴⁰ Le secteur immobilier crée le plus de riches, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/09/2011 • ⁶⁴¹ Hausse de 21,2% du salaire des travailleurs migrants en 2011, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/04/2012 • ⁶⁴² 1,28 milliard de Chinois couverts par l'assurance maladie, *Xinhua*, 12/10/2011 • ⁶⁴³ La Chine a "fondamentalement" établi son réseau de sécurité sociale, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/08/2012 • ⁶⁴⁴ La Chine va élargir sa couverture d'assurance médicale, *Xinhua*, 18/04/2012 • ⁶⁴⁵ Faire de plus grands efforts pour pouvoir parvenir au niveau mondial des classes moyennes, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 04/01/2012 • ⁶⁴⁶ Le PCC mène la Chine vers la prospérité, *Xinhua*, 30/09/2012 • ⁶⁴⁷ Le Forum de Davos s'inquiète de la montée des inégalités, *La Tribune.fr*, 11/01/2012 • ⁶⁴⁸ Quand l'ex-patron de Jérôme Kerviel prévoit l'Apocalypse, *Challenges.fr*, 05/12/2011 • ⁶⁴⁹ Le recours américain devant l'OMC contre les quotas de la Chine sur les terres rares pourrait aggraver la situation (commentaire), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/03/2012 ; Terres rares : faute d'accord avec Pékin l'UE veut "un groupe spécial" à l'OMC, *L'Express.fr*, 27/06/2012 • ⁶⁵⁰ La Chine introduira une facture spéciale pour le secteur des terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/12/2011 ; La Chine publie un livre blanc sur les terres rares, *Xinhua*, 20/06/2012 • ⁶⁵¹ La Chine annonce ses nouveaux quotas d'exportation de terres rares pour 2012, *Xinhua*, 22/08/2012 • ⁶⁵² La Chine défend l'ajustement de sa politique sur les exportations de terres rares, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/06/2012 ; Le système de gestion chinois de l'exportation des terres rares correspond aux principes de l'OMC, *CRI online*, 03/07/2012 • ⁶⁵³ La Chine créera une grande société de terres rares, *Xinhua*, 09/08/2012 ; North Korea could rival China on rare earths reserves, *Russian Today.com*, 09/08/2012 • ⁶⁵⁴ La Chine poursuivra la protection des terres rares, *Xinhua*, 25/07/2012 • ⁶⁵⁵ Le Japon va s'associer avec le Kazakhstan pour la production de terres rares, *La Tribune.fr*, 29/04/2012 • ⁶⁵⁶ Le chef des Tibétains en exil pense devoir défendre les immolés, *Reuters*, 10/11/2011 • ⁶⁵⁷ Un moine tibétain s'immole par le feu en Chine, *Le Monde.fr*, 17/07/2012 • ⁶⁵⁸ Chine : une centaine de pays et organisations soutiennent la

position chinoise dans l'affaire du prix Nobel de la paix, *Xinhua*, 07/12/2011 ; La Chine réagit au soutien de certains politiciens occidentaux au prix Nobel de la paix, *Xinhua*, 11/12/2011 ; La Chine demande aux Etats-Unis d'arrêter leur ingérence dans les affaires intérieures chinoises, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/12/2011 • ⁶⁵⁹ La Chine et les Etats-Unis, « destinés » à avoir des intérêts communs, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/04/2012 • ⁶⁶⁰ Deux fois plus de suicides en Grèce depuis fin 2008, *Le Figaro.fr*, 23/09/2011 ; Un autre Israélien tente de s'immoler, *Le Figaro.fr*, 22/07/2012 ; Les indignés israéliens face au geste désespéré de Moshé Silman, *Le Monde.fr*, 23/07/2012 • ⁶⁶¹ Pourquoi les Espagnols se rebiffent, *L'Expansion.com*, 20/07/2012 • ⁶⁶² Une « explosion sociale » menace l'Europe, *Le Figaro.fr*, 21/07/2012 • ⁶⁶³ Kim Jong Il est décédé des suites d'un grave épuisement mental et physique, *Xinhua*, 19/12/2011 ; Kim Jong-il est mort, son fils devient le "Grand héritier", *Reuters*, 19/12/2011 ; Corée du Nord : les Etats-Unis inquiets, la Chine pour une "transition douce", *Le Monde.fr*, 20/12/2011 ; L'incroyable minute de silence à l'ONU en mémoire de Kim Jong-il, *Le Point.fr*, 23/12/2011 • ⁶⁶⁴ La Chine a "pris note" du lancement prochain d'un satellite par la RPDC (porte-parole), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/03/2012 ; La RPDC défend son droit légitime à lancer un satellite, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/03/2012 ; À Séoul, un sommet nucléaire à l'ombre de la fusée nord-coréenne, *Le Point.fr*, 26/03/2012 ; RPDC : la fusée est installée sur le pas de tir, *Xinhua*, 08/04/2012 ; Inquiétude en Asie avant le lancement d'une nouvelle fusée nord-coréenne, *La Tribune.fr*, 08/04/2012 ; Le lancement d'un satellite ne représente pas une menace pour la région, déclare la RPDC, *Xinhua*, 10/04/2012 ; La Chine appelle au calme et à la retenue face au lancement d'un satellite de la RPDC, *Xinhua*, 12/04/2012 ; La Corée du Nord rate le tir de sa fusée et place ses forces armées en vigilance accrue, *AFP*, 13/04/2012 ; Le satellite lancé par la RPDC n'a pas pu être placé en orbite, *Xinhua*, 13/04/2012 ; La RPDC annonce la fin de l'accord avec les USA et la poursuite des lancements de satellites, *Xinhua*, 17/04/2012 • ⁶⁶⁵ La Corée du Nord prépare son propre réacteur nucléaire, *Usine Nouvelle.com*, 10/11/2011 ; La Corée du Nord serait capable de tester une bombe à l'uranium, *Reuters*, 27/04/2012 • ⁶⁶⁶ La RPDC prête à contrer toute éventuelle attaque américano-sud-coréenne, *Xinhua*, 26/08/2012 • ⁶⁶⁷ Cf. Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 339-341 • ⁶⁶⁸ Confrontation entre des navires de patrouille chinois et des navires japonais près des îles Diaoyu, *Xinhua*, 13/07/2012 ; La Chine exprime son "vif mécontentement" au Japon en ce qui concerne la question des îles Diaoyu, *Xinhua*, 13/07/2012 ; La Chine exprime ses fortes préoccupations au sujet des remarques du PM japonais concernant les îles Diaoyu, *Xinhua*, 27/07/2012 • ⁶⁶⁹ La Chine ne vendra pas les îles Diaoyu, selon un porte-parole chinois, *Xinhua*, 09/07/2012 • ⁶⁷⁰ La Chine sauvegardera fermement sa souveraineté sur les îles Diaoyu, *Xinhua*, 05/09/2012 • ⁶⁷¹ Wen Jiabao : La Chine ne fera "absolument aucune concession" concernant les îles Diaoyu, *Xinhua*, 10/09/2012 • ⁶⁷² Le Japon arrête illégalement 14 activistes chinois en raison de la dispute sur les îles Diaoyu (papier général), *Xinhua*, 15/08/2012 ; Le débarquement de droitiers japonais sur les îles Diaoyu viole la souveraineté de la Chine (commentaire), *Xinhua*, 19/08/2012 ; Vif mécontentement de la Chine en ce qui concerne l'annonce du dirigeant japonais relative aux îles Diaoyu, *Xinhua*, 25/08/2012 ; Chinese Newspaper warns military preparations for Diaoyu Islands, China Defense Mashup, 22/08/2012 ; Des centaines de Chinois manifestent contre le Japon à propos des îles Diaoyu, *Xinhua*, 27/08/2012 • ⁶⁷³ Les Etats-Unis devraient cesser d'attiser les tensions liées aux îles Diaoyu (commentaire), *Xinhua*, 21/08/2012 • ⁶⁷⁴ Les Etats-Unis devraient cesser d'attiser les tensions liées aux îles Diaoyu (commentaire), *Xinhua*, 21/08/2012 • ⁶⁷⁵ Devons-nous boycotter les produits japonais ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/08/2012 ; Le gouvernement japonais rejette la demande de la municipalité de Tokyo de débarquer sur les îles Diaoyu, *Xinhua*, 27/08/2012 • ⁶⁷⁶ Devons-nous boycotter les produits japonais ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 24/08/2012 • ⁶⁷⁷ Hu Jintao exprime la position chinoise sur les relations sino-japonaises et les îles Diaoyu, *Xinhua*, 09/09/2012 • ⁶⁷⁸ Le gouvernement japonais signe le contrat d'achat des îles Diaoyu, *Xinhua*, 11/09/2012 • ⁶⁷⁹ Chine : deux navires de patrouille atteignent les eaux des îles Diaoyu, *Xinhua*, 11/09/2012 • ⁶⁸⁰ La Chine mènera des patrouilles de routine au large des îles Diaoyu, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/09/2012 • ⁶⁸¹ Deux navires chinois de surveillance poursuivent leur patrouille autour des îles Diaoyu, *Xinhua*, 24/09/2012 • ⁶⁸² Les manifestations contre "l'achat" des îles Diaoyu par le Japon se poursuivent à Beijing, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/09/2012 • ⁶⁸³ Anti-Japan protests erupt in China over islands dispute, *Photoblog.nbcnews.com*, 15/09/2012 ; Iles Senkaku : manifestations anti-japonaises à Pékin, *Boursorama.com*, 15/09/2012 ; Chine : Des manifestations anti-japonaises, *Chine-informations.com*, 15/09/2012 ; Chine: les manifestations anti-japonaises s'étendent, *AFP*, 15-09-2012 • ⁶⁸⁴ Le conflit entre la Chine et le Japon a déjà des conséquences économiques, *L'Expansion.com*, 18/09/2012 • ⁶⁸⁵ L'"achat" des îles Diaoyu par le Japon aura un impact négatif sur les relations commerciales sino-japonaises, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/09/2012 • ⁶⁸⁶ Net Neutrality ? Baidu Plants its Flag on Disputed Islands, *China Real Time Report - Wall*

Street Journal, 18/09/2012 • ⁶⁸⁷ Le Japon regrette la décision chinoise d'annuler la cérémonie célébrant la normalisation des relations bilatérales, *Xinhua*, 24/09/2012 • ⁶⁸⁸ Les compatriotes à travers le détroit de Taiwan doivent s'unir pour protéger la souveraineté nationale (porte-parole), *Xinhua*, 24/09/2012 ; La crise sino-japonaise s'aggrave avec l'arrivée de 8 navires taiwanais, *AFP*, 25/09/2012 • ⁶⁸⁹ Le Quotidien du Peuple parle de sanctions économiques contre le Japon, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 18/09/2012 • ⁶⁹⁰ Xi Jinping qualifie l'"achat" des îles Diaoyu par le Japon de "farce", *Xinhua*, 19/09/2012 • ⁶⁹¹ Japon : le Parlement adopte une motion de censure contre le Premier ministre, *Xinhua*, 29/08/2012 • ⁶⁹² La Chine appelle à une Asie harmonieuse avec une paix et une prospérité durables, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 14/09/2012 • ⁶⁹³ La Chine critique l'obstination du Premier ministre japonais sur la question des îles Diaoyu, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/09/2012 • ⁶⁹⁴ La Chine envisage de lancer davantage de satellites pour améliorer sa surveillance maritime, *Xinhua*, 06/09/2012 • ⁶⁹⁵ La Chine s'apprête à déployer des drones de surveillance maritime, *Xinhua*, 29/08/2012 • ⁶⁹⁶ Global Times holds seminar on Diaoyu as spat escalates, *Globaltimes.cn*, 20/08/2012 • ⁶⁹⁷ La Chine lance son plus grand navire de patrouille, *Xinhua*, 28/07/2012 • ⁶⁹⁸ Affrontement entre les Etats-Unis et la Chine au sommet Asie-Pacifique, *La Tribune.fr*, 13/11/2011 • ⁶⁹⁹ La Chine, le Japon et la République de Corée préparent un traité d'investissement trilatéral, *Xinhua*, 22/03/2012 ; Déclaration conjointe de la 5e Réunion des dirigeants de la Chine, du Japon et de la République de Corée, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 15/05/2012 • ⁷⁰⁰ Le Japon et la Chine démarrent les transactions directes yen-yuan le 1er juin, *Xinhua*, 29/05/2012 • ⁷⁰¹ Les transactions directes Yen-Yuan pour échapper au piège du Dollar, *French.china.org.cn*, 07/06/2012 • ⁷⁰² "Pékin accélère l'internationalisation du renminbi", *L'Expansion.com*, 19/11/2011 • ⁷⁰³ Séoul veut rapidement conclure un ALE avec la Chine, *Yonhap*, 14/09/2012 • ⁷⁰⁴ SIPRI YEARBOOK 2011 Summary ; SIPRI YEARBOOK 2012 Summary • ⁷⁰⁵ Resserrement des dépenses militaires mondiales en 2010, *La Tribune.fr*, 11/04/2011 • ⁷⁰⁶ Poutine promet un réarmement massif de la Russie, *L'Express.fr*, 20/02/2012 ; Russie : les canons attendront, *La Tribune.fr*, 03/07/2012 • ⁷⁰⁷ La Russie réduira les dépenses en matière de Défense de 2013 à 2015, *Xinhua*, 21/07/2012 • ⁷⁰⁸ Les ventes d'armes rapportent 6,5 milliards de dollars à la Russie (Poutine), *Xinhua*, 02/07/2012 • ⁷⁰⁹ Un tsunami budgétaire s'annonce sur le budget de la défense, *La Tribune.fr*, 12/07/2012 • ⁷¹⁰ Les Etats-Unis annoncent des réductions majeures du personnel de l'armée de terre, *Xinhua*, 26/01/2012 • ⁷¹¹ L'armée britannique va réduire de 20% le nombre de ses effectifs, *Xinhua*, 05/07/2012 • ⁷¹² L'US Air Force retire 280 avions du service, *Info-aviation.com*, 05/02/2012 • ⁷¹³ Source des chiffres bruts : SIPRI YEARBOOK 2011 Summary, p. 10 ; SIPRI YEARBOOK 2012 Summary, p. 11 • ⁷¹⁴ Un marché de l'armement en pleine mutation, *Le Monde.fr*, 11/06/2012 • ⁷¹⁵ Le budget de la défense chinoise augmentera de 11,2% en 2012 (porte-parole), *Xinhua*, 04/03/2012 ; La Chine fixe son objectif de croissance du PIB à 7,5% en 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/03/2012 • ⁷¹⁶ China's military rise : The dragon's new teeth, *The Economist.com*, 07/04/2012 • ⁷¹⁷ La Chine diffuse son 1er rapport sur l'armée des Etats-Unis, *CCTV.com*, 06/06/2012 ; Une ONG chinoise publie des rapports sur la puissance militaire des Etats-Unis et du Japon, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/06/2012 • ⁷¹⁸ Quand l'Oncl Sam surveille la modernisation de l'armée chinoise, *La Tribune.fr*, 18/05/2012 ; La Chine modernise son armée à l'aide de technologies occidentales, selon le Pentagone, *AFP*, 18/05/2012 • ⁷¹⁹ La Chine peut se permettre ses magnifiques ambitions, *French.china.org.cn*, 30/09/2011 • ⁷²⁰ **Rafale, TGV, nucléaire : quand le made in France peine à se vendre, *Le Monde.fr*, 05/12/2011** • ⁷²¹ 2012 : le premier vol d'essai de l'avion de combat furtif Jian-20, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 07/02/2012 ; Un deuxième J-20 s'envole, *Air&Cosmos.com*, 16/05/2012 • ⁷²² Les avions militaires chinois les plus modernes dévoilés au salon aéronautique de Beijing, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 25/09/2011 ; L'hélicoptère sans pilote le plus moderne de la Chine présent au salon aéronautique de Beijing, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/09/2011 • ⁷²³ Un nouveau lubrifiant permet aux avions de chasse chinois de fonctionner à des températures extrêmes, *Xinhua*, 04/11/2011 • ⁷²⁴ China has the largest number of wind tunnels in Asia, *China's Great Science and Technology*, 09/11/2011 • ⁷²⁵ Chinese J 16 fighter latest photos, *Chinadefense.blogspot.fr*, January 2012 • ⁷²⁶ Shenyang F 60, another China's fifth generation stealth fighter exposed, *Chinadefense.blogspot.fr*, January 2012 • ⁷²⁷ Des chasseurs J-15 sur le porte-avions chinois "Liaoning" ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/09/2012 • ⁷²⁸ Russia Close to Sign Su-35 Fighter Deal With China, *Ria Novosti*, 06/03/2012 • ⁷²⁹ Les avions embarqués sur le porte-avions chinois seront tous « made in China », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/11/2011 ; Le porte-avions chinois effectue son deuxième essai en mer, *Xinhua*, 29/11/2011 ; Le premier porte-avions chinois prend la mer pour de nouveaux tests, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 30/11/2011 ; Retour avec succès du premier porte-avions chinois après sa deuxième série d'essais, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/12/2011 ; Deuxième sortie du porte-avions chinois : scruté, épié et espionné, mais impénétrable, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/12/2011 ; Le porte-avions chinois entreprend un nouvel essai en mer (porte-parole), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/04/2012 ; Le

porte-avion chinois achève son 9e essai, après 25 jours de mer, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/07/2012 • ⁷³⁰ Le premier anniversaire de l'essai en mer du porte-avions chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/08/2012 ; 10ème sortie en mer du premier porte-avions chinois, *Xinhua*, 28/08/2012 • ⁷³¹ Le porte-avions chinois servira dans la marine dans les prochains mois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/03/2012 • ⁷³² Mise en service actif du premier porte-avions chinois, *Xinhua*, 25/09/2012 • ⁷³³ Introducing the 'Liaoning': China's New Aircraft Carrier and What it Means, *China Real Time Report - Wall Street Journal*, 25/09/2012 • ⁷³⁴ Chine : le porte-avions chinois ne représente aucune menace pour le monde (Commentaire), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/09/2012 • ⁷³⁵ Le deuxième porte-avions chinois en construction à Shanghai, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/09/2012 • ⁷³⁶ La Chine annonce la mise en service de son premier porte-avions, *AFP*, 25/09/2012 • ⁷³⁷ Les Etats-Unis discutent avec le Japon à propos du renforcement de leur bouclier antimissile en Asie, *Xinhua*, 23/08/2012 • ⁷³⁸ PLA Navy Needs 3-5 Carrier Battle Groups ?, *China Defense Mashup*, 13/08/2012 • ⁷³⁹ China Developed Its Own Electromagnetic Catapult, *Chinadailymail.com*, 03/05/2012 • ⁷⁴⁰ <http://www.usairpower.net/APA-PLA-AAAV.html> • ⁷⁴¹ New Chinese ship causes alarm (by J. Michael Cole), *Taipei Times.com*, 31/05/2012 • ⁷⁴² Source : en.wikipedia.org : Type 052C destroyer ; Type 054A frigate • ⁷⁴³ Chinese Expert greatly improves China's Radar Technology, *China Defense Mashup*, 10/08/2012 • ⁷⁴⁴ Australian think tank : China's radar can easily detect F-35 fighter, *People's Daily Online*, 22/02/2012 • ⁷⁴⁵ PLA Navy Type 052D destroyer exposed, *China Defense Mashup*, 26/08/2012 • ⁷⁴⁶ PLA Navy to use the world's most advanced vertical launching system, *China Defense Mashup*, 04/09/2012 • ⁷⁴⁷ PLAN close in weapon, <http://www.sinodefenceforum.com> • ⁷⁴⁸ <http://www.usairpower.net/APA-PLA-Cruise-Missiles.html> ; <http://www.globalsecurity.org/wmd/world/china/lacm.htm> • ⁷⁴⁹ Type 052D, *Forummarine.forumactif.com*, p. 6 • ⁷⁵⁰ China building new Type 052D guided missile destroyer, *Taipei Times.com*, 29/08/2012 • ⁷⁵¹ Buzz over China's new prototype warship, www.bbc.co.uk, 13/09/2012 • ⁷⁵² Les Chinois transfèrent leurs vieilles frégates, *Mer et Marine*, 19/03/2012 • ⁷⁵³ Launch of the head of Type 056 Chinese Corvette class, *Navy Recognition.com*, 24/05/2012 • ⁷⁵⁴ The commissioning of 056 class corvette 586 in Wuhan, *China Defense Blog*, 04/08/2012 ; *Forummarine.forumactif.com*, *Corvette Type 056*, p. 4 • ⁷⁵⁵ PLA corvette 'launched' amid tensions, *Global Times.cn*, 24/05/2012 • ⁷⁵⁶ A Thoroughbred Ship-Killer (By Commander John Patch, US Navy), *Proceedings Magazine*, April 2010 Vol. 136/4/1,286 • ⁷⁵⁷ China's Houbei class fast-speed missile boats, *Chinadailymail.com*, 02/06/2012 • ⁷⁵⁸ ANNUAL REPORT TO CONGRESS, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2011*, p. 14 • ⁷⁵⁹ La marine chinoise construit à tour de bras, *Mer et marine*, 23/05/2012 • ⁷⁶⁰ La marine chinoise construit à tour de bras, *Mer et marine*, 23/05/2012 • ⁷⁶¹ L'inquiétante expansion de la marine chinoise, *Le Monde.fr*, 04/08/2011 • ⁷⁶² China unveils Dong Feng-21D, the world's only anti-ship ballistic missile, *Chinese Defence.com*, 25/07/2012 • ⁷⁶³ ANNUAL REPORT TO US CONGRESS, *Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2012*, p. 46 • ⁷⁶⁴ HQ16A LY-80 Ground-to-air defense missile system, www.armyrecognition.com • ⁷⁶⁵ China test fires its new ICBM, the Dongfeng 41, *Chinese Defence*, 13/09/2012 ; China test-fires new nuclear-capable ICBM, *Hindustan Times*, 15/09/2012 • ⁷⁶⁶ China Developing Intercontinental Missile Capabilities, *NYTimes.com*, 24/08/2012 • ⁷⁶⁷ Gaoxin6 : nouvel avion de lutte anti-sous-marin chinois, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 03/07/2012 • ⁷⁶⁸ US Technology in China's new antisubmarine aircraft, *Chinadailymail.com*, 07/07/2012 • ⁷⁶⁹ 'Big blow' to US intelligence (By Paul Beaver of Jane's Defence), *BBC News*, 03/04/2001 • ⁷⁷⁰ Inside the US spy plane (By US aviation expert Jim Eckes), *BBC News*, 04/04/2001 • ⁷⁷¹ Pourquoi la Chine fait peur : Le grand bond en avant de l'armée chinoise, *L'Expansion.com*, 23/11/2011 • ⁷⁷² L'Europe des blindés est enlisée depuis dix ans, *Le Monde.fr*, 11/06/2012 • ⁷⁷³ BAE Systems supprime 3.000 emplois au Royaume-Uni, *La Tribune.fr*, 27/09/2011 • ⁷⁷⁴ Airbus : l'A400M a décidément du mal à décoller, *La Tribune.fr*, 15/06/2012 ; Le premier A400M va enfin décoller début 2013, *La Tribune.fr*, 05/07/2012 • ⁷⁷⁵ Rafale : sans vente à l'export, la production sera arrêtée, *Usine Nouvelle.com*, 07/12/2011 ; Rafale : l'avion qui coûte cher au contribuable, *L'Expansion.com*, 08/12/2011 • ⁷⁷⁶ Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du Dragon s'accélère*, pp. 109 et suivantes • ⁷⁷⁷ Plus de 50.000 Egyptiens manifestent contre l'armée place Tahrir, *Reuters*, 18/11/2011 ; L'Egypte de nouveau sous tension, *Reuters*, 21/11/2011 • ⁷⁷⁸ Égypte : la place Tahrir fait plier l'armée, *Le Point.fr*, 22/11/2011 ; Le gouvernement égyptien démissionne, la place Tahrir s'embrace, *Reuters*, 22/11/2011 • ⁷⁷⁹ La place Tahrir s'embrace de nouveau, *Le Point.fr*, 17/12/2011 ; Égypte : le bilan s'élève à huit morts et 299 blessés dans les récents affrontements, *Xinhua*, 17/12/2011 ; Égypte : les affrontements se poursuivent autour de la place Tahrir, *Le Monde.fr*, 18/12/2012 • ⁷⁸⁰ Cinq manifestants tués en Égypte à quelques jours des élections, *Le Monde.fr*, 20/11/2011 • ⁷⁸¹ En rétablissant le Parlement, Morsi provoque un "séisme politique" en Égypte, *Le Point.fr*, 09/07/2012 ; Égypte : épreuve de force entre le président et la justice, *Le Point.fr*, 09/07/2012 • ⁷⁸² Égypte : Mohamed Morsi

définie l'armée, *Le Point.fr*, 12/08/2012 • ⁷⁸³ Libye : les anti-Kadhafi veulent que l'Otan intensifie ses frappes, *Le Point.fr*, 28/09/2011 • ⁷⁸⁴ Kadhafi appelle les Libyens à manifester par millions contre le CNT, *Xinhua*, 06/10/2011 ; Libye : 17 morts et plus de 200 blessés dans les combats à Syrte, *RIA Novosti*, 09/10/2011 • ⁷⁸⁵ Mouammar Kadhafi tué après la prise de Syrte, *Reuters*, 20/10/2011 • ⁷⁸⁶ Une part importante du pétrole libyen reviendrait à la France, *La Tribune.fr*, 01/09/2011 • ⁷⁸⁷ Vague d'attentats en Irak, au moins 107 morts, *Reuters*, 23/07/2012 ; Irak : plusieurs attaques dimanche à travers le pays, 52 morts (papier général), *Xinhua*, 09/09/2012 ; Au moins 14 morts dans une série d'attaques en Irak, *Xinhua*, 30/09/2012 • ⁷⁸⁸ Des combats meurtriers opposent des tribus rivales en Libye, *Libération.fr*, 31/03/2012 • ⁷⁸⁹ Libye : le ministre de l'Intérieur démissionne en raison de l'insécurité, *Xinhua*, 26/08/2012 • ⁷⁹⁰ La Libye abandonnée à son sort, *Le Point.fr*, 07/03/2012 • ⁷⁹¹ Plus de 10 000 missiles sol-air perdus en Libye, selon l'OTAN, *Le Monde.fr*, 02/10/2011 • ⁷⁹² Coup d'Etat au Mali : le président Touré est "sain et sauf", la Constitution suspendue (papier général actualisé), 22/03/2012 • ⁷⁹³ Coup d'Etat militaire au Mali, *Le Point.fr*, 22/03/2012 • ⁷⁹⁴ Coup d'Etat au Mali : l'Union africaine se réunit en urgence à Addis-Abeba, *RFI.fr*, 23/03/2012 ; L'Afrique de l'Ouest menace le Mali d'un embargo, *Le Point.fr*, 30/03/2012 ; La CEDEAO décide d'appliquer des sanctions diplomatiques et financiers contre le Mali, *Xinhua*, 02/04/2012 • ⁷⁹⁵ Menacée par les rebelles, la junte cherche à consolider son pouvoir au Mali, *Le Point.fr*, 25/03/2012 • ⁷⁹⁶ Comprendre la crise au Mali, *L'Express.fr*, 27/03/2012 • ⁷⁹⁷ Mali, un coup d'Etat pour rien, *Le Point.fr*, 02/04/2012 • ⁷⁹⁸ Mali : les rebelles avancent, les occidentaux appelés à quitter le Mali par leurs chancelleries (papier général), *Xinhua*, 30/03/2012 • ⁷⁹⁹ Mali : les putschistes dépassés par les événements, les populations dans la stupeur (analyse), *Xinhua*, 30/03/2012 • ⁸⁰⁰ Mali : les rebelles seraient entrés à Gao, *Xinhua*, 31/03/2012 ; Mali : les Touaregs poursuivent leur offensive au nord, *Libération.fr*, 31/03/2012 ; Le Mali coupé en deux, *Le Point.fr*, 01/04/2012 • ⁸⁰¹ Mali : un groupe rebelle touareg annonce la fin de ses opérations militaires, *Le Monde.fr*, 05/04/2012 ; Mali : les rebelles touareg proclament l'indépendance du nord du pays, *AFP*, 06/04/2012 • ⁸⁰² Les Touaregs proclament l'indépendance du nord du Mali, *Reuters*, 06/04/2012 • ⁸⁰³ Mali : la prochaine guerre, *Le Point.fr*, 13/06/2012 • ⁸⁰⁴ Mali : triomphe du régime constitutionnel, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/04/2012 • ⁸⁰⁵ La situation au Mali « a évolué en pire » : responsable de l'ONU, *Xinhua*, 03/04/2012 ; Mali : la junte annonce le début d'une convention nationale le 5 avril, *Xinhua*, 03/04/2012 ; La junte malienne précise son calendrier de retrait, *Reuters*, 07/04/2012 ; Mali : la junte s'engage à rendre le pouvoir, *La Tribune.fr*, 07/04/2012 • ⁸⁰⁶ Mali : la prochaine guerre, *Le Point.fr*, 13/06/2012) Un fait que n'a pas manqué de souligner la presse officielle chinoise • ⁸⁰⁷ Les troubles au Mali, conséquences de la guerre en Libye, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/04/2012 • ⁸⁰⁸ Mali : la France conseille à ses ressortissants de quitter le pays, *Le Parisien.fr*, 02/04/2012 • ⁸⁰⁹ Mali : une nouvelle Somalie, *Le Point*, 22/05/2012 • ⁸¹⁰ Mali. "La communauté internationale fait un pari insensé", *Le Nouvel Observateur*, 03/07/2012 • ⁸¹¹ Coup d'Etat au Mali : « C'est l'Algérie qui prend tous les risques », *El Watan*, 23/03/2012 • ⁸¹² La Syrie, secourue de combats, accuse la Turquie de jouer un rôle "dangereux", *Xinhua*, 23/08/2012 • ⁸¹³ La France prête à intervenir en Syrie ?, *Le Point.fr*, 29/11/2011 • ⁸¹⁴ La Syrie confrontée à un "projet de sédition", non à une crise politique, *Xinhua*, 03/06/2012 ; Assad jure de faire échouer le projet étranger de saboter la Syrie, *Xinhua*, 26/08/2012 • ⁸¹⁵ Assad invite la France à renoncer "aux incitations au chaos", *Reuters*, 16/05/2012 • ⁸¹⁶ Les détails du plan états-unien contre la Syrie, *Réseau Voltaire*, 09/07/2012 ; La stratégie de résistance de la Syrie, *Réseau Voltaire*, 16/07/2012 ; La Chine condamne fermement l'attentat suicide à la bombe en Syrie, *Xinhua*, 19/07/2012 ; Syrie : l'armée loyale repousse les offensives des rebelles à Damas et dans le nord, *Xinhua*, 21/07/2012 ; Nouvel échec dans la guerre états-unienne contre la Syrie, *Réseau Voltaire*, 23/07/2012 ; L'armée syrienne à la reconquête d'Alep, *Reuters*, 28/07/2012 ; Syrie - Bataille d'Alep : l'armée gagne du terrain, *Le Point.fr*, 30/07/2012 ; Les troupes syriennes reprennent le contrôle du district d'Hanano à Alep (officier), *Xinhua*, 10/09/2012 ; Syrie : 235 rebelles tués à Alep (Médias), *Xinhua*, 30/09/2012 • ⁸¹⁷ Voilà pourquoi la Syrie de Bachar el-Assad ne tombera pas !, *Réseau Voltaire*, 26/08/2012 • ⁸¹⁸ Bachar el-Assad : la Syrie "ne s'inclinera pas", *Le Point.fr*, 20/11/2011 ; La Syrie fait l'objet d'un "terrorisme organisé" (Premier ministre), *Xinhua*, 30/08/2012 • ⁸¹⁹ La situation s'améliore en Syrie (ministre), *Xinhua*, 21/09/2012 • ⁸²⁰ Syrie : une intervention militaire n'est pas pour demain, *Le Point.fr*, 27/08/2012 • ⁸²¹ Syrie : Juppé dénonce le «silence inacceptable» du Conseil de sécurité de l'ONU, *Libération.fr*, 20/09/2011 ; ONU : la Russie et la Chine opposent leur veto à une résolution sur la Syrie, *Xinhua*, 04/10/2011 ; Veto de la Russie et de la Chine à l'Onu sur la Syrie, *Reuters*, 04/02/2012 ; Syrie : veto de la Russie et de la Chine à la résolution de l'ONU, *Le Figaro.fr*, 19/07/2012 • ⁸²² Poutine fustige les "exportateurs de démocratie", *RIA Novosti*, 16/01/2012 • ⁸²³ Massacre de Houla : les auteurs seraient 800 hommes lourdement armés (Damas), *Xinhua*, 31/05/2012 • ⁸²⁴ De faux reportages sur la Syrie sont filmés au Qatar (agence), *RIA Novosti*, 19/07/2012 • ⁸²⁵ Syrie : la télévision d'Etat nie des reportages sur le contrôle de plusieurs régions par des

rebelles, *Xinhua*, 19/07/2012 • ⁸²⁶ Iran-Grande-Bretagne : Téhéran choisit la surenchère, *Le Point.fr*, 23/11/2012 • ⁸²⁷ Il est impossible que la Chine n'achète plus le pétrole iranien, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 13/01/2012 ; La Chine importe légalement du pétrole iranien : porte-parole du ministère des Affaires étrangères, *Xinhua*, 21/03/2012 • ⁸²⁸ Les sanctions des Etats-Unis contre l'Iran "prennent le monde en otage" : journal, *Xinhua*, 04/07/2012 • ⁸²⁹ Les pays occidentaux se préparent à se passer du pétrole iranien, *Reuters*, 07/01/2012 • ⁸³⁰ L'Iran doit réduire sa dépendance aux exportations de pétrole (Ahmadinejad), *Les Echos.fr*, 31/07/2012 • ⁸³¹ L'Iran vote l'arrêt de ses exportations pétrolières vers l'UE, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/01/2012 • ⁸³² L'Iran va mettre fin "définitivement" à ses exportations pétrolières vers certains pays européens (ministre), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 05/02/2012 • ⁸³³ L'Iran cesse ses ventes de pétrole à la France et au Royaume-Uni, *Le Monde.fr*, 19/02/2012 • ⁸³⁴ L'Iran refuse de livrer 500.000 barils de brut à la Grèce, *Reuters*, 26/02/2012 • ⁸³⁵ Israël prévoit une guerre-éclair contre l'Iran, *L'Express.fr*, 15/08/2012 ; Nouveaux éléments sur une éventuelle guerre Iran-Israël, *Le Figaro.fr*, 15/08/2012 • ⁸³⁶ Source des chiffres bruts : World Trade Organization, *Monthly series for some 70 economies*, 24/08/2012 update • ⁸³⁷ Source : <http://icasualties.org/oef/> • ⁸³⁸ Afghanistan - Six avions américains détruits dans l'attaque contre la base de Harry, *Le Point.fr*, 16/09/2012 • ⁸³⁹ «Innocence of Muslims», film de la haine, *Libération.fr*, 12/09/2012 • ⁸⁴⁰ La France menace d'accélérer son retrait d'Afghanistan, *Reuters*, 20/01/2012 ; Un homme en uniforme de la police afghane tue 3 soldats de l'OTAN, *Xinhua*, 02/07/2012 ; L'entraînement des Afghans suspendu, *Le Figaro.fr*, 02/09/2012 • ⁸⁴¹ Afghanistan : treize policiers rejoignent les rangs des talibans, *Le Monde.fr*, 24/07/2012 • ⁸⁴² Afghanistan – Entre soldats afghans et étrangers : une haine croissante, *Le Monde.fr*, 20/01/2012 • ⁸⁴³ Afghanistan : une guerre pour rien, *Le Point.fr*, 10/07/2012 • ⁸⁴⁴ Les chantiers inachevés des Etats-Unis en Afghanistan, *Le Monde.fr*, 30/07/2012 • ⁸⁴⁵ Afghanistan : de plus en plus d'attaques, Karzaï désenchanté, *Le Point.fr*, 21/06/2012 • ⁸⁴⁶ Washington accuse l'allié pakistanais de soutenir l'insurrection afghane, *Le Point.fr*, 22/09/2012 • ⁸⁴⁷ Le Pakistan met en garde les Etats-Unis contre une intervention, *Reuters*, 29/09/2012 • ⁸⁴⁸ Mort de Ben Laden : un militaire américain met la version officielle en doute, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 31/08/2012 • ⁸⁴⁹ Le Pakistan bloque le ravitaillement de l'OTAN vers l'Afghanistan suite à une frappe aérienne de l'OTAN, *Xinhua*, 25/11/2011 ; Le Pakistan exprime sa "fureur" à Washington, *Le Monde.fr*, 27/11/2011 • ⁸⁵⁰ États-Unis - Pakistan : l'heure du divorce ?, *Le Point.fr*, 08/05/2012 • ⁸⁵¹ L'Iran ne céderait pas aux menaces des pays occidentaux (général des Gardiens de la révolution), *Xinhua*, 14/02/2012 • ⁸⁵² L'Iran prépare un projet de loi pour fermer le détroit d'Ormuz en réponse aux sanctions de l'UE, *Xinhua*, 02/07/2012 • ⁸⁵³ L'Iran compte fabriquer des avions de combat et de sous-marins (ministre de la Défense), *Xinhua*, 21/08/2012 • ⁸⁵⁴ L'Iran place un nouveau satellite en orbite (TV), *Xinhua*, 03/02/2012 • ⁸⁵⁵ L'Iran va construire une base de lancement pour de gros satellites, *Xinhua*, 10/02/2012 ; Iran : future ouverture d'un centre spatial (ministre), *Xinhua*, 03/06/2012 • ⁸⁵⁶ Pétrole contre missiles : en Iran, la filière chinoise fonctionne à plein régime, *Le Point.fr*, 03/01/2012 • ⁸⁵⁷ Les États-Unis promettent de tout faire pour garder le détroit d'Ormuz ouvert, *Reuters*, 03/07/2012 • ⁸⁵⁸ L'Iran va organiser une grande manœuvre de défense aérienne (commandant), *Xinhua*, 03/09/2012 • ⁸⁵⁹ L'attaque israélienne sur l'Iran pourrait causer plus de dommages que de bénéfices (responsable de l'OTAN), *Xinhua*, 13/08/2012 • ⁸⁶⁰ Israël n'avertira pas les États-Unis s'il attaque l'Iran, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 29/02/2012 • ⁸⁶¹ Attaquer l'Iran fragiliserait l'économie mondiale, selon Panetta, *Reuters*, 18/11/2011 • ⁸⁶² Nucléaire iranien : il y a encore du temps et de l'espace, estime Washington, *Xinhua*, 10/09/2012 • ⁸⁶³ Israël-États-Unis : Obama empêchera-t-il une guerre contre l'Iran ?, *Le Point.fr*, 05/03/2012 • ⁸⁶⁴ L'Iran ne cherche pas la bombe atomique", *Le Point.fr*, 24/02/2012 • ⁸⁶⁵ L'Iran double le nombre de centrifugeuses dans son usine de Fordo (AIEA), *RIA Novosti*, 30/08/2012 ; Comment l'Iran a enterré ses sites atomiques, *Le Figaro.fr*, 06/01/2010 • ⁸⁶⁶ "L'attaque contre l'Iran pourrait être catastrophique", dit le chef de l'opposition israélienne, *La Tribune.fr*, 28/07/2012 • ⁸⁶⁷ Une guerre avec l'Iran coûterait 42 milliards d'euros à l'économie israélienne, *La Tribune.fr*, 21/08/2012 • ⁸⁶⁸ L'Iran n'abandonnera jamais l'enrichissement d'uranium (porte-parole), *Xinhua*, 04/01/2012 ; L'Iran va bientôt annoncer de nouvelles "grandes" performances nucléaires (président), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 12/02/2012 ; Le président iranien injecte la barre de combustible dans le réacteur de recherche de Téhéran, *Xinhua*, 15/02/2012 ; L'Iran ne renoncera pas à son droit inaliénable au nucléaire (officiel), *Xinhua*, 28/08/2012 • ⁸⁶⁹ États-Unis : Obama derrière la cyberguerre contre l'Iran ?, *Le Point.fr*, 01/06/2012 • ⁸⁷⁰ Les Etats-Unis et Israël développent un virus informatique contre les capacités nucléaires iraniennes (presse), *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 21/06/2012 • ⁸⁷¹ L'Iran lance un réseau intranet national, séparé d'internet, *Reuters*, 23/09/2012 • ⁸⁷² Iran : qui tue les scientifiques iraniens ?, *Le Point.fr*, 11/01/2012 • ⁸⁷³ La Russie peut livrer des S-300 à l'Iran « à tout moment », *Info-aviation.com*, 19/01/2012 • ⁸⁷⁴ Iran : la centrale nucléaire de Bouchehr fonctionne désormais à plein régime, *RIA*

Novosti, 31/08/2012 • ⁸⁷⁵ L'Iran veut construire une deuxième centrale nucléaire à Bouchehr, *RIA Novosti*, 27/05/2012 • ⁸⁷⁶ Pétrole : l'Iran accepte les règlements en yuans, *Le Monde.fr*, 08/05/2012 • ⁸⁷⁷ Iran : Téhéran exhibe un drone américain abattu, *Le Point.fr*, 08/12/2011 • ⁸⁷⁸ L'Iran affirme pouvoir copier le RQ-170, *Info-aviation.com*, 23/04/2012 • ⁸⁷⁹ Chinese secret delegation enter Iran for getting RQ-170 drone, *China Defense Mashup*, 16/08/2012 • ⁸⁸⁰ Nucléaire : le jeu trouble de l'Allemagne avec Israël, *Le Point.fr*, 04/06/2012 • ⁸⁸¹ "L'Iran ne cherche pas la bombe atomique", *Le Point.fr*, 24/02/2012 • ⁸⁸² L'Iran promet une réaction rapide à toute attaque israélienne, *Xinhua*, 18/08/2012 • ⁸⁸³ La "tumeur cancéreuse" d'Israël va bientôt disparaître, dit Ahmadinejad, *Le Point.fr*, 17/08/2012 • ⁸⁸⁴ ONU : Mahmoud Ahmadinejad fait sa dernière tournée à New York, *Le Monde.fr*, 25/09/2012 • ⁸⁸⁵ Sommet des Non-Alignés : le monde a-t-il réussi à isoler l'Iran ?, *Le Point.fr*, 30/08/2012 • ⁸⁸⁶ Le 16e sommet du MNA s'ouvre à Téhéran, *Xinhua*, 30/08/2012 • ⁸⁸⁷ Sommet des Non-Alignés : le monde a-t-il réussi à isoler l'Iran ?, *Le Point.fr*, 30/08/2012 • ⁸⁸⁸ L'Iran brise le blocus diplomatique de l'Occident en organisant le sommet des non-alignés (Commentaire), *Xinhua*, 01/09/2012 • ⁸⁸⁹ Wu Bangguo arrive en Iran pour une visite, *Xinhua*, 09/09/2012 • ⁸⁹⁰ La Chine va contribuer davantage à la promotion de la sécurité alimentaire en Afrique (Yang Jiechi), *Xinhua*, 24/09/2011 • ⁸⁹¹ Coopération agricole Chine-Afrique : La Chine tend la main à la Côte d'Ivoire pour combattre l'insécurité alimentaire, *China radio international*, 03/10/2011 • ⁸⁹² Chery Heavy Industry enters Africa with agricultural machinery, *China's Great Science and Technology*, 25/07/2012 • ⁸⁹³ Sacrilège : les vins chinois considérés meilleurs que les vins français !, *La Tribune.fr*, 14/12/2011 • ⁸⁹⁴ La sécheresse fait flamber les prix des céréales, *La Tribune.fr*, 20/07/2012 • ⁸⁹⁵ Il faut en finir avec la gabegie alimentaire, *Le Monde.fr*, 20/08/2012 • ⁸⁹⁶ La hausse du prix des céréales n'a pas de gros impact en Chine, *China radio international*, 28/08/2012 • ⁸⁹⁷ La délocalisation industrielle chinoise encourage le "Made in Africa", *Xinhua*, 21/07/2012 • ⁸⁹⁸ Hu Jintao participe au Forum sur la coopération sino-africaine, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 19/07/2012 ; Publication de la Déclaration de Beijing de la 5e Conférence ministérielle du Forum sur la Coopération sino-africaine, *Xinhua*, 20/07/2012 • ⁸⁹⁹ La Chine accorde de plus en plus de crédit à l'Afrique, *La Tribune.fr*, 19/07/2012 ; La Chine double, à 20 milliards de dollars, ses crédits à l'Afrique, *20 minutes.fr*, 19/07/2012 • ⁹⁰⁰ Il faut davantage de soft power pour la Chine en Afrique, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 28/02/2012 • ⁹⁰¹ L'essor des relations sino-africaines surprend l'Occident, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 11/01/2012 • ⁹⁰² La Chine estime injustes les accusations de "néocolonialisme" à son encontre, *Xinhua*, 20/08/2012 • ⁹⁰³ Quand l'Occident tirera t-il enfin les leçons de l'histoire ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 27/10/2011 • ⁹⁰⁴ Une nouvelle guerre froide pourrait-elle éclater ?, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 16/12/2011 • ⁹⁰⁵ Libye-Syrie : la lourde erreur de Nicolas Sarkozy, *Le Point.fr*, 09/08/2012 • ⁹⁰⁶ La Chine est devenue le premier partenaire commercial de la Russie dans les deux premiers mois de 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 08/04/2012 • ⁹⁰⁷ Premier anniversaire de l'oléoduc sino-russe, *Xinhua*, 01/01/2012 • ⁹⁰⁸ La Chine et la Russie signent 27 contrats pour un montant de 15 milliards de dollars, *Xinhua*, 28/04/2012 • ⁹⁰⁹ La Chine devient le plus grand partenaire commercial de la Russie dans les sept premiers mois de 2012, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 26/09/2012 • ⁹¹⁰ Le gaz russe pour la Chine en échange de la modernisation, *RIA Novosti*, 13/10/2011 • ⁹¹¹ L'accession de la Russie à l'OMC boostera les relations commerciales avec la Chine (ministre), *Xinhua*, 05/09/2012 • ⁹¹² Poutine fait entrer la Russie dans l'OMC, *La Tribune.fr*, 21/07/2012 ; Vladimir Poutine signe l'accord d'adhésion de la Russie à l'OMC, *La Tribune.fr*, 21/07/2012 • ⁹¹³ Une industrie militaire russe en état de choc, *Le Monde diplomatique*, octobre 2011 • ⁹¹⁴ Espace : Medvedev exige de punir les responsables des échecs, *RIA Novosti*, 26/11/2011 • ⁹¹⁵ Espace : les tirs des Protons-M suspendus, *RIA Novosti*, 07/08/2012 • ⁹¹⁶ La sonde russe Phobos Grunt tombera dimanche dans le Pacifique, *Ria Novosti*, 14/01/2012 • ⁹¹⁷ Le lancement de la sonde Luna Resource reportée à 2017, *Maxisciences.com*, 11/04/2012 • ⁹¹⁸ Quel avenir pour le Superjet 100 de Sukhoi après le crash en Indonésie ?, *La Tribune.fr*, 10/05/2012 ; Safran aide Sukhoi à relancer le Superjet 100, *Le Figaro.fr*, 31/07/2012 • ⁹¹⁹ La construction des BPC russes va démarrer, *Usine Nouvelle.com*, 07/12/2011 • ⁹²⁰ L'An-70 russo-ukrainien est en bonne voie, *Info-aviation.com*, 10/06/2012 • ⁹²¹ Nouveau lanceur lourd : Moscou pourrait coopérer avec Kiev et Astana, *RIA Novosti*, 20/08/2012 • ⁹²² L'OMC adopte officiellement l'accord d'adhésion de la Russie, *Xinhua*, 16/12/2011 • ⁹²³ L'Ukraine et la Chine vont construire des avions de transport, *Info-aviation.com*, 15/08/2011 • ⁹²⁴ Pékin et Moscou veulent concurrencer Airbus et Boeing sur les long-courriers, *La Tribune.fr*, 31/05/2012 • ⁹²⁵ Poutine considère la Chine comme un partenaire fiable, pas une menace, *Xinhua*, 17/10/2011 • ⁹²⁶ La coopération sino-russe favorable à un monde plus équilibré (commentaire), *Xinhua*, 11/10/2011 • ⁹²⁷ Russia : Diaoyu Islands belong to China, *Xinhua*, 18/09/2012 • ⁹²⁸ Grave incident diplomatique entre le Japon et la Corée du Sud, *Le Point.fr*, 10/08/2012 • ⁹²⁹ Le Japon attise les conflits avec ses voisins, *CCTV-F*, 16/08/2012 • ⁹³⁰ Les relations sino-russes au plus haut, selon le chef de la diplomatie russe (interview), *Xinhua*, 03/06/2012 • ⁹³¹ La Russie à l'OMC mais sans miracle à la chinoise

en vue, *Le Nouvel Observateur*, 22/08/2012 • ⁹³² La paupérisation des Russes : un risque social accru, *RIA Novosti*, 29/09/2011 • ⁹³³ Poutine promis à un troisième mandat, malgré la contestation, *Reuters*, 04/03/2012 ; Vladimir Poutine élu à la présidence russe dès le premier tour, *Reuters*, 04/03/2012 • ⁹³⁴ Le président chinois félicite M. Poutine pour sa victoire à la présidentielle russe, *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 06/03/2012 • ⁹³⁵ Poutine promis à un troisième mandat, malgré la contestation, *Reuters*, 04/03/2012 ; Russie : Poutine favori mais accusé de fraudes, *Le Point.fr*, 04/03/2012 ; Présidentielle - Poutine fait son retour au Kremlin, *Le Point.fr*, 05/03/2012 • ⁹³⁶ 500 milliards envoyés en cinq ans..., *Le Point.fr*, 14/01/2012 • ⁹³⁷ Un 1er-Mai contre l'austérité et Nicolas Sarkozy, *Reuters*, 01/05/2012 ; François Hollande s'installera à l'Élysée le 15 mai, *La Tribune.fr*, 07/05/2012 ; La gauche s'oriente vers la majorité absolue, la droite résiste, *Reuters*, 10/06/2012 ; François Hollande et le PS en route vers le grand chelem, *Reuters*, 16/06/2012 • ⁹³⁸ Le 22 avril, je m'abstiens donc je lutte, *Le Point.fr*, 15/04/2012 • ⁹³⁹ Les votes nuls et blancs, un avertissement pour Hollande ?, *Reuters*, 07/05/2012 ; Vers une abstention record au premier tour des législatives, *Reuters*, 10/06/2012 • ⁹⁴⁰ François Hollande craint des plans sociaux après le 6 mai, *Capital.fr*, 28/04/2012 ; Conjoncture : un sale temps pour le nouveau président, *La Tribune.fr*, 15/05/2012 ; Ces plans sociaux qui pourraient plomber le quinquennat, *Le Monde.fr*, 31/05/2012 • ⁹⁴¹ Hollande promet que la rigueur épargnera les classes moyennes, *Le Point.fr*, 23/06/2012 • ⁹⁴² Une vague rose déferle sur l'Assemblée nationale, *Le Point.fr*, 18/06/2012 ; France/législatives : le PS a les pleins pouvoirs pour entamer le changement (papier d'angle), *Xinhua*, 18/06/2012 • ⁹⁴³ Le FN entre au Palais-Bourbon, *Libération.fr*, 17/06/2012 • ⁹⁴⁴ La crise financière actuelle a l'étrange parfum des années trente, *Le Monde.fr*, 24/10/2011 • ⁹⁴⁵ Marine Le Pen se pose en "candidate de la révolte populaire", *Le Point.fr*, 18/02/2012 • ⁹⁴⁶ Premier tour. Sur la place Stalingrad, le Front de gauche entre stupeur et détermination, *20 minutes.fr*, 22/04/2012 ; Marine Le Pen renvoie Hollande et Sarkozy dos-à-dos et votera blanc, *AFP*, 01/05/2012 • ⁹⁴⁷ La campagne d'Obama commence par une offensive anti-Romney, *Le Monde.fr*, 06/05/2012 ; Etats-Unis : ni Obama ni Romney ne convainquent les Américains sur l'économie, *AFP*, 23/05/2012 • ⁹⁴⁸ President Obama Asks Medvedev for 'Space' on Missile Defense — 'After My Election I Have More Flexibility', *ABC News*, 26/03/2012 • ⁹⁴⁹ What else is on Obama's agenda after the election that he isn't telling you, *National Republican Comitee*, 26/03/2012 • ⁹⁵⁰ USA : Obama raille Romney, roi des délocalisations, *Le Point.fr*, 22/06/2012 • ⁹⁵¹ 99 % contre 1 %, idée de génie, *Le Monde.fr*, 05/12/2011 • ⁹⁵² Le mouvement de contestation contre Wall Street s'étend à la ville de Los Angeles, *China radio international*, 03/10/2012 • ⁹⁵³ Vincent Gouysse, *Le réveil du dragon*, pp. 404 et suivantes ; Vincent Gouysse, *2010-2011 : Le réveil du Dragon s'accélère*, pp. 145 et suivantes • ⁹⁵⁴ Les indignés de Wall Street, *Le Point.fr*, 04/10/2011 ; Le mouvement Occupy Wall Street s'étend aux Etats-Unis, *Le Monde.fr*, 07/10/2011 ; Occupy Wall Street fête ses deux mois sous une pluie d'arrestations, *Le Point.fr*, 18/11/2011 • ⁹⁵⁵ Nous renvoyons ici à l'annexe située en fin de volume.

Annexe :

Contribution à la journée de formation du 30 septembre 2012 organisée par l'OCF

Au sein de la société bourgeoise, rien n'apparaît plus naturel et légitime que le fait de réaliser un profit. Pourtant, c'est la recherche du profit qui est à l'origine de tous les maux de la société bourgeoise : tortures du travail excessif pour les uns, épée de Damoclès du chômage pour les autres, excitation de la haine entre les peuples, guerres coloniales et inter-impérialistes, etc.

Les idéologues bourgeois imputent généralement ces "défauts" de leur système à un "excès" de concurrence, une concurrence qu'il faudrait donc encadrer pour l'assagir.

Qu'en est-il dans la réalité ?

La source du mal, c'est le profit, qui naît de la propriété privée d'une minorité d'exploiteurs sur les moyens de production (usines, etc.)

Le profit, comme l'a démontré Karl Marx il y a maintenant un siècle et demi, naît de l'exploitation du travail salarié. Certes, le patron individuel n'est plus l'esclavagiste de l'antiquité, propriétaire exclusif d'un d'esclave qui lui appartient en totalité, ni le clerc ou le seigneur du Moyen-âge qui fait travailler le paysan serf sur ses propres terres.

Portant, le bourgeois individuel n'en reste pas moins un exploitateur, et la bourgeoisie une classe de parasites, dans la mesure où comme ses ancêtres, la bourgeoisie s'accapare une fraction du produit du travail des masses populaires.

Le patron individuel n'est certes plus directement propriétaire des bras de ses esclaves, mais il reste le propriétaire d'une usine, d'un commerce, etc. En bref, la bourgeoisie dans son ensemble reste la propriétaire de l'ensemble des moyens de production, un outil dont le prolétariat n'a pas la jouissance. Pour être en mesure d'assurer leur survie et celle de leurs proches, parfois même un certain confort matériel et des loisirs — mais souvent de moins en moins à l'époque actuelle —, les prolétaires sont forcés de proposer leurs services à la classe possédante. Un patron, comme nous l'avons dit, n'a donc certes plus de droit de propriété sur le prolétaire individuel, mais le patronat, dans son ensemble, n'en reste pas moins dans la réalité le propriétaire de la force de travail de ses esclaves, qui sinon devraient se résoudre à cesser de vivre.

Pour obtenir les moyens de sa subsistance (logement, habillement, alimentation, etc.), le prolétaire loue donc ses bras et son intelligence à son patron un certain nombre d'heures par jour. C'est là qu'entre en scène notre profit.

Que notre esclave moderne ait aujourd'hui théoriquement besoin de travailler quotidiennement deux à trois heures pour produire la richesse correspondant à ses moyens de subsistance (une durée qui dépend de plusieurs paramètres comme la productivité du travail), ne l'empêche nullement de travailler le double ou le triple de ce temps.

Le profit est en d'autres termes la différence entre le coût de la reproduction de la force de travail du prolétaire et la valeur des marchandises qu'elle est capable de produire.

Dans la société bourgeoise, le travail du prolétaire n'est donc pas rémunéré en fonction de la valeur des marchandises qu'il produit, mais en fonction de ce que coûte sa formation, son entretien et sa reproduction, et ce quels que soient les artifices employés par la bourgeoisie pour brouiller le jeu et cacher ce fait.

L'existence de primes, d'intéressement aux bénéfices, du salaire aux pièces, etc., ne changent rien à ce qu'en définitive, en louant à la classe exploiteuse sa force de travail, le prolétariat renonce à la propriété sur le produit de son travail, dont une partie passe alors inéluctablement dans l'escarcelle des classes exploiteuses sous la forme d'un profit.

Dans la société bourgeoise, le prolétaire n'existe socialement que s'il existe économiquement et est donc rentable pour son patron. Il n'existe donc que s'il trouve à se louer et la production sociale n'a nullement pour but premier la satisfaction de ses besoins matériels et spirituels, mais l'extorsion du maximum de profit, c'est-à-dire de travail "gratuit".

Il faut dire en effet que ce vol aboutit à mettre en concurrence les entrepreneurs privés qui se battent par prolétaires interposés. Les entreprises produisant trop, comparativement au salaire des exploités, cette surproduction relative permanente entraîne une guerre commerciale permanente qui les pousse à accroître l'exploitation et ainsi à réduire les débouchés. Une guerre qui déborde évidemment du cadre national, et qui oppose alors l'ensemble de la classe bourgeoise de chaque nation (ou d'un groupe de nations) aux autres. Seul l'anéantissement de la concurrence — une politique menée avec un certain succès par les pays impérialistes depuis un siècle, peut permettre de déplacer cette contradiction chez eux.

Dans ces conditions, la hausse du salaire du prolétaire à un niveau supérieur à la satisfaction de ses besoins physiologiques essentiels n'est elle-même

qu'un moyen pour la bourgeoisie de tel ou tel pays, d'extorquer davantage de profits au prolétariat de pays bourgeois économiquement retardataires et dépendants, des pays dont les élites bourgeoises sont inféodées — parfois de leur plein gré, parfois par la force —, aux élites bourgeoises des pays impérialistes disposant du monopole sur les moyens de production, un monopole qui inclut l'exportation de capitaux et le monopole de la propriété intellectuelle (brevets), des monopoles qui permettent aux entreprises « multinationales » de ces pays d'exploiter la sueur et la souffrance des peuples des cinq continents.

En son temps déjà, Karl Marx raillait impitoyablement la bourgeoisie qui cherchait à travestir ses désirs d'exploitation sous couvert de l'avènement d'une paix universelle. « La fraternité que le libre-échange ferait naître entre les différentes nations, disait-il, ne serait guère plus fraternelle que celle qu'il fait naître entre les classes d'une même nation »...

Dans cette époque de crise économique qui frappe les pays impérialistes en déclin d'Occident alors qu'émerge une nouvelle puissance impérialiste dominante, les témoignages de cette "fraternité" bourgeoise se multiplient : les guerres commerciales et monétaires se mêlent aux agressions coloniales. Il faut dire que la concurrence entre la bourgeoisie des différentes nations s'exacerbe et que celles dont les difficultés sont les plus aiguës sont alors tentées d'employer les moyens les plus désespérés et les plus réactionnaires pour préserver leurs positions menacées.

Telle est la source matérielle de la flambée contemporaine des pulsions nationalistes et protectionnistes.

Il n'est pas difficile de comprendre qu'aussi longtemps que le prolétariat et les masses populaires restent prisonniers de l'influence bourgeoise, leur mécontentement ne peut se tourner contre leurs propres exploiters "nationaux", mais contre la bourgeoisie et les peuples des autres nations.

Les élites bourgeoises savent cela par cœur et ne rechignent pas à souffler sur les braises du chauvinisme dès lors qu'elles se sentent menacées par un concurrent ou une contestation sociale croissante.

La tâche des communistes n'est évidemment pas de laisser les peuples tomber dans ce piège de l'excitation de la concurrence et de la haine entre les peuples, ou d'y tomber eux-mêmes — comme les représentants de la soi-disant "extrême gauche".

Leur tâche consiste à opposer au poison du social-chauvinisme qui émerge et suinte spontanément par tous les pores de la société bourgeoise, l'antidote de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs doivent plus

que jamais construire une solidarité de classe, dans et par delà les frontières. La bourgeoisie elle-même connaît bien la nécessité de s'unir parfois (au sein d'un Etat, d'un groupement d'Etats impérialistes), quand il s'agit de défendre ses intérêts contre la concurrence étrangère.

Les peuples et le prolétariat des différentes nations doivent donc s'unir autour d'un idéal commun, non pas ceux, réactionnaires, véhiculés par la bourgeoisie, grande ou petite, mais celui de la défense de leurs propres intérêts de classe.

Cet idéal, quel est-il ?

Comme l'a montré la riche expérience soviétique avant le triomphe de la contre-révolution bourgeoise-révissionniste, un peuple doit d'abord mettre à bas chez lui ses propres classes exploiteuses, c'est-à-dire socialiser l'appareil de production sans compensation. Une fois constitué en nation et disposant du pouvoir économique, il doit veiller à ce que les débris des anciennes classes déchues ne puissent pas renverser le pouvoir, ou se reconstituer en une nouvelle classe exploiteuses au sein de l'appareil d'Etat socialiste.

Dans ce but, il faut établir la participation croissante et la plus large des masses populaires à l'administration de cet appareil, à l'instauration et au renforcement du contrôle populaire — en particulier postélectoral — sur les représentants élus, afin de les dissuader de dévier dans une mauvaise direction une fois élus.

Alors seulement, l'édification d'une économie et d'une société radicalement nouvelles, socialistes, devient possible. Une société débarrassée de l'exploitation, du chômage, une société où la concurrence entre les travailleurs et les entreprises cède la place à leur émulation. Une émulation qui prend naissance dans la conscience que chaque parcelle de son travail nous revient, directement (salaire) ou indirectement (santé, éducation, etc.) et sert donc à accroître le bien-être matériel et spirituel aussi bien individuel que collectif sans jamais permettre à une classe d'exploiteurs de se l'accaparer.

Alors seulement, une fois la concurrence vaincue au sein de nouvelles nations, devient possible le développement d'un nouveau type de rapports entre les pays. Des rapports qui ne sont plus basés sur la volonté de contrôler ou d'entraver le développement des peuples des autres nations, mais au contraire sur la volonté d'aider concrètement — notamment par l'assistance technique et l'aide à l'édification d'une industrie indigène de production des moyens de production —, les peuples de pays retardataires à conquérir une autonomie industrielle et ainsi une véritable indépendance économique.

Une telle politique n'est pas une utopie, elle a été mise en œuvre pendant près d'une décennie par le premier Etat socialiste, l'URSS, à l'égard des peuples des pays frères, qui sortaient souvent à peine du colonialisme et du féodalisme. Jusqu'en 1953, l'URSS apporta en effet une inestimable aide technique et matérielle aux pays socialistes ou anti-impérialistes (comme la Chine), une aide qui a contribué à la création d'une industrie de production des moyens de production dans des pays parfois totalement dépourvus d'industrie. Dans quel but ?

Dans le but que les peuples de ces pays, après s'être libérés des chaînes du colonialisme et de leur propre bourgeoisie, puissent s'affranchir de la menace de retomber aussitôt sous le joug d'une nouvelle dépendance économique.

Il faut marteler aujourd'hui qu'il n'existe pas d'autre alternative et que le capitalisme n'est pas réformable du fait que c'est sa cellule de base — la production marchande qui prend sa source dans la propriété privée des moyens de production —, qui engendre la concurrence entre travailleurs, entreprises et nations, et ravale le travailleur au rang de marchandise.

Il faut marteler aujourd'hui qu'aujourd'hui les travailleurs n'ont que deux choix : ou bien se battre pour une société alternative comme celle dont nous avons parlé, ou bien continuer de considérer la société actuelle comme un horizon indépassable.

Mais que ceux qui acceptent cela ou s'y résignent comprennent bien ses implications. Vouloir que les choses continuent « comme avant » ou s'améliorent, voir leurs acquis sociaux préservés — comme leur promettent les réformistes de tout poils, y compris d'« extrême gauche » —, n'est qu'une illusion et une duperie (petite-) bourgeoise.

La vérité c'est que la société bourgeoise n'a plus aujourd'hui à offrir aux masses populaires que la perspective de rester *ad vitam aeternam* le jouet des forces aveugles (et aujourd'hui combien destructrices) des forces du marché, à accepter de rester les esclaves d'une classe d'exploiteurs dont la devise « diviser pour mieux régner » pousse à souffler sur les braises du chauvinisme tout en aspirant à exploiter les peuples du monde, à accepter le chômage comme un phénomène de masse "naturel" et surtout se résigner à voir leurs conditions de vie se dégrader très fortement à l'avenir.

En effet, la roue tourne. Nos pays, ceux de l'Occident "développé" et "post-industriel", sont en effet aujourd'hui sur le déclin et proches de l'agonie, alors qu'émerge un redoutable concurrent face auquel ils sont de plus en plus impuissants, l'impérialisme chinois. Un concurrent qui brise inexorablement leur ancien monopole économique sur l'ensemble du front

de la chaîne industrielle et de la valeur, avec à la clef une hausse continue des salaires et des acquis sociaux en Chine et une inévitable paupérisation des masses populaires de nos pays !

Cette paupérisation "naturelle" est d'autant plus redoutable qu'elle est accélérée par la crise de la dette des Etats bourgeois, qui font retomber le poids de cette crise sur les masses populaires, via notamment l'aggravation des conditions d'exploitation et la destruction des "amortisseurs sociaux" (santé, éducation, assurance chômage). Aujourd'hui, les organismes économiques bourgeois admettent l'existence de ce phénomène de paupérisation à large échelle, et s'alarment de ses conséquences multiples. Ce processus d'appauvrissement massif de masses populaires autrefois privilégiées n'en est pourtant qu'à ses tout débuts. Il vise à la destruction des chaînes dorées de l'esclavage salarié, de ce confort et de ce relatif bien-être, un coût qui devient de plus en plus un surcoût inacceptable et intenable alors que l'impérialisme chinois remonte de plus en plus la chaîne de valeur industrielle.

Se battre pour le maintien de ce niveau de vie tout en restant dans le cadre des rapports de production bourgeois est aussi utopique que réactionnaire.

Utopique, car la crise économique (récession et dette souveraine) se chargera de réduire à néant toute tentative de résistance aux lois économiques immuables du capitalisme qui condamnent aujourd'hui l'Occident à la ruine économique et à une paupérisation durable et à très large échelle au cours des prochaines années.

Réactionnaire car c'est en définitive signer un chèque en blanc à nos élites bourgeoises pour continuer à jouer avec nos vies et celles de nos semblables des pays économiquement retardataires, pour continuer à monter les travailleurs les uns contre les autres et à exciter la haine entre les peuples afin de détourner le mécontentement populaire croissant qui naît de la crise et du vaste mouvement de paupérisation contemporain dans un sens qui évite la remise en cause du fondement de l'ordre bourgeois : l'exploitation du travail salarié.

Aujourd'hui, l'inévitable aggravation du processus de paupérisation à l'œuvre en Occident met en lumière l'urgente nécessité du bouleversement révolutionnaire. Une question qui se posait déjà il y a un siècle : « socialisme ou barbarie », c'est-à-dire soit le renversement du pouvoir des classes exploiteuses, soit pour les peuples des pays impérialistes d'Occident, une interminable plongée dans les ténèbres et un retour à la barbarie. Aujourd'hui, des ténèbres faites de guerres coloniales et d'une flambée du paupérisme inconnue depuis le 19^{ème} siècle.

